



La Bolivie à la dérive

Le gouvernement de centre-droit de M. Paz Estenssoro a réagi avec énergie au défi lancé depuis deux semaines par la Centrale ouvrière bolivienne (COB), qui a donné un ordre de grève générale pour protester contre les mesures économiques décidées en accord avec le Fonds monétaire international : gel des salaires, dévaluation de la monnaie, hausse spectaculaire des produits de première nécessité. La COB, puissante dans les mines d'étain de l'Altiplano, venait encore de diriger sa position en décrétant mardi 17 septembre une « grève nationale de la faim ». M. Juan Lechin, son patron, avait donné l'exemple. Des milliers de « grévistes de la faim », des femmes de mineurs, des enfants, l'ont imité, se réfugiant dans des églises.

Pour couper court à cette dangereuse escalade, le gouvernement a eu recours aux grands moyens. Etat de siège sur l'ensemble du territoire, couvre-feu dans la capitale, déploiement des blindés de l'armée dans les rues de La Paz et arrestation de plusieurs milliers de personnes. Parmi elles, M. Lechin et une trentaine de dirigeants syndicaux, qui ont été tous déportés à quelque 800 kilomètres de la capitale. Agé de soixante-dix-sept ans, vieux routier de la vie syndicale, M. Lechin est un personnage haut en couleur, membre de cette petite classe politique bolivienne passionnée, effervescente, souvent tentée par l'irréalisme, plus préoccupée de coalitions provisoires que d'affronter avec lucidité les grands problèmes de la nation.

Ces derniers sont nombreux et dramatiques. La crise économique et financière est d'une ampleur sans précédent. La dette extérieure est exorbitante, compte tenu des ressources limitées d'un pays minier sans accès à l'océan, et la Bolivie est de fait en cessation de paiements depuis plusieurs mois. Le niveau de vie moyen est en recul constant. La misère, le dénuement, sont une banalité dans ce pays andin où les masses paysannes sont réduites à une existence de survie. Mais les ouvriers, les classes moyennes, sont touchés à leur tour. Les barons du trafic de cocaïne font la loi face à un Etat apparemment impuissant. Le taux de l'inflation est vertigineux : environ 4 000 %. Les experts estiment qu'un pays ayant plus de 1 000 % d'inflation est ingouvernable. C'est évidemment le cas de la Bolivie, qui est à la dérive.

Les mineurs, particulièrement affectés par le plan d'austérité du gouvernement, estiment qu'il favorise la spéculation, implique des licenciements massifs et dénationalise l'économie. Sans doute, mais que faire ? Il n'y a guère de conciliation possible entre des plans de redressement draconiens et les revendications compréhensibles des travailleurs. Aucun gouvernement, militaire ou civil, de gauche ou de droite, ne peut résoudre cette quadrature du cercle. C'est un dilemme qui menace aujourd'hui d'autres nations latino-américaines, elles aussi frappées par une crise exceptionnellement grave. Le monde industrialisé — et d'abord les Etats-Unis — n'a pas encore suffisamment pris conscience des risques sociaux et politiques que cette dégradation fait peser sur des nations démocratiques mais fragiles de l'hémisphère occidental.

M. Charles Hernu a démissionné

L'amiral Lacoste, directeur des services secrets, est limogé

M. Charles Hernu, ministre de la défense, a présenté sa démission au premier ministre, vendredi 20 septembre. M. Fabius, qui avait reçu M. Hernu à 11 heures, a proposé au président de la République d'accepter cette démission.

Dans une lettre adressée au chef de l'Etat, le premier ministre propose également de mettre fin immédiatement aux fonctions de l'amiral Lacoste, directeur de la DGSE, et indique qu'il confiera au nouveau ministre de la Défense le soin de continuer l'enquête sur les activités des services secrets français dans l'affaire du

Rainbow Warrior : les « investigations » devront « aboutir dans les jours qui viennent ».

M. Fabius affirme que toute cette affaire « ne saurait entamer la confiance que la nation et le gouvernement portent à l'armée ». (Lire page 28.)

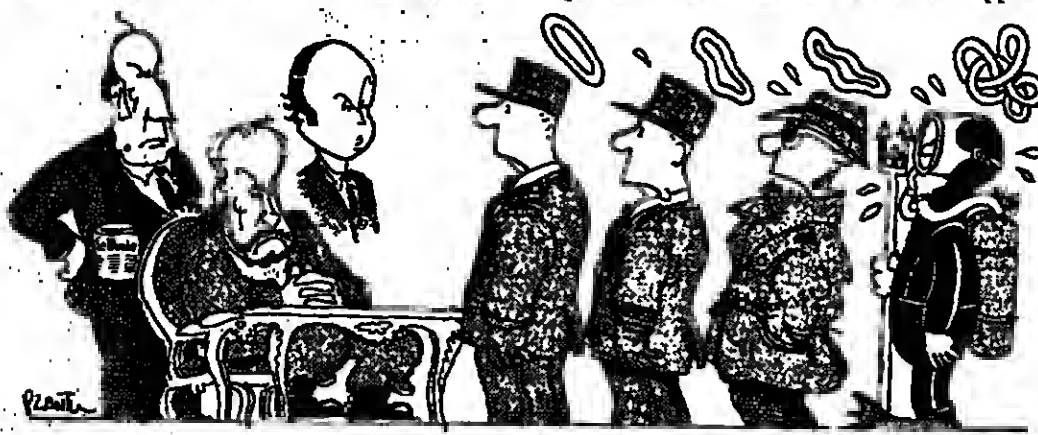
« Cela ne peut plus durer », avait dit le président de la République à son premier ministre, jeudi matin. « Cela », c'est-à-dire l'information des plus hautes autorités de l'Etat par les seules enquêtes de la presse sur les conditions d'exécution de l'attentat commis le 10 juillet dernier

contre le Rainbow Warrior. « Cette situation ne peut plus durer », répliqua M. Mitterrand dans la lettre qu'il a rédigée à l'intention de M. Fabius, et qui a été rendue publique jeudi en début de soirée.

Cette lettre, dont M. Charles Hernu a pris connaissance au même moment que le commun des Français, n'est pas plus tendre pour le premier ministre que pour le ministre de la Défense. Il en ressort que le chef de l'Etat fait passer par profits et pertes le rapport Tricot commandé par le premier ministre et qu'il est fort mécontent de n'avoir rien appris des

enquêtes complémentaires commandées par M. Fabius.

On retiendra surtout de l'initiative prise par M. Mitterrand que le président de la République prend acte, pour s'en indigner, d'un mauvais fonctionnement des rouages de l'Etat. Comment admettre, en effet, que deux mois après l'attentat d'Auckland, le président de la République, selon sa lettre, ne dispose pas des « informations nécessaires » de la part des « services compétents », qu'il doive se contenter d'un rapport Tricot aujourd'hui caduc et... de la lecture des journaux ?



LIRE PAGES 8 ET 9

- La lettre de M. Mitterrand à M. Fabius : un coup de semonce au premier ministre.
- Immocence, par Philippe Bouchet.
- Services secrets : un « nid à ennemis » pour tous les gouvernements, par Jacques Isnard.
- Les erreurs de M. Hernu, par Bertrand Le Gendre et Edwy Plenel.

Mexico frappée par le séisme

Des milliers de victimes dans des quartiers en ruine

Le violent séisme - 8,2 sur l'échelle de Richter - qui a dévasté, jeudi 19 septembre, à 7 h 19 heure locale (15 h 19 heure de Paris), trois Etats du Mexique, a particulièrement touché la ville de Mexico. Un premier bilan non officiel fait état de trois mille morts dans la capitale. Bruno Frappat, qui se trouvait à Mexico, nous a adressé l'article ci-dessous.

De notre envoyé spécial

Mexico. - Jeudi 19 septembre, à 7 h 19, cela avait commencé par une coupure de courant. Quelques fractions de seconde, puis un grondement étrange. Encore quelques dixièmes de seconde et c'est le sol qui se met à tanguer. Il ne faut, pour se faire à l'idée d'un tremblement de terre, que l'infime laps de temps qui vous fait passer de la quiétude d'une belle journée qui commence à l'angoisse. On savait Mexico sujette à des séismes fréquents. Il y en avait même eu un, léger, le samedi précédent. Mais entre l'idée d'un séisme et le fait d'être secoué, ballotté d'un mur à l'autre pendant plusieurs minutes, il y a la simple différence entre le confort et le danger ou, si l'on préfère, entre l'insouciance et la frayeur.

Plusieurs minutes plus tard, on dira deux, trois et même quatre, le temps en tout cas de songer à des soucis inhabituels, rares dans une vie : attention de ne pas recevoir ce fichu téléviseur sur la tête, parviendra-t-on à atteindre tel ou tel vêtement, tel endroit situé dans la pièce à deux mètres, c'est-à-dire à cent lieues ? Expédition... Puis loin, dans l'au-delà, très lointain du couloir, on entend des cris. Dans le soir, une femme hurle sans arrêt. Des bruits très violents parviennent comme si l'on se battait, dans la pièce à côté, à coups d'armes normandes.

Terminé. Le cœur battant encore, les clients de l'hôtel Maria-Cristina, situé en plein centre de Mexico, se retrouvent en bas, dans le hall, qui en pyjama, qui pieds nus, qui souriant et qui livide. Une fumée grisâtre envahit tout l'hôtel. Incendie ? Poussez ! Pas de panique, ce ne sera pour nous que de la poussière. On sort et l'on commence à rire, nerveusement.

Les clients de l'hôtel Regis n'auront pas eu cette chance. Leur immeuble s'est effondré, sur la rue, dans la position du cha-

meux à genoux. Plusieurs étages sont empiétés les uns sur les autres. Comme si cela ne suffisait pas, un incendie éclatera dans les ruines. Toute la journée, l'hôtel Regis, l'un des plus connus de la ville, brûlera, ajoutant sa fumée tragique au ciel déjà pollué, aux limites de l'étouffement. Pas de chance non plus pour les clients de l'hôtel Romano aplati comme une crêpe. Ni pour ceux de l'hôtel Versailles : anéanti. De l'hôtel Windsor : une bouillie. Ni pour ceux de l'aile est de l'hôtel Continental, situé sur le paseo de la Reforma, l'équivalent des Champs-Élysées : sept étages se sont effondrés les uns sur les autres. Une centaine de chambres anéanties.

Spectacle hallucinant que ces buildings géants, de verre et d'acier, fièrement dressés dans le ciel, tandis que git à leur côté le souvenir, en forme de gravats, d'un immeuble moins bien construit ou peut-être plus ancien. Les grands immeubles les plus récents, notamment ceux des banques et de la Compagnie pétrolière nationale n'ont été épargnés. C'est à peine si manque, par-ci par-là, un élément de la décoration extérieure, un panneau vitré, et ceux dont les vitrines n'ont pas tenu, sont protégés par des poli-

ciers armés de fusils : plus rien à craindre. Le séisme les a épargnés et les pillards ne passeront pas.

Promenade imprévue, circuit déconvenue de l'horreur. Au Continental, dans le vaste hall - où il y a encore de la lumière - des centaines de clients tentent de se remettre de leurs émotions.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 3.)

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU PÉROU

Alan Garcia le fonceur

Au pouvoir depuis le 28 juillet, le président de la République péruvienne, M. Alan Garcia, qui doit prendre la parole le 23 septembre devant l'Assemblée générale des Nations unies, nous a accordé l'entretien suivant :

« Le Wall Street Journal a écrit que vous vous proclamiez marxiste. C'est plutôt mauvais signe ?
- Moi, je crois d'abord que c'est une mauvaise interprétation du journaliste. J'ai fait allusion au cours de la conversation au fait que l'Apra s'inspirait, au début, du marxisme. Mais il s'agissait d'une interprétation latine-américaine de la philosophie du marxisme et non pas d'une pâle imitation des idées politiques européennes du dix-neuvième siècle qui ont débouché sur le marxisme.

- Sans doute, mais pour l'Américain moyen, communisme et marxisme c'est la même chose.

- Justement. C'est pour cela que j'ai tenu à préciser que le thème de la dette extérieure aujourd'hui illustre la relation entre les riches et les pauvres de la planète. Et je me refuse à l'interpréter comme une relation Est-Ouest. En somme, si je me distingue modestement, c'est en prenant la défense de l'Amérique latine et du tiers-monde face au capitalisme financier. Ma position est strictement nationaliste et n'a absolument rien à voir avec la lutte entre le libéralisme américain et le marxisme soviétique.

- Pour le moment, vos relations avec les Etats-Unis sont ambiguës. Votre discours est sévère et même tranchant. Mais vous collaborez dans la lutte contre la drogue, contre la subversion, et le Pérou vient de

participer aux manœuvres militaires combinées Unites ?

- Nos relations avec les Etats-Unis sont nécessaires. Elles doivent se maintenir. Mais nous devons aussi les améliorer, par exemple, dans le cas des sociétés américaines dont le campement ici ne nous a pas particulièrement été favorable. Nous allons négocier de nouveaux contrats de coopération. Les sociétés en question ont accepté. La preuve que l'on peut toujours faire mieux. Autre exemple : la dette extérieure. Il convient de revoir les taux d'intérêts et les exigences du Fonds monétaire international. Il ne s'agit pas de rompre, mais de discuter, de négocier, de tenir compte des intérêts légitimes et des possibilités.

- D'autre part, nous avons mis en route une campagne de moralisation qui coïncide indirectement avec les objectifs et les intérêts des Etats-Unis. C'est un thème qui intéresse la défense intégrale et la sécurité nationale des Etats-Unis. La consommation de drogue détruit les bases de la société américaine. Le Pérou, malheureusement, est un pays producteur de coca. Notre campagne onus a permis de porter les coups les plus durs jamais portés en Amérique latine aux trafiquants de drogue. Nous allons continuer.

- C'est vrai, comme vous le dites, qu'il y a une certaine ambiguïté dans nos rapports avec les Etats-Unis. Mais il y a deux points sur lesquels il n'y aura jamais ambivalence. La défense de l'autonomie nationale du Pérou et son droit à avoir un programme économique sans intervention du Fonds monétaire international.

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGAANG.
(Lire la suite page 5.)

Un grand roman sur juin 40

JEAN CAU

MON LIEUTENANT

Avec tout le talent de « Croquis de mémoire », avec la fougue d'une écriture incomparable, avec la précision du moindre détail reconstitué par des mois d'enquête, Jean Cau brosse une fresque de la France de juin 40.

JULLIARD



débats

MÉDECINE

Le décret qui institue la « départementalisation » des hôpitaux vient d'être rendu public. Le professeur F. Begon demande que l'on en profite pour raccourcir les circuits des malades vers les « machines à soigner », et le docteur Jacques Sellier voudrait que l'on lutte contre « l'hospitalo-centrisme ». Le docteur Maurice Bebe défend la pédiatrie des villes alors que le professeur Hugonot s'attaque aux charlatans de la « jouvence ».

L'« hôpital utile » et l'autre

Il faut faire cesser la contradiction née de l'ancienne organisation

FINANCIÈREMENT, l'hôpital est un gouffre ; il est, à lui seul, responsable de la moitié des dépenses de l'assurance-maladie. Il y a vingt-cinq ans, l'examen clinique ou empirique des malades fournissait l'essentiel des informations. Il était normal que l'hôpital fût organisé autour de lui, sectorisé en services de médecine. Depuis, la situation s'est transformée. A côté des anciens services se sont créés des véritables centres médico-techniques, aujourd'hui prépondérants. De fait, les processus de décision font appel à des techniques d'explorations et de soins toujours plus nombreuses et plus perfectionnées. La médecine moderne est instrumentale : tout y est dosages, images, chirurgie, irradiation. L'ancienne organisation se perpétuant, dans le même établissement coexistent deux hôpitaux : l'un technique et moderne, l'autre hérité du passé. Cette dualité engendre la contradiction interne et

par F. BEGON (*)

fondamentale des hôpitaux. C'est elle qui explique les intermédiaires multiples, la complexité des circuits des malades et des informations, l'entrave à la productivité et l'excès des coûts. Malgré l'essor des nouvelles techniques, dont la mise en œuvre relève de médecins hautement qualifiés, les services consultants restent la plaque tournante de l'hôpital. C'est le contrôle des consultations et des lits, celui de la gestion des malades et des informations, qui leur confèrent le pouvoir. Ils pérennisent leur pouvoir en multipliant les actes, en entretenant les hospitalisations, en développant des consultations pléthoriques, notamment en suivant bien souvent pour leur propre

compte les malades qui leur sont adressés par les médecins du secteur libéral. N'ayant plus guère d'efficacité propre, ils sont dans l'obligation de faire tout sous-traiter par les services de chirurgie et par les services médico-techniques : laboratoires, radiologie, radiothérapie. Toute passerelle qui donnerait un accès direct à ces services est découragée. Pourtant l'intérêt de ces passerelles serait indéniable. Lorsqu'un hyperfonctionnement de la glande thyroïde est adressé par un médecin traitant à un service consultant, l'hospitalisation ou une série de consultations est décidée ; deux mois se passent entre le bilan et la réduction des coûts directs et sociaux est considérable.

(*) Professeur de physique médicale, chef de service au centre hospitalier de Poitiers.

Messieurs les hospitalo-universitaires, réveillez-vous !

L'incompréhension entre les « deux médecines » s'aggrave

Voici deux ou trois réflexions d'un médecin généraliste de la base, ayant tenu à la libre opinion publiée dans le Monde du 31 août 1985 par le professeur Ph. Meyer.

(...) Notre hospitalier, habitué à comprendre les maladies, semble s'étonner que le généraliste cherche consciencieusement à comprendre son malade. Avec de tels préjugés, comment s'étonner que le malade redoute l'univers normatif de l'hôpital qui écrase sa personnalité et que le médecin de famille le considère comme un laboratoire de la médecine d'organes, citadelle bourrée de machinerie sophistiquée. Le spécialiste hospitalier est — hélas ! — trop abrité derrière des remparts de toute nature. Le généraliste des agglomérations petites et moyennes est mêlé à la vie des gens et de la ville. Il est le seul — ou presque — à visiter l'intérieur des maisons. Soignant dans la longue durée, il reste le seul à chercher à appréhender, dans la globalité, les aspects sociaux, familiaux, professionnels, domestiques, (familiaux...) et psychiques de certaines maladies.

Notre universitaire est, par essence, imprégné d'hospitalo-centrisme : il défend, bec et ongles, sa forteresse (et qui remettrait en cause sa place insigne dans le système de santé ?). Hors de l'hôpital, point de salut,

pour... la futur médecin de famille et pour le malade.

a) C'est négliger la relative faiblesse d'un enseignement médical dispensé dans d'énormes CHU, au sein d'unités de médecine d'organes « parcellisées », par de jeunes agrégés hyperspécialisés, férus de science et d'abus, qui n'ont même pas — comme jadis — fait un remplacement de médecine générale (...).

b) C'est oublier que, chaque jour, l'énorme majorité des patients — malades ou croyant l'être — consultent les omnipraticiens. Ceux-ci n'en hospitalisent en CHU qu'une infime minorité, des cas graves ou rares ou subtils, ceux-là mêmes qui instruisent les étudiants. C'est le chat qui se mord la queue. Le carabin ne voit plus les malades qui seront son lot quotidien. Il ne rencontre en CHU que des cas dont il ne croira, dans toute sa carrière, que deux à trois observations qu'il confiera à l'hospitalier.

Messieurs les hospitalo-universitaires, réveillez-vous ! L'incompréhension — qui n'est pas nouvelle — entre les deux médecines, médecine hospitalière et sa fille naturelle, la médecine omnipraticienne, semble s'aggraver. Dans l'intérêt des malades ?

Docteur JACQUES SELLIER (Deauville).

Nouvelles menaces sur la pédiatrie praticienne

Laisser aux familles le soin de choisir entre le généraliste et le spécialiste

par MAURICE BEBE (*)

un élément indispensable de l'équipe de surveillance en maternité : sa présence réduit d'ailleurs beaucoup le transfert des nouveau-nés dans les services hospitaliers. Ainsi, forts de leur expérience et de leurs connaissances, les pédiatres prescrivent moins et hospitalisent moins.

La pédiatrie praticienne, celle que les pédiatres exercent en ville, est donc bien un authentique investissement pour la collectivité. Et le pédiatre a d'autant plus de mérite qu'il reste le praticien libéral le moins bien rémunéré de toutes les catégories de médecins, omnipraticiens compris ! Les études du CERC en témoignent régulièrement. Les négociations conventionnelles devraient d'ailleurs tenir compte de ce fait et aboutir à une revalorisation de ses revenus.

La solution aux problèmes économiques de la santé n'est pas dans une réduction sévère du nombre des

spécialistes de ville ; ou dans l'interdiction de l'accès direct des assurés aux spécialistes (la pédiatrie praticienne ne résisterait pas à une telle mesure, car les généralistes n'adresseraient pas les enfants aux pédiatres). La solution consiste au contraire à mettre au contact de la population des praticiens de niveau élevé et de nombreux spécialistes qui forment un barrage à l'hospitalisation. Pour la pédiatrie, il faut laisser aux familles le choix de confier la surveillance de leur enfant au généraliste ou au pédiatre ou de pouvoir recourir à l'un ou l'autre fois qu'elles le jugent utile.

Il est vrai que l'âge d'or de l'expansion est bien terminé, que les spécialistes doivent être économiquement investis et de traitements coûteux, et cela sans compromettre la qualité des soins. Il est sûrement possible, en rendant à l'investigation clinique ses lettres de noblesse, de faire toujours de la très bonne médecine.

C'est ainsi que aux uns et aux autres, le pédiatre pourrait bien servir de modèle.

(*) Secrétaire général du Syndicat national des pédiatres français.

Les mensonges des fabricants de jouvence

La prévention du vieillissement est une absurdité biologique

par R. HUGONOT (*)

DÉPUIS les débuts de l'humanité, l'homme a pris conscience de son vieillissement, puis de la vieillesse, et le plus souvent la refuse : fontaines, élixirs, poudres, pilules, implants, naissent au fil des siècles, éphémères recettes pour adultes vieillissants. De nos jours, certaines cliniques dans les hauts lieux internationaux du tourisme et de la finance, plus près de nous en Suisse, sur la Côte d'Azur ou à Paris, offrent des cures revitalisantes aux jeunes ou vieux dorés sur tranche. Des laboratoires mélangent diversément vitamines, protéines, magnésium, oligo-éléments, ginseng et procabate et vendent fort cher ce qu'ils présentent comme des « drogues miracles ». La Roumanie en a fait une industrie d'Etat qui lui rapporte force devises. Il y a un certain temps, en France, les médias ont annoncé l'avènement d'une nouvelle pilule et ont renforcé la publicité d'« instituts » et de « cliniques » qui s'en ont cependant guère besoin, avec la promesse de « retrouver une silhouette d'adolescent », de « guérir la démenche sénile » ou de « prolonger la longévité ».

Parlons clair ! Rien de tout cela n'est sérieux. Il n'y a pas le moindre commencement de preuve d'une action à long terme. Un certain nombre de données doivent par contre servir à éclairer le raisonnement des hommes de bonne foi :

1. — Le vieillissement est un processus biologique qui atteint tous les êtres vivants, qui progresse dès la

naissance de façon discontinue avec des pauses, des accélérations ou des ralentissements, mais qui ne peut revenir en arrière. La prévention du vieillissement est donc une absurdité biologique. La seule connue est de ne pas naître. On peut peut-être éviter un vieillissement précoce.

2. — L'homme vieillissant de la société industrielle rejoint — statistiquement — l'écart se creuse davantage à chaque décennie entre l'âge chronologique (celui de l'état civil) et l'âge biologique (celui de nos artères). L'homme de soixante-dix ans d'aujourd'hui est proche de celui de soixante ans en 1950 ; ce sera le cas pour celui de quatre-vingts ans au début du troisième millénaire. Cette évolution est spon-

(*) Génomologue, professeur à la faculté de médecine de Grenoble.

tanée, liée aux nouveaux modes de vie ; la jouvence artificielle commercialisée n'y est pour rien.

3. — Jusqu'à ce que les mécanismes intimes du vieillissement cellulaire soient mieux connus, ce n'est pas des médicaments qu'il faut attendre le salut, mais d'une maîtrise consciente et cohérente de notre vieillissement par une connaissance individuelle plus complète des processus qui y contribuent. Les fabricants de mirages ne peuvent que favoriser la passivité, alors que seule la mobilisation des esprits et des corps peut aider l'homme à aborder sereinement la vieillesse. De nombreuses associations de retraités et plusieurs groupes de recherche travaillent en ce sens, dans notre pays. Ils en sont à la phase d'étude et évitent tout tapage intempestif par crainte de faire naître de faux espoirs.

COURRIER DES LECTEURS

L'accueil des huguenots

L'administration des postes et télécommunications offre à ses usagers un timbre-poste émis à l'occasion du troisième centenaire de la révocation de l'édit de Nantes. Tous les protestants auront apprécié ce geste sympathique, de même que le choix du symbole et le soin apporté à la réalisation de cette nouvelle vignette. Mais pourquoi donc la croix huguenote voisine-t-elle avec la légende « Accueil des huguenots, alors qu'il aurait fallu parler d'exode », qui correspond à la vérité historique ? Ce n'est en effet pas moins de deux cent mille huguenots qui durent quitter la France dans les années qui suivirent la révocation. Imagine-t-on un timbre turc évoquant l'accueil... des Arméniens, ou un timbre allemand commémorant l'accueil des juifs du Grand Reich ?

et des millions d'autres ont pris des congés payés le long des routes de France dans le mois de juin 1940. Je les ai vus de haut puisque j'ai parcouru cette route à cheval.

On peut donc fêter juin 1936 et le slogan de cette époque, « Pain, paix et liberté », puisque le quatrième anniversaire a apporté aux Français la carte de pain, la défaite et l'Occupation, conséquences directes pour un pays de 40 millions d'habitants qui travaillaient quarante heures par semaine, contre un pays de 85 millions d'habitants qui travaillaient soixante heures par semaine.

La fête du cinquantenaire pourrait comporter un slogan : « Français, vous avez la mémoire courte ! » Signé Marcel Pétain.

J.-L. TIXIER-VIGNANCOUR, avocat, ancien député.

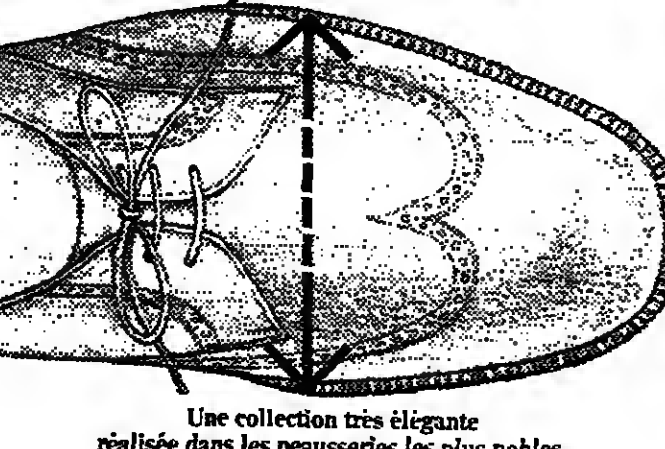
Pourquoi pas la Creuse ?

M. Mitterrand ayant proclamé *urbis et orbis* l'immortalité des tirs militaires souterrains, il n'est donc plus nécessaire d'expérimenter à Mururoo. Pourquoi alors ne pas le faire, comme l'a suggéré Brice Lalonde, en Limousin, et plus précisément au camp de La Courtine, dans la Creuse ?

Cette solution présente plusieurs avantages. En ces temps d'austérité, on réalisera des économies appréciables sur les frais de transport et de séjour, économies qui permettront de financer le Centre d'études supérieures francophones du Pacifique. L'armée de terre sera certainement très heureuse de prendre la place de la marine à la direction des opérations. On évitera les complications diplomatiques. Enfin, le conseil général de la Creuse, à majorité socialiste, accueillera avec joie un centre d'essais qui redonnera à un département en déclin une nouvelle activité en contrepartie d'une insupportable radioactivité.

JEAN MICHAUD, agrégé de l'Université (Louviers).

GRAND CHAUSSANT
Une collection pour homme, spécialement étudiée pour les pieds larges.



Une collection très élégante réalisée dans les peausséries les plus nobles. Chaque modèle existe en plusieurs largeurs.

BALLY

En vente dans les principaux magasins BALLY et notamment à Paris : 11, place du Havre - 156 rue de Rivoli Centre commercial Montparnasse.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Benoit-Méty (1944-1969) Jacques Fauré (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wauters

Rédacteur en chef : Daniel Verdet

Correspondant en chef : Claude Salas

Imprimé au Monde 7, rue des Italiens PARIS-2X

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 280 F	
TOUS PAYS ÉTRANGERS	687 F	1 337 F	1 952 F	2 538 F	
ÉTRANGER (par mandat)	L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 099 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 806 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 66 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; Yougoslavie, 110 rd.

مكتبة الأصيل

étranger

LE TREMBLEMENT DE TERRE AU MEXIQUE

La capitale en plein chaos

Après la première secousse qui a dévasté, jeudi 19 septembre, la ville de Mexico et les États de Guerrero, Michoacan et le sud de l'État de Jalisco, les communications ont été coupées pendant plus de vingt-quatre heures. Les seules informations qui parvenaient des régions en ruine émanaient de radio-amateurs, d'un télex établi entre Mexico et La Havane par le journal *el Excelsior* et par des images transmises par satellite par la chaîne mexicaine *Excelsior*.

Dès la première secousse, suivie d'une vingtaine de répliques, de nombreux immeubles ont été détruits dans le quar-

tier des affaires au centre de la ville et dans le nord-ouest, où se trouvent les banlieues les plus pauvres. Les zones les plus touchées semblent être Tlatelolco, Nuevo Leon et les districts de Colonia Roma et de Colonia Doctores. La vieille ville, notamment la Zona Rosa, fréquentée par de nombreux touristes, a été particulièrement affectée.

A cette heure matinale, la plupart des bureaux étaient encore vides. Beaucoup de victimes ont été surprises à leur domicile, dans leur sommeil ou au moment de leur petit déjeuner. De nombreuses explosions,

provoquées par la rupture des fils électriques et les fuites de gaz, ont eu lieu, et des incendies ont éclaté en plusieurs points de la capitale.

On était, vendredi matin, à peu près sans nouvelles des autres régions du Mexique dévastées. Vingt-six personnes qui se trouvaient dans la cathédrale de Ciudad-Guzman, à l'ouest de Mexico, auraient été tuées. De nombreux édifices religieux dans les États atteints par le séisme se seraient effondrés. La ville d'Acapulco, pourtant plus proche de l'épicentre, aurait été moins touchée.

Des milliers de victimes

(Suite de la première page.)

Parmi eux, Roberto, quarante ans, ingénieur venu de Vera-Cruz pour une réunion de son entreprise. Il est en train de payer sa note avec une carte de crédit : l'hôtel, depuis une heure à peine, est à moitié détruit, mais le commerce continue. Roberto était dans la salle de bains au moment du séisme, au douzième étage : « J'ai soudain vu disparaître la moitié de ma salle de bains et le mur s'ouvrir sur le vide ».

Plusieurs étages se sont effondrés au-dessus de son, mais pas le sien. La destruction, comme tout, a ses limites : pour Roberto, aujourd'hui, par miracle, elles passaient à quelques centimètres de lui, et du bon côté... Il a les yeux rouges : « Sur le moment, j'ai pris la chose très calmement, mais un quart d'heure après, en bas, j'ai crié ». Dans le hall, des femmes découvrent des draps pour en faire des bandages. Il y a foule, mais le silence règne.

A quelques centaines de mètres de là, deux autres bâtiments effondrés au milieu d'un quartier épargné, comme par l'effet d'une sorte de gigantesque jeu de massacre et de hasard. D'un côté de la rue, un hôtel - encore un - est comme tassé sur lui-même, sorte de tumulus arrondi d'où n'émergent que des balcons intacts, mais désormais situés tout près des uns des autres. En face, un autre immeuble est écroulé. Il est penché vers la rue, du côté où il était

le plus faible. Il y avait là quelques dizaines d'appartements. Dans un parking à l'air libre, les sauveteurs commencent à entreposer les premiers corps dégageés. Il y en a déjà cinq, alignés sous des couvertures ou des draps bleus récupérés dans les ruines de l'hôtel. C'est un endroit reculé auquel n'accèdent pas les badauds.

La presse, si. Entre un sauveteur, grand et fort, portant dans ses bras un paquet : petit corps d'enfant. Deux petits pieds, couverts de chaussettes blanches, dépassent. A la taille, on juge qu'il ou qu'elle devait avoir cinq ou six ans. Silence pesant.

Arrive une équipe de télévision. Elle commence à filmer les corps. Un homme ouvre les bras, voulant s'interposer. Il pleure. Il parle, puis il hurle : « C'est le cadavre de mon frère, je ne veux pas que vous le filmiez ». Il commence à empoigner des sauveteurs. Crise de nerfs. Les caméraman arrêtent de filmer. « Il a raison, on s'en va ».

Discipline et solidarité

A quelques kilomètres de là, la place des Trois-Cultures, fierté de l'urbanisme mexicain, vient de connaître son deuxième massacre en moins d'une génération. C'est ici qu'en 1968, peu avant les Jeux olympiques, la police tira sur les étudiants, faisant - semble-t-il - plusieurs centaines de morts. La place était entourée d'immeubles. Il y avait plusieurs centaines d'appartements, tous suroccupés. Il n'en reste rien, ni personne.

Trois heures de l'après-midi. Il y a huit heures que le drame a eu lieu. Des centaines d'hommes soldats, scouts, employés du téléphone, membres de la Croix-Rouge, ouvriers venant de la périphérie par camions entiers et agitant les drapeaux blancs ou rouges des secouristes - tous ces hommes fouillent les décombres dans un silence seulement interrompu par un cri de joie quand un blessé est découvert ou par des cris de frayeur quand on aura l'impression que le sol se met à trembler à nouveau. Aucune auto dans ces rues : il ne reste que quelques carcasses recouvertes d'une épaisse couche de poussière jaune. Des milliers d'appartements ont été évacués. Le plus frappant, c'est l'absence, la discipline et la solidarité de la population de Mexico. Passé les premières minutes de panique, notamment dans les rues et le métro, on n'a assisté à aucune scène d'hystérie ou traduisant un défaut d'organisation. Si l'on met à part les pilards qui exultaient leur activité dès les premières minutes, la population a respecté les consignes données par les autorités : rentrer chez soi, sauf

pour ceux qui peuvent participer aux secours. A la radio, jeudi tard dans la nuit, le speaker lisait un texte de Kipling sur la nécessité et la beauté des efforts et des sacrifices dans les périodes difficiles de l'existence.

Quelques dizaines de minutes seulement après le séisme, il y avait, devant tous les immeubles détruits que nous avons pu voir, des pompiers ou des secouristes de la Croix-Rouge mexicaine. Pas de désordre, pas d'affolement. Toutes les rues qui devaient être barrées l'étaient par des cordes installées par les habitants du quartier. Chaque fois que, d'une façade lézardée, menaçait de tomber quelque objet dangereux - verre, métal, pierre, câble électrique - quelqu'un avait dressé un périmètre de sécurité à l'aide de barrières de fortune. Et puis la vie reprend. Sur le paseo, à 8 heures - quarante minutes après la secousse - une palme de balayeur des rues traîne sur le sol, abandonnée, dans sa compréhensible fuite, par son titulaire. Un quart d'heure plus tard, le balayeur sera revenu et il nettoiera, de manière désoignée mais touchante, à 100 mètres de dix immeubles effondrés et de milliers de tonnes de gravats... Fatalisme, insouciance ou manière de lutter contre l'angoisse ?

BRUNO FRAPPAT.

Une des zones les plus sismiques

L'histoire du Mexique est jalonnée de séismes de forte magnitude. De 1900 à 1978, près de trente tremblements de terre ont dépassé la magnitude 7, mais sans être très meurtriers.

La sismicité du Mexique est due à la situation de ce pays par rapport aux plaques dont la mosaïque constitue la surface de la Terre et qui ne cessent de bouger les unes par rapport aux autres.

Sur la rive du Pacifique, le Mexique est longé par un fossé océanique qui marque la subduction de la plaque des Cocos sous la plaque du Mexique. La subduction est le phénomène qui fait qu'une plaque plonge et disparaît sous sa voisine. Dans le cas du Mexique, il s'agit de la petite plaque des Cocos qui glisse, en moyenne de 6 centimètres par an, vers le nord-est en s'enfonçant peu à peu le long d'un plan incliné à

15 degrés ou 20 degrés sous la grande plaque des Amériques.

Bien entendu, l'enfoncement d'une plaque sous sa voisine se fait avec difficulté : la plaque des Cocos glisse donc par à-coups, chacun de ceux-ci étant à l'origine d'un séisme.

Dans le fossé et sous la région côtière, la plaque des Cocos amorce sa plongée : les tremblements de terre y sont donc superficiels - c'est-à-dire que leur foyer est à moins de 70 kilomètres de profondeur - et donc des plus redoutables. Lorsqu'on s'éloigne de la côte vers l'intérieur du pays, la profondeur des foyers augmente car, en dessous, la plaque plongeante continue à descendre le long de son plan incliné : ces foyers, situés à plus de 70 kilomètres de profondeur, sont dits intermédiaires.

Y. R.

L'aide internationale s'organise

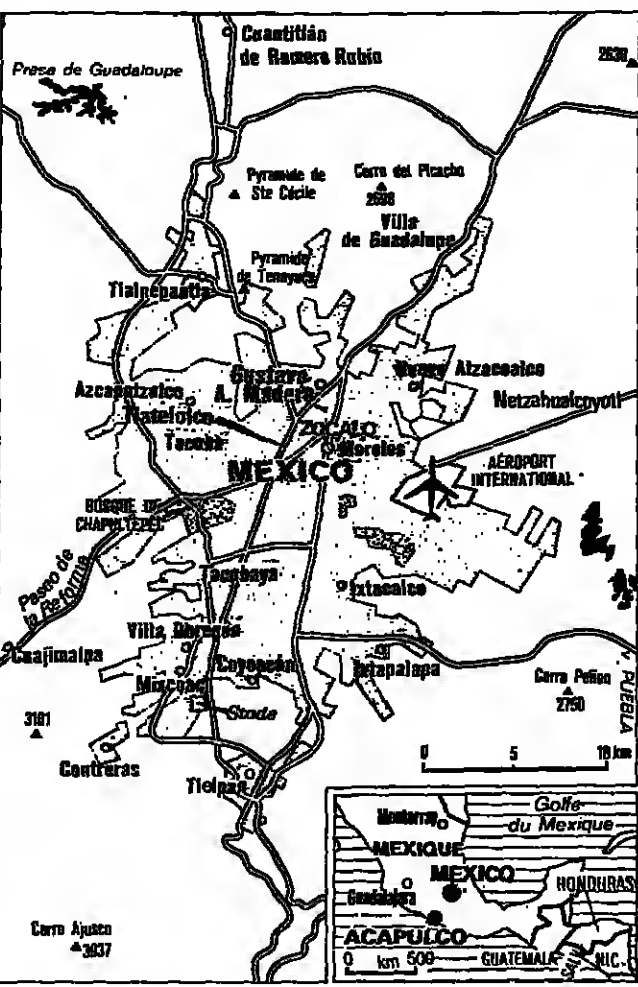
La Croix-Rouge internationale a confié à la Croix-Rouge colombienne la tâche d'évaluer les besoins du Mexique en secours d'urgence, et déjà l'aide internationale s'organise.

Tandis que le Canada vient d'offrir 700 000 dollars américains, le département d'Etat a annoncé que les Etats-Unis étaient prêts à aider le Mexique « de toutes les façons possibles ». L'Espagne et de nombreux pays d'Amérique latine (Cuba, Argentine, Nicaragua, Venezuela, Pérou) s'apprêtent à

envoyer médicaments, vivres, équipements sanitaires et médicaux.

En France, l'Action d'urgence internationale (10, rue Félix Ziem, 75018 Paris, CCP 15 820 17 P Paris) lance un appel de solidarité. Un collectif Mexique Solidarité a par ailleurs été créé par plusieurs organisations non gouvernementales (CCFD, CIMADE, Solidarités internationales...) pour envoyer des tentes, des couvertures et des médicaments : 98, rue de l'Université, 75007 Paris, CCP 19 08 909 G Paris.

Une ville-monstre qui déborde de toutes parts



C'est sans doute la plus grande ville du monde, la plus encombrée, la plus polluée. Dix-sept, dix-huit, dix-neuf millions d'habitants ? On ne sait pas. Chaque jour des milliers d'hommes et de femmes, paysans sans terre de l'intérieur - on les appelle les « parachutistes » - arrivent avec leur baluchon et leur cœur plein d'espoir dans cette métropole démesurée, impossible de tracer cet excès qui gonfle les bidonvilles de la périphérie.

Mexico avait huit millions d'habitants en 1960. Au moins dix-huit aujourd'hui. Une progression foudroyante. On estime que la ville aura environ trente-cinq millions d'âmes au tournant de l'an 2000. Netzahualcoyotl, un faubourg situé près des pistes de l'aéroport international, n'avait que cent mille habitants il y a une vingtaine d'années. Trois millions aujourd'hui : c'est le record du monde de la croissance urbaine. Une ville, un désastre, un amoncellement de masses, d'immeubles en dur, et de rues en terre, non loin de l'ancienne lagune, qui l'on survole en décollant vers le nord-est.

La ville déborde de toutes parts, mais elle est coincée dans sa vallée, à 2 200 mètres d'altitude. Il n'y a plus d'issue. Et les vents sont rudes. Plusieurs dizaines de milliers d'entreprises industrielles, surtout dans les quartiers du nord-ouest, trois millions de véhicules qui encombre les avenues, des déchets chimiques excessifs : quand on arrive en avion au-dessus de la métropole, même par beau temps, on est stupéfait de découvrir cette couleuvre noire de pollution qui recouvre une large partie de la cité.

Les « régents » (maires) qui se succèdent depuis une vingtaine d'années à la tête de l'adminis-

M. N.

UN NUMÉRO DE TÉLÉPHONE A PARIS

En dépit des difficultés de transmission qui ont isolé le Mexique du reste du monde durant de longues heures, la direction des Français de l'étranger du ministère des relations extérieures s'efforce de renseigner les familles sur le sort de ceux de leurs membres qui pourraient avoir été victimes du séisme.

On peut appeler ce service au numéro 502-14-23 à Paris, en précisant à l'opératrice qu'il s'agit du Mexique.

« La Coupe du monde de football ne serait pas compromise. - La prochaine Coupe du monde de football qui doit se dérouler au Mexique à partir du 31 mai 1986 est maintenue, selon le Comité mexicain d'organisation, cité par la chaîne de télévision Canal 2, captée à New-York. Le comité aurait fait savoir à l'Association internationale des fédérations de football (FIFA) qu'aucun défilé n'aurait été constaté dans les stades où sont prévus les matches. - (A.P.)

L'échelle « ouverte » de Richter

La magnitude permet de mesurer l'énergie libérée lors d'un tremblement de terre selon un mode de calcul imaginé, il y a cinquante ans d'années, par le géophysicien américain Charles F. Richter. Cette méthode est fondée sur l'amplitude des ondes sismiques enregistrées sur un sismographe d'un type très précis, situé à une distance bien définie de l'épicentre. L'échelle de Richter suit une progression logarithmique, si bien qu'un séisme de magnitude 7, par exemple, libère une énergie trente fois plus grande qu'un tremblement de terre de magnitude 6.

L'échelle de Richter ne commence pas à 0 pour se terminer à 9, comme on l'entend dire trop souvent : elle est « ouverte ». Etant donné que cette méthode a été fondée en fonction des sismographes existant à l'époque, les progrès des appareils actuels, beaucoup plus sensibles que ceux d'autrefois, font qu'il peut y avoir des magnitudes négatives, c'est-

à-dire que de tels séismes - bien réels pourtant - sont plus faibles que les plus faibles pris en compte par Richter pour son échelle.

A l'autre bout de l'échelle, il n'y a pas non plus de limite supérieure. Au-delà de la magnitude 8,5, les sismographes sont le plus souvent « saturés » et on ne peut préciser la magnitude. C'est pourquoi le sismologue Hiro Kanamori (travaillant en Californie) a mis au point, il y a quelques années, une autre méthode de calcul destinée à mesurer les très fortes magnitudes. En fait, l'échelle de Kanamori a rarement mesuré des magnitudes supérieures à 8. Mais rien n'empêche de penser qu'un tremblement de terre puisse, un jour, atteindre la magnitude 10 ou même peut-être 11. Cependant, les spécialistes sont sûrs qu'il existe une limite physique - encore inconnue - à la violence des séismes.

En moyenne, il se produit quelque trois cent mille tremblements

de terre par an. Mais, heureusement, plus les séismes sont violents plus ils sont rares. Si bien que la très grande majorité des tremblements de terre ont une magnitude inférieure à 2 ou 3, et ne sont même pas ressentis ; seuls les sismographes sensibles et proches les détectent.

A partir de la magnitude 5, ou 5,5, un tremblement de terre peut être catastrophique s'il se produit dans une zone habitée et si son foyer (le point, plus ou moins profond, de déclenchement initial du séisme), très superficiel, est situé juste sous une ville. Ce fut, par exemple, le cas à Agadir, où, le 29 février 1960, un séisme de magnitude 5,8 démolit la ville et tua quinze mille personnes.

En moyenne, il se produit chaque année cent cinquante séismes de magnitude comprise entre 6 et 6,9, dix-huit entre 7 et 7,9, un ou deux supérieurs à 8. Mais il s'agit là de moyennes. En 1906, il se produisit six tremblements de terre (dont celui de San-

Francisco) de magnitude égale ou supérieure à 8. En revanche, aucun séisme de cette magnitude ne s'est produit en 1970, en 1973 et en 1974.

En outre, il ne faut pas confondre la magnitude et l'intensité. Comme nous l'avons dit, la magnitude mesure l'énergie libérée au foyer : il y a donc une magnitude par séisme. L'intensité concerne les dégâts : elle est mesurée selon l'échelle MKS 1964 en douze degrés (qui s'écrivent en chiffres romains) ; il y a donc, pour chaque séisme, plusieurs intensités, qui diminuent au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'épicentre (la projection du foyer sur la surface de la Terre). Bien évidemment, à profondeur égale du foyer, plus la magnitude est grande, plus l'aire affectée par le séisme est vaste, et plus les intensités sont élevées.

YVONNE REBEYROL.

PAR L'AUTEUR DE
"ARCHÉOLOGIE DU ZÉRO"

Alain Nadaud

L'envers
du temps

TRUFINI

DENOËL

DIPLOMATIE

LA RÉUNION DES EXPERTS EUROPÉENS A BONN

De sensibles progrès ont été accomplis dans la définition du projet Euréka

De notre correspondant

Bonn. — Pour la première fois depuis la conférence de Paris, le 17 juillet dernier, de hauts fonctionnaires représentant les dix-sept pays membres de ce qui n'est pas encore tout à fait le « club Euréka » ainsi que la Commission européenne se sont réunis mercredi 18 et jeudi 19 septembre à Bonn pour confronter les résultats de leurs travaux de vacances. Ils se retrouveront une nouvelle fois le 14 octobre à Londres, avant de prendre part à la conférence de Hanovre, en Allemagne fédérale, où les ministres des affaires étrangères et de la recherche des pays intéressés doivent officiellement concrétiser, les 5 et 6 novembre, le démarrage d'une coopération européenne dans le domaine des technologies du futur.

La réunion de Bonn a confirmé les rapides progrès enregistrés au cours de l'été dans la définition de ce que devrait être Euréka et son mode de fonctionnement. Les projets de recherche, proposés par les industriels à leur gouvernement respectif, ne manquent pas. On en recense une soixantaine en RFA dans les domaines les plus divers. L'unanimité semble régner sur deux points importants : la volonté de voir les industriels des différents pays prendre entre eux l'initiative de ces projets et celle de laisser à chaque gouvernement la décision de répondre favorablement ou non aux demandes d'aide qui lui seront présentées, cas par cas, par ses propres industriels. L'idée d'un « pot commun » est, pour le moment, écartée.

L'impression des participants français était également que le problème du financement, qui avait pu sembler un obstacle lors du lancement d'Euréka, était en passe d'être résolu. Les Allemands ont notamment pris la décision de faire un effort qui devrait être comparable à celui qu'a prévu Paris.

Contrairement à ce que certaines informations avaient pu faire croire (le Monde du 7 septembre), le montant exact et la provenance de ces crédits font encore l'objet de marchandages entre les ministères des finances, des affaires étrangères et de la technologie. Un arbitrage est attendu lors de la réunion d'un conseil des ministres restreint, prévue pour le 16 octobre. Beaucoup plus réticents encore au départ, les Britanniques, qui ont convoqué pour le mois d'octobre à Londres une conférence consacrée aux possibilités de financement privé, commencent à admettre la difficulté de se passer d'un minimum de fonds publics.

Un important point à résoudre reste également la question du mode de fonctionnement d'Euréka. Dans l'intention de garder la structure la plus souple possible, certains pays avaient suggéré l'idée d'un simple secrétariat, à présidence tournante et chargé de faciliter les contacts entre les « cellules Euréka » de chaque pays. Craignant apparemment de ne pas faire le poids face aux grands, plusieurs petits pays souhaiteraient maintenant une structure plus étoffée et capable, notamment, de constituer une sorte de bourse d'informations sur les projets à l'étude ou en cours.

H. de B.

LA VISITE DU PRÉSIDENT ALFONSIN

La France et l'Argentine ont conclu un accord-cadre de coopération économique

« Si vous avez des difficultés, demandez à Buenos Aires la place de Mal et la Casa Rosada » (le palais du gouvernement), a lancé le président argentin, M. Raul Alfonsín, à l'adresse des chefs d'entreprise lors du dîner offert le jeudi 19 septembre par la chambre de commerce et d'industrie de Paris. Détendu, malgré la dizaine de discours qu'il avait dû prononcer dans la journée, le chef de l'Etat argentin a présenté un plaidoyer de l'action de son gouvernement dans le domaine économique : « Il nous faut gagner petit à petit pour rattraper le temps perdu », a-t-il indiqué aux deux cents industriels présents.

Le pressant appel à l'investissement étranger a été assorti d'assurances de garantie et de protection aux entreprises étrangères « comme s'il s'agissait d'un investissement argentin », a déclaré M. Alfonsín. M. Philippe Clémont, qui avait salué M. Alfonsín comme l'homme qui « assure la paix civile et sociale indispensable au renouveau de l'économie ».

L'artisan de ce rétablissement de l'économie, le ministre des finances, M. Juan Sourrouille, a fait à ce sujet un exposé remarqué sur les problèmes du son pays. L'hyperinflation, plus de 900 % en 1984, a été stoppée depuis l'application du plan Austral, avec pour résultat 3 % seulement d'inflation au mois d'août. M. Sourrouille a souligné la réussite de ce plan : « C'est la société argentine qui en a le mérite (mais) un long chemin sera encore nécessaire avant le retour à des conditions normales », a précisé le ministre.

Réaffirmant aussi la nécessité d'investissements étrangers et d'un secteur privé plus important, M. Sourrouille a été interrogé sur les conséquences du blocage des prix et des salaires, et sur les projets de privatisation du secteur public. « Ce sont les mêmes questions que l'on me pose », lui a glissé son voisin, le ministre français de l'économie et des finances, M. Bérégovoy. Le ministre argentin a précisé que cette période de blocage, qu'il espère courte, succéderait une étape transitoire en vue de gagner définitivement la bataille de l'inflation.

Cette situation délicate de l'économie argentine, dont l'endettement extérieur atteint près de 50 milliards de dollars, suscite une attitude prudente chez les industriels. Attendre et voir peut résumer leur position face au plaidoyer du ministre argentin.

Des projets importants sont cependant en discussion dans le domaine pétrolier, avec Total, et dans les télécommunications, les investissements nécessaires ne pouvant être assurés par le secteur public.

Un accord de coopération destiné à renforcer les relations industrielles, économiques et financières entre la France et l'Argentine a été signé jeudi au terme d'un entretien entre le président argentin et M. Laurent Fabius. Il s'agit d'un accord-cadre qui sera concrétisé lors de la prochaine réunion de la commission mixte franco-argentine, au début de 1986. Aux termes de cet accord, la coopération économique « doit s'étendre aux entreprises et organismes de toutes tailles français et argentins, et notamment aux petites et moyennes entreprises ».

Une commission de coopération économique a en outre été créée pour « assurer les meilleures conditions pour la réalisation de l'accord ».

« Nous avons fait ensemble de bonnes affaires, et les bonnes affaires font les bons amis », a estimé le président Alfonsín. Le bilan des affaires est encore mince, mais les retrouvailles sont incontestables.

DENIS HAUTIN-GURAUT.

CORRESPONDANCE

Les îles Malouines, un problème non résolu

A la suite de la publication dans le Monde daté 16-17 septembre d'une carte de l'Argentine où figurent les îles « Falkland », un lecteur argentin, M. François Vilar, nous écrit :

Il est juste de rappeler que l'Argentine, qui avait bériné les îles Malouines de l'Espagne, au moment de son indépendance, les occupait légitimement jusqu'en 3 janvier 1833 ; c'est à cette date qu'un bâtiment de guerre britannique occupa l'archipel, faisant prisonnier le gouverneur argentin et les membres de la petite garnison.

Depuis, les gouvernements argentins ont cessé de réclamer l'archipel à la Grande-Bretagne. Les Nations unies, dès 1965, ont insisté pour que les deux pays trouvent une solution à la question de la souveraineté par la négociation diplomatique.

Les négociations n'ont pas abouti en raison de l'opposition britannique. Depuis, le seul contact direct entre Britanniques et Argentins eut lieu à Berne, en juillet 1984. Les premiers proposèrent que les conversations portent sur le rétablissement progressif de leurs relations commerciales, consulaires et diplomatiques, tandis que la partie argentine proposait de considérer également la question de la souveraineté. Le refus des Britanniques a été justifié, selon eux, par le fait que la guerre de mai-juin 1982 a modifié les données politiques et que l'Argentine, quel que soit son gouvernement, doit en subir les conséquences. Du côté argentin, on soutient en revanche que la Grande-Bretagne refuse de se sou-

mettre aux décisions des Nations unies [résolution 502 du Conseil de sécurité, qui demande aux deux parties de trouver une solution par voie diplomatique]. Jusqu'à présent, la France s'est montrée solidaire de la Grande-Bretagne. La question reste posée : la Grande-Bretagne est disposée à parler de tout sauf de la souveraineté, l'Argentine est disposée à parler de tout sans exclure la question de la souveraineté. D'autre part, la Grande-Bretagne exige une déclaration formelle argentine de cessez-le-feu. Le sort des quelque mille huit cents ressortissants de l'archipel est un autre problème. Le ministre argentin des relations extérieures, M. Dante Caputo, a indiqué qu'il ne voyait aucune inconvénient à faire cette déclaration.

En ce qui concerne les habitants, les Britanniques ont toujours affirmé qu'aucune solution ne serait effective sans une consultation des personnes regroupées pour la plupart à Port-Stanley, rebaptisé Puerto Argentino par les Argentins en avril 1982. De l'avis de certains Britanniques, les habitants des îles ne peuvent avoir un droit de veto sur les décisions souveraines du Parlement. C'est le cas, notamment, du leader du Parti travailliste, M. Neil Kinnock.

[Les cartes internationales mentionnent toujours les îles Falkland, le nom britannique pour l'archipel des Malouines, ainsi nommé car il a été découvert par des marins de Saint-Malo. Pour les Argentins, ce sont les îles Malouines.]

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

VISITE DE DÉPUTÉS FRANÇAIS. — Six députés, de la majorité et de l'opposition, se sont rendus à Phnom-Penh, lundi 16 septembre, à l'issue d'une visite de six jours au Vietnam. Les autorités vietnamiennes leur ont donné l'assurance que M. Mai Van Hanh, ressortissant franco-vietnamien condamné à mort en décembre pour complot contre Hanoi puis gracié, était en « bonne santé ». La délégation, qui comprend trois députés socialistes, un communiste, un UDF et un RPR, devait regagner la France le 19 septembre. — (AFP.)

Chine

LES RELATIONS AVEC TOKYO. — La Chine a accusé, le jeudi 19 septembre, le gouvernement japonais d'avoir « profondément blessé les sentiments du peuple chinois » en se rendant le 15 août au temple de Yasukuni, à Tokyo, où sont honorés les soldats japonais morts pendant la seconde guerre mondiale, y compris ceux jugés comme « criminels de guerre ». Cette accusation, rapportée par l'agence Chine nouvelle, a été formulée par un porte-parole du ministère des affaires étrangères au lendemain de la manifestation étudiante organisée à Pékin pour commémorer l'incident de Moukden qui déclencha en 1931 l'invasion du nord-est de la Chine par l'armée japonaise (le Monde du 20 septembre). Le porte-parole a affirmé que le premier ministre japonais, M. Nakasone, avait ignoré les exhortations antérieures de la Chine « en se rendant à Yasukuni. Cette visite était la première faite officiellement par un chef de gouvernement japonais dans l'exercice de ses fonctions depuis la fin de la guerre. — (AFP.)

Sri-Lanka

TRENTE-DEUX SÉPARATISTES TAMOULS TUÉS. — Trente-deux séparatistes tamouls ont été tués et au moins vingt autres capturés lors d'une importante opération menée au début de septembre par les forces de sécurité contre une base de séparatistes située à Nilaveli, au nord de la ville portuaire de Trincomalee (est du pays), a-t-on appris, jeudi 19 septembre, de sources officielles. Des responsables de la sécurité ont précisé qu'un total de quatre-vingt-dix personnes avaient été arrêtées au cours d'opérations qui ont duré plusieurs jours. Ils ont ajouté que les séparatistes tamouls, qui contrôlaient cette zone depuis plusieurs mois, en ont été délogés et que cinquante-cinq des personnes arrêtées ont été emprisonnées pour subir un interrogatoire. Les officiers chargés de l'opération contre la base des séparatistes ont démenti les informations communiquées par des responsables tamouls réfugiés en Inde, selon lesquelles une centaine de civils, y compris des femmes et des enfants, auraient été tués au cours de l'opération. — (AFP.)

Vietnam

NOUVEL AMBASSADEUR CHINOIS. — Le nouvel ambassadeur de Chine a présenté, lundi 16 septembre, ses lettres de créance au vice-président du Conseil d'Etat, M. Nguyen Huu Tho, a annoncé mardi la presse vietnamienne. L'arrivée du nouvel ambassadeur de Chine à Hanoi, M. Li Shichun, coïncide avec un regain de tension politique et militaire entre la Chine et le Vietnam. Le poste était vacant depuis près de quatre mois, le précédent ambassadeur ayant regagné Pékin en mai dernier pour « raisons de santé ». — (AFP.)

ECOLE DE GESTION DE PARIS

ADMISSIONS ANNÉE 85-86

INFORMATIONS - INSCRIPTIONS ET CENTRE DE CONCOURS

Mme BEN BAH E.G.P.

3, impasse Royer Collard

Paris 75005 (métro Luxembourg)

Tél. (1) 325.63.91

Association d'éducation à but non lucratif
Etablissement Libre d'Enseignement Supérieur

le nouvel Observateur

LES CHOCS DE L'AN 2000

(1)

- Les robots volent aux hommes 5 000 000 d'emplois ?
- Un ancien ouvrier immigré élu manager de l'année ?
- Un million de centenaires à nourrir ?
- Démographie, retraites, robotique : à grands bouleversements, solutions inédites et passionnantes.

Cette semaine dans

le nouvel Observateur

IMMERSION aux USA
Linguistique
Importante organisation US propose dans grande université, Californie ou Floride, formule incluant : cours, hébergement, repas. Stages d'été ou semestriel. Documentation contre 5 timbres. UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc. U.S.A.-French Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 722-94-94.



ANTIQUITES - BROCANTE - PARIS 12^e

Du 20 au 29 septembre 1985

FOIRE à LA FERRAILLE ET AUX JAMBONS

Parc Floral de Paris Bois de Vincennes

Nouvelle gratuite de 14 h à 19 h du Métro Château de Vincennes

AMÉRIQUES

Un entretien avec le président du Pérou



VIOLETTE LE QUÈRE

— On peut estimer aux États-Unis que vous donnez le mauvais exemple...
— Le mauvais exemple, ce sont les États-Unis que le monde. Ils haussent et baissent leurs taux d'intérêt sans tenir aucun compte des conséquences pour les autres nations.

Je respecte Castro mais...

— Fidel Castro recommande aux pays endettés de ne pas payer. Il a réitéré beaucoup de fois la confiance de La Havane sur la dette. N'a-t-il pas ainsi pris la tête du mouvement de contestation radicale en Amérique latine ?

— Je respecte beaucoup Fidel Castro. Cuba, à un certain moment historique, a représenté une rupture très importante. Mais l'essentiel, quand on se prétend révolutionnaire, est de subir les conséquences des décisions qu'on veut qu'un exprime. Nous, au Pérou, nous avons un vrai problème avec le Fonds monétaire international et avec les banques américaines. Notre destin dépend vraiment de ce que nous disons, et notre comportement implique des risques bien réels. Moi, ce qui me concerne, je ne me hasarderai pas à donner des conseils à ceux qui ne partagent pas mes difficultés. Cela dit, plus il y aura de voix pour dénoncer le FMI, mieux cela vaudra.

— Que faites-vous si la situation économique du Pérou ne

vous permettait même pas de payer les 10 % ?
— Je crois que c'est possible. Et nous ne voulons pas fermer les lignes de crédit. Notre position est réaliste. Nous faisons partie d'un monde interdépendant. Ceux qui préconisent le refus total de paiement de la dette ont une attitude infantile, irrationnelle et extrémiste. Nous n'allons pas abandonner le monde financier, nous voulons seulement changer les règles du jeu. Rassurez-vous. Nous allons continuer à appartenir à l'humanité...

— Vous êtes quand même en faveur d'une grande concertation entre pays latino-américains ?
— Bien sûr. A fond. L'intégration latino-américaine est la condition sine qua non pour que les choses changent. Mais je ne fais pas dépendre l'action présente du gouvernement péruvien d'une future intégration latino-américaine.

— Avez-vous déjà pris des contacts précis avec d'autres gouvernements de la région pour un développement progressif ?

— L'Amérique latine est le paradis des bonnes intentions et des déclarations définitives. Je ne veux pas me laisser gagner par la rhétorique, ni tomber dans le cercle vicieux de l'espoir et attendre que les lendemains se mettent à chanter. Certains disent que seule l'union de tous les pays endettés permettra une solution, et ils ne font rien en attendant cette union. Moi, j'ai fait un pas en avant. Le Pérou est le seul pays qui ait fixé des limites au remboursement de sa dette. C'est la même chose pour le désarmement régional. On entend beaucoup de déclarations très jolies et très lyriques. Mais ils

continuent tous à acheter des armes. Nous avons dit que nous devions être exemplaires et nous avons décidé de réduire des achats d'armes conclus avec la France.

— Vous avez déjà engagé la négociation avec Paris ?

— Nous avons donné des instructions pour que cette discussion s'engage. Nous verrons bien ce que permet le contrat, en accord avec la partie concernée.

— Vous pourriez rendre vos Mirage « en trop » à des pays tiers ? A des nations arabes ?
— Je n'ai pas si loin. Le commerce n'est pas ma spécialité.

— La réduction de vos dépenses militaires est-elle discriminatoire ? Et vos achats d'armes aux États-Unis et en URSS ?

— Nous n'avons strictement rien contre la France. Simplement le contrat des vingt-dix Mirage était le plus gros morceau, le plus gros contrat d'achat d'armes du Pérou. Nous voulons donner la priorité aux ressources en faveur du développement. Ça, c'est positif.

— Vous avez pris beaucoup de décisions spectaculaires depuis le 28 juillet. Vous donnez l'impression de courir contre la montre.

— Cinq ans de gouvernement est un délai très court pour ce qu'il y a à faire. Le Pérou a plusieurs siècles de vie coloniale et cent soixante ans de vie républicaine. Il faut faire quelque chose, et vite.

— Mais comment maintenir ce rythme ?
— En l'accélération encore.

— On dit beaucoup à Lima que votre gouvernement reprend les thèmes du rétrogradeisme (1).

— Écoutez. On dit ça peut-être parce que nous parlons de nationalisme, ou de la nécessité d'humaniser l'économie comme à l'époque de Velasco. Mais il y a une petite différence. Moi, 53 % des Péruviens m'ont élu. Le général Velasco, personne ne l'a élu.

Pas de détenu politique

— Qu'est-ce qui vous pousse à faire pour nettoyer réellement l'appareil d'État ?

— Prendre toutes les mesures nécessaires jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucun abus, aucune corruption, aucune prévarication. Il faut réorganiser la police pour qu'elle soit vraiment efficace. Il faut moraliser le pouvoir judiciaire, bien qu'il soit autonome. Être autonome ne signifie pas être intouchable. Sur vingt-deux mille prisonniers qui croupissent dans nos prisons, seulement sept mille ont été condamnés. Comme chef d'État, j'ai l'obligation de demander aux corps de l'État qu'ils répondent aux attentes de la collectivité nationale.

— Vous avez déclaré la guerre aux trafiquants de drogue. C'est dangereux.

— Peut-être à titre personnel, mais il faut avoir la conscience en paix. Je ne pourrais pas être le président d'un pays où il y a des aéroports clandestins et où le trafic de cocaïne mobilise des centaines de millions de dollars. Le Pérou ne peut pas et ne doit pas être une plantation de drogue.

— Est-ce qu'il y a ou non des prisonniers politiques en ce moment ?

— Il n'y a pas de détenus politiques. Le terrorisme est un délit de droit commun. Tuer, lancer des explosifs, faire sauter des voitures piégées, c'est du droit commun. Si je ne croyais pas cela, je ne serais pas ici, au palais présidentiel, et je n'aurais pas choisi la voie démocratique. Personne avec un pistolet à la main ne peut se prétendre le maître de l'histoire.

— Mais la lutte contre la subversion doit aussi être politique. Quand commencerez-vous ?

— Nous avons commencé. La lutte politique contre la subversion consiste à isoler les insurgés de la population. Ils cherchent à la soulever au nom de la misère. Notre État est démocratique et nationaliste. La meilleure lutte politique, c'est l'action.

— Vous avez l'appui des forces armées pour cette stratégie de la pacification ?

— L'armée est la première à comprendre cette évidence : quand vous additionnez une immense misère et des groupes armés subversifs, cette addition est dangereuse et explosive. La situation peut devenir incontrôlable. Une guerre de type vietnamien peut être perdue si vous n'adoptez pas des concepts de défense politiques. C'est ce que nous faisons en

démontrant que cet État est celui de tous les Péruviens. C'est quelque chose que l'armée comprend parfaitement, croyez-moi.

— Est-ce que vous allez retirer les militaires des zones en état d'urgence sous commandement de l'armée ?

— Nous ne sommes pas idiots. Une chose est de tout faire pour développer l'intérieur, de former des micro-régions disposant de pouvoirs administratifs et financiers nouveaux. Nous voulons amener dans ces régions les services de l'État, la santé, l'éducation, les crédits qui font cruellement défaut. Autre chose est de laisser le champ libre aux exaltés, aux aventuriers de la politique qui sont sur place. On peut être révolutionnaire, mais pas imbécile.

— Voulez-vous négocier avec Sendero lumineux ?

— Je ne peux pas imaginer un dialogue autour d'une table entre les représentants du peuple péruvien et les délégués d'un groupe d'exaltés qui manient les armes et la dynamite. Ce type de négociation ne m'intéresse pas. Mais je ne veux pas et ne peux pas non plus exclure la possibilité de convaincre ceux qui sont dans l'erreur. De ce point de vue, je dirais qu'il y a des signaux, des indices suffisants pour que nous pensions que les choses vont dans la bonne direction.

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGAANG.

(1) Au pouvoir de 1968 à 1975, le général Velasco Alvarado avait pris des mesures en faveur des classes défavorisées et décrété une réforme agraire.

(Suite de la première page.)

— Vous soutenez le Nicaragua sandiniste. A court terme, c'est un autre motif de divergence ou, au moins, d'alignement.

— Non, pas du tout. Nous avons une position très claire. La libre détermination et la souveraineté des peuples doivent être respectées. Nos préoccupations sont centrées sur le soutien du libre développement des forces politiques du Nicaragua. Mais on ne peut pas exiger tout, et tout de suite. Réclamer les rituels démocratiques auxquels sont habitués ceux qui, comme nous, étudient la démocratie en théorie.

— La chute de la dictature Somoza a été un progrès, le début de quelque chose. Il y a un processus qui, j'en suis sûr, ira en se perfectionnant, en s'améliorant. J'ai toujours pensé que les superpuissances sont affligées d'une névrose sur cette question. Elles fétichisent, si je puis employer cette formule, leurs antagonismes et leur vision est déformée, comme dans le cas du Nicaragua. C'est hélas ! le point de vue de l'administration Reagan. Cette erreur peut contribuer à aggraver encore les conflits et devenir un vrai problème pour les États-Unis.

Les intérêts de la dette extérieure

— Mais admettez-vous ou non que les États-Unis ont des intérêts stratégiques en Amérique centrale et dans les Caraïbes ?

— Les États-Unis n'ont pas vraiment révisé leurs conceptions stratégiques depuis les années 50. Ils pensent que l'Atlantique nord, le Sud-Est asiatique et les Caraïbes sont des zones d'influence privilégiées. Ils n'ont pas compris, semble-t-il, que depuis vingt ans les progrès fulgurants de la technologie spatiale et des missiles modifient le tableau. Je me trompe peut-être, mais il semble que la définition de la stratégie américaine n'a pas évolué à la même vitesse.

— Le Nicaragua est un très grave problème pour les États-Unis, de leur point de vue. Mais c'est un arbre qui leur cache la forêt, tant ils restent immergés dans les théories des années 50, de la menace cubaine, etc. La vraie forêt est en Amérique latine, un continent tout proche d'eux et sur le point d'exploser socialement. Voilà le vrai casse-tête pour les États-Unis, et dans très peu de temps. Je suis persuadé que si l'on continue comme maintenant, même les gouvernements les plus conservateurs et les plus autoritaires deviendront hostiles aux États-Unis. Si je pouvais me permettre de donner un conseil aux dirigeants américains, et je m'y hasarde avec discrétion, je leur dirais de réviser sérieusement leurs conceptions stratégiques.

— Vous avez décidé de ne rembourser les intérêts de votre dette extérieure qu'à concurrence de 10 % de la valeur de vos exportations. Quels sont les réactions des organismes de financement internationaux ?

— Je dois dire que j'ai été moi-même surpris. Mais il y a beaucoup de prudence et de modération du côté des principaux organismes internationaux. La banque privée aussi a réagi avec prudence. C'est réconfortant. Cela veut dire que l'on comprend mieux aujourd'hui les problèmes politiques et sociaux que nous vivons.

— Le président du Federal Reserve Board, Paul Volcker, a pourtant dit que vos 10 % n'étaient pas une solution très satisfaisante.

— Je ne commenterais pas cette déclaration de M. Volcker, qui représente une institution officielle. Ce que je dis, c'est que la banque privée, les pays européens et les organismes de financement internationaux ont réagi avec beaucoup de discrétion et d'expectative.

— Les 10 %, c'est pour combien de temps, et pour qui ?

— Aussi longtemps que les circonstances ne changeront pas. Et, pour l'essentiel, nous rembourserons les crédits qui impliquent du développement et non pas pour un carrousel financier de prêts pour payer des arriérés et qui nous endettent chaque fois davantage.

PICARD
LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !
3 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Étoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances
4, rue Saint-Sauveur, 75002 Paris. Tél. 233.44.85 +

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

1 N 2
c'est fou fou foot!

ALFA 90: ATOUT PRIX
A PARTIR DE 89 000 F*
Alfa 90 2.0 L: 89 000 F - 128 ch DIN 94 KW - plus de 190 km/h (sur circuit) - km départ arrêté 30,4" - fermeture centralisée des portes - réglage axial et vertical du volant - lave-vitres électrique avant - spoiler avant auto-réglable - Existe aussi en version 2.0 L injection: 99 000 F, 2.4 L turbo diesel: 115 000 F et 2.5 L 6 cylindres: 120 000 F (tarifs au 9.9.85). Consommations normes UTAC: 6,5 l à 90 km/h, 8,8 l à 120 km/h, 12,2 l en cycle urbain. Que d'atouts pour la vouloir à tout prix!
*Modèle présenté: Alfa 90 2.0 L - jantes alliage en option.
L'ÉCRIVAIN **Alfa Romeo** FINANCIEMENT DÉPARTEMENT DU GROUPE CGL
450 concessionnaires et agents en France.
Alfa Romeo LA MAESTRIA AUTOMOBILE

ALFONSO...
ont conclu
l'économie

IVERS LE MONDE

ERSION...
GUISTIQUE USA

PROCHE-ORIENT

Israël

TENSION AU SEIN DE LA COALITION Divorcer pour Taba ?

De notre correspondant

Jérusalem. — Le gouvernement d'union nationale traverse une nouvelle zone de tempête. Dans le pays où des querelles d'apparence subalterne ont souvent servi de détonateur aux plus graves crises ministérielles, il ne faut pas s'étonner que l'actuelle tension entre les travaillistes et le Likoud ait pour origine la bisbilla frontalière égypto-israélienne à propos de Taba, cette minuscule enclave au fond du golfe d'Elilat sur laquelle les deux voisins revendiquent une totale souveraineté.

Le Likoud, et d'abord son chef, M. Shamir, ministre des affaires étrangères, veut suivre la procédure en trois étapes prévue par les accords de Camp David : négociation, conciliation, arbitrage. La négociation ayant échoué, souligne M. Shamir, il faut soumettre le conflit à un conciliateur ayant la confiance du Caire et de Jérusalem. Soucieux de « réchauffer » la paix avec l'Egypte, le premier ministre travailliste, M. Pères, veut au contraire soumettre l'affaire à un arbitrage international au verdict contraignant pour les deux parties. C'est aussi la thèse de l'Egypte.

Ces dernières semaines, le président Mubarak a fait une concession qui, pensait-on, devait permettre à M. Pères de vaincre les réticences du Likoud. Il a, en effet, accepté le recours temporaire à la conciliation. En cas d'échec du médiateur après un délai raisonnable — entre six semaines et quelques mois — la différend serait automatiquement l'objet d'un arbitrage. Cette formule de compromis, qui permet à chacun de sauver la face, a les faveurs de Washington.

Pour le Likoud, ce n'est pas la solution. « Cette proposition n'est qu'une feuille de vigne. On veut nous leurrer », a déclaré M. Shamir lors d'une réunion du cabinet restreint. Her-

celés par M. Sharon, trop heureux de jouer la mouche du coche, les ministres du Likoud ont rejeté le compromis qui n'a pas été soumis au vote. L'impasse une fois de plus.

Les dirigeants travaillistes ont haussé le ton plus vite et plus fort qu'à l'ordinaire. MM. Pères et Rabin ont dit, jeudi 19 septembre, qu'ils ne continueraient pas d'ennemiement à séder dans un gouvernement où le Likoud s'oppose à toute initiative politique. Qu'il s'agisse de la paix avec l'Egypte ou bien, a ajouté le ministre de la défense, « de toute ouverture sur le front oriental » (en direction de la Jordanie).

Taba, aux yeux de tous, n'est qu'un prétexte. Ce conflit aujourd'hui divise plus les Israéliens entre eux qu'il n'oppose MM. Pères et Mubarak. Ce qui exaspère les travaillistes, c'est de voir le Likoud se cramponner systématiquement au statu quo, pratiquer l'obstruction et « jouer la montre ». Doivent-ils s'en montrer surpris ? Après tout, M. Shamir n'a jamais cherché à donner le change, et le danger d'immobilisme plane d'emblée sur la coalition.

M. Pères souhaite une rapide normalisation des relations avec le Caire, condition selon lui d'une relance du processus de paix dans la région. On conçoit donc son impatience. Pourtant, il ne semble pas encore prêt à suivre ceux de ses ministres qui, comme M. Weizman, lui conseillent la rupture de l'union nationale. Divorcer pour Taba ? Les travaillistes n'y ont sans doute pas intérêt, du moins pour l'instant. Tout en déclarant vouloir faire son possible pour honorer l'union jusqu'en octobre 1986, M. Pères a néanmoins pour la première fois déclaré qu'il se sentait délié de tout engagement si le Likoud s'obstinait à force de mauvaise volonté à ne pas remplir sa part du contrat.

J.-P. LANGELLIER.

APRÈS SA LIBÉRATION AU LIBAN

Le pasteur Weir presse la Maison Blanche d'agir pour obtenir l'élargissement des autres otages

De notre correspondant

Washington. — Libéré, samedi dernier, par ses ravisseurs après seize mois de détention, le pasteur Weir a publiquement appelé, jeudi 19 septembre, le gouvernement américain à consentir de « nouveaux efforts » pour la libération de ses six compatriotes enlevés et encore retenus au Liban. Cet appel a provoqué un visible embarras à la Maison Blanche et au département d'Etat où l'on craint qu'une mobilisation de l'opinion n'oblige à céder au chantage terroriste.

Le pasteur, qui tenait une conférence de presse retransmise en direct par les chaînes de télévision, a notamment déclaré que ses ravisseurs l'avaient chargé de transmettre un message verbal à M. Reagan lui indiquant qu'ils ne relâcheraient leurs prisonniers qu'en échange de l'élargissement des dix-sept personnes détenues au Koweït pour des attentats contre les ambassades de France et des Etats-Unis.

Ce message, dont le pasteur avait, dès la veille, fait connaître par téléphone la teneur à M. Reagan, indique également que les ravisseurs demandent en conséquence à Washington de faire pression sur le gouvernement du Koweït : qu'ils seraient prêts à négocier un échange « sans publicité » ; que la libération du pasteur est un signe de leurs « bonnes intentions », mais qu'ils s'attendent plus à attendre « beaucoup plus longtemps » et pourraient enlever d'autres Américains ou commencer à exécuter ceux qu'ils ont entre leurs mains.

Accompagné de déclarations éloquentes des parents des otages implorant les journalistes de ne pas oublier le sort de ces six hommes, cette conférence de presse a remis sur le devant de la scène une affaire à laquelle ni le presse ni l'opinion n'avaient prêté récemment grande attention.

Les ravisseurs ont, en ce sens, su parfaitement bien jouer. Le porte-parole de la Maison Blanche a promis « une étude soignée des suggestions » du pasteur Weir tout en rappelant que les Etats-Unis se refusaient à « faire pression sur d'autres gouvernements pour qu'ils fassent des concessions à des présumés d'otages ». Quant à M. Reagan, il a déploré de ne « pouvoir pas dire aux familles tout ce que nous faisons ». Il semble de fait que les tractations de couloir soient intenses.

BERNARD GUETTA.

LES COMBATS DE TRIPOLI ONT FAIT UNE CENTAINE DE MORTS EN QUATRE JOURS

Tripoli (Liban) (AFP). — Les combats qui opposent depuis quatre jours les miliciens du Mouvement d'unification islamique (MUI) à ceux du Parti arabe démocratique (PAD, pro-syrien) se sont poursuivis avec une violence soutenue, jeudi 19 septembre, à Tripoli, chef-lieu du Liban du Nord.

Le comité de sécurité de Tripoli, qui regroupe les représentants de toutes les parties ainsi que des officiers syriens, s'était pourtant réuni jeudi au complet, pour la première fois depuis le déclenchement des hostilités.

Le bombardement intensif des quartiers résidentiels dans la nuit de mercredi à jeudi a fait 10 morts et 60 blessés civils, et les chutes d'obus sporadiques dans la journée de jeudi ont tué une personne et blessé 17 autres, selon un bilan recueilli auprès des hôpitaux de la ville.

Le chiffre des victimes dans les rangs des éléments armés pour la seule nuit de mercredi à jeudi, théâtre de combats rapprochés ininterrompus, est estimé à 25 morts et 30 blessés.

Depuis dimanche soir, 97 personnes sont mortes et 269 ont été blessées.

AFRIQUE

LA CRISE ENTRE TUNIS ET TRIPOLI

Visite d'information de M. Roland Dumas en Tunisie et au Maroc

Tunis. — Le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, a entamé jeudi 19 septembre, une brève visite d'information au Maghreb dont les divisions persistantes sont actuellement dominées par la crise qu'ont suscitée les expulsions de travailleurs tunisiens de Libye. Arrivé tard dans la soirée à Tunis, le ministre devait s'entretenir ce vendredi avec le président Bourguiba, le premier ministre, M. Mohamed Mzali, et le chef de la diplomatie tunisienne, M. Beji Caid Essebsi, avant de se rendre dans l'après-midi au Maroc. Il complètera ces contacts avec les dirigeants maghrébins en rencontrant le 26 septembre à New-York le ministre algérien des affaires étrangères.

M. Roland Dumas a placé ses entretiens dans le cadre de « la longue amitié franco-tunisienne qu'il convient de cultiver ».

Paris, qui avait été sollicité par le colonel Kadhafi dès le début de la crise avec Tunis pour tenter une médiation que Tunis n'avait pas rejetée, s'était finalement efforcé pour laisser se développer les bons offices marocains et koweïtiens qui, jusqu'à présent sont demeurés vains

mais que Rabat s'efforcerait de réactiver.

Mais aujourd'hui le stade des médiations paraît dépassé. Pour les Tunisiens, fermement décidés à cesser tout rapport de coopération avec la Libye (le Monde du 6 septembre), il importe seulement désormais de régler aux plans technique et financier les problèmes qu'entraîne cette rupture. Encore exigent-ils, pour que débute les conversations au niveau des experts, que cessent les expulsions afin que le rapatriement de la colonie tunisienne restant en Libye (1) se fasse dans des conditions normales.

Or, malgré les engagements pris par Tripoli devant les médiateurs koweïtiens, les expulsions se poursuivent, bien qu'à un rythme considérablement ralenti de quelques dizaines par jour. Il est vrai que les journaux tunisiens n'ont pas mis un terme à leur « campagne contre le régime libyen », ainsi que le demande le colonel Kadhafi.

MICHEL DEURÉ.

(1) A ce jour, 30 472 des quelque 90 000 membres de la colonie tunisienne en Libye ont été expulsés.

ANNONÇANT LE RETRAIT DE SES FORCES D'ANGOLA

Pretoria assure

que « tous les objectifs ont été atteints »

Le Conseil de sécurité des Nations unies devait se réunir vendredi 20 septembre pour examiner une plainte de l'Angola contre l'Afrique

du Sud à la suite du raid lancé contre son territoire au début de la semaine.

Jeudi, dans une déclaration commune, les Dix, ainsi que l'Espagne et le Portugal, ont estimé que ces opérations militaires « portent atteinte à la souveraineté de l'Angola ». Ils « réaffirment leur soutien aux Etats de la ligne de front et au peuple namibien dans les domaines politique et économique ».

Les autorités militaires de Pretoria ont annoncé que les troupes engagées en Angola avaient « atteint tous leurs objectifs » sans subir de pertes et qu'elles se retireraient toutes de l'Angola d'ici à dimanche.

Des émeutes sporadiques ont éclaté jeudi en Afrique du Sud et des arrestations ont été opérées dans les régions de Port-Elizabeth et du Cap. Le président Botha a annoncé l'abrogation prochaine de la loi interdisant aux Asiatiques de s'établir dans l'Etat libre d'Orange, bastion afrikaaner. Un projet de loi à cet effet sera déposé prochainement au Parlement ; il sera adopté sans difficulté, le Parti national, au pouvoir, s'étant prononcé en faveur de cette mesure.

DEUX BLANCS CONDAMNÉS A MORT POUR MEURTRE D'UNE JEUNE NOIRE

Klerkorp (AFP). — Deux jeunes Sud-Africains blancs, mariés et père de famille, ont été condamnés, jeudi 19 septembre, à la pendaison pour le viol et le meurtre d'une jeune noire. Les magistrats de la cour de Klerkorp, petite localité de l'ouest du Transvaal, n'ont trouvé aucune circonstance atténuante à ce crime commis dans des conditions atroces : la victime avait été brûlée vive dans le coffre d'une voiture.

L'affaire avait suscité une émotion considérable dans la région et la salle du tribunal ne pouvait pas contenir la foule de Noirs venus assister au prononcé du verdict.

Ouganda

Plusieurs centaines de morts dans les combats entre l'armée et les maquisards

De notre envoyé spécial

Kampala. — Plusieurs centaines de morts : tel est le très lourd bilan des affrontements qui ont opposé cette semaine, en différents endroits du pays, les forces gouvernementales aux maquisards de l'Armée nationale de résistance (NRA). L'opération la plus meurtrière a eu lieu le jeudi 12 septembre à Mbarara, à 256 kilomètres à l'ouest de Kampala, lorsque les guérilleros, qui s'étaient rendus maîtres de la caserne, ont été piégés à distance par certains des leurs qui croyaient avoir affaire aux troupes régulières.

Les maquisards de la NRA ont « tué » Mbarara encore aux mains des forces gouvernementales qui essaient de lever ce blocus ; pour partie, composées d'anciens partisans d'Amin Dada, qui demeurent plutôt belliqueux, celles-ci se livreraient à

toutes sortes de représailles contre les habitants, dont beaucoup se sont enfuis dans la brousse.

Les guérilleros ont le plus souvent l'initiative sur le terrain. Ils ont attaqué par surprise la semaine dernière à Kavanda, à 11 kilomètres seulement de la capitale, une unité gouvernementale, qui a perdu, selon des sources dignes de foi, entre cinquante et cent hommes et trois officiers. Ils ont, en outre, pris de nuit le contrôle de la caserne de Mubendé, à environ 150 kilomètres à l'ouest de Kampala. Des civils auraient trouvé la mort lors de cet engagement.

La NRA vient d'abandonner aux troupes régulières quelques positions sur la route de Bomba, au nord de la capitale. En revanche, elle a poussé son offensive dans la région de Jinja, à l'est de Kampala, où elle n'avait pas eu jusqu'alors l'habitude d'opé-

rer. C'est dire que le fragile cesse-le-feu conclu au lendemain du putsch du 27 juillet entre les autorités militaires et la NRA a bel et bien volé en éclats. Comme s'il doutait de l'heureux aboutissement des négociations de paix en cours, chaque camp paraît se préparer au pire, en essayant de consolider ses positions et d'en gagner de nouvelles. Les maquisards continuent de recruter des hommes dans la région de Fort-Portal, à proximité de la frontière zairoise et dans les camps de réfugiés.

« Nous prendrons Kampala si une négociation de paix échoue ; rien ne nous arrêtera », a averti la NRA, tandis que du côté gouvernemental on affirme que « la patience a des limites ».

JACQUES DE BARRIN.

« Manifestation antiégyptienne au Soudan. — Une vingtaine de milliers de Soudanais ont défilé mardi 17 septembre à Khartoum, du Palais présidentiel à l'ambassade d'Egypte, en scandant des slogans dénonçant l'attitude du gouvernement égyptien qui a refusé d'extrader l'ancien président soudanais Gaafar Nemeiry.

Les manifestants, aux cris de « Mubarak agent du sionisme », « Pas d'intégration avec un régime fasciste » et « A bas les Etats-Unis », ont brûlé, aux portes de l'ambassade, cinq portraits du président Mubarak et deux drapeaux égyptiens. La manifestation était organisée par l'Alliance nationale pour la sauvegarde de la patrie, coalition de trente partis et syndicats, assurant être à l'origine du coup d'Etat d'avril dernier. — (AFP, Reuters.)

« Au Cameroun, une Française tuée par des militaires. — M^{me} Marie-Josée Lefort, épouse d'un médecin coopérant, a trouvé la mort il y a quelques jours dans des circonstances qui ont suscité une demande d'enquête du consulat de France, puis des regrets de la part des autorités camerounaises. La victime faisait une excursion en bateau sur le lac du barrage de Lagdo, dans la région de Garoua, quand des soldats se trouvant sur la berge ont ouvert le feu sans sommation pour une raison inconnue, la tuant net. — (AFP.)

1 N 2

c'est toutes les semaines!

“DE CES RARES HOMMES POLITIQUES QUI ONT UN GRAND REÇUL SUR EVENEMENT ET UN SENS DE LA PREVISION JUSTE”

Professeur Jean Hamburger de l'Académie française

Pierre Sudreau DE L'INERTIE POLITIQUE

Avant-propos de René Rémond

Stock

صكنا من الاصل

مكة المكرمة

EUROPE

L'ATTENTAT CONTRE LE PAPE ET LA FILIÈRE BULGARE

ANKARA : Bekir Celenk nie toute participation

De notre correspondant

Ankara. — Le procès du « parain » turc Bekir Celenk, accusé de trafic de stupéfiants, de contrebande d'armes et d'association de malfaiteurs — et qui serait impliqué dans les préparatifs de l'attentat contre le pape, — s'est ouvert, mercredi 18 septembre, devant le tribunal militaire d'Ankara, au moment même où reprenait à Rome le procès des complices présumés du terroriste turc Ali Agca, qui tira les coups de feu.

An cours de l'audience, Celenk a catégoriquement nié les actes qui lui sont reprochés par la police turque, affirmant, en outre, qu'il ne connaissait pas Agca et n'avait joué aucun rôle dans l'attentat. Le procureur, au contraire, a fait état de témoignages attestant qu'il aurait promis de l'argent à Agca pour prix de l'assassinat du pape.

Celenk, qui est au nombre des accusés absents du procès de Rome (comme Oral Celik, toujours en fuite), et qui, selon Agca, serait le commanditaire de cet attentat, avait été retenu pendant plusieurs années en Bulgarie avant d'être renvoyé en Turquie par les autorités de Sofia en juillet dernier. Ce séjour forcé se prolongea jusqu'à la première étape du procès de Rome qui s'acheva l'été dernier.

A son arrivée à Istanbul, Celenk fut arrêté et incarcéré en raison de diverses activités illégales auxquelles il se serait adonné. Selon l'acte d'accusation, Celenk et ses associés se sont lancés, en 1974-1975, dans le très lucratif trafic international de stupéfiants (morphine base, héroïne), dont les revenus leur ont permis d'acquiescer des armes pour les vendre ensuite tant à l'étranger qu'en Turquie. Le procureur militaire estime que Celenk a bénéficié dans cette affaire du soutien logistique de la célèbre firme bulgare Kintex, spécialisée dans la vente d'armes et de munitions. Cette firme, toujours selon le procureur, joua un grand rôle dans les efforts de déstabilisation de la Turquie.

La liste est longue des associés de Celenk qui avaient créé des firmes paravent afin de dissimuler leurs activités illégales. Bref, toute la fine fleur de la mafia turque en liaison avec la grande mafia italienne et des fournisseurs d'armes opérant surtout dans des pays de l'Est — dont un mystérieux Herbert Oberholzer — figurent dans l'acte d'accusation. Celenk, d'autre part, aurait fait des dons au Parti du mouvement nationaliste (extrême droite) par l'intermédiaire de certains de ses amis turcs.

Le procureur a surtout souligné que, selon les divers témoignages recueillis auprès de personnes proches des extrémistes nationalistes turcs, Celenk et ses deux amis turcs, Selami Gurtas et Bekir Gurtas, auraient bel et bien promis à millions de deutschemarks à Agca en contrepartie de l'attentat contre le pape.

Des « calomnies »

Après la lecture de l'acte d'accusation, Celenk, très calme malgré sa santé chancelante (il souffre de troubles cardiaques depuis quelques années déjà), a admis avoir pratiqué, entre 1967 et 1969, le commerce d'armes en Europe (Allemagne fédérale et Bulgarie). Il a aussi indiqué que la plupart de ses clients utilisaient des camions de transport internationaux pour revendre ces armes ailleurs. Il a également reconnu qu'il s'approvisionnait en armes, grâce à un ami, auprès de la firme bulgare Kintex pour les livrer ensuite à ses clients turcs, qui à leur tour, dit-il, les écoulèrent en Turquie à leurs risques et périls.

Celenk, dont la femme, ancienne actrice de cinéma, était présente à l'audience, a, en revanche, affirmé qu'il n'avait jamais vendu d'armes aux Loups gris, ni fait de dons au Parti du mouvement nationaliste, ni encore moins connu Agca et offert de l'argent à ce dernier pour assassiner le pape.

La deuxième audience a été reportée à la mi-octobre. Le tribunal a décidé de demander aux autorités italiennes de lui communiquer les résultats de leur propre enquête sur les activités de Celenk en Europe. En dehors de son propre procès, Celenk se dit toujours prêt à affronter Agca à Rome pour refaire ses « calomnies ».

ARTUN UNSAL.

ROME : un étrange témoin au procès d'Ali Agca

Le procès d'Ali Agca, auteur de l'attentat contre le pape le 13 mai 1981 sur la place Saint-Pierre, a repris mercredi 18 septembre à Rome. Les deux premières audiences ont été consacrées à l'interrogatoire du Ture Yalcin Ozbey. Ce dernier a déclaré avoir recueilli les confidences de deux participants turcs au complot : Oral Celik et l'extrémiste de gauche Sedat Kadem. Selon Yalcin Ozbey, les Bulgares avaient connaissance de la conspiration mais ne la soutenaient pas. — (AFP, AP.)

De notre correspondant

Rome. — Est-il vraiment nécessaire pour un témoin de dire la vérité... Out? Alors je le jure. Etrange entrée en matière d'un étrange témoin pour un étrange procès. Le Ture Yalcin Ozbey, menu, très brun, lunettes à fine monture et collier de barbe, est la vedette de cette audience de rentrée de la cour d'assises de Rome, qui s'efforce, depuis le 27 mai, de remonter la filière d'événements compliqués bulgares dans l'attentat commis au printemps 1981 contre Jean-Paul II.

Ali Agca, l'auteur des coups de feu qui ont gravement blessé le pape, est là dans sa cage, étroitement surveillé par deux policiers. Ce sont ses déclarations commencées en mai 1982, plusieurs mois après sa condamnation à l'emprisonnement à vie, qui ont conduit dans les cages voisines de la sienne quelques-uns des inculpés de la fameuse « piste bulgare » : à sa droite, Sergueï Antonov, fonctionnaire à la compagnie aérienne Balkan Air de Sofia, qui l'aurait notamment conduit place Saint-Pierre le matin du 13 mai 1981 ; à sa gauche, deux compatriotes, Massa Serdar Celebi, président de la Fédération turque, un mouvement de droite par qui au-

raient transmis les fonds destinés à Agca pour prix de son méfait, et Omer Bagci, qui reconnaît avoir remis à Ali Agca le revolver du crime. Les quatre autres accusés, deux hauts fonctionnaires bulgares et deux malfaiteurs turcs, vivent tranquillement à Sofia, à Istanbul ou ailleurs.

Dix avocats, seize jurés, quelques dizaines de journalistes (dont naturellement beaucoup de Turcs et des représentants des pays de l'Est), soupèrent donc aujourd'hui le témoignage d'Ozbey, extradé pour quelques heures d'Allemagne fédérale, où il achève une peine de neuf mois de prison pour fabrication de faux passeports.

Son témoignage est de seconde main. Tenancier d'un restaurant en Allemagne, sympathisant des Loups gris, ce mouvement d'extrême droite turc, ami de longue date d'Agca, Ozbey, à l'en croire, a recueilli beaucoup de confidences de deux de ses compatriotes complices de l'attentat contre Jean-Paul II : Oral Celik et Sedat Kadem dit Akif. Pourquoi a-t-il accepté aujourd'hui de venir témoigner? Serait-il moins un confident qu'un complice — comme Agca l'avait d'abord assuré — et existe-t-il des loups contre lui des éléments dont on aurait pu l'accabler s'il n'avait pas accordé sa collaboration?

De l'avis d'observateurs ayant attentivement suivi le procès, les quelques trente premières audiences auraient été plus accablantes pour les inculpés turcs que pour les Bulgares. Non que le soupçon d'une piste remontant à Sofia ne soit ici et là conforté par de troubles indices, tel le départ de ce « camion-vallée diplomatique » quittant précipitamment l'ambassade de Bulgarie à Rome au soir du 13 mai 1981. Mais le principal suspect, Antonov, avec sa mauvaise santé attestée et sa vue basse, a bien du mal à seulement faire figure de simple comparse.

JEAN-PIERRE CLERC.

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS QUINZE ANS

M. Willy Brandt a été reçu en RDA avec les honneurs réservés aux chefs d'Etat

De notre correspondant

Bonn. — L'Allemagne de l'Est a sorti le tapis rouge pour recevoir le président du Parti social-démocrate ouest-allemand, M. Willy Brandt, qui a été reçu comme un chef d'Etat durant sa visite de trois jours. Reçu, jeudi 19 septembre, en grande pompe par le chef du Parti communiste est-allemand, M. Erich Honecker, l'ancien chancelier n'avait pas remis les pieds à l'Est depuis sa rencontre historique avec le premier ministre de RDA, M. Willi Stoph, le 19 mars 1970, à Erfurt. Cette première rencontre entre les chefs de gouvernement des deux Etats allemands depuis la guerre avait été l'un des premiers résultats concrets de l'Ostpolitik de M. Brandt.

Sa visite actuelle en RDA s'inscrit dans la logique des contacts noués par le SPD, depuis la crise des missiles, avec le Parti communiste est-allemand et avec ceux des autres pays de l'Est, y compris l'Union soviétique. En mai dernier, le président du SPD avait été reçu pendant cinq heures par le numéro un soviétique, M. Gorbatchev.

Accusé par la majorité au pouvoir à Bonn de jouer le jeu du Kremlin et de vouloir pratiquer une politique étrangère se substituant à celle du gouvernement, le SPD estime, pour sa part, que le moment est venu de lancer une deuxième phase de l'Ostpolitik pour reprendre l'initiative en matière de détente et de désarmement. C'est dans cet esprit qu'il avait négocié avec le Parti communiste est-allemand un modèle d'accord pour la création d'une zone sans armes chimiques en Europe de l'Est, présenté publiquement à Bonn en juillet dernier. Berlin-Est et Prague viennent à leur tour de proposer au chancelier Kohl d'ouvrir des négociations à ce sujet.

Pour M. Honecker — qui avait dû renoncer en septembre 1984, sous les pressions du Kremlin, à se rendre lui-même en visite en Allemagne fédérale, — les honneurs prodigués à M. Willy Brandt sont également un signal au gouvernement de Bonn.

Les entretiens de MM. Honecker et Brandt, qui étaient accompagnés de M. Egon Bahr, expert du SPD sur les questions de défense, et Günther Gaus, ancien représentant de la RFA à Berlin-Est, ont duré

plus de quatre heures. Ils ont essentiellement porté sur la manière de reprendre un dialogue constructif entre les deux blocs et de faire progresser les relations interallemandes. M. Egon Bahr a notamment indiqué que leur interlocuteur s'était déclaré prêt à de nouveaux pas dans le domaine de la circulation des personnes et des échanges de jeunes.

Au cours du déjeuner offert en l'honneur du président du SPD, le numéro un est-allemand a affirmé que la RDA ne voulait pas la confrontation et qu'elle était prête à des pas constructifs dans le respect de la souveraineté de chacun des deux Etats.

Se félicitant des efforts accomplis par le SPD en faveur de la détente et du désarmement, il a mis solennellement en garde contre le projet de défense spatiale du président Reagan et une participation de la RFA à ce projet. M. Brandt a estimé pour sa part que les anciennes querelles interallemandes n'avaient pas d'importance au regard de l'essentiel : arrêter la folie de la course aux armements, protéger l'environnement d'une nouvelle dégradation, et mettre fin à la famine dans le monde.

Il a souligné que, tout en restant membres de leurs alliances respectives, les deux Allemagnes pouvaient apporter leur contribution au passage progressif de la confrontation à la coopération en matière de sécurité.

HENRI DE BRÉSSON.

● L'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International a demandé aux autorités soviétiques d'établir un rapport détaillé après le décès de quatre prisonniers politiques tous détenus dans un camp à « régime spécial » situé près de Perm.

Quatre membres d'un groupe ukrainien pour le respect des accords d'Helsinki, Oleksa Tikhy, Valeri Morchenko, Iouri Litvin et Vasili Stous, sont morts au cours des seize derniers mois alors qu'ils étaient détenus dans ce camp, théoriquement réservé à des criminels « particulièrement dangereux », souvent soumis à des traitements punitionnels prolongés, et qui reçoivent des rations alimentaires réduites et des soins médicaux extrêmement rudimentaires.

CORRESPONDANCE

La justice grecque et le « cargo de la honte »

Dans nos éditions du samedi 14 septembre, nous indiquions, sur la foi d'une dépêche d'agence, que les condamnés du procès du Garoufalia, le « cargo de la honte », avaient le choix entre l'accomplissement de leur peine dans un établissement pénitentiaire et le rachat de celle-ci, à raison de 400 drachmes (environ 25 francs) par journée

d'emprisonnement. M. Christos Rokafyllos, ambassadeur de Grèce en France, nous apporte les précisions suivantes :

Heureusement pour la justice hellénique, cette information est complètement inexacte. L'article 82 du code pénal grec donne en effet au tribunal le pouvoir d'ordonner un tel rachat si les juges sont persuadés

que la peine pécuniaire est plus adaptée aux circonstances du délit et à la personnalité du condamné. Et cela pour des peines d'emprisonnement ne dépassant dans aucun cas les dix-huit mois.

Ce pouvoir discrétionnaire répond au souci d'éviter les effets pervers et communément décriés dans la bibliographie et la pratique judiciaires internationales des courtes peines d'emprisonnement. Les tribunaux correctionnels français jouissent d'ailleurs de facultés comparables lorsqu'ils prononcent une peine pécuniaire au lieu de l'emprisonnement et plus encore lorsque, en vertu d'une loi récente, ils prononcent des « jours-amendes ».

Ce qui en France est prévu par différents textes répressifs a été stipulé dans l'article 82 précis de la partie générale du code pénal grec (daté de 1950) et avec, bien entendu, les restrictions décrites ci-dessus. Par conséquent, le capitaine Pylitzopoulos et les principaux membres de l'équipage du Garoufalia ne pourront pas racheter les peines qui leur ont été infligées par la cour d'assises de Pirée (...), compte tenu du fait qu'ils ont été condamnés à des peines supérieures à dix-huit mois et allant jusqu'à dix ans et demi d'emprisonnement.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
AUJOURD'HUI

1 N 2
c'est 5 francs!

LA VIE FRANÇAISE

● P. Bérégovoy révolutionne la Bourse et le crédit.

● Budget : vos impôts en 1986.

● Le Portefeuille «spécial VF» ;
quelles actions choisir,
quelles obligations sélectionnées.

● La semaine des Sicav.

● FLASHES : Lesieur, Promodès, Valéo,
Volvo, Bell Canada.

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
Chaque samedi, 11 F, chez votre marchand de journaux

QUAND VOUS VERREZ CE QU'IL Y A SUR LES BMW 86, VOUS N'AUREZ PLUS DE RAISON D'ATTENDRE 87.

Pour 76.708 F * clés en main, BMW vous offre, dès la 316, les vitres électriques, le rétroviseur droit, l'indicateur de maintenance, et bien d'autres équipements. Qu'attendez-vous? * Prix au 1^{er} Septembre



L'AFFAIRE GREENPEACE

LA LETTRE DE M. MITTERRAND A M. FABIUS

Un coup de semonce suivi d'effet

La lettre que M. François Mitterrand a fait parvenir à M. Laurent Fabius dans l'après-midi du jeudi 19 septembre est, d'abord, une récapitulation de l'affaire Greenpeace, telle qu'elle s'est présentée au président de la République.

Le chef de l'Etat confirme, en premier lieu, que des « informations » lui avaient été « transmises » par le premier ministre (ce que le Monde indiquait dans ses éditions du 15 août). Le président confirme, en deuxième lieu, au sujet de l'enquête qu'il avait jugée nécessaire, que M. Fabius avait, pour cette enquête, désigné « M. le conseiller d'Etat Tricot ». « J'ai approuvé ce choix », précise le président.

M. Mitterrand rappelle, ensuite, que le premier ministre avait lui-même « commenté la portée » du rapport remis par M. Tricot. Cette première référence à la déclaration faite par M. Fabius le 27 août sonne comme un premier avertissement. Le premier ministre n'avait-il pas marqué les limites du résultat obtenu en observant qu'il reflétait la « conviction » de l'enquêteur et que lui, M. Fabius, « à ce stade », ne disposait d'« aucun élément [lui] permettant de confirmer cette conviction » ? Il avait ajouté : « Des interrogations subsistent ».

M. Mitterrand, dans sa lettre, continue son rappel des faits, en reprenant les termes mêmes de la déclaration de M. Fabius. Celui-ci avait ordonné des « investigations » (le ministre de la Défense, avait-il dit, « poursuivra sans délai ses investigations ») parce qu'il avait constaté des « carences ». Or, près d'un mois plus tard, le chef de l'Etat doit observer que ces « carences » subsistent et qu'elles sont même rendues criantes par les informations publiées par la presse. Celle-ci fait état d'« éléments nouveaux », ceux-là mêmes dont le premier ministre

déclarait, le 27 août, ne pas disposer et dont il ne dispose toujours pas vingt-trois jours plus tard.

« Cette situation ne peut plus durer », la phrase qui clôt cette récapitulation s'adresse, sans ambiguïté, à M. Fabius.

Intolérable ignorance

Le président de la République s'est entretenu avec le premier ministre à l'Elysée comme chaque jeudi matin. La veille, il avait reproché au ministre de la Défense de ne pas avoir tenu compte, dans sa déclaration à la presse (le Monde du 20 septembre), du fait que la presse avait mis en évidence les carences de l'information gouvernementale. Quelles décisions MM. Mitterrand et Fabius prennent-ils, alors que M. Hernu convoque, dans son bureau, les autorités militaires concernées par l'affaire ? On l'ignore.

Au conseil des ministres, mercredi matin, le président de la République avait souligné le caractère intolérable de l'ignorance dans laquelle était tenu le pouvoir, plus de deux mois après les faits. M. Hernu avait dû essayer, ensuite, un réquisitoire de M. Pierre Joxe, dont le ton évoquait, pour plusieurs participants, le style d'un Robespierre.

Jeudi après-midi, avant de se rendre au SICOB, où il arrivait avec une demi-heure de retard (15 h 30 au lieu de 15 heures), le premier ministre s'entretenait au téléphone avec le chef de l'Etat. C'est à la suite de cette conversation que l'Elysée transmettait la lettre du président de la République à l'admiral Matignon, où elle arrive en fin d'après-midi.

M. Fabius, de retour à son bureau vers 17 heures, reçoit ensuite, à l'occasion de la Fête du cinéma, les invités d'une réception en l'honneur

du cinéaste japonais Akira Kurosawa, auquel il remet les insignes de commandeur des arts et lettres à 19 h 15. Le premier ministre passe environ trois quarts d'heure avec ses invités avant de regagner son bureau. La lettre qu'il a reçue du chef de l'Etat est rendue publique vers 20 h 15.

A la même heure, M. Hernu répond aux questions de TF 1, qui l'interroge, en direct du ministère de la Défense, au cours du « Journal de 20 heures ». Le ministre ignore la lettre du chef de l'Etat à M. Fabius. C'est le journaliste de TF 1, alerté par sa rédaction, qui en apprendra l'existence et le contenu à M. Hernu après l'interview.

Le premier ministre travaille tard dans la soirée. Le service de presse de l'admiral Matignon indique aux journalistes, vers 22 heures, que des décisions seront prises « rapidement », mais qu'aucune information n'est à attendre avant le lendemain matin.

Au début de la soirée, sur la radio CFM-89, au cours de l'émission « Le Monde report », M. Edgar Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, indiquait qu'il avait été « témoin de mises en garde, d'admonestations, de précisions sans équivoque » et que « l'armée ne saurait constituer un lieu interdit à la vérité, à la lumière et à la sanction ».

Faute de l'avoir compris ou d'avoir su le faire comprendre aux chefs militaires qui lui étaient subordonnés, M. Hernu s'a pa que se laisser convaincre de présenter sa démission au premier ministre, vendredi matin. Il n'était plus temps, pour le ministre de la Défense, de décider le limogeage de l'admiral Lacoste, « patron » de la DGSE. Pour le premier ministre, il n'était que temps de prendre cette décision.

PATRICK JARREAU.

Services secrets : un « nid à ennuis » pour tous les gouvernements

Ben Bella
Ben Barka
Rainbow Warrior

Face aux turpitudes de ses services secrets, un gouvernement n'a droit qu'à un seul choix : ou il couvre, après coup, ses agents pour leurs faits et gestes, même s'il les juge répréhensibles ; ou bien, il donne un grand coup de pied dans la fourmilière, au risque de rendre ses services inefficaces le temps de leur reorganisation.

Octobre 1966 : le gouvernement socialiste de Guy Mollet accorde à l'Etat placé devant le fait accompli, de l'arraisonnement de l'aviation du responsable algérien, M. Ben Bella. Octobre 1966 : le président de la République, le général de Gaulle, limoge des dirigeants du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (la DGSE de l'époque) impliqués dans la dispersion, toujours inexplicable, du responsable marocain Ben Barka, et il décide de retirer le service de la tutelle du premier ministre pour le rattacher au ministre des armées.

Septembre 1985 : M. François Mitterrand, constatant qu'il n'a pas réussi à obtenir les informations nécessaires des services compétents sur l'affaire du Rainbow Warrior, demande à son premier ministre que tombent des nues à la DGSE.

Ces trois exemples, à trente ans d'intervalle en France, et de nombreux autres cas à l'étranger, comme aujourd'hui en Allemagne fédérale, témoignent de la difficulté de tout pouvoir politique à contrôler une administration - les services secrets - impénétrable par construction et alléguant à toute explication sur les dessous de son fonctionnement interne.

Le plus grave, sans doute, est que cet hermétisme s'exerce, en démocratie, à l'encontre des responsables politiques élus pour,

précéder, gérer et surveiller lesdits services. Est-il normal et admissible, en effet, que le chef de l'Etat puisse affirmer, deux mois après un « coup » raté, ne pas connaître les tenants et aboutissants d'une affaire qui ridiculise la France à l'étranger ? Qui fait écran entre lui et la vérité sinon, effectivement, comme lui-même le souligne dans sa lettre au premier ministre, les hommes et les structures ?

Si les faits rapportés par la presse, observe M. Mitterrand, constituent une réalité que lui-même n'a pas les moyens d'apprécier, c'est donc que, à un échelon ou à un autre, qu'il soit politique ou technique, on a trahi la vérité. C'est à la fois un constat d'impotence de son gouvernement à cerner la réalité et une carence grave des services en cause.

Coups fourrés et bavures

Au « royaume » de la DGSE, il y a, en effet, des royaumes qui bloquent, en ne délivrant qu'un compte-rendu et avec beaucoup de réserves les informations nécessaires au pouvoir politique ; et il y a aussi des fautes professionnelles en Nouvelle-Zélande. Dans l'entourage du ministre de la Défense, des conseillers regrettent, aujourd'hui, d'avoir, par exemple, prolongé dans ses fonctions de directeur général de la DGSE, l'amiral Pierre Lacoste, qui avait atteint le limite d'âge de son rang

en novembre 1984 et qui a été confirmé au début de 1985.

D'autres conseillers regrettent également que M. Hernu ait choisi d'être lui-même, sans aucune délégation de ses responsabilités, le contrôleur sur des services turbutants mais, en même temps, elle place le ministre en première ligne.

Or non seulement les services secrets sont hermétiques, mais ils sont aussi un « nid à ennuis » permanents, compliqués et déstabilisants. Qu'ils ne fassent rien, et ces services secrétant de la bile, fomentent des « coups fourrés ». Qu'ils soient chargés d'une opération ponctuelle, les « bavures » sont : l'horizon car, entre-temps, le pouvoir politique, ingrat par nature, a des velléités de succès pour ne pas que les « coups », surtout lorsqu'ils s'écroulent. Ces services sont nécessaires, ne serait-ce que pour pouvoir contrôler l'action d'une administration étrangère de même acabit, mais ils sont aussi à hauts risques et ne peuvent plus, dès lors, qu'être désavoués.

Dans le cas particulier de la DGSE, les carences tiennent aussi à l'organisation d'un service « sectoriel » qui s'est autonomisé progressivement et à l'existence d'une direction générale, marquée de retard. Dans le cas particulier de l'action contre Greenpeace, les erreurs accumulées, présent, aujourd'hui, d'un poids si lourd que c'est, en fin de compte, toute la hiérarchie à laquelle le pouvoir politique fait porter le chapeau.

JACQUES ISNARD.

Le texte du chef de L'Etat

Voici le texte de la lettre que le président de la République a adressée, jeudi soir 19 septembre, au premier ministre :

« Monsieur le premier ministre et cher ami,

« Au vu des informations que vous m'avez transmises, je vous ai demandé, le 8 août, de diligenter une enquête sur les responsabilités éventuelles des services français dans l'affaire d'Auckland. Vous en avez chargé M. le conseiller d'Etat Tricot qui désignait une compétence administrative éprouvée et une autorité morale reconnue. J'ai approuvé ce choix. Le rapport consécutif à cette enquête a été

publié et vous en avez, vous-même, commenté la portée.

« Or, malgré les investigations que vous avez ordonnées à cette occasion, il nous faut constater que la presse fait état d'éléments nouveaux, dont nous ne pouvons apprécier la réalité faute d'avoir obtenu des services compétents les informations nécessaires.

« Cette situation ne peut plus durer. Le moment est venu de procéder sans délai aux changements de personnes et, le cas échéant, de structures qu'appellent ces carences. Vous voudrez bien prendre les mesures utiles à cet effet.

« Croyez-moi fidèlement et amicalement vôtre. »

« Des mémoires explosifs »

PARIS-MATCH

5 ans
à la tête
de la

1967-1972

«Un livre qui va faire du bruit.»

«LE POINT»

«Jean Rochet se met à table... et ses révélations vont décaler.»

«LE JOURNAL DU DIMANCHE»

Plon

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

Asupposer qu'une autorité politique puisse, à l'instar d'un simple particulier, revendiquer le bénéfice de la présomption d'innocence, celle-ci devient difficile à concevoir quand la faiblesse des indices et des soupçons prend des allures d'état ; quand le président de la République joint sa voix à celle des questionnaires, et s'interroge lui-même en quelque sorte. Ne s'agit-il pas de culpabilité qu'il faudrait voir une belle dose... d'innocence de s'être ainsi laissé piéger.

C'est le jugement qui guette, chaque jour, un pouvoir politique ne peut s'accommoder des médiocrités d'un juge, de ses lenteurs ; ou des précautions de l'historien à qui le temps n'est pas compté. La politique, quoi qu'il parvienne à démontrer la vie de M. Mitterrand, est un art tout de vitesse.

Comme il est peu vraisemblable qu'un juge ait à dire, aujourd'hui, qui savait et qui ne savait pas, qui ordonne et qui fut mis devant le fait accompli, c'est à l'historien qu'il reviendra de démêler les fils conduisant à l'explosion du Rainbow Warrior. Ce qui l'ennuiera à constater que ceux-là mêmes qui ont posé la bombe n'ont plus qu'une importance très secondaire par rapport à ceux qu'elle a finalement atteints.

Tout comme était, en son temps, secondaire la valeur des diamants qu'avait remis Bolzesse à M. Giscard d'Estaing. Les années ayant passé, il est clair que les atterrissements, pour ne pas dire plus, de l'ancien président lui furent plus fâcheux que le cadeau lui-même. Mais, comme il est à craindre aujourd'hui pour son successeur, M. Giscard d'Estaing était toujours en retard d'une explication, toujours surpris par une nouvelle révélation, que ne justifiait pas a priori l'explication précédente mais qui jetait un faux feu de la lumière, dépeçait avant d'être émis.

En ce sens, cette histoire de Greenpeace finira par ressembler à celle des diamants de Giscard. Bien plus, en tout cas, qu'au Watergate de M. Richard Nixon. M. Richard Nixon était animé par des fins de stricte politique intérieure. M. Mitterrand n'avait rien de tel à attendre de l'opération Greenpeace.

Même en posant l'hypothèse que l'attentat aurait été réussi de bout en bout : qu'il n'y ait pas eu mort d'homme et que les auteurs, directs ou indirects, ne fussent en fait que des retraits à l'identité, l'émotion aurait-elle été moindre, l'effet d'intimidation plus grand pour les militants de Greenpeace ?

C'est ce dernier mouvement qui aurait été bien sûr, et il l'est, le bénéficiaire : réel, puisqu'il était la victime, tout en pouvant prétendre qu'il pâtissait de la noblesse de ses buts ; luttant contre les risques de contamination radioactive. C'est en quoi, résumé ou raté - et en l'espèce... - le commando contre le Rainbow Warrior était politiquement idiot et idiot tout court. Au point d'être un motif d'innocence tant il faisait perdre de ces coups fourrés qui se retournent la plupart du temps contre leurs inventeurs ou leurs complices.

Quoi d'étonnant, pourtant, que tous les regards se tournent vers M. Mitterrand ?

Comment pourrait-il en être autrement dans un régime constitutionnel, qui fait du président de la République le maître de tout ? M. Mitterrand paie le prix de son indulgence à l'égard d'une forme de pouvoir qui n'est démocratique que tous les sept ans.

L'éventualité selon laquelle l'équipe néo-zélandaise serait due à la seule initiative des militaires de haut rang dont les bons sont officiellement prononcés n'est pas précisément plus réjouissante. Tout serait alors envisageable, y compris le plus fou, y compris le plus inadmissible, y compris le plus inquiétant : jusqu'à une manœuvre - réussie - de « militaires perdus ». Ce qui reviendrait à devoir choisir entre le peste et le choléra : entre l'idée incongrue et la déobéissance au pouvoir civil.

Quant à ce dernier, les efforts qui sont faits pour mettre à l'abri la fonction présidentielle, sinon son titulaire, ne sont pas forcément mieux perçus que les fascinants débats internes du Parti socialiste.

Innocence

NON sans raison, l'opinion constate qu'il y a un pouvoir, dont M. Mitterrand est le maître et le référent, et un Parti socialiste. Point. L'opinion ne lit pas davantage les manuels de droit constitutionnel qu'elle n'attache d'importance aux « courants » socialistes. D'autant que l'opposition lui sert à journales faites que tout ça c'est du pareil au même.

La confusion est effectivement tentante à propos d'hommes qui se connaissent depuis des lustres, se toient le plus souvent et, vainqueurs ensemble en 1981, devraient être ensemble dans la tourmente, qu'ils le veuillent ou non. Ils sont, comme disait Henri Queuille, président du conseil sous la IV^e République, condamnés à vivre ensemble.

A subir, aussi, il ne faut d'ailleurs pas se leurrer. Même la démission de M. Hernu, outre qu'elle aura eu lieu par définition trop tard, n'interrompt rien des rumeurs et des accusations. Lancées, la machine ne peut être stoppée par un événement aussi mineur, tous comptes faits, que le départ d'un ministre contre son gré. Pour souffler la feu qui gronde, il faudrait une explosion de plus grande ampleur, ou l'insupportable démonstration qu'on a été grugé. Et encore ! Sinon, au moins jusqu'aux élections législatives, la polémique autour de Greenpeace ne cessera pas plus de résonner que ne s'était interrompue l'interrogation publique sur les « calibres » de Bolzesse jusqu'aux prochaines élections.

Pourtant, il est paradoxal que les réactions des hommes au pouvoir sont plus qu'innocentes des principes de solidarité. L'exception de M^{rs} Georgina Dufoux, qui, telle la vaillante Jeanne Hachette, fait rempart pour protéger son président, qualifié par elle de « roc », d'autres masquent mal qu'ils aimeraient tirer leur épingle du jeu. Soit qu'ils fassent valoir que leurs attributions les tiennent bien loin de cette triste affaire, soit qu'ils mesurent autant que faire se peut leur soutien public à la cause du chef de l'Etat.

Le doute est dans les esprits. M^{rs} Georgina Dufoux ne pouvait espérer convaincre que ce soit en assurant que le conseil des ministres de mercredi s'était avant tout préoccupé du budget de l'Etat. Il a bien dit, à petite voix, question de son... crédit, et les rumeurs à tirer dans les coins devaient être sortis de leurs gonds. On pressent comme des sautes qu'il peut. Par l'effet de la rivalité des ambitions, dont les revers du moment accroissent l'aigreur, on s'épaille plus qu'on ne serre les rangs. Du Parti socialiste au gouvernement, le pouvoir est une maison divisée contre elle-même, et nul n'ignore ce que prédit la Bible pour ce type de demeure : elle périra. Quelque allocation qui soit prononcée sur l'unité de la nation gauleuse.

Ainsi est-il frappant de voir combien le soutien du premier ministre paraît chiche. A plus forte raison quand, durant la même réunion, au banquet des mille, le premier secrétaire du PS avait, avec un feu d'artifice perçait l'attention, voté au secours de son prédécesseur. Cependant que M. Fabius parlait d'autre chose. En politique aussi, le complexe d'Edipe « père de son » pousse, et certains savent mieux s'en affranchir que d'autres. Quitte pour, ces derniers à faire montre un peu tôt qu'ils sont indépendants. « Lui, c'est lui ; moi, c'est moi » : en voilà une première vérification. Mais cette prudence fait-elle meilleur effet que l'affaire qui la cause ? Cette prudence n'est-elle pas dénoncée par la deuxième lettre publique que, en forme de semonce, M. Mitterrand a adressée à M. Fabius ?

Il est vrai que, s'il s'agit de parler comme M. Hernu, mieux vaut encore se taire. Faut-il que les gâches et les claquemets de talons aient changé - ou révisé - cet homme pour qu'il se laisse aller à ces raideurs de nuque pour entonner le couplet sur le « campagne de calomnie ».

Est-ce que par hasard l'affaire serait si simple qu'il serait impudique que la presse s'interrogeât et, le pas franchi, défilât ? Lorsque le pouvoir fait part de ses faiblesses, comme avant lui M. Fabius, les journalistes sont-ils malvenus de porter leur regard sur le miroir et de se voir ? C'est le recours des pouvoirs faibles qui de se prendre à la presse. Cela se nuit aux ceux qui se laissent aller à ces facilités. Mais faut-il ajouter aux manœuvres de contre-attaque, version médiatique, la déception de l'opinion, qui voit dans l'affaire de Greenpeace une déception ?

L'Etat français

les «

Dans cet article, on se

littérature pour les

que se sont

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

L'AFFAIRE GREENPEACE



Les erreurs de M. Hernu

En s'enfermant dans la version donnée par les militaires, le ministre de la défense a entraîné le gouvernement dans une spirale du mensonge.

« Ou il ment, ou on lui a menti. » C'est ainsi qu'un proche de M. Mitterrand résumait, déjà il y a quelques jours, la position du ministre de la défense.

M. Charles Hernu a reconnu publiquement, le mercredi 18 septembre, qu'il avait donné l'ordre à « des agents de renseignement en mission » de se rendre en Nouvelle-Zélande. Un ordre qui, avait-il assuré à M. Bernard Tricot, ne concernait qu'une mission « de renseignement ». En toute logique, la nouvelle de l'attentat contre le *Rainbow Warrior*, le 10 juillet, aurait donc dû alerter M. Hernu. Il sait que des agents français sont alors à Auckland et s'intéressent à Greenpeace. Son « ordre » a-t-il été mal interprété, dévié, déformé ? Ses agents sont-ils innocents ? Autant de questions qu'il aurait dû se poser.

Mais, à aucun moment, dans les déclarations officielles comme dans le rapport de M. Tricot, il ne sera question d'une enquête interne, immédiate, au sein du ministère de la défense et de la DGSE pour répondre à ces questions. Cela a évidemment de quoi surprendre. On sait, aujourd'hui, que le ministre de la défense évitait même d'alerter le président de la République. C'est le ministre de l'Intérieur qui, le 17 juillet, sera porteur de la mauvaise nouvelle : des agents français sont impliqués dans l'attentat.

A l'évidence donc, M. Hernu ne manifeste guère de zèle dans la recherche de la vérité et de sens politique lorsqu'on mesure les risques encourus. Il rassure le président de la République en lui affirmant, comme tous les hauts responsables militaires, l'innocence des agents français et la clarté de l'ordre donné, se « renseigner », pas saboter. Il s'entête au point de provoquer le courroux de M. Mitterrand.

rand, le 7 août, quand deux hebdomadaires - *VSD* et *l'Événement du Jeudi* - accusent la DGSE. Résultat : ce rapport dû à M. Tricot qui, chargé d'établir la vérité, s'en tient à la version de M. Hernu et des militaires, tout en n'excluant pas qu'on l'ait « berné ».

Plus de deux mois ont aujourd'hui passé. Et voici que, au lendemain de la publication par le *Monde* d'informations accablantes, M. Hernu, tout en niant leur bien-fondé, n'exclut pas à son tour qu'on lui ait « désoberé » ou « menti ». Conclusion : M. Hernu a trop fait confiance à la haute hiérarchie de son ministère et il a eu tort de persister. N'aurait-il pas les moyens de vérifier la véracité - aujourd'hui bien entamée - de la contre-version montée par la DGSE (la « dérive » en termes techniques) et dont certains organes de presse se sont fait l'écho : c'est la Direction des centres d'essais nucléaires (DIRCEN) qui est derrière l'opération, et ce sont les services britanniques qui l'ont doublée, perpétrant le sabotage. Une version que l'on entendait marteler par France-Inter, un week-end d'août, et qu'on retrouvait, selon le *Canard enchaîné*, dans un dossier remis à l'Élysée.

M. Hernu la laisse pourtant diffuser par des militaires, qui n'appartiennent pas qu'à la DGSE. Cette ingénuité qui, si l'on en croit M. Fabius au dernier conseil des ministres, pourrait relever de l'incompétence, oblige à s'interroger sur le rôle du ministre de la défense.

avant l'attentat. N'a-t-il pu donner un ordre de neutralisation de la campagne de Greenpeace, dont, de toute façon, il n'avait pas à connaître la traduction technique par la DGSE ?

M. Hernu est donc largement responsable du piège dans lequel s'est progressivement enfoncé le pouvoir : par son incapacité à obtenir la vérité de ses services du pis, par un mécanisme classique de « couverture » au nom de l'honneur de l'armée. Mais la responsabilité politique se limite-t-elle à lui seul ? M. Mitterrand, sans doute au nom de liens d'amitié et de fidélité anciens, n'a-t-il pas laissé jouer trop seul son ministre de la défense ? Et M. Fabius n'a-t-il pas voulu couvrir deux livres à la fois en imposant le choix du « gaulliste » Tricot : tirer un profit politique d'une affaire dont il s'agissait d'abord de sortir durablement ? M. Joxe, comme M. Fabius, n'a-t-il pas été trop timoré en n'osant pas « monter au créneau » sur la foi des informations accumulées par ses services policiers ?

Ne pas savoir

Certes, mais M. Hernu est le premier maillon de la chaîne, celui qui permet cette dangereuse spirale où un mensonge risque d'en entraîner un autre. Le gouvernement était alors dans une situation impossible : son chef ne croyait pas à la version officielle, de même que son ministre de l'Intérieur, mais aucun des deux ne tenait à le proclamer. Comme s'il revenait aux journalistes, qui disposent à l'évidence de moins de moyens, de conforter leur intime conviction.

Personne ne voulait savoir, et l'on sait aujourd'hui que notre version de l'opération recoupe la réalité de plus près que les démentis officiels. On en est là. A un point où, pour le pouvoir, la quête de la vérité n'est plus

l'urgence - ne risque-t-elle pas d'être accablante ? - mais où prime la nécessité de sortir du piège. Il n'est donc pas certain qu'il y ait, un jour, de vérité officielle. M. Mitterrand s'efforce, et l'on ne peut que l'en approuver, de sauver les « Turenge ». Il ne peut donc démentir si vite sa récente lettre au premier ministre néo-zélandais, assurant que la France n'est pas coupable de l'attentat.

Cependant, en ne reconnaissant pas la responsabilité de militaires français ayant agi sur ordre, le gouvernement risque de faire porter le chapeau à des lampistes, ces agents de la DGSE, disciplinés, embarqués par leurs supérieurs dans cette galère. Tous ne peuvent-ils pas être accusés, par la justice néo-zélandaise, de complicité de meurtre et, pour certains, de meurtre tout court ? Aussi M. Fabius a-t-il été quelque peu imprudent en assurant, le 27 août, que des poursuites judiciaires seraient « immédiatement » engagées en France - s'il apparaissait que des faits criminels ont été commis par des Français.

Sexécute-t-il ou se déjouera-t-il ? Prendra-t-il le risque de laisser un juge d'instruction poursuivre des militaires qui ont agi sur ordre ? Des militaires qui, sans nul doute, ne se laisseront pas faire ? Autorisera-t-il la levée, pour la justice française, du secret défense ? Tel est l'un des ultimes imbroglios d'une affaire qui, dans son cheminement, fait plus penser à une affaire Dreyfus du pauvre qu'à Watergate : l'honneur de l'armée - exigent que Dreyfus fût coupable, bien qu'innocent. Ici, n'est-ce pas au nom du même impératif, encore plus mal compris, que l'armée, dont la culpabilité n'est tout de même pas si terrible a été proclamée innocente ?

BERTRAND LE GENDRE
et EDWY PLENEL

● Un dément du Foreign Office. Le Foreign Office a démenti, vendredi 20 septembre, l'information du *Canard enchaîné* selon laquelle des « agents étrangers », probablement britanniques, seraient responsables du sabotage du *Rainbow Warrior*. Un porte-parole a affirmé à Londres que cette rumeur était « dénuée de tout fondement ».

Un fidèle de M. Mitterrand

Né le 3 juillet 1923 à Quimper (Finistère), M. Charles Hernu a appartenu aux Chantiers de jeunesse (groupes 7), qui furent créés en 1940 sous le gouvernement du maréchal Pétain. Dissous en 1944, les Chantiers de jeunesse furent aussi une pépinière de jeunes résistants : M. Hernu a, du reste, appartenu ensuite aux Forces françaises de l'intérieur en région Rhône-Alpes, avant de s'engager dans l'armée et de finir la guerre, comme sergent, dans la campagne d'Allemagne.

Après la guerre, il collabore au *Patriote* de Lyon, puis au *Démocrate* de Lyon, et il milite aux Jeunes radicaux et radicaux socialistes du Rhône. En 1947, il entre au Centre national du commerce extérieur, où il restera jusqu'en 1956.

Entre-temps, M. Hernu développe ses activités politiques. En 1951, il fonde le Club des Jacobins. De 1956 à 1958, il est élu député radical et radical-socialiste de la Seine, devient très proche de Pierre Mendès France, et, déjà, comme secrétaire de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, il prend position contre certaines exactions de l'armée française en Algérie.

Candidat battu aux élections législatives de 1958, puis de 1962, M. Hernu est appelé, en 1963, comme délégué général de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (FGDS), pour organiser la première campagne présidentielle de M. Mitterrand, qu'il ne quittera plus comme secrétaire général du « Centre-Gouvernement » de la FGDS en 1966-1968, vice-président du la FGDS en 1967, puis comme président de la Convention des institutions républicaines entre 1968 et 1970. Avec M. Mitterrand, en 1971, il entre au comité directeur du nouveau Parti socialiste.

Au PS, M. Hernu sera d'abord chargé de la délégation générale aux élus et dirige le magazine spécialisé *Communes de France*. Il devient délégué général de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains et fonde, en 1974, les *Conventions* pour l'armée nouvelle (CORAN) qui réunissent les cadres d'active de réserve des armées proches du PS.

En mars 1977, M. Hernu est élu maire de Villeurbanne (Rhône) et devient, en mars 1978, député socialiste de Rhône, membre de la commission de la défense et des

forces armées à l'Assemblée nationale. Il est, dans le même temps, délégué national de son parti pour les questions de défense. Le 23 mai 1981, il est nommé ministre de la défense et le restera sans interruption, dans les différents gouvernements de MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius. Il a conservé, en outre, la mairie de Villeurbanne.

M. Hernu est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels la *Colère usagée* (1959), *Préface à gauche* (1969), *Séduits-Choyés* (1975), *Chroniques d'attente* (1977), *Nous, les grands* (1980).

L'AMIRAL PIERRE LACOSTE

Né le 23 janvier 1924 à Paris, M. Pierre Lacoste s'engage dans la marine en mai 1943, après s'être évadé de France par l'Espagne, où il fut, un temps, interné. Admis en avril 1945 à l'École navale, il est ensuite affecté en Indochine jusqu'en 1949. Après plusieurs séjours à bord de bâtiments de guerre, il entre à l'École supérieure de guerre navale, d'où il sortira comme breveté pour occuper différents postes d'état-major.

En novembre 1962, il prend le commandement de l'escadron rapide le Provence et, en décembre 1967, celui de l'escadron rapide la République. Il sert ensuite au Centre d'évaluation et de prospective du ministère des armées, où il est chargé de la programmation et de la planification budgétaire.

En 1971, il commande la 8^e division d'escorteurs d'escadre et, en son sein, l'escadron d'escadre Maille-Breze.

Nommé en 1975 adjoint au chef du cabinet militaire de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, Pierre Lacoste est promu contre-amiral en 1976 et commandant l'École supérieure de guerre navale. En octobre 1978, il devient chef du cabinet militaire du premier ministre, M. Raymond Barre, et il est promu vice-amiral en décembre 1979. En septembre 1980, il est nommé commandant l'escadron de la Méditerranée et il est élevé, en janvier 1982, au rang de vice-amiral d'escadre. En novembre 1982, il est appelé à la direction générale de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), poste qu'il conservera, en novembre 1984, alors qu'il a atteint la limite d'âge de son rang.

LIBRES OPINIONS

L'Etat français peut sauver les « Turenge »

Dans cet article, un avocat international soutient l'idée que l'Etat français peut sauver les « Turenge », à condition de reconnaître qu'ils ont agi sur ordre. Cet avocat se réfère à un précédent juridique qui remonte à 1840.

par NEUVILLE MARYAN GREEN (*)

UN des aspects, et non le moins curieux, de l'affaire Greenpeace est que le gouvernement français, par la voie diplomatique, ne soit pas encore intervenu auprès du ministère des affaires étrangères de Nouvelle-Zélande afin de protester contre le fait qu'un procès est prévu contre ses deux agents, les époux Turenge, pour acte accompli lors d'une mission officielle de l'Etat français.

Il s'agit en droit international public, qui gouverne les actes des Etats, d'une ingérence de l'Etat français dans le souveraineté territoriale de la Nouvelle-Zélande envers laquelle, sans aucun doute, il sera obligé, un jour, de faire réparation. Mais, par le même raisonnement, l'acte commis est un acte d'Etat, et les agents d'un Etat qui commettent de tels actes, même ceux entraînant mort d'homme, n'ont pas à en répondre, en droit national, devant l'autre Etat. Dans la stricte sens du terme, le juge néo-zélandais est incompétent pour juger des effets d'un acte commis par l'Etat français sur le territoire de la Nouvelle-Zélande. Seul est compétent un tribunal de droit international public.

Il y a un précédent, l'incident McLeod (1840) rapporté par Moore (*Digest of International Law*, 1906). McLeod était membre d'une force expéditionnaire armée canadienne. Il traversa de nuit avec d'autres personnes un des grands lacs américains et saborda le navire *Caroline* qui se trouvait dans un port des Etats-Unis, entraînant la mort de plusieurs personnes.

Ce raid de représailles était une opération militaire. McLeod avait été pendant toute la durée de l'opération sous l'autorité militaire. Un an plus tard, étant revenu à la vie civile, il se trouvait dans la ville des Etats-Unis où le sabordage avait eu lieu. Il eut l'imprudence, ayant bu, de se vanter de son exploit, ce qui lui valut d'être arrêté et il comparut devant le tribunal de cette ville pour meurtre. A cette époque, le Canada dépendait du Royaume-Uni. Le Foreign Office envoya une note par la voie diplomatique au département d'Etat, lequel département intervint pour que le tribunal se dessaisisse du procès.

Le secrétaire d'Etat des Etats-Unis déclara : « Après l'aveu de cette action comme une action publique autorisée et entreprise par les autorités britanniques, je n'ai pas de doute que tout individu impliqué dans un tel acte ne doit pas être tenu pour responsable devant les tribunaux civils pour sa participation. »

La fait que les deux Etats étaient du même avis sur cette affaire a donné à cet incident une grande portée. Tant et si bien qu'à me connaissance il n'y a jamais eu d'affaire en sens contraire.

Il suffit donc que l'Etat français assume sa responsabilité dans cette affaire et la reconnaisse par la voie diplomatique pour que les deux citoyens français actuellement détenus en Nouvelle-Zélande soient sauvés (...). Il serait intéressant de voir si une telle demande sera faite par la voie officielle (...). Car l'argument qui consiste à dire que les agents sont allés au-delà de la mission dont ils avaient été investis est tout simplement irrecevable en droit international public. Ce serait trop facile...

(*) Avocat à la cour de Paris, Barister-at-Law, Middle Temple.

« La presse fait état d'éléments nouveaux », écrit le président de la République à son premier ministre. Aussi faut-il rappeler les conclusions de l'enquête du *Monde* sur l'attentat contre le *Rainbow Warrior*, le 10 juillet, dans le port d'Auckland. Cette version de l'opération, recueillie auprès de sources concordantes à divers niveaux, donne une explication cohérente de l'affaire, éclairant jusqu'aux erreurs des agents français envoyés en Nouvelle-Zélande.

Le point de départ : un ordre, après les pressions de la Direction des centres d'essais nucléaires (DIRCEN), qui, le 1^{er} mars, réclame au ministre de la défense une intervention de la DGSE, jugée par trop indolente, contre Greenpeace. L'amiral Henri Fages, patron de la DIRCEN jusqu'en juin, est fort inquiet : il croit savoir que le mouvement écologiste tentera de débarquer, à l'aide de canots ultrarapides, sur les atolls de Mururoa et Fangataufa durant la campagne d'essais nucléaires. Quel est alors l'ordre donné, dont l'on connaît le point de départ ? Dans la note de l'amiral à M. Hernu figure une phrase indiquant qu'il faut « anticiper les actions de Greenpeace ».

Le mot « anticiper » est souligné deux fois dans l'original, ce qui inquiète quelque peu M. Bernard Tricot lors de son enquête. Il se traduit, sans que l'on puisse affirmer l'échelon hiérarchique - mais il est forcément élevé - par un ordre de « neutralisation ». Ceux qui donnent cet ordre ne savent rien, et n'ont pas de connaissance de la mise en œuvre technique de l'opération. Mais ils en connaissent l'esprit : il faut enrayer la campagne de Greenpeace avant l'arrivée de son « navire amiral » sur les sites d'expérimentations, bref il faut une action « préventive ».

Une opération classique

La DGSE a commis la faute d'utiliser un dispositif disproportionné par rapport au but recherché

La DGSE en a l'expérience : dans le passé, elle a introduit des hommes au sein du mouvement écologiste qui, à point nommé, ont provoqué une avarie mécanique sur l'un de ses navires. On parle aussi d'une opération similaire au Pérou en 1973, quand le gouvernement de ce pays prenait la défense des Etats du Pacifique contre les essais nucléaires français dans l'atmosphère. De même, la DGSE a coulé, en 1982, dans le port de Gènes, un navire libyen se livrant au trafic d'armes.

Devis

L'ordre est donc transmis à la DGSE, puis à sa division Action, qui n'a sa tête, depuis novembre 1984, le colonel Jean-Claude Lesquer. C'est là qu'est fait un choix opérationnel, qui conditionnera toute la suite : la DGSE, qui manque d'honorables correspondants dans la région, décide d'utiliser les gros moyens. L'opération impliquera une quinzaine d'agents et coûtera entre 2 à 3 millions de francs, au bas mot. Ce coût jette, au passage, le trouble sur le niveau de responsabilité au sein de la hiérarchie : seul homme à pouvoir débloquer les crédits sur les « fonds spéciaux à destination particulière » de l'hôtel Matignon, le général Jean Saulnier, alors chef d'état-major particulier du président de la République, peut-il avoir signé un tel devis en pensant qu'il ne s'agissait que d'une « mission de renseignement » ?

Les crédits obtenus, le montage technique de l'opération est d'un

grand classicisme. On infiltre d'abord, pour connaître les lieux, les dates, les projets de Greenpeace. Ce sera la mission du lieutenant Christine Cabon, alias « Frédérique Bouliou », et sans doute celle d'un ou deux autres agents non repérés. Fin mai, « Bouliou » a terminé sa mission. S'ensuivent alors trois semaines d'équipement, puisque - à une exception près - tous les membres sont issus de la même unité, le groupe des nageurs de combat de la DGSE, sis au Centre d'instruction des nageurs de combat de l'armée de terre, à la base navale d'Aspretto (Corse).

Première équipe : l'Ouvée, volier affrété à Nouméa, avec à son bord un adjudant-chef et deux adjudants d'Aspretto, membres de la division Action depuis plusieurs années, et un honorable correspondant (HC) de la DGSE, le docteur Xavier Maniguet. Ils sont chargés de la logistique, de l'apport du matériel nécessaire au sabotage en Nouvelle-Zélande.

Deuxième équipe : les faux époux « Turenge », le capitaine Dominique Prieur n'étant que la couverture maritale du commandant Alain Mafart, membre de la division Action et l'un des chefs des nageurs de combat de la DGSE jusqu'en 1983. Leur tâche : veiller au grain, servir de leurre en se comportant de manière voyante comme de vrais touristes, récupérer le matériel après l'opération et le faire disparaître sur place.

Il servent aussi d'intermédiaire avec la troisième équipe, chargée du sabotage lui-même : un capitaine et

un sergent-chef de l'équipe de nageurs de combat d'Aspretto. Ceux-ci coulent le bateau et repartent comme ils sont venus, par avion, sans être repérés. L'opération étant prévue comme l'instruction militaire - dans les moindres détails, y compris aussi une quatrième équipe, placée en réserve en Australie et pouvant, en cas de coup dur, récupérer rapidement les agents en difficulté à Auckland.

Il y a encore ceux qui, à Nouméa, accueillent et conviennent les agents de passage - à l'aller comme au retour - et un bâtiment militaire qui recueille l'équipage de l'*Ouvée*, ce mer, après avoir coulé le volier. Il y a enfin, et surtout, le coordinateur de l'opération, le commandant Louis-Pierre Dillais, patron des nageurs de combat de la DGSE, présent en Nouvelle-Calédonie puis en Nouvelle-Zélande.

On sait, maintenant, quelles sont les principales erreurs qui ont fait capoter l'opération, même si son objectif - le sabotage - a été atteint. D'abord une mort inutile, celle du photographe néerlandais d'origine portugaise. Puis le fait que, lors de la récupération de la troisième équipe, dans la soirée du 10 juillet, une fois les deux bombes posées, les « Turenge » commencent l'imprudence d'approcher trop près leur camping-car, dont deux témoins néo-zélandais relèveront le numéro minéralogique. Ensuite, le trop grand calme des faux époux, qui ne s'affolent pas, malgré le mort non prévu au programme, et vont rendre leur véhicule de location comme si de rien n'était.

Mais la principale erreur commise, c'est sans doute ce choix technique, lourd et coûteux. Comme si l'on avait voulu écraser une puce avec un marteau-pilon.

E. P.

BMW 86, DES EQUIPEMENTS QUI VONT EN FAIRE PALIR PLUS D'UN.

Compte-tours électronique, vitres électriques, rétroviseur droit, indicateur de maintenance; avec de tels équipements, et à partir de 76.708 F * clés en main, BMW va faire des envieux. * Prix au 1^{er} Septembre



IBM TOUT SIMPLEMENT

هكذا من الأصل

SITUATIONS
ALSACE : VOR

[illegible][illegible][illegible]

RECTIFICACION: - En esta parte
de la obra, el autor dice
que el Almirante de la Armada
de España, don Juan de
la Cosa, descubrió el
continente de América el
año 1492, cuando navegaba
por el Atlántico.
En realidad, el descubrimiento
de América se produjo el
año 1492, cuando Cristóbal
Colón descubrió América.
El Almirante de la Armada
de España, don Juan de
la Cosa, descubrió el
continente de América el
año 1492, cuando navegaba
por el Atlántico.

less: **Giada**

41/

... ..

ENCLOSURE

100

BMW 86 SO

100

[REDACTED]



1994

Country	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2020	2030	2040	2050
Japan	7	8	10	12	14	16	18	20	22	24	26
Germany	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
France	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Italy	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
Spain	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Sweden	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
UK	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
USA	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
Canada	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
China	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
India	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
South Africa	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30

the 1990s, the number of people in the United States who are 65 years of age or older is projected to increase from 20 million to 35 million, and the number of people 75 years of age or older is projected to increase from 10 million to 17 million (U.S. Census Bureau, 1997). The number of people 85 years of age or older is projected to increase from 2 million to 4 million (U.S. Census Bureau, 1997). The number of people 90 years of age or older is projected to increase from 500,000 to 1 million (U.S. Census Bureau, 1997). The number of people 95 years of age or older is projected to increase from 100,000 to 200,000 (U.S. Census Bureau, 1997). The number of people 100 years of age or older is projected to increase from 10,000 to 20,000 (U.S. Census Bureau, 1997).

[illegible]

politique

SITUATIONS 86

ALSACE : vers des listes d'union

De notre envoyée spéciale

Strasbourg. — Dans les deux départements alsaciens, l'opposition pourrait présenter des listes d'union. Mais si la cause semble entendue dans le Haut-Rhin, qui compte quatre députés sortants d'opposition (trois RPR et un UDF-CDS), il reste à régler le problème de l'ordre de présentation des candidats. L'UDF est prêt à laisser la tête de liste à M. Pierre Veltz (RPR), député sortant et se réserve de conduire la liste régionale. Elle se divise sur l'attribution des places suivantes. Le comité départemental du CDS exige que deux des siens (dont M. Fuchs, député sortant) figurent en deuxième et en troisième position. Le maire de Mulhouse, M. Joseph Klifa (PSD), ne l'entend pas de cette oreille et menace de constituer sa propre liste. Profitant de la venue dans sa ville de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe de l'UDF à l'Assemblée nationale, il a expliqué qu'il souhaitait occuper une place qui « corresponde au poids politique, économique et démographique de Mulhouse. Je ne peux accepter que la première ou la deuxième place ». M. Jean-

Claude Gaudin, qui dirige la délégation de l'UDF qui négocie avec le RPR, lui a donné l'assurance que « les instances nationales feraient en sorte qu'il soit élu parlementaire ».

Dans le Bas-Rhin, où le RPR réclame, pour faire l'union, la tête de liste (pour M. André Durr, député sortant), les parlementaires centristes s'efforcent. MM. Daniel Hoefel et Marcel Rudloff, sénateurs, qui président l'un le conseil général, l'autre le conseil régional, défendent le principe de la liste d'union. « L'union, disent-ils, a une réalité concrète dans le département. Elle caractérise la section du conseil général, du conseil régional et des grandes villes. Il serait inopportun d'y mettre fin maintenant. » M. Adrien Zeller, Jean-Marie Caro et Emile Koehl, députés, défendent, eux, le principe des listes séparées au nom de l'efficacité. Ils évoquent les stratégies différentes des deux formations de l'opposition et estiment que l'UDF, nettement majoritaire dans le département, n'a rien à concéder au RPR. Les délégations UDF et RPR, réunies mercredi 11 septembre à Paris, n'ont pas tranché.

C. F.-M.

● ALLIER : M. BELORGEY, TÊTE DE LISTE DU PS ?

M. Jean-Paul Desgranges, l'un des trois députés socialistes sortants du département, n'ayant pas sollicité l'investiture de son parti pour les législatives, la commission exécutive de la fédération socialiste de l'Allier avait à choisir entre MM. Albert Chardier et Jean-Michel Belorgey. Elle s'est prononcée, à une forte majorité, en faveur de ce dernier. La ratification de ce choix par les sections semble acquise. Elle posera d'ailleurs des problèmes aux instances nationales du PS, au sein desquelles certaines des prises de position de M. Belorgey ont provoqué l'irritation. — (Corresp.)

● BOUCHES-DU-RHÔNE : UNE LISTE D'IMMIGRÉS ?

M. Camel Adjina, vingt-neuf ans, d'origine algérienne, envisage de conduire une liste composée de jeunes issus de l'immigration aux élections législatives et régionales dans les Bouches-du-Rhône. Présentée le 16 septembre par l'association marseillaise Sahra, cette candidature veut « calmer le jeu politique » et « hâter la reconnaissance d'une minorité nationale d'origine maghrébine ». M. Adjina est chargé de mission à l'Agence régionale pour le développement de la formation de Provence-Alpes-Côte d'Azur ; il a été adhérent du Parti socialiste.

RECTIFICATIF. — C'est dans les Hautes-Alpes (et non dans les Alpes-de-Haute-Provence, comme nous l'avons indiqué par erreur dans le Monde du 18 septembre) que M. Patrick Olier devrait être candidat RPR sur la liste conduite par M. Pierre Bernard-Reymond, ancien ministre, qui fut élu député UDF-CDS des Hautes-Alpes de 1971 à 1981.

● LOT : DÉSACCORD PS-MRG.

La fédération socialiste du Lot, qui a choisi M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat à l'énergie et maire de Figeac, pour conduire la liste de la majorité aux législatives, a fait savoir qu'elle souhaitait « que soit débordé un accord départemental avec la MRG, afin que les deux formations présentant des listes communes à chacune des deux consultations de mars 1986 ».

La fédération des radicaux de gauche, qui qualifie d'« unilatérales » les propositions de la fédération socialiste à pour sa part annoncé que M. Bernard Charles, vice-président du MRG, conduira la liste de son parti.

Le Lot, qui compte actuellement deux députés de gauche : MM. Edmond Massaud, suppléant de M. Malvy, et Bernard Charles, ne devrait en retrouver qu'un seul à l'issue du scrutin de mars 1986.

● NORD : UN CONSEILLER GÉNÉRAL UDF-PR REJOINT LE FRONT NATIONAL.

M. Bruno Chauvière, ex-secrétaire départemental du RPR, n'est pas le seul à se rapprocher du Front national, dont il conduira la liste aux prochaines législatives dans le Nord. M. Jean-Marie Le Pen a annoncé, mercredi 18 septembre, à Lille, le ralliement à son parti de M. Jean Dureau, qui était jusqu'à présent un des leaders du Parti républicain dans le Cambrésis. Cet agriculteur de cinquante et un ans, maire de Les-Rues-las-Vignes, est conseiller général. Il a été, de 1968 à 1978, député de la dix-septième circonscription. Aux élections sénatoriales de 1983, il figurait sur la liste d'union de l'opposition à la septième place. Il ferait entrer le Front national au Sénat si l'un des six sièges détenus par l'opposition pour le Nord venait à être libre. — (Corresp.)

AMIENS : le RPR veut élargir la faille entre le PS et le PC

De notre correspondant

Amiens. — Les militants RPR d'Amiens (Somme) viennent de publier un communiqué dans lequel ils réclament des élections municipales anticipées. Estimant que communistes et socialistes, majoritaires au conseil municipal que dirige M. Lamps (PC), ne peuvent plus gérer correctement la ville en raison des dissensions existant entre eux, ils demandent : « N'est-il pas temps que les responsables socialistes, soucieux de l'avenir de la ville, annoncent la rupture de l'alliance qui coûte cher aux Amiénois et que de nouvelles élections donnent à Amiens une nouvelle chance ? »

On imagine mal les socialistes choisissant de renverser leurs alliances. Même si sur certains dossiers locaux ils ont voté avec le RPR contre le PC. Et si le jeune adjoint communiste aux trans-

ports, M. Gérard Maisse, conseiller général depuis les dernières élections cantonales, ne perd pas une occasion de critiquer vigoureusement la politique socialiste, tant au plan national qu'au plan local, le maire, M. Lamps, cherche plutôt à préserver ce qui reste de l'union de la gauche.

La réaction des élus communistes à la prise de position du RPR ne s'est pas fait attendre. Ils ont à leur tour publié un communiqué dans lequel ils affirment : « Le RPR veut réaliser au plan local une idée largement répandue par toutes les forces politiques à l'exception du PCF : il faut cohabiter. De quoi s'agit-il ? De rassembler les partis politiques qui, sous prétexte de cette crise, entendent exiger toujours plus de sacrifices des Français et des Français (...). L'obstacle à cette politique c'est le PCF. Il faut donc l'isoler, le marginaliser

et c'est ce que veut le RPR d'Amiens. »

Les trois élus PSU de l'équipe municipale reconnaissent qu'il y a « des nuances » à gauche, mais ils estiment que la ville ne se trouve pas dans « une situation de blocage nécessitant de rebattre les cartes par une démission ou une dissolution du conseil municipal ». « Ceux qui portent la responsabilité de la conduite des affaires municipales, remarquent-ils, ont eu jusqu'à présent une attitude positive après comme avant la rupture de l'accord gouvernemental. »

Pour les élus socialistes, parmi lesquels M. Jean-Claude Dessein, le communiqué du RPR est un « gadget politique ». Ils tiennent à rappeler : « Le Parti socialiste, qui avait élaboré un programme, a signé avec ses partenaires PSU, MRG et PCF, et sur cette base, un contrat pour diriger la mairie d'Amiens jusqu'en 1989. » — Si

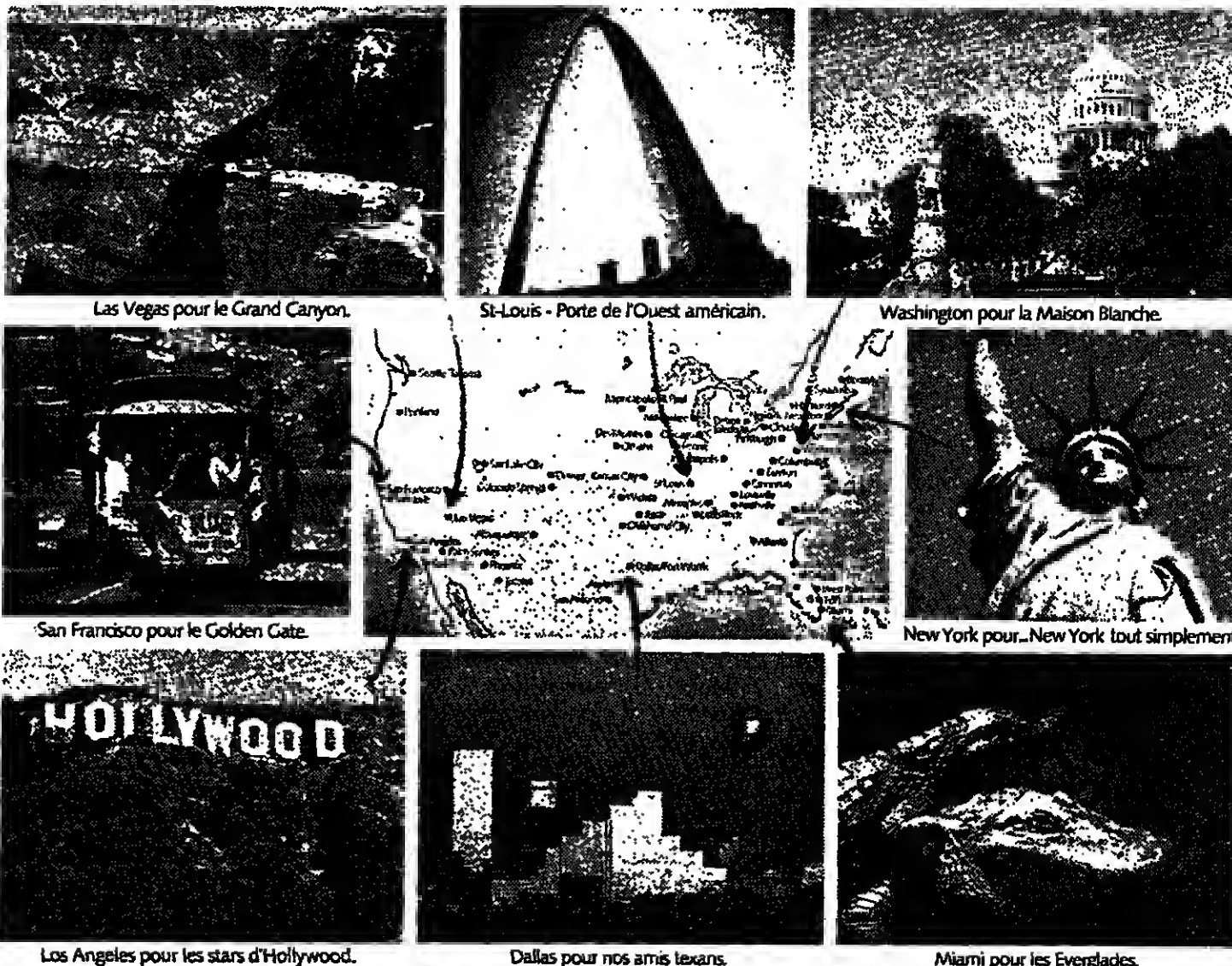
dans la gestion quotidienne des désaccords peuvent intervenir, soulignent-ils, ils ont jusqu'ici trouvé une solution. »

MICHEL CURIE.

PIANOS DAUDE

LOCATION 280 f/mois
VENTE 252 f/mois
CREDIT GREG jusqu'à 60 mois
LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE OIL ANS
75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
763-34-17/227-88-54

Toute l'Amérique avec un seul billet: 2.290 F.



Le nouveau TWAIRPASS TWA.

Il vous suffit d'acheter le vol transatlantique pour bénéficier du nouveau TWAIRPASS TWA à 2.290 F. Il vous donne droit à 8 escales. Sur n'importe quelle ligne TWA à l'intérieur des USA, pour n'importe quelle distance. Et pour la somme moyenne de 287 francs par vol.

Pensez donc! Un voyage aux Etats-Unis qui vous emmène où vous avez toujours rêvé d'aller: Hollywood, les

Montagnes Rocheuses, le Grand Canyon, la Floride, l'Ouest sauvage, le Vieux Sud, la Nouvelle Angleterre, le cœur du Texas... Toute l'Amérique. TWA dessert plus de 60 villes aux USA, vous n'avez que l'embarras du choix.

Tirez le meilleur parti de votre voyage en le planifiant à l'avance: souvenez-vous que plus d'un vol peut être nécessaire pour aller d'une ville à l'autre.

Contactez votre agent de voyages ou appelez TWA. Conditions: Achat du billet 21 jours à l'avance. Date limite d'achat 1^{er} mars 1986. Validité du billet: du 1^{er} novembre 1985 au 21 mars 1986 inclus, plus 60 jours à partir du début du voyage.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA

LES BMW 86 SONT TELLEMENT BIEN EQUIPEES, QU'IL NE LEUR MANQUE QUE LA PAROLE. TANT MIEUX.

Quand une BMW vous prévient de la nécessité d'un entretien, ce sont les diodes de l'indicateur de maintenance qui s'allument. Silence et efficacité.

UNIVERSITÉ PARIS - VAL-DE-MARNE
avenue du Général-de-Gaulle, 94010 CRÉTIL Cédex

IPAG CPAG
Institut de préparation à l'administration générale Centre de préparation à l'administration générale

PRÉPARATION aux CONCOURS de catégorie A des Fonctions Publiques

Licence d'administration publique

- Si vous êtes titulaire d'un DEUG quelle qu'en soit la mention...
- Ou d'une formation de niveau équivalent.

Vous pouvez préparer en un an la licence d'administration publique (consentement nécessaire pour la présentation aux concours des Instituts Régionaux d'Administration, d'Attaché d'Administration Centrale, d'Inspecteur des Impôts, du Trésor, des Douanes...).

Préparation aux concours administratifs

- Si vous avez quatre ou cinq ans d'ancienneté dans la fonction publique...
- Ou bien si vous êtes titulaire d'une licence.
- Si vous êtes de nationalité française.

Vous pouvez préparer les concours internes et externes d'accès aux corps de catégorie A de la Fonction Publique.

L'admission se fait sur examen du dossier et entretien.

- Préinscriptions jusqu'au 12 octobre 1985 auprès du secrétaire de l'IPAG, Bât. P3 de l'Université, porte O36. Ouvert tous les jours, sauf samedi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30.

- Renseignements : 898-91-44, poste 2410.

POLITIQUE

L'UDF ET LA COHABITATION

L'obstacle économique

Cohabiter ou non ? Le choix, pour les responsables de l'opposition, n'est pas seulement affaire de stratégie électorale. Il est aussi la conséquence de l'analyse faite de la situation économique et financière, et donc de la marge de manœuvre dont disposera le gouvernement après mars 1986. Aussi, à la fin du mois de septembre, comme il le souhaitera ? M. Valéry Giscard d'Estaing a répondu au cours du « Grand jury RTL-Le Monde », du dimanche 15 septembre. Les journaux parlementaires du groupe UDF ont montré que ses membres qui s'intéressent aux questions économiques et sociales, soit répondent franchement non, soit prononcent un oui, mais, qui ressemble à un non.

D'où l'effroi qui saisit M. Fournade « quand [il lit] certains articles de porte-parole de l'opposition, quand [il entend] certaines prises de position le dimanche soir à la radio... ». Il a l'impression que la droite est en train de commettre « la même erreur que les socialistes : surestimer la marge de manœuvre dont dispose une nouvelle équipe quand elle arrive au pouvoir ».

Permettez à M. Edmond Alphandéry d'être encore plus net sur l'impossibilité économique de la cohabitation. A ceux de ses « amis » qui souhaitent que, dès le lendemain des législatives, le « libéralisme » soit mis en œuvre, et d'importantes réformes avec lui, notamment la suppression du contrôle des changes et des prix, il demande « est-il raisonnable d'appliquer un tel programme en période pré-électorale ? ». Car, pour lui, il est clair que « pour réussir, il faut prendre des mesures qui ne sont pas toutes populaires », impopularité dont le candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1988 « pourrait profiter ».

Toujours selon M. Alphandéry, « l'expérience de M. Thatcher montre que l'on peut gagner la bataille économique sans réduire le chômage et en voyant croître son impopularité ». Conclusion : « Pour réussir, il nous faut la durée », cette durée que la victoire aux législatives n'offre pas et que seule permet une élection présidentielle.

THIERRY BRÉHER.

EN BREF

● **Le RPR et la Nouvelle-Calédonie.** - Le RPR organise le lundi 23 septembre à 20 h 30 à la salle de la Mutualité à Paris, « une réunion de soutien à la Nouvelle-Calédonie française » en présence de M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, qui sera alors de retour de Nouvelle-Calédonie. D'autre part, une délégation de trois députés (MM. Gabriel Kaspereit, Christian Bergelin et Didier Julia) et deux sénateurs (MM. Henri Collette et Philippe François) partiront en Nouvelle-Calédonie le 25 septembre, afin de manifester l'intérêt que « les deux groupes parlementaires du RPR portent au scrutin » du 29 septembre.

● **Les états généraux de la Mémoire courte.** - L'association La Mémoire courte, l'un des clubs de gauche regroupés dans le collectif Ici et maintenant (Le Monde des 14 et 15 juin), réunit, le samedi 21 septembre à Paris, les états généraux du courage. MM. Robert Badinter, ministre de la Justice, Michel Delabarre, ministre du Travail, et M. Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, doivent participer aux diverses « tables rondes » organisées dans le cadre de cette manifestation, qui sera clôturée par un grand « bal républicain » auquel participeront diverses personnalités culturelles et politiques.

● **Colloque sur « l'égalité et la société française ».** - L'association Identités-égalité, présidée par M. Michel Charzat, député de Paris et membre du secrétariat national du PS, organise à l'Assemblée nationale, samedi 21 septembre, un colloque sur le thème « l'égalité et la société française ». Pour M. Charzat, l'objectif de cette manifestation est de « réaffirmer avec force les valeurs républicaines auxquelles le concept fait référence ». M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, devrait participer à ce colloque.

« VERROUILLAGE » BARRISTE POUR LE PARTI RADICAL

Le bureau politique du Parti radical, réuni le jeudi 19 septembre, a accepté à l'unanimité que soit proposée lors du prochain congrès des radicaux qui se tiendra les 18, 19 et 20 octobre à Paris une modification des statuts qui permettrait « à elle seule adoptée à une majorité de deux tiers » à M. André Rossinot de continuer à présider aux destinées du Parti radical jusqu'en octobre-novembre 1988, soit jusqu'au lendemain de l'élection présidentielle.

En l'état actuel, les statuts interdisent au président, élu pour deux ans, de solliciter plus d'une fois le renouvellement de son mandat. C'est ainsi que M. Didier Bariani, au terme de quatre années de présidence, n'avait pu, en 1983, poser sa candidature, les congressistes ayant refusé de modifier les statuts. M. Rossinot avait alors été élu. A son tour il s'attaque aux statuts en cherchant une formule de compromis qui lui permettrait de tenir les rênes du parti jusqu'à l'échéance présidentielle de 1988. Il propose de garder le principe d'un mandat de deux ans renouvelable une seule fois mais fait accepter l'idée qu'au terme de quatre années, le président puisse être réélu « pour un an » si l'on est à la veille d'élections législatives ou présidentielles.

Les responsables du Parti radical cherchent à banaliser cette modification des statuts. « C'est la logique, dit-on, on ne peut changer au milieu du jeu une équipe qui est en train de négocier à la veille d'échéances importantes ». Il n'est pas moins vrai que cette modification, habilement négociée, permettrait à M. Rossinot, barriste, de continuer à influencer sur la ligne politique de son parti et de lui faire passer les deux caps des élections législatives et présidentielles. Elle autorise toutefois les non-barristes du parti à refuser leur confiance à M. Rossinot en 1987.

C.F.-M.

M. BARRE SOUHAITE LA MOBILISATION D'UN GRAND COURANT « RÉPUBLICAIN, LIBÉRAL ET SOCIAL »

Dans sa lettre *Faits et arguments*, de septembre-octobre, M. Raymond Barre dénonce les conséquences « néfastes » du nouveau mode de scrutin, les « manœuvres » que suscite l'après-mars 1986, « les compétitions aussi vives que fustées pour le poste de premier ministre et les portefeuilles ministériels ». « Tous ces jeux sont dérisoires, dit-il, au regard des problèmes fondamentaux qui se posent à notre pays ».

Il explique : « Dans la confusion et les intrigues qui vont caractériser les prochains mois, les Français doivent pouvoir être informés des vrais problèmes, ne rien ignorer des dures réalités, être convaincus des chances dont peut disposer notre pays grâce à l'union et à l'effort de tous ceux d'entre eux qui, en dehors de tout sectarisme, acceptent de soutenir une politique claire de redressement et de renouveau ».

M. Barre souhaite que se mobilise un « grand courant républicain, libéral et social » autour des thèmes « essentiels pour notre avenir » que sont les institutions - « que nous devons sauvegarder », - l'économie - « que nous devons adapter au nouvel état du monde et rendre compétitive et dynamique », - la solidarité nationale - « que nous devons assurer en faveur des familles, des personnes âgées et de ceux que les exigences de l'évolution économique privent durablement de leur emploi », - l'union européenne, la coopération et la paix dans le monde.

● **M. Duménil a reçu le C.J.M.** - Une délégation de la section française du Congrès juif mondial (CJM), conduite par son président, M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur (PS) de Belfort, a été reçue, le mercredi 18 septembre, par M. Roland Duménil, ministre des Relations extérieures, auquel elle a exprimé, notamment, le souhait que le sort des Juifs en Union soviétique soit évoqué lors de la visite en France de M. Mikhaïl Gorbatchev.

MAÎTRISE de L'ÉNERGIE

EURÉKA !

Notre numéro de rentrée paraîtra mardi 1^{er} octobre dans « Le Monde » date 2

Et tous les samedis à partir du 14 septembre **ÉNERGIQUEMENT VOTRE...** un feuillet en sept épisodes à ne pas manquer sur FR3 à 12 h 30

AVEC NOUS, DITES OUI A LA STATUE DE LÉON BLUM A PARIS DANS LE XI^e

La statue de Léon Blum doit être érigée à Paris. Les signataires de cet appel invitent instamment le Maire de Paris à revenir sur son refus initial afin que cette statue vienne rappeler la mémoire de l'ancien président du conseil, dans l'arrondissement dont il fut l'élu, sur la place qui porte son nom, devant la mairie du XI^e.

Cette œuvre commandée par l'État et réalisée par le sculpteur Philippe GAREL ne doit pas faire l'objet de querelles partisans. Le sens de notre histoire partagée

REJOIGNEZ LE COMITÉ DE SOUTIEN (président : Georges Sarre).
Adressez vos signatures au 22 avenue Jean-Aicard, 75011 PARIS

Les personnalités ci-après ont d'ores et déjà signé cet appel :
Pierre Bernard Aidenbaum, Lucie Aubrac, Raymond Aubrac, Colette Audry, Thérèse Auriel, Jean-Yves Auzanier, Patrice Bachy, général Jean Bécarré, Maurice Bernassay, Alain Billon, Serge Blisko, Jacques Bravo, Jean Brocas, Henri Caillaud, Jean Cassou, Pierre Castagnou, Michel Cepede, Jean Carlier, Ernest Cazelles, Marcel Champetier, Jean Charzat, Gisèle Charzat, Jacques Chassigneux, Jean Daniel, Alain Davaze, Yvette Davant, Marcel Debarge, Bertrand Delanoë, Eliane Dreuil, Pierre Dreyfus, Emanuel Escutia, Claude Estier, Philippe Farine, Maurice Faure, Roger Fichtenberg, Jean-Louis Forest, Yves Forestier, Claude Fuzier, Max Gallo, Elisabeth Gateau, Cécile Goldet, Jean-Luc Gonneau, Léo Hamon, Monique Herold, Eric Hinterman, Alain Hubert, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Yves Jouffé, Robert Jurin, Serge et Beate Klarsfeld, Gilles Lécun, Jean Lacourrière, Augustin Laurent, Georges Le Baill, Jean Leclerc, Jean-Marie Le Guen, Pierre-Yves Le Morvan, André Lianes, Gérard Lurier, Roger Madec, Noëlle Mariller, Gilles Martinet, Marie-Maurice, Marie-Claire Mendès France, Suzanne Mollet, Didier Motchane, Louis Moutinet, Henry Noguères, Michel Orléan, Bernard Permentier, Pien, Claude Pigement, Jean Pierre-Bloch, Jacques Piette, Christian Pineau, Jean-Paul Planchon, Robert Portillon, Jean Poperen, Frédéric Pottecher, Roger Quilliot, Léo Richard, Marcel Richard, Pierre Rimbier, Michel Rocard, Georges Rougeron, René Rouquet, Roger Rouquette, David Rousset, amiral Antoine Sanguinetti, Albert Sernisi, Maurice Séveno, Adrien Spinetta, Gisèle Stevenard, Olivier Stirn, Ghislaine Toutain, Pierre Uri, Daniel Vaillant, Jean-Pierre Welterlin, Gilberte Brossette, Yves Aguiton, Yves Lebas, Carmen Carmona, Bernard Charbonnel.

HENRI LONGUECHAUD

“Conformément à l'ordre de nos chefs...”

Le drame des Forces de l'Ordre sous l'Occupation 1940-1944

Henri Longuechaud montre avec quelle constance, dès 1940, et surtout à partir de 1941, les hommes du nouveau régime organisent la répression contre tout ce qui se révèle anti-allemand, gaulliste ou pro-anglais. C'est la création des « polices spéciales », l'endoctrinement au profit de Hitler, c'est le serment de fidélité à Pétain, origine de tant de drames de conscience, ce sont les premières mesures antisémites directement inspirées par l'occupant, c'est enfin la réorganisation de la gendarmerie, qui va échapper à sa hiérarchie militaire traditionnelle pour devenir instrument de police.

Plon

GEORGINA DUFOIX
Ministre des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale, porte-parole du Gouvernement

DIMANCHE 22 SEPTEMBRE à 19h
animé par **Gérard Carreyrou et Alain Duhamel**

EUROPE 1 CLUB DE LA PRESSE

Attention ! Cette émission est retransmise à 19h45 sur Canal+ sans décodeur. Vous pouvez la regarder sans être abonné !

CANAL+

مكتبة الأمل

le
no-
du
sur
ec-
lif-
ais
la

En tant que conseil en immobilier d'entreprise, car nous sommes fiers de vous avoir aidés.

société

ÉDUCATION

Une rentrée scolaire calme mais « morose »

Augmentation des effectifs dans les classes de lycées, problèmes d'accueil des enfants de trois ans et moins dans les écoles maternelles... Cette rentrée 1985 a connu certaines difficultés, même si elles sont moins nombreuses que les autres années. Des enseignants, à Angers ou dans la région parisienne, manifestent et font la grève pour s'opposer à la surcharge des classes de seconde ou de terminale, qui comptent souvent près de trente-huit élèves. Ailleurs, des parents d'élèves protestent ou occupent les locaux scolaires, comme à Eragny-sur-Oise (Val-d'Oise), où ils réclament la construction d'un second collège, le seul établissement existant, comptant mille deux cents élèves pour huit cents places.

Face à ces protestations de la base, les organisations syndicales

d'enseignants ou les associations de parents adoptent une attitude modérée. M. Jacques Pommatou, secrétaire général de la FEN, explique que la rentrée a eu lieu dans le calme et « sans désordre majeur ».

Certes, le responsable du plus puissant syndicat d'enseignants reconnaît qu'il y a eu des difficultés réelles dans les lycées. Selon lui, « l'insuffisance de moyens, notamment en personnel enseignant, entraîne des classes surchargées dans les lycées et met en péril la rénovation dans les collèges ». M. Pommatou, qui juge la rentrée « morose », n'exclut pas une éventuelle action nationale de la FEN, mais, ajoute-t-il, « une action efficace ne passe pas forcément par l'organisation de grèves ou de manifestations nationales. La concertation et la négociation peuvent être tout aussi utiles ».

Le SNES (syndicat dirigé par la tendance minoritaire de la FEN, proche du Parti communiste), semble accepter ce point de vue puisqu'il demande à ses syndiqués « d'organiser des journées portes ouvertes, des dédoublements symboliques de classes, des délégations, des envois de pétitions et même des débrayages ».

La CGT, elle, a saisi l'occasion de la rentrée scolaire pour « engager le débat avec les personnels de l'éducation nationale ». Elle juge sévèrement les conditions de cette rentrée et critique les orientations de la politique ministérielle, notamment la « suppression des moyens spécifiques accordés aux ZEP » et

l'insuffisante revalorisation de l'allocation de rentrée.

Autre sujet de mécontentement : l'emploi de quarante mille jeunes « tucistes » dans le cadre du plan « informatique pour tous ». M. Lydia Brovelli, secrétaire de la CGT, estime « inadmissible » que l'éducation nationale alimente ainsi la flexibilité de l'emploi.

Un vocabulaire

« rétro-modernisateur »

Favorable à la revalorisation de l'enseignement technique, la CGT ne s'enthousiasme pas pour le projet de loi-programme, qui s'inscrit selon elle « dans une perspective de crise persistante et fatale ». Elle réclame le développement et la rénovation des CAP et BEP, afin que soient accueillis « les dizaines de milliers de jeunes qui n'y ont pas actuellement accès faute de places ».

Le syndicat juge que l'ambition ministérielle de conduire au niveau baccalauréat d'une classe d'âge en l'an 2000 n'est pas crédible faute d'un effort budgétaire suffisant (quatre mille postes nouveaux par an seraient nécessaires dans les lycées pour atteindre l'objectif alors que le projet de budget 1986 ne prévoit que deux mille trois cents créations et agrégés selon la CGT). « Sous un vocabulaire rétro-modernisateur, conclut la centrale, se perpétue de fait une politique élitiste et ségrégative en liaison avec les choix éco-

nomiques souhaités par le patronat ».

Enfin, la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP, présidée par M. Jean-Marie Schliet) constate que « la rentrée Chiracienne est un incontestable exploit technique » mais qui n'a pu s'opérer qu'aux dépens des conditions d'enseignement. La PEEP estime que le ministre de l'éducation nationale n'a pas obtenu les moyens de sa politique, pourtant riche en bonnes intentions. Elle s'inquiète d'une « escalade inquiétante des effectifs, dans les lycées », où les moyens sont jugés insuffisants, malgré la volonté du ministre d'élever le niveau de compétence des élèves et d'en augmenter le nombre.

LE MAIRE

CONTRE LES ORDINATEURS

Aucun des ordinateurs fournis dans le cadre du plan « Informatique pour tous » n'est parvenu aux cinq écoles de Fontenay-le-Fléury (Yvelines). Le maire (non inscrit) de cette commune, M. Anne Le Pivnin, a renvoyé à l'éducation nationale le matériel livré en juillet, en expliquant que la convention de mise à disposition des ordinateurs ne lui avait jamais été soumise. La majorité municipale conteste les orientations « hasardeuses et précipitées » du plan Fabius et a mis à l'étude son propre projet d'atelier informatique. Elle note que l'ordinateur apparaît souvent comme un jeu qui « renfermerait l'adolescent dans un narcissisme latent ».

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE PARIS

Il est avec Coluche des accommodements...

Comme dirait Coluche « c'est l'histoire d'un mec qui traite un fil de con ». La particularité c'est que, cette fois, « le mec » est Coluche lui-même. Du même coup voilà la 14^e chambre correctionnelle de Paris dans tous ses états. Car il est venu, jeudi 19 septembre, le rigoler, joufflu, répondre de ce délit d'outrages à agent qui, le 20 juin, lui avait valu deux mois de prison ferme par défaut. Et il a fait salle comble de public, de journalistes mais aussi d'avocats, de magistrats. Il fallait bien douze gardes du Palais sous le héraut de leur lieutenant-colonel en personne pour contenir pareille curiosité.

Allait-il faire son numéro ? Pas tellement. Du reste, M. Jacques Ducos devait être pour lui un président débordant. Il aime bien « Monsieur Coluche ». Il a sauté en lui « l'artiste particulièrement connu, le comédien célèbre et talentueux ». Il a bien précisé que ce n'était pas celui-là qui était poursuivi, mais simplement l'automobiliste « traçable » qu'il fut le 29 février 1985, en abrégeant d'injure le gardien Laveud venu lui demander de déplacer sa voiture en stationnement irrégulier.

Pareille aménité pouvait déjà rassurer ce prévenu arborant sa médaille de chevalier des Arts et Lettres sur une veste de soie rose bonbon. Au reste, « Monsieur Coluche » reconnaît tout. Il regrette même : « Enfin, pour celui sur qui s'est tombé ». Mais, que voulez-vous, cet agent l'avait mis hors de lui. C'est égal, il se serait prêt à lui faire des excuses publiques à l'audience. Las ! Le gardien Laveud n'en voulait pas de ses excuses. Partie civile, il voulait une condamna-

tion temporaire de 3000 F de dommages-intérêts.

La substitut, M. Jean Grimaldi, adressa une leçon de morale. Il voudrait tant que « Monsieur Coluche » vienne à négligence. Qu'il comprenne la nécessité de la police. A défaut pourrait-il au moins admettre que ce n'est pas bien de tout, quand on est célèbre, riche et bien portant, de cracher tant de mépris sur un petit fonctionnaire à 6000 F par mois. Dans sa bouche, pourtant, « Monsieur Coluche » devient une « éducation nationale ». Pas facile de requérir contre une institution nationale. M. Grimaldi propose, faite de plus d'originalité, un retrait de peine de six mois à un an après avoir dit quand même qu'il ne faudrait pas que le jugement confirme la Fontaine : « Selon que vous serez puissant ou misérable ».

M. René Benoit pouvait pleurer sans inquiétude. D'ailleurs, le président Ducos avait déjà son idée : une peine de substitution. Ce sera soixante heures de travaux d'intérêt général. « Monsieur Coluche » accepterait-il quelques heures de travaux d'intérêt général ? « Monsieur Coluche », un peu ahuri de la proposition, n'a pas dit non. Benoit : soixante heures de ces travaux.

Gageons qu'un jour, s'il doit venir, « Monsieur Coluche » ira bosser gratis pour la Croix-Rouge ou bêcher le jardin de la maison de santé des gardiens de la paix ; il y aura certains pour trouver encore là matière à parler de lui.

J-M THÉOLLEYRE.

LA « BAVURE » D'ANGERS

(De notre correspondant)

Angers. — La rentrée n'est toujours pas faite au lycée Chevroliier d'Angers (Maine-et-Loire), qui compte deux mille deux cents élèves. La quasi-totalité des enseignants ont fait grève du mardi 10 septembre au lundi 16 à midi. Puis les parents d'élèves ont pris le relais par solidarité et entrepris une occupation symbolique de l'établissement, interrompue le vendredi 20 à midi, qui a entraîné une fermeture de fait du lycée. Une délégation d'enseignants et de parents s'est rendue au ministère...

Une grève de solidarité des enseignants des autres lycées d'Angers et du département a été largement suivie le lundi 16 et le maire de la ville (proche du PS) ainsi que les députés RPR Jean Narquin et Jean Foyer soutiennent le mouvement. Celui-ci provient de la suppression d'heures d'enseignement, accordées les années précédentes pour compenser la nombre insuffisant de postes budgétaires, et l'application d'un « horaire minimum » entraînant la suppression, le lendemain de la rentrée, d'une classe de première et d'une classe de seconde. Les élèves de la classe de première ont été répartis dans les deux autres premières (dont les effectifs ont ainsi été portés à trente-huit et trente-neuf élèves) et ceux de la classe de seconde envoyés dans deux autres lycées de la ville.

Les enseignants et les parents accusent le recteur d'avoir « détourné » les textes de M. Savary (1983) et de M. Chevènement (1985) qui prévoient la possibilité de ces horaires minimum « après consultations pédagogiques », mais seulement pour laisser la place à d'autres activités comme des expérimentations pédagogiques.

C.-H. G.

ÉCHECS

Championnat du monde

KASPAROV FORCE LA NULLE

Il est bien rare que Karpov laisse filer sa proie lorsqu'il a un pion de plus en finale et, dans la sixième partie du Championnat du monde jouée jeudi à Moscou, les inconditionnels de Kasparov ont pu craindre que un pion en moins, le challenger ne subisse sa troisième défaite consécutive. Mais, malgré quatre-vingt-cinq minutes de réflexion déployées pour effectuer ses six derniers coups, le champion du monde dut concéder la nulle par répétitions de coups — et après proposition de son adversaire — tant la position de la tour des noirs, en d 2, compensait leur pion perdu.

Mené maintenant 3,5 à 2,5 Kasparov, après quatre jours de repos, a fait une prudente « rentrée » en partageant les points dans une partie où il n'eut aucune initiative. Il devra rapidement en faire preuve s'il veut rejoindre puis dépasser Karpov que chaque partie nulle rapproche de la victoire. Septième partie samedi.

Blancs : KARPOV			
Noirs : KASPAROV			
Sixième partie			
Gambit de la dame			
1. d4	15. Cc4	Fxh4	
2. c4	16. Dxd4	Fxh4	
3. Cc3	17. Dxd8	Txd8	
4. Cf3	18. Txd8+	Txd8	
5. Fg5	19. Cg5	Td2	
6. Fxh6	20. h3	Fg6	
7. e3	21. Cxh7	Fxh3	
8. Dd2	22. gxf3	Cd7	
9. Fxh4	23. gxf3	g5	
10. e4	24. h4	Cb6	
11. Td1	25. Rf1	Cd7	
12. Cxh4	26. gxf3	Cb6	
13. Fd2	27. Rf1	Cd7	
14. Fd3	28. Nulle		

RELIGION

Un nouvel évêque à Strasbourg

Jean-Paul II a nommé le chanoine Léon Heggie évêque auxiliaire de Mgr Charles Brand, archevêque-évêque de Strasbourg. Né à Montreux-Vieux (Haut-Rhin), le 30 janvier 1925, Léon Heggie a été aumônier du lycée de Mulhouse et curé de Gersheim. Depuis 1972, il était vicaire épiscopal pour le sud de l'Alsace.

SPORTS

Ligier n'ira pas en Afrique du Sud

Une semaine après la régie Renault, le constructeur vichyssois Guy Ligier a annoncé, le jeudi 19 septembre que, en accord avec ses partenaires, il renoncera à aligner ses deux monopoles dans le Grand Prix d'Afrique du Sud de formule 1 automobile, le 19 octobre à Kyalami. Le SETA, entreprise nationalisée, étant le principal partenaire financier, Guy Ligier pouvait difficilement aller à l'encontre d'une décision souhaitée par le gouvernement français.

Renault et Ligier risquent une amende de 20 000 dollars par voiture. Deux pilotes français, sous contrat avec des équipes britanniques, devraient participer à ce Grand Prix : Alain Prost (McLaren Tag-Porsche) et Philippe Alliot (Ran-Hart).

MÉDECINE

Trichinose : deux morts à Paris

L'épidémie de trichinose qui s'est développée ces dernières semaines dans la région de Melun et dans le quatorzième arrondissement de Paris (Le Monde du 17 septembre) a, au total, touché trois cents personnes. Deux morts ont été recensés chez des personnes âgées. « La viande de cheval à l'origine de cette épidémie provenait, selon les « Centers for disease control » d'Atlanta, d'un animal abattu dans un abattoir du Carrefour », explique-t-on au laboratoire de parasitologie de l'hôpital Cochin. Si le cheval peut, expérimentalement, être infesté par la trichine, aucun cheval d'abattoir n'a, jusqu'à présent, été trouvé porteur du parasite et le contrôle vétérinaire n'est ni systématique ni obligatoire.

OPÉRATION-COMMANDO DE L'EX-FLNC A RADIO-FRANCE A BASTIA

Un commando se réclamant de l'ex-FLNC a, vendredi 20 septembre à 7 heures, la station de Radio-France Corse (RCFM) à Bastia (Haute-Corse) à diffuser un message à la place des habituelles informations. Cinq hommes armés et coiffés de cagoules ont passé les menottes aux trois journalistes et à l'animateur présents puis ils ont obligé le technicien à diffuser une bande de vingt minutes appelant, en langue corse, la population insulaire à rejoindre les organisations nationalistes qui soutiennent l'ex-FLNC. Dès sept heures dix, le commando est parti en laissant à l'intérieur de la station une charge de plastique destinée à protéger sa fuite ; celle-ci n'a pas explosé.

M. Jacques Pantalacci, directeur de la station, s'est « élevé contre de tels actes qui sont une atteinte à la liberté d'information ». Nous continuerons à exercer notre métier comme nous l'avons toujours fait avec sérénité, ce qui n'est pas toujours chose facile en Corse ». Des organisations syndicales, dont la Fédération de l'audiovisuel du Syndicat national des journalistes, ont également protesté. L'ex-FLNC avait déclaré une « trêve » des attentats le 1^{er} juillet dernier. L'opération-commando à la station de Bastia paraît destinée à donner quelques publicités au mouvement en trêve d'attentats.

UN FRANC SYMBOLIQUE POUR UNE MAISON DÉCOUPÉE À LA TRONÇONNEUSE

Le tribunal de grande instance de Bordeaux s'est trouvé jeudi 19 septembre dans une situation embarrassante : dédommager une plaignante qui était dans son tort, tout en condamnant des prévenus qui avaient appliqué eux-mêmes une décision de justice.

M. Eliaze Viné, une employée de la mairie de Bordeaux, n'a reçu qu'un franc symbolique de dommages et intérêts pour son pavillon de bois que ses voisins, M. Jean-Jacques Brémond et son épouse Chantal, avaient décapé à la tronçonneuse le 9 juin dernier, parce qu'il empiétait sur leur terrain. De leur côté, M. et M^{me} Brémond ont été condamnés à 3000 F de dommages et intérêts pour violation de domicile et destruction de bien immobilier.

M. Viné avait été mis en demeure par deux jugements successifs, en 1983 et 1984, de faire abattre la partie contestée de sa maison. Mais la responsabilité de la mauvaise implantation de la maison revenait au promoteur, puis le sursis qu'il avait respecté les plans et qui n'était pas assuré. Or celui-ci avait, entre-temps, cessé ses activités, et M. Viné ne pouvait pas se retourner contre lui. Elle avait donc laissé l'affaire s'envoler, jusqu'à ce que M. et M^{me} Brémond, condamnés, se fassent justice eux-mêmes.

• Nominations de magistrats. — Le conseil supérieur de la magistrature, présidé par M. François Mitterrand, a nommé, jeudi 19 septembre, un nouveau premier président à la cour d'appel de Nouméa, qui ne prendra ses fonctions qu'après les élections en Nouvelle-Calédonie. M. Gérard Gaudot, actuellement conseiller à la cour d'appel de Paris, remplacera à Nouméa, après le scrutin du 29 septembre, M. Raymond Viricelle, nommé directeur des services judiciaires au ministère de la justice. Le conseil, réuni jeudi à l'Elysée, a nommé conseiller à la Cour de cassation, M. Olivier de Bonillane de Laocette, actuellement président de chambre à la cour d'appel de Versailles.

• Autodéfense : un acquittement aux assises du Val-d'Oise. — M. Charles Bernard, libraire de Gonnesse, a été acquitté jeudi 19 septembre par la cour d'assises du Val-d'Oise du meurtre de Yazid Chougui, un jeune drogus tué d'une balle : M. Bernard avait tué, en décembre 1982, Yazid Chougui alors qu'il avait surpris ce dernier en train de cambrioler son appartement. Les forces de police ont dû procéder à l'évacuation de la mère, des frères et sœurs de la victime qui protestaient violemment contre cette décision.

...Il est donc indispensable de disposer d'urgence d'hommes et de femmes de types nouveaux, capables de dominer les filières traditionnelles du cinéma et de la télévision, mais capables aussi d'élaborer et de fournir des programmes précis, ciblés, adaptés aux multiples pôles de diffusion en voie d'émergence.

esec

École Supérieure Libre d'Études Cinématographiques
40, rue François-I^{er} - 75008 PARIS - 723-64-28
Inscriptions closes le 15 octobre.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
Cours avec applications en français
Documentation gratuite
ÉDITIONS DISQUES BBCE
8, rue de Berni - 75008 Paris

EPEC INFORMATIQUE
Filiale de l'avenir et de l'emploi
nouvelle salle machine au cœur de Paris
BAC-BTS
(1) 272.06.78

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS
pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse
Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF
16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.85.94
Documentation M sur demande

هك:امن الاصل

MARIN KARMITZ

EDITEUR ET MARCHAND DE FILMS A PARIS

Saison 85/86

ALAIN TANNER

No Man's Land
Festival de Venise, Festival de New York, Festival de Londres 1985.

JACQUES DOILLON

La Tentation d'Isabelle
Sortie le 23 Octobre 1985.

ISTVAN SZABO

Colonel Redl
Produit par Matilm - Objectiv studio, Budapest.
Prix du Jury - Festival de Cannes 1985.
Sortie le 20 Novembre 1985.

AGNES VARDA

Sans Toit ni Loi
Produit par Ciné-Tamaris/Films A2.
Lion d'Or Venise 1985.
Sortie le 4 Décembre 1985.

MICHEL SOUTTER

Signé Renart
Festival de Venise 1985.
Sortie 1986.

RUY GUERRA

Opera do Malandro
Tournage commencé à Rio de Janeiro.

KEN LOACH

Fatherland
Début de tournage le 30 Septembre 1985 à Berlin.

CLAUDE CHABROL

Partage de Minuit
Début de tournage le 7 Octobre 1985 à Dinan.

ALAIN RESNAIS

Mélo
Début de tournage le 16 Décembre 1985 à Paris.

MARGARETHE VON TROTTA

Rosa Luxemburg
Produit par Bioskop Films - Munich.
Sortie 1986.

canal 5 Catalogue

Compagnie Financière de Suez et MK 2

Marianne Ahne • Marco Bellocchio • Patrick Blossier • Thomas Brasch • Luis Buñuel • John Cassavetes • Claude Chabrol • Henri-Georges Clouzot • Jean-Louis Comolli • Jacques Doillon • Rainer Werner Fassbinder • Bill Forsyth • Francis Ford Coppola • Jean-Luc Godard • Romain Goupil • Peter Greenaway • Ruy Guerra • Yilmaz Guney • Peter Handke • Reinhard Hauff • Akira Kurosawa • Ken Loach • Kenji Misoguchi • Michael Radford • Alain Resnais • Glauber Rocha • Jerzy Skolimowski • Michel Soutter • Istvan Szabo • Jean-Charles Tachella • Alain Tanner • Paolo et Vittorio Taviani • Margarethe von Trotta • Wim Wenders.

MK 2 - 55, rue Traversière, 75012 Paris. Tél. : (1) 30792.74. Téléc. : 214 720 F.



te-
de
le
le
no-
du
sur
co-
inf-
ais
la
so-
no-
on
de
al
res
s,
er
en
ré-
al-
ce
ce
ur

Silvia Sukanjanj Kari

TRANSPORTS

Le nouvel accord aérien franco-britannique ne prévoit pas de libre concurrence entre les compagnies

Les gouvernements français et britannique ont signé, le 17 septembre, un accord aérien afin d'assouplir les relations aériennes entre les deux pays, ainsi qu'entre la France et Hongkong.

Les compagnies aériennes françaises et britanniques pourront désormais desservir l'ensemble des aéroports de France et du Royaume-Uni. Auparavant, les avions français atterrirent seulement sur quinze plates-formes britanniques et les avions britanniques sur trente-cinq plates-formes françaises.

Par ailleurs, la règle du partage égal des capacités sur la ligne Paris-Londres n'aura plus cours, c'est-à-dire qu'Air France d'un côté, British Airways, British Caledonian et Air UK de l'autre, ne seront plus limitées à 50 % du nombre de sièges offerts annuellement. Le pourcentage de sièges maximum pourra fluctuer de 45 % à 55 %. Air France, qui assure aujourd'hui 45 % du trafic, se prépare à augmenter de 15 % sa capacité à partir du 1^{er} avril 1986.

Enfin, à partir du 2 avril 1986, Cathay Pacific Airways sera autorisée à relier Paris et Hongkong, liaison aujourd'hui exclusivement assurée par Air France. Cathay réalisera deux vols hebdomadaires et pourra, tout comme Air France, porter cette fréquence à cinq en 1987.

Cet accord, signé pour une durée de deux ans, est commenté en termes élogieux par M. Marcoux Long, président d'Air France : « Cet accord prouve qu'au-delà des discours tenus par les uns et les autres, les solutions raisonnables finissent toujours par l'emporter. Il donne le ton de ce que pourrait être un accord plus large au niveau euro-

pien avec un assouplissement du partage des capacités à 50-50. » En fait, les thèses britanniques libérales ne trouvent pas leur compte dans ce document. Certes, les aéroports des deux pays sont désormais « ouverts », mais tous les verrous restent en place. Sur la voie royale Paris-Londres, la flexibilité des capacités entre transporteurs français et britanniques ne dépasse pas 45-50 %, alors que les négociateurs d'outre-Manche demandaient 25-75 %.

Surtout, il n'est pas une seule fois fait mention des tarifs. Ceux-ci resteront négociés entre les compagnies et homologués par les gouvernements. Autrement dit, n'importe quel transporteur ne pourra toujours pas traverser la Manche à n'importe quel tarif.

En deux semaines, la libération du transport aérien vient de subir en Europe deux coups d'arrêt : avant cet accord franco-britannique, le Parlement européen avait refusé, le 10 septembre, de suivre la Commission de Bruxelles qui désirait étendre aux compagnies les règles du traité de Rome en matière de concurrence.

A l'initiative de la France et de la République fédérale d'Allemagne, les Dix s'orientent désormais vers le maintien du système des cartels qui lie entre eux les transporteurs aériens nationaux. Pourtant, on assouplissement est prévisible au niveau de la CEE, afin que ces monopoles ne donnent pas trop prise aux accusations des associations de consommateurs. Cet assouplissement concernera les parts respectives des compagnies concernées ainsi que les tarifs appliqués à certaines catégories de clientèle (touristique notamment) voyageant à des dates et à des heures de moindre affluence.

ALAIN FAUJAS.

LA MAISON DREYFUS DÉBALLAGE DU MARCHÉ SAINT-PIERRE
sera exceptionnellement fermée
MERCREDI 25 SEPTEMBRE 1985
GRANDE MISE EN VENTE MARDI 1^{er} OCTOBRE 1985

JAMBOREE MONDIAL 1937 et 1947
badges et insignes
Bernard B. Miller, 565 West End Ave.
New York, N.Y., 10024 (U.S.A.)

LE CARNET DU Monde

Naissances

- Nicole et Jacques LEVISALLES
ont le plaisir d'annoncer la naissance, à New-York, le 5 août 1985, de leur petit-fils
Steven,
chez
Lauren et Eric Levisalles.

Décès

- M^{me} Maurice Borel,
son épouse,
M^{me} Edwige Borel
et ses filles, Diane et Malik,
M. et M^{me} Pascal Borel
et leurs enfants, Bruno, Isabelle
et Estelle,
M^{me} Patricia Girot
et sa fille, Julia,
ses enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jacques Borel,
M. et M^{me} Pierre Lambert,
M. et M^{me} Guy Lepère,
ses frères et sœur,
Les familles Borel, Lambert, Franchet,
hanser, Amieux, Parant, Héaux,
Ainsi que tous ses parents et amis,
ont l'immense tristesse de faire part du décès de
Maurice BOREL,
à l'âge de cinquante-six ans, après une
longue et douloureuse maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mercredi 25 septembre 1985, dans la
plus stricte intimité.

- M^{me} Christian Caillard,
son épouse,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Christian CAILLARD,
artiste peintre,

survenu le 18 septembre 1985, à l'âge de
quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le samedi 21 septembre, à 14 heures, en
l'église Notre-Dame-de-Lorette.

18 bis, rue de Châteaudun,
75009 Paris.

- M. Thierry Devevey
et Trias,
M. et M^{me} Emmanuel Dvoskin,
M^{me} Charles Devevey,
M. et M^{me} Raymond Salmon,
M^{me} Dominique Salmon,
M. et M^{me} Pierre Bragères
et leurs enfants,
M. et M^{me} Pierre-Emmanuel Salmon,
M. et M^{me} Jacques Devevey,
M. et M^{me} Bertrand Devevey,
Les familles Devevey, Salmon,
Dvoskin, Aubry, Geny, Granddorge,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Thierry DEVEVEY,
née Valérie Salmon,
survenue accidentellement dans sa vingt-neuvième année.

Les obsèques auront lieu en l'église de
Hépiques (Meuse), le samedi 21 septembre
1985, à 15 heures.

Une messe sera célébrée par le
RP Riquet SJ, le samedi 12 octobre, à
12 heures, en la chapelle de l'Ecole milita-
taire, à Paris.

- M. et M^{me} Emmanuel Dimerellis
font part du décès de
Jean DIMARELLIS,
survenu le 18 septembre 1985, dans sa
quatre-vingt-unième année.

Impasse du Colombier,
30130 Pont-Saint-Espirit.

- L'université de Nancy-II,
Le Comité national français de géo-
graphie,
La direction du CNRS,
ont le regret de faire part du décès, sur-
venu à Nancy, de

M. René FRECAUT,
professeur d'hydrologie continentale,
directeur du laboratoire
de géographie physique
et de l'unité associée 912 du CNRS,
président de la Commission
d'hydrologie continentale,
vice-président
du Comité national français
de géographie.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi
20 septembre 1985, à 14 h 15, en l'église
Notre-Dame-de-Lourdes de Nancy.

- Le docteur
et M^{me} Michel Romain,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Claude Mallet
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Maurice MALLET,
survenu le 18 septembre 1985, dans sa
quatre-vingt-neuvième année, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le samedi 21 septembre, à 8 h 30, en
l'église Saint-Dominique, à Paris-14^e.

34, rue Hallé,
75014 Paris.
4, rue Pierre-et-Marie-Curie,
75005 Paris.
36, rue Camille-Desmoulins,
37009 Tours.

- M^{me} Jeanne Maury,
son épouse,
Ses enfants, petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Henry MAURY,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 7 août 1985, dans sa quatre-
vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité à La Trinité-sur-Mer, le 9 août
1985.

50, rue Raymond,
75016 Paris.

- M. Olivier Patou,
avocat à la cour,
et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Olivier PATOU,
née Evelyn Sigwald,

survenue le 17 septembre 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité en l'église Saint-
Jean-Baptiste de Neuilly.

109, avenue Henri-Martin,
75016 Paris.

- Le président,
Les membres du conseil d'adminis-
tration,
Le personnel de la Fondation de
France,

ont la douleur de faire part de la dispari-
tion de
M. Maurice PÉROUSE,
vice-président
de la Fondation de France.

- Le directeur général de la Caisse
des dépôts et consignations,
Les directeurs et le personnel,
font part, avec une grande tristesse, du
décès de
M. Maurice PÉROUSE,
ancien directeur général
de l'établissement,

survenu à Paris, le 18 septembre 1985,
dans sa soixante-deuxième année.

(Inspecteur général des finances,
M. Maurice Pérouse a dirigé la Caisse
des dépôts et consignations de 1967 à
1982).

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

- On nous prie d'annoncer le décès
de
M. Louis THOMAS,
directeur adjoint en retraite
de la Caisse nationale
de Crédit agricole,
chevalier de la Légion d'honneur,

le 23 août 1985,
à Saint-Maur, à l'âge de soixante-seize
ans.

De la part de
M^{me} Louis Thomas,
27, avenue Foch,
94100 Saint-Maur.

Anniversaires

- Il y a dix ans,
**BRYAN QUARLES
VAN UFFORD**

quittait ses nombreux amis qui se sou-
viennent de lui avec émotion en ce jour
anniversaire.

- 21 septembre.

Pour le premier anniversaire du décès de

M. Nicolas JARBOUR,
une pensée est adressée à ceux qui
l'ont connu.

- Il y a sept ans disparaissait

Bernard LAMBIN,
maître-assistant d'esthétique
à la Sorbonne.

Que ceux qui l'ont aimé lui consa-
cent une pensée.

- Il y a dix ans,
François PARET
nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu aient une
pensée pour lui.

Avis de messes

- Une Eucharistie à l'intention de
Suzanne MARIGUET,
ancienne directrice,
rappelée à Dieu le 17 août 1985,

sera célébrée le mercredi 2 octobre, à
18 h 15, 39, rue Notre-Dame-des-
Champs, 75006 Paris.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT
- Université Paris-III, samedi
21 septembre, à 9 h 30, salle de
l'ITALICO, 2, rue de Lille,
M^{me} Kojima, née Brigitte Richard
« Le rayonnement de Tolstoï au Japon à
l'âge Meiji »

1 N 2

on marque!

Pour pronostiquer vos résultats,
c'est simple:
équipe 1 gagnante: cochez 1
match nul: cochez 2
équipe 2 gagnante: cochez 3

1 N 2 on joue!

LOTO SPORTIF

FOOTBALL VALIDATION 25 et 26 Sept. N°6

NE COCHEZ QU'UNE SEULE MISE

JEU SIMPLE 16 lignes à 1 euro

JEU MULTIPLE (Jeux Simple avec ou sans
1 Double ou 1 Triple)
1 Double = 1 ligne à 2 euros
1 Triple = 1 ligne à 3 euros

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 MARSEILLE	MONACO	3 L'AVANT	STRASBOURG
2 AUXERRE	LENS	4 LE HAVRE	NETZ
3 NICE	RENNES	5 TOULON	SETE
4 BREST	NANTES	6 LE PUY	EVREUX
5 NANCY	TOULON	7 LE PUY	NANTES
6 PARIS-S.G.	SOCHAUX	8 LORIENT	CLERMONT
7 LILLE	TOULOUSE	9 SEDAN	REIMS
8 BORDEAUX	BASTIA	10 CAEN	VALENCIENNES

0067903

NOM: _____ RUE: _____ VILLE: _____

CODE: _____

Sur le même bulletin,
vous pouvez faire,
soit un jeu simple,
soit un jeu multiple qui
vous permet d'augmenter
vos chances.
Vous ne cocherez qu'une
seule case de mise:
celle correspondant
à votre jeu.

VALIDATION
Tous les
Mercredis
et Jendis
LES BULLETINS

1 N 2 on gagne!

LOTO

مكتبة من الأدب

culture

« RAN » D'AKIRA KUROSAWA

La vieillesse, le pouvoir et le remords

Le nouveau film de Kurosawa est un spectacle splendide. Pour la Fête du cinéma, l'épopée de Ran est le meilleur emblème.

Il était une fois un vieux despote qui, sentant la mort approcher, fit venir ses trois fils et partagea son royaume. Il confia à l'aîné les destins de la maison et donna à chacun un château. Il leur fit passer une fête et voulut leur prouver qu'on ne rompt pas trois fèves réunies en faisceau. Les deux aînés s'engagèrent à respecter sa volonté. Mais le cadet, l'infirme, et contre son genou brisa le faisceau.

Ainsi commence le nouveau film d'Akira Kurosawa, avec l'élan du conte, modelé par le génie du japonais. Aussitôt traversé d'accents shakespeariens, Ran a la grandeur des histoires séculaires et chemine vers l'apothéose d'une tragédie, scandée par le pantomime d'un bouffon dont les grimaces s'effacent devant le masque vieillissant de son maître.

A l'origine, une époque de prédilection pour le cinéaste (le seizième siècle en guerre de *Kagemusha*), et un puissant seigneur, né en 1497, combi par sa descendance qui sut faire fructifier l'héritage. Que se serait-il passé si les bons fils s'étaient mal conduits ? Kurosawa pose cette hypothèse, il y a dix ans. Puis vient se greffer le *Roi Lear* : un monarque chassé de son palais par ses fils

alibés est recueilli par la cadette qu'il avait pourtant déshéritée. Celle-ci montra d'avoir voulu aider son père, vieillard dépossédé que le malheur a rendu fou. Là s'arrête la comparaison.

Kurosawa n'est pas prophète en son pays, et personne ne veut s'engager sur ce projet. Avec *Kagemusha*, en 1980, il montre ce que Ran pourrait être. Et c'est grâce au producteur français Serge Silberman, soutenu par le ministère de la culture à Paris, qu'il peut enfin se lancer dans son épopée (1). Le tournage a lieu de juin 1984 à février 1985, et bénéficie d'un des plus importants budgets de l'histoire du cinéma japonais.

« Je crois que la beauté vient de ce que vous filmez », dit Kurosawa. Peut-être y avait-il plus de beauté dans Ran ? Et referait-on jamais un tel film ? Kurosawa est un formidable stratège quand il dirige une bataille, quand il règle les mouvements de l'apocalypse qui envahit l'écran. Mais l'œuvre est en elle-même le combat d'un titan pour recomposer de toutes pièces un monde, et lui arracher la valeur de cent tableaux.

Ames et paysages

La splendeur des couleurs, le luxe des costumes, l'extraordinaire complexité des gestes et des objets, des paysages et des âmes, font de Ran une expérience très singulière et salutaire.

Singulière, parce que le rythme du *kyogen* et du *no* guide la mise en scène, autant que le souci d'authenticité historique : les acteurs expriment l'essence d'un personnage, d'une passion sans la moindre tache vulgaire, réaliste. Saluante, parce que le regard et l'esprit sont mobilisés par une densité que seuls la peinture et le théâtre peuvent généralement atteindre.

Jaune : Taro, le fils aîné du seigneur Hidetora Ichimiji. Rouge : Jiro, le deuxième fils. Bleu : Saburo, le cadet. Les trois couleurs fondamentales. Elles seront le point de repère des spectateurs, lorsque les armées déferlent et s'entre-tuent. Mais pour l'instant, les trois frères ne sont pas encore ennemis. La partie de chasse est finie, les hommes se reposent. A droite du patriarche, les fils ; à gauche, deux seigneurs vassaux. En retrait, le petit bouffon, Kyôami. L'architecture du film - et

des relations entre les personnages, - est mise en place ici, au centre d'un carré aux murs de toile jaune qui isole, dans l'herbe verte très contrainte, l'espace rituel du drame familial.

Hidetora s'endort à la surprise de tous, et c'est Saburo qui l'abrite de feuillages. Hidetora a un cauchemar. Hidetora transmet sa charge à Taro, et c'est Saburo qui l'accuse de gâtisme. Saburo est chassé.

Saburo est partie. Hidetora est assailli par la moule rouge et jaune.

Le son est coupé. Le ballet des chevaux, des soldats, des armes et des flammes, le spectacle de la violence, est transfiguré par la musique en allégorie de l'enfer.

Hidetora, prisonnier du brasier, tourne en rond, bagard, saoul, désormais sans épée. Il est le survivant fantomatique d'un charnier

plus beau plan du film - Hidetora s'esquive vers la solitude, vers la damnation, la folie.

Faut-il manifester sa déception à cette partie de Ran où le vieillard a pour tout compagnon le bouffon ?

L'ensemble est si beau que je n'en ai pas le courage », disait un jour Baudelaire d'un tableau de Delacroix où il aurait fallu relever quelque infime faiblesse. Les scénaristes, ici, ont peut-être eu tort de rompre l'alternance du collectif et de l'intime, et l'on perd un peu de l'harmonie qui régnait entre les ellipses géographiques et l'évolution des comportements. Mais il est vrai, aussi, que le pouvoir a déserté Hidetora, pour passer définitivement dans le camp de Kaede. Taro est mort, assassiné dans le troisième château, et Jiro, qui a pris sa place, se laisse à son tour séduire par la femme maudite qui le précipitera dans l'ultime bataille du film.

La dominante d'Hidetora, c'est le blanc. Et c'est par apparitions que Kurosawa procède pour jalonner sa déchéance. Le guerrier glorieux de la partie de chasse, l'archer courroucé qui sauve la vie de l'insolent Kyôami, le fou errant halluciné, l'épouvantail, sont les fulgurances essentielles du parcours. Un parcours où le passé d'Hidetora ressuscite d'entre les décombres, un parcours où l'avenir n'est qu'une descente aux enfers d'hier. Hidetora n'a rien transmis.

Une à une les victimes du despote sont apparues pour nourrir son vain remords : Kaede, et Suô (malheureuse épouse de Jiro), et son jeune frère Tsurumaru dont Hidetora a naguère crevé les yeux. Un à un, les traîtres se sont dévoilés, les fils, et les fidèles. Le pouvoir et la ven-

geance se sont mariés. Ne restent plus que le bouffon, un lieutenant de Saburo, une armée triomphante trop tard, et ce fils aîné que Hidetora, dans sa fierté puis dans sa honte, n'avait jamais voulu revoir. Mais Hidetora n'a pas encore assez payé, assez souffert. Sa folie s'éclaircit pour mieux le replonger dans le désespoir. Les dieux vont l'abandonner une dernière fois sur le théâtre de la monstruosité humaine, et du chaos (Ran).

Sur l'image énigmatique et sereine de Bouddha, le film se termine. Le jeune aveugle, seul au monde, tatonne, et le ciel s'assombrit.

CLAIRE DEVARRIEUX

★ Voir les films nouveaux.

(1) *Le Monde* Aujourd'hui, dans nos éditions datées 22-23 septembre, consacre un dossier à Ran, autour d'un entretien d'Yvonne Baby avec Serge Silberman.

« Le Livre de Ran »

Un précieux album accompagne la sortie du film de Kurosawa. Intitulé *Le Livre de Ran*, il est, pour les textes, l'œuvre de Bertrand Raison, avec la collaboration de Serge Toubiana.

On y trouve une abondante iconographie : la couleur des photos du film reproduites laisse à désirer ; elles constituent néanmoins un bon exemple de repères pour le récit. De même, l'entretien avec le cinéaste représente une introduction à la portée de tous.

C'est dans la dernière partie que le lecteur cinéphile pourra trouver des réponses très documentées aux questions qu'il s'est posées en voyant Ran. Les acteurs Tatsuya Nakadai (Hidetora), Mieko Harada (Kaede) et surtout Peter, le travesti qui interprète le rôle du bouffon, font l'objet d'articles sérieux. Enfin, un journal du tournage succède à l'étonnante description des moyens mis en œuvre, pour les costumes, les combats, les décors, la maquette. - C.D.

* *Cahiers du cinéma* / Scail, 159 pages. Prix de lancement jusqu'au 31 décembre : 149 F.

DANSE

« Coup d'envoi »

L'opération « Coup d'envoi pour la danse » ouvrira la saison chorégraphique les 27 et 28 septembre, avec une cinquantaine de manifestations. Le 27, également, Jack Lang posera la première pierre de la nouvelle école de danse de l'Opéra, à Nanterre, puis assistera au « Défilé » de Régine Chopinot et Jean-Paul Gaultier, à Nogent-sur-Marne.

Après les dix mesures portant sur l'enseignement, l'implantation des compagnies, l'aide à la création (*Le Monde* du 27 avril), le ministre de la culture annonce l'organisation de quartiers d'été au Centre contemporain d'Angers et un « Forum de la jeune danse » dans sept ou huit villes de province les 6 et 7 juin 1986. La création, en Ile-de-France, d'un parc de matériel adapté aux besoins des compagnies, l'amélioration du cursus des études de danse, sont également prévues.



Dans le château principal, transmis à Taro, Kaede la belle-fille pousse son époux à s'emparer des derniers symboles de puissance qu'Hidetora possède encore. Hidetora signe sa reddition et s'en va.

Dans le second château, confié à Jiro, la nouvelle est déjà parvenue. Jiro accepte de recevoir son père, mais pas sa suite. Hidetora repart. Au troisième château, l'armée de

sanguinolent, et, en perdant sa dignité, il retrouve un corps : image répétée, détonante, d'une jambe de vieillard nue, alors que les autres personnages n'ont que l'apparat de leur être.

Les deux armées sont massées au pied du donjon et s'ouvrent pour laisser passer Hidetora. Il descend. Puis, à gauche du cadre - c'est le

● *Kurosawa à Matignon.* - M. Laurent Fabius, premier ministre, a remis le 19 septembre, à M. Akira Kurosawa les insignes de commandeur des arts et lettres, en présence de nombreuses personnalités du cinéma français.

RECTIFICATIF. - L'opération « Un ticket pour deux » organisée dans les salles pour la Fête du cinéma a lieu dimanche 22 septembre, et non le 21 comme nous l'avons malencontreusement annoncé dans nos premières éditions datées 20 septembre.

n joue.

Tous les Mercredis et Jendis

gagne

SPORT

STYLES FOR TWO*

A l'exposition Grande-Bretagne du Printemps, Punk ou Lord, New Wave ou Old Fashion, très branchée ou very British, le mode anglaise a deux visages. Mais au Royaume des Gourmandises, la tradition reste reine. A midi ou five o'clock, le temps d'une cup of tea, fiez à l'anglaise vers les sweets du "Food Hall".

Pour la première fois en France, l'exposition des stylistes avant-gardistes du Royal College of Art de Londres : "La Créativité Britannique", au Printemps Haussmann, jusqu'au 19 octobre.

EXPO GRANDE BRETAGNE
21 SEPT./2 NOV.

* Styles pour deux.

Hausmann/Nation/Parly 2
Vélizy 2/Italie/République
Ternes

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

DIMANCHE, AVENUE FOCH

Le marathon de la couture

La première fête populaire de la mode à Paris se promet d'être un marathon. Cent mille visiteurs (entrée gratuite) sont attendus sur les pelouses de l'avenue Foch, entre la rue de l'Étoile et l'avenue Raymond Poincaré, où commencent, le 22 septembre à 15 heures, le défilé de cinquante mannequins - dont la moitié de Françaises - mesurant entre 1,74 mètre et 1,80 mètre.

Clou du Festival international de la mode, patronné par la mairie de Paris, qui doit honorer les couturiers Pierre Cardin, Yves Saint Laurent et Hubert de Givenchy, cette manifestation donne la vedette aux styles à succès dans les magasins des grands industriels et étrangers.

Daniel Hechter, président de la Fédération du prêt-à-porter féminin, a réussi à une belle opération de mode et de communication, le défilé de cinquante mannequins devant être transmis en direct par la télévision, par TF 1, FR 3, RTL, et enfin entre autres, par les États-Unis et le Japon.

Francis Morane, metteur en scène de la Fête de l'Inde sur l'esplanade du Trocadéro ou printemps dernier, a rassemblé les mannequins en groupes de cinquante, selon les différents thèmes et les pays, chacun d'entre eux étant pris en charge par des chefs de file qui auront repéré le terrain avant la répétition, aux premières heures de la matinée dimanche.

Musique rythmée

Les mannequins évolueront par un, deux ou trois groupes, montant et descendant à l'intérieur de plates-formes mobiles, plates tournantes, décors de miroirs, qui donneront du relief à ce podium de quelque trois cents mètres sur six, recouvert de deux tons de beige. Ce ballet sera orchestré par des ondes de musique très rythmées.

Les coulisses et la régie seront regroupées sur un niveau du parking Foch transformé pour la cir-

constance en dix cabines de mannequins où travailleront soixante-dix coiffeurs, quarante-cinq maquilleurs, cent cinquante habilleuses.

Les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, présenteront en vedette américaine des collections de styles. Les autres pays seront représentés par des revues spécialisées : la Belgique par OH; l'Espagne par Duna; la Finlande par M. Nasser; la Norvège et le Danemark par Tige; l'Allemagne par Deutsche Fachverlag et le Grèce par Maska de Moda, en tout deux cents modèles.

La sélection française, représentative des tendances de la saison, mettra en scène trois cents modèles sur les thèmes du dandy à redingote, chemise ouvragée et petit gilet. Le masculin-féminin évoluera avec des draperies à dessins, coupées en tailleurs stricts et grands manteaux. Les couleurs fortes, dont le rouge, le vert et le violet, ressortiront sur des mélanges de noir et blanc. Les robes de crépuscule et de soirée joueront sur les grandeurs d'Armide, avec le baroque et le chéma des draperies.

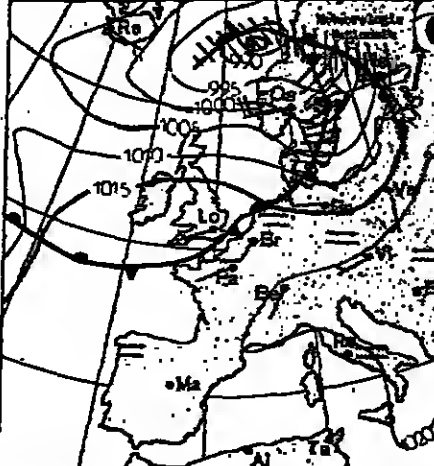
Il y aura quelques feutres masculins et des anneaux d'or aux oreilles. Charles Jourdan a créé trois modèles de chaussures : plates et lacées, bottes sport et escarpins talon en noir et en couleur, assortis aux colliers Dim. Les coiffures seront signées Claude Maxime, les maquillages Gerny et Riffa. Enfin, les kilomètres de barrières métalliques porteront le logo de la Woodmark.

En cas de pluie, la Fédération des industries du parapluie a prévu des modèles transparents pour les cinq cents mannequins. Les spectateurs feront bien de suivre les indications de la météo marine avant de s'enfermer dans le métro, direction Étoile, avec piolet et K-Way en bandoulière.

NATHALIE MONT-SERVAN.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20.09.1985 A 0 h G.M.T.



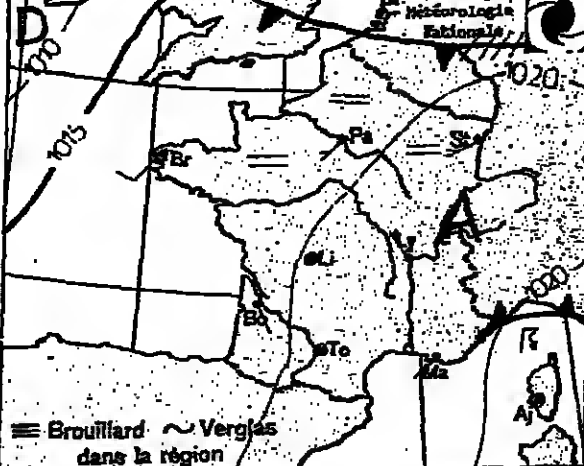
Evolution probable du temps en France, entre le vendredi 20 septembre à 0 heure et le samedi 21 septembre à 24 heures.

Les hautes pressions se maintiennent sur l'Europe occidentale et le flux perturbé circule au niveau des îles Britanniques. Le système orageux de Méditerranée s'éloigne vers l'Italie.

Prévisions : Samedi matin : il fera gris, parfois humide, avec des bruyards de la Bretagne au Bassin parisien au Nord et aux Ardennes. Progressivement, ces formations brumeuses vont se dissiper, en l'après-midi il y aura du soleil malgré un peu de brume. Les températures évolueront entre 21 et 25 degrés.

Evolution pour dimanche : Persistance d'un temps amical, clair et stable : il fera beau sur l'ensem-

PRÉVISIONS POUR LE 21-9-85 DÉBUT DE MATINÉE



ble de la France après la dissipation de ouages des matinées. Les températures resteront très agréables pour la saison : 22 à 26 degrés sur la moitié nord, 26 à 30 degrés sur la moitié sud.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 19 septembre, le second, le minimum de la nuit du 19 au 20 septembre) : Ajaccio, 24 et 17 degrés; Biarritz, 31 et 19; Bordeaux, 30 et 14; Brétigny, 22 et 15; Brest, 18 et 14; Cannes, 27 et 17; Clermont-Ferrand, 18 et 13; Dijon, 28 et 10; Digne, 22 et 13; Embray, 26 et 15; Grenoble-St-M-H., 28 et 13; Grenoble-St-Georges, 28 et 14; La Rochelle, 26 et 14; Lille, 22 et 16; Limoges, 28 et 15; Lorient, 21 et 15; Lyon, 28 et 15; Marseille-Marguerite, 28 et 19; Metz, 27 et 20; Nancy, 29 et 10; Nantes, 25 et 14; Nice-Côte d'Azur, 27 et 23; Nice-Ville, 28 (max); Paris-Montsouris, 25 et 15; Paris-Orly, 26 et 13; Pau, 30 et 13; Pen-

pignan, 26 et 18; Rennes, 25 et 13; Rouen, 21 et 13; Saint-Etienne, 28 et 16; Strasbourg, 30 et 12; Toulouse, 29 et 13; Tours, 26 et 12.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 17 degrés; Genève, 26 et 11; Lisbonne, 26 et 16; Londres, 21 et 11; Madrid, 27 et 13; Rome, 30 et 18; Stockholm, 14 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du vendredi 20 septembre :

DES DÉCRETS

● Relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions.

● Modifiant le décret du 24 octobre 1984 relatif au service public des bases et banques de données juridiques.

● Modifiant le décret du 23 décembre 1983 relatif aux concours de l'internat en pharmacie.

Les mots croisés se trouvent dans « Le Monde Loisirs » page X

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 20 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

TOM NOVEMBRE
"DEPECHE TOI"
45 T extrait du 30 cm : "L'INSECTE"
PHILIPS
(A paraître)

20 h 35 Le jeu de la vérité : Marlène Jobert. Emission de Patrick Sabatier. La rousse et piquante comédienne soumise aux questions indiscrètes des téléspectateurs.
22 h 10 Téléfilm : Le Hérisson. De C. Wasth et A. Boudet, avec A. Wallé, D. Sauvage, G. Petrucci.
Une petite ville normande, un meurtre en plein jour que tout le monde a vu mais dont personne ne sait rien, un journaliste qui joue au jeu d'investigation et un bon écrivain qui ne peut pas écrire. Une enquête pesante dans laquelle le téléspectateur s'engage.
23 h 40 Journal.
23 h 50 Tapage nocturne. Emission de G. Foucaud. Extraits de concerts, clips, interviews... avec Serge Gainsbourg, Sophie Marceau, Laurent Voulzy...

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Feuilletton : l'Ordre. D'après le roman M. Arland, réal. E. Périer, avec I. Brook, J. Perrin, P. Mallet, M. Maistre. Marcel Arland écrit l'Ordre entre 1925 et 1929 pour exprimer « un état d'esprit et de cœur », ses problèmes, révoltes et aspirations et aussi une profonde angoisse devant l'ordre social, l'ordre de la vie. Deux frères, Gilbert et Justin Villars, se retrouvent ensemble pour les vacances à Clermont auprès de leur jeune et ravissante cousine Renée. Tous les séparés, Gilbert est révolté, idéaliste, sombre; Justin, déjà engagé dans la politique. C'est l'affrontement, d'autant que tous deux tombent amoureux de Renée. Une adaptation élastique, un peu conventionnelle mais efficace.
21 h 30 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivrot. Sur le thème « Les protestations, tribulations d'une minorité », sont invités : André Encrey (des Proverbes en France de 1800 à nos jours); Michelle Magdeleine, co-auteur avec Rudolf von Thadden (le Refuge huguenot); Jeanne Garisson (l'Édit de Nantes et sa révocation); Elisabeth Labrousse (la Révolution de l'Édit de Nantes); Bernard Dompier (le Venin de l'hérésie).
22 h 45 Journal.
22 h 55 Ciné-club : la Vie criminelle d'Archibald de la Cruz. Film mexicain de L. Bussell (1955), avec E. Alonso, M. Cordero, R. Macedo, A. Weller, J. Linares Rivas, A. Palma (v.o. sous-titré N.). A la suite d'une impression érotique de son enfance, un bourgeois mexicain associe la sexualité à la mort, et veut tuer chaque femme qui éveille le désir en lui. Une comédie d'humour noir sur les altérations de la morale, de l'éducation, de la religion. Images surréalistes, érotisme allusif mais sulfureux.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Série : Brigade verte. L'attaché de G. Nery, réal. G. Grangier, avec G. Segal, C. Minazzoli, J.-Y. Chatain. Une mauvaise grippe semble décimer les pensionnaires d'une maison de retraite, à Fécamp. Mais une lettre anonyme dénonce un trafic sur la qualité de la viande.

21 h 35 Vendredi : Une semaine à Moscou, Renaud en URSS.

Magazine d'A. Campana et I. Barrière. Les Jeunes communistes ont proposé au chanteur Renaud d'être la vedette de la délégation française au Festival mondial de la jeunesse, à Moscou, cet été. Reportage au Théâtre des variétés de la capitale soviétique.
22 h 30 Journal.
22 h 50 Espace francophone. Magazine de D. Gallet. Portrait de Félix Houphouët-Boigny, président de la République ivoirienne.
23 h 20 Série : Antimars. Les frégates de Venezuela, de Frédéric Rossif.
23 h 25 Prélude à la nuit. Héros, de Yannis Xenakis, interprété par Claude Helffer au piano.
23 h 35 Espace 3. Toute l'écriture sur le bout des doigts (IBM).

IBM sur FR3
Découvrez l'ensemble de la gamme de machines à écrire électroniques IBM.
Vendredi 20 septembre de 23 h 40 à 23 h 55.
Samedi 21 septembre de 13 h à 13 h 15.
Vendredi 25 septembre de 13 h à 13 h 15.
Dimanche 26 septembre de 23 h 40 à 23 h 55.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h, Feuilletton : La révolte des Hatouks; 17 h 15, Ile de France; 17 h 30, Les aventures de Thomas Gordon; 17 h 50, Dessin animé : La panthère rose; 18 h, Action 3; 18 h 55, Dessin animé : Hello Moineau; 19 h 5, Azor; 19 h 15, Informations; 19 h 40, Feuilletton : Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 5, Football, Rennes-Brest (en direct de Rennes); 22 h 25, Les Comanches, film de M. Curtis; 0 h, Et la troisième horde (N° 2), film de P. Schulmann; 1 h 35, Ertl Dead, film de S. Raimi; 3 h, Le Fruit défendu, film de J.-L. Brunet; 4 h 15, Série rock; 4 h 55, Le Facteur somme tous les jours deux fois, film de B. Rafelson.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le grand débat : les sondages peuvent-ils tromper? avec A. Duhamel (Europe 1 et A 2), J. Jaffre (directeur des études politiques à la SOFRES), P. Bourdieu, professeur au Collège de France et F. Bon, professeur à l'Institut d'études politiques de Grenoble.
21 h 30 Musique : Black and blue : le festival de Montréal.
22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 5 Concert (en direct de la Filaria de Munich). 34^e Concours international de l'ARD, concert de musique de chambre avec les lauréats.
23 h Les soirées de France-Musique : Les pêcheurs de perles; à 0 h, musique traditionnelle, musique de la Voïvodine en Yougoslavie.

Les programmes du samedi 21 et du dimanche 22 septembre se trouvent dans « Le Monde Loisirs »

EN BREF

EXPOSITION

DIALOGUE SUR LOGICIEL - Banques de données, fichiers électroniques, guides télématiques, micro-ordinateurs, l'administration s'informe dans un dessin d'efficacité, de rapidité, mais aussi de personnalisation, pour instaurer un véritable dialogue avec l'utilisateur. Le Carrefour international de la communication organise, jusqu'au 26 septembre, une exposition baptisée « Informatiquement votre » pour présenter ces modernisations au public. Sept grands thèmes se dégagent : formation, emploi, entreprise, logement, protection, bureau de poste et information. Le public aura le parole : par vidéo-questionnaire (sur Minitel), télématon (une minute et demie de libre expression face à une caméra) et concours de dessin d'enfants.

* Carrefour international de la communication, 1, parvis de la Défense, 92099 Paris La Défense CEDEX 41, de 9 h 30 à 19 heures (fermé le 22 septembre).

SÉMINAIRE

LES TEMPS MODERNES - L'information fait partie de la vie moderne et surtout de la vie des entreprises, quelles que soient leurs dimensions. Pour familiariser les cadres supérieurs avec les diverses techniques de traitement automatisé de l'information qu'ils vont être appelés à utiliser (traitement de textes, télécopie, agenda électronique, fichiers, etc.), l'Institut d'études politiques de Paris organise, les 9, 10 et 11 octobre, un séminaire sur le thème « Informatique, bureautique, télématique ». Le prix est de 4 500 F, déjeunés inclus. Inscriptions : Institut d'études politiques de Paris, service de formation continue, 219, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (1) 280-39-60.

UN GUIDE DE LA RIVE GAUCHE

Le Guide 1986, édité par le mensuel Nouvelles Rives gauches, est paru. Il contient un ensemble de renseignements utiles aux habitants et aux familles de la rive gauche de Paris : services des mairies, police, pompiers, urgences, taxis, etc., différentes formes d'entraide et d'activités proposées par les associations locales.

* 100 pages, 16 F. En vente dans les kiosques et au siège de la revue : 8, rue des Canettes, Paris 6^e.

SPORTS ET LOISIRS

DES TRAINS POUR LA PETITE RENNE

Les cyclistes désireux de voyager avec leur vélo se heurtent à de nombreux problèmes : trains autorisés peu nombreux et mal indiqués, pas de fourgons parfois dans certains trains autorisés, obligation d'adhérer à une association reconnue officiellement pour bénéficier des billets réduits qui donnent droit à 30 % de réduction sur le trajet aller-retour, etc. Pour attirer l'attention de la SNCF et de la RATP sur leur cas, l'Action cycliste parisienne (ACPI) organise le samedi 21 septembre une randonnée Paris-Chartres à vélo (départ à 8 heures précises rue du Commandant-René-Mouchotte) : retour par train le soir même ou le lendemain à vélo. Les participants, dans ce dernier cas, seront logés à l'auberge de jeunesse ou chez des particuliers. Inscriptions et renseignements : ACPI, M. Hervé Gérard, 9, rue de Chabrol, 75010 Paris.

PLUS LOIN

Samedi 21 septembre
Cannes, 14 heures : tableaux dix-neuvième siècle et modernes; Versailles, 14 h 30 : meubles, objets d'art.
Dimanche 22 septembre
Honfleur, 14 heures : objets d'art, bijoux, meubles; Limoges, 14 heures : tableaux, argenterie, objets d'art, meubles; Nancy, 14 heures : meubles, objets d'art, fers forgés, instruments de musique; Troyes, 14 heures : meubles, argenterie, objets d'art; Versailles, 14 h 30 : Extrême-Orient; Vitry-le-François, 14 h 15 : livres.

FOIRES ET SALONS

Cagnes, Dieppe, Epervan, Ivry-sur-Seine, Paris-14^e, square du Serravallo-Koufra, Paris (parc floral du bois de Vincennes).

LOTO N° 38		TIRAGE DU MERCREDI	
NATIONAL		18 SEPTEMBRE 1985	
9	10	18	29
35	40		19
NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE			
PROCHAIN TIRAGE : SAMEDI 21 SEPTEMBRE 1985			
VALIDATION : POUR LE MERCREDI 25 SEPTEMBRE 1985 ET LE SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1985 JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI			
NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES		RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)	
6 BONS N°	8	1 198 210	F
5 BONS N° + complémentaire	38	117 715	F
5 BONS N°	2 099	6 695	F
4 BONS N°	122 521	110	F
3 BONS N°	2 262 495	9,00	F

SICOB 85

Bill Gates et l'avenir de la micro-informatique : des réseaux et des graphiques

LES pionniers de la micro-informatique, ces bricoleurs imaginatifs mais pas forcément gestionnaires avisés, ont pratiquement tous disparu. Même Steve Jobs, l'enfant terrible qui sut longtemps faire le succès d'Apple, a dû passer la main (le Monde du 19 septembre). Il en reste un, Bill Gates. C'est lui qui créa le Microsoft, avec l'idée simple et puissante de fournir un langage d'accès facile, le basic, aux premiers micro-ordinateurs qui ne connaissaient guère que le langage binaire, c'est lui aussi qui inventa le système d'exploitation MS-DOS, dont l'adoption par IBM devait faire un standard mondial. Bill Gates est toujours « chairman » et principal dirigeant de sa société, dont le taux de croissance se maintient aux alentours de 40 % l'an. A vingt-huit ans, il reste le seul « pape » de la micro-informatique. Et c'est une véritable homélie qu'il a déclinée à la convention informatique, devant une assistance attentive, siégeant recueillie.

Le thème proposé était : « La micro-informatique, mode ou industrie d'avenir ? ». Comme on s'attendait d'un pape qui soit sceptique ou incertain, la réponse ne faisait aucun doute. Bill Gates n'a pas envisagé le premier terme de l'alternative, mentionnant simplement qu'il « ne connaissait pas d'entreprise qui ait jeté ses ordinateurs personnels ». Après avoir dit tout le bien qu'il pensait de Microsoft et du MS-DOS - mais il a reconnu qu'il n'était pas nécessairement objectif - après avoir affirmé que « son objectif était de mettre un ordinateur personnel sur chaque bureau », Bill Gates a indiqué quel avenir il croyait pour la micro-informatique.

Cet avenir, il est, pour lui, dans deux directions : la communication et les graphiques. Actuellement,

Les ordinateurs de bureau ne travailleront plus en solitaires et feront de plus en plus souvent appel aux images des écrans à grande résolution.

20 % seulement des ordinateurs de bureau sont reliés à un réseau. Quelques « incertitudes sur le choix du câble » (qui conditionne les débits d'information) ont freiné la constitution des réseaux locaux, et, en matière de logiciels pour gérer les réseaux, « c'était le chaos l'an dernier ». La situation s'est clarifiée sur ce dernier point, puisque MS-NET - un produit Microsoft - « est maintenant choisi par 90 % des sociétés qui mettent des micros en réseau ». L'an prochain, annonce Bill Gates, sera donc « l'année des réseaux ».

L'arrivée des disques compacts

Cela ne sera pas sans conséquence sur les micro-ordinateurs eux-mêmes. L'avantage du réseau, c'est que le poste de travail individuel n'a plus besoin d'être équipé de certains organes, ce qui permet de réduire les coûts. Des mémoires de masse, comme les disques magnétiques, coûteux et fragiles, peuvent être centralisés et rendus accessibles à tous. On peut en dire autant de périphériques comme les imprimantes à laser, dont le prix de 3 000 dollars est trop élevé pour une machine individuelle, mais c'est plus prohibitif si l'imprimante est partagée entre plusieurs ordinateurs.

Mais on n'en reviendra pas au terminal presque passif d'autrefois. Le micro-ordinateur bureautique res-

tera intelligent, et sera même de plus en plus intelligent. Il s'adressera à des mémoires très vastes - mais leur prix est en chute libre - et aura des possibilités graphiques étendues.

Pour Bill Gates, celui qui a en à se servir d'un écran à haute résolution ne peut plus s'en passer. Et il a aussi, les prix tombent vite. Les joies - des images sur l'écran symbolisent le périphérique où le programme qu'on veut utiliser et qu'on désigne en appuyant sur eux un curseur ou même en les touchant du doigt - améliorent la commodité d'emploi des machines et « leur importance est grande, bien qu'elle ait été parfois exagérée ». Autre avantage majeur des écrans graphiques : ils permettent de montrer aisément comment on se sert d'un logiciel, évitant au néophyte d'avoir à consulter d'énormes manuels.

Le succès des premiers écrans graphiques à haute résolution a été handicapé par une certaine lenteur d'utilisation. Ce défaut est déjà bien corrigé, et les progrès des microprocesseurs le seront entièrement dans la prochaine génération de microprocesseurs 16 bits actuels sera bientôt remplacée par celle des 32 bits. Amélioration importante, déjà présente sur certains : le mode de fonctionnement à protection de mémoire. Pour des micro-ordinateurs reliés à un réseau, mais utilisés localement pour une tâche sensible comme une certification de comptabilité, ils assurent qu'un programme extérieur, transmis par le réseau, ne viendra pas accidentelle-



C'est en 1974, à Seattle, que Bill Gates et Paul Allen fondent Microsoft. Ils ont respectivement dix-huit et vingt ans. Aujourd'hui, Bill Gates est le dernier survivant des pionniers de la micro-informatique.

ment effacer des données importantes.

Autre nouveauté relevée par Bill Gates : l'utilisation des disques compacts en informatique. Ils permettent de stocker, de façon permanente et inaltérable, mille fois plus d'informations qu'un disque magnétique de même dimension. Et les coûts de ces disques sont maintenant d'un prix très abordable.

La stratégie de Microsoft dans tout cela ? Dans l'esprit de Bill Gates, il est clair qu'elle se confond avec l'avenir de l'informatique, on pourrait même dire qu'elle le commande. Et il n'est sans doute pas le seul à penser ainsi.

MAURICE ARVONNY.

Propos iconoclastes Machines à mythes

LES discours critiques sur l'informatique se sont tus. L'ordinateur est désormais paré de toutes les vertus. La machine électronique n'engendre plus, ou presque, que des louanges, à droite comme à gauche. Unanimité dangereuse parce qu'aveugle : aucun des problèmes soulevés à juste raison dans les années 70 - pertes d'emplois, déqualification, disparition de la réalité au profit du signe, « américanisation » de l'Europe - n'a trouvé de début de solution dans les années 80.

Il ne faut donc que se féliciter d'entendre enfin quelques voix discordantes. Le livre *Informatic : la montée des délires* (1), qui rassemble une grosse dizaine de textes de divers informaticiens, tombe bien.

Première attaque (attendue) : l'industrie française n'est pas à la hauteur. Pour Caton, le célèbre auteur ex-anonyme, l'administration, « qui a toujours un retard », dirige trop et mal. Les responsabilités des divers ministères sont aussi confuses que les modes de financement. Les déboires de l'industrie française sont connus. Plus inédites sont, en revanche, les réflexions de M. Marc Burgé, directeur de l'informatique du groupe suisse Ciba-Geigy, qui s'interroge sur la multiplication des micro-ordinateurs chez les cadres. « Ils pensent que l'informatique leur permettra de paraître modernes et efficaces. » Or l'ordinateur est un « fantasme alibi » qui permet seulement d'être écouté des chefs et de « faire passer la pilule » de changements nécessaires, mais qui n'ont rien à voir avec les ordinateurs.

Intéressantes aussi sont les réflexions de Joseph Weizen-

baum, professeur américain d'informatique et auteur de *Puissance de l'ordinateur et raison de l'homme* (2). Ayant écrit un programme de dialogue qui ne fait que renvoyer ses questions à l'interlocuteur, un peu comme un psychiatre, le professeur l'a présenté à des psychiatres, justement. Leur réaction fut si enthousiaste que certains voulurent l'adopter dans leur clinique. Pour le professeur Weizenbaum, que des médecins envisagent une thérapie par ordinateur reflète la « surpuissance » accordée aux machines et permet de s'interroger sur la « conception mécaniste de l'être humain » que l'informatique induit et accélère : « hallucination » collective.

Pour s'y opposer, il faut, pour M. Daniel Vigneau, directeur informatique d'une grande société, d'abord lutter contre un premier mythe qui veut que l'informatique soit simple. L'ordinateur est un outil « long à dominer ». Lutter ensuite contre un second, celui de « l'intelligence » de l'ordinateur. Les mots d'« intelligence artificielle » créent une confusion totale et nourrissent les idées fausses.

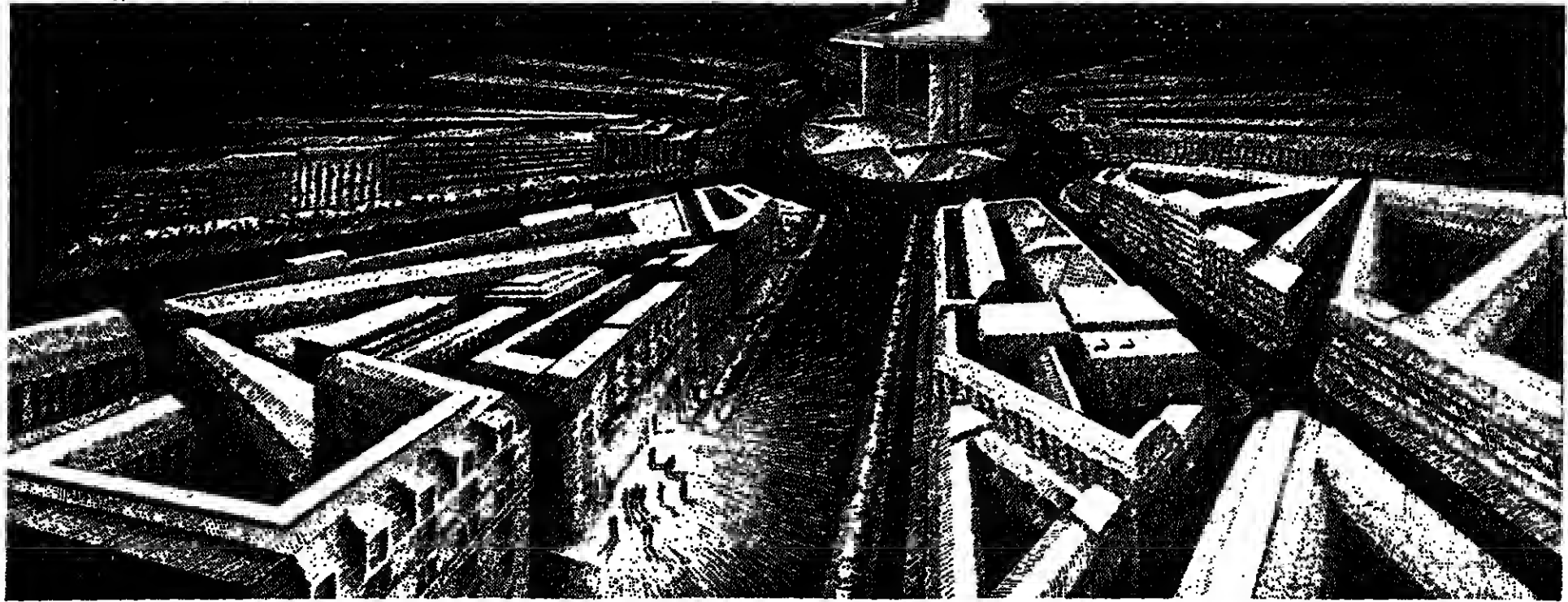
A l'occasion du SICOB et de ses avalanches médiatiques, lire ces réflexions de professionnels à quelque chose d'oxygénant.

ÉRIC LE BOUCHER.

(1) *Informatic : la montée des délires*. L'informatic professionnelle, spécial enjeux informatiques, n° 36, août-septembre 1985. Les éditions d'Informatic, 99, boulevard Jean-Jaures, 92100 Boulogne. Tél. : 604-07-08, 75 F.
(2) Disponible chez MLI/Infusion. Éditions d'Informatic, 54, rue de Bourgogne, 75007 Paris. Tél. : 705-03-99.

AVEC VICKERS RONEO, MATRA TÉLÉCOM ET L'AGENCE DE PRESSE ATIQUE ENTREZ DANS LE BIOB

L'ESPACE-VIE DE LA CONFORTIQUE ET DE LA COMMUNICATION TÉLÉMATIQUE.



Le BIOB, c'est le bureau vivant : la confortique en situation, la télématique en action. Le tout, regroupé dans un espace de travail en marche qui vous fera vivre en direct l'ensemble des équipements présentés par VICKERS RONEO et MATRA TÉLÉCOM.

Ne manquez pas cet événement. Il est forcément sur votre route : Près de l'Étoile. Loin de la foule, loin du bruit, c'est un espace vivant d'information-bureau destiné à tous les responsables d'entreprises.

BIENVENUE AU BIOB.

A PARTIR DU 16 SEPTEMBRE DE 10h à 18h.
37, AVENUE DE FRIEDLAND, 75008 PARIS

IBM sur FBS
Fournisseur français
de la presse
de publication à votre
disposition IBM
IBM France S.A. 221, rue de
la République, 92100 Boulogne
Tél. : 604-07-08, 75 F.
IBM France S.A. 221, rue de
la République, 92100 Boulogne
Tél. : 604-07-08, 75 F.

économie

REPÈRES

Dollar : repli à 8,7990 F

Le dollar jouait les « yo-yo » en cette veille de week-end, revenant, vendredi 20 septembre, de 2,91 DM à 2,89 DM et de 8,85 F à 8,7990 F environ, après un léger raffermissement la veille. Toutes ces fluctuations sont dues aux « états d'âme » des opérateurs, qui attendaient tous la publication des chiffres de la croissance du PNB américain, vendredi à 14 h 30 (heure européenne). Mardi soir à New-York, ils retenaient la fourchette basse des prévisions (2,5 % pour le troisième trimestre 1985), après avoir pronostiqué 3,5 % le jour précédent. Le franc français est toujours très ferme par rapport au dollar, et la Banque de France continue à intervenir, en achetant des devises par quantités importantes, pour empêcher la monnaie allemande de descendre en dessous de 3,0475 F.

Consommation : recul en août après la poussée de juillet

La consommation des ménages en produits industriels a baissé de 0,8 % en août par rapport à juillet, selon l'indice de l'INSEE. Si l'on ne prend pas en compte l'automobile et la pharmacie, l'indice de l'INSEE recule de 1,4 %. Mais en juillet, l'indice INSEE avait très fortement augmenté : + 3,4 % en un mois. En un an (août 1985 comparé à août 1984), la consommation stagne totalement et régresse même de 1,3 % si l'on exclut l'automobile.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
FF-U...	8,7990	8,8020	+ 85	+ 100
DM...	6,3733	6,3778	+ 25	+ 61
£...	16,3567	16,3594	+ 85	+ 93
DM (100)	3,0473	3,0494	+ 122	+ 132
DM	3,0473	3,0494	+ 122	+ 132
DM (100)	3,0473	3,0494	+ 122	+ 132
DM	3,0473	3,0494	+ 122	+ 132
DM (100)	3,0473	3,0494	+ 122	+ 132
DM	3,0473	3,0494	+ 122	+ 132
DM (100)	3,0473	3,0494	+ 122	+ 132
DM	3,0473	3,0494	+ 122	+ 132

TAUX DES EUROMONNAIES

	3/4	6/4	9/4	12/4	3/5	6/5	9/5	12/5
FF-U...	7 3/4	8	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2
DM...	4 1/8	4 3/8	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/4
£...	5 5/8	5 7/8	5 11/8	5 13/8	5 11/8	5 13/8	5 11/8	5 13/8
DM (100)	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4
DM	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4
DM (100)	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4
DM	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4
DM (100)	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4
DM	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4
DM (100)	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4
DM	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

L'EUROPE DES ENTREPRENEURS

A Paris les 9, 10 et 11 octobre 1985

à l'heure d'EURÉKA

des entreprises européennes performantes dont :

Boliden Metall AB, Bull, Ciments Lafarge France, CGCT, CGE, Dassault, Hewlett Packard, L'Oréal, M.A.N., Matra, Pirelli, Renault, Rossi, Shell, Schlumberger, Société Européenne de Propulsion, Zahnradfabrik Friedrichshafen AG,

confrontent leurs résultats, leurs programmes et leurs propres réponses aux questions :

- Quels seront les facteurs clés de la compétitivité dans les trois prochaines années ?
- Comment restaurer et développer la productivité, à la fois dans les grandes entreprises et les PME ?
- La flexibilité peut-elle être une voie pour le développement de la ressource humaine ?

Ces rencontres se dérouleront en présence de directeurs d'organismes publics et de délégués de centrales syndicales nationales et européennes.

Des responsables européens de la commission des communautés interviendront sur la gestion prévisionnelle de l'emploi, la formation professionnelle et la participation.

INSCRIPTIONS

« Pour gagner la bataille de l'entreprise » Rencontres européennes

CESTA

1, rue Descartes 75005 Paris
634-36-18

Les banques face à la concurrence

La boîte de Pandore de la déréglementation

C'est avec une force et une gravité inaccoutumées que les banques françaises, par la voix du président de leur association (AFB), M. Jean Dromer, se sont interrogées le 20 septembre sur la concurrence dans le domaine qui leur est propre. La « réflexion » à laquelle elles se livrent, et qui a fait l'objet d'un document écrit, témoigne de leurs préoccupations.

Favorisées par une conjoncture qui leur était techniquement favorable et protégées depuis toujours par une réglementation assez contraignante mais profitable par certains côtés, elles doivent aujourd'hui faire face à une double évolution qui est en passe de rendre leur situation plus difficile et qui leur inspire cette réflexion. Tout d'abord, le phénomène de la désinflation, qui, pour la première fois depuis le début de la décennie 1970, est en passe de ramener la hausse annuelle des prix à moins de 5 %, va constituer une lourde épreuve pour le camp de l'exploitation des banques collectrices de dépôts. Depuis quinze ans, ces banques profitaient des taux d'intérêt élevés entretenus par une inflation nettement plus élevée, puisqu'elles disposaient de ressources d'un coût relativement modéré, grâce, pour une part, à la collecte de dépôts à vue non rémunérés, qui leur permettaient d'accorder des crédits à des taux en relation avec l'inflation. On s'apercevra sans peine que cette situation favorisait les établissements disposant d'un réseau étendu de guichets.

C'est dire que les banques ne manquent pas de soucis, ce qui anime le président de l'AFB, après une analyse fouillée, à formuler un certain nombre de recommandations, certains diraient d'exigences. Il établit d'abord que la concurrence bancaire est « imparfaite », le système financier étant soumis à toute une série de discriminations, de réglementations et de contraintes. Des discriminations ? L'Etat en a introduit un certain nombre en matière de collecte des dépôts et de distribution de crédit « qui génèrent des rendements de situation et des clientèles captives » (allusion aux caisses d'épargne et aux réseaux mutualistes). Des réglementations ? « La plupart des services bancaires sont rendus à des prix mûrs et à un niveau tel qu'ils pourraient ressortir aux dispositions régissant par ailleurs la vente à perte ». Des contraintes ? « Les banques ne sont pas traitées comme des situations commerciales de droit commun ». Et d'évoquer les « sollicitations pressantes » dont elles sont l'objet pour participer au sauvetage d'entreprises en difficulté, ce qui a, évidemment, été le cas ces dernières années.

Une véritable révolution

Une étude du Commissariat au plan sur la profession bancaire, diffusée l'année dernière, estimait que la situation d'équilibre des banques françaises ne pouvait se maintenir qu'à partir d'un taux moyen de leurs crédits avoisinant 7 % hors inflation, compte tenu de la structure de leurs ressources, ce qui, tenant compte des commissions diverses, correspond à un taux de base bancaire de l'ordre de 10 %.

Or, ce taux de base de 10 %, on s'en rapproche rapidement, puisqu'en juillet dernier il est passé en dessous de 11 % et que la désinflation va se poursuivre. Les dirigeants des banques vont donc devoir affronter des conditions de travail

qu'ils n'auraient pas crues possibles il y a encore quelques années. Ensuite, une véritable révolution, discrète mais avec des conséquences incalculables, est en train de bouleverser la profession bancaire. Une part croissante de dépôts de la clientèle se dirige vers des produits financiers que les banques gèrent mais dont elles ne disposent plus (les SICAV à court terme par exemple), ce qui les conduit à prélever des commissions, très tirées, au lieu de dégager des marges sur leurs crédits. En outre, une déréglementation galopante va modifier encore le paysage, puisque l'introduction en France du « papier commercial », créance émise par les entreprises sur le marché pour se procurer directement des ressources, permettrait à ces entreprises, en fait les grandes, de moins recourir au crédit bancaire et d'obtenir des conditions plus avantageuses.

Risque industriel

Il y a, toutefois, dans l'argumentation des banques, un point qui prête à réflexion, à savoir les réserves, pour ne pas dire l'hostilité, qu'elles manifestent vis-à-vis de l'introduction du papier commercial. Leur position, exprimée discrètement cette semaine par M. Dromer devant M. Bérégovoy, est en gros que le papier commercial est la mort des banques, et qu'il va renverser le crédit aux particuliers et aux petites entreprises, puisque les établissements devront, de cette façon, compenser leur manque à gagner sur les grandes entreprises. C'est un point de vue, mais il ne faut tout de même pas oublier que, depuis bien longtemps, une concurrence sauvage, la « vraie », entre les établissements, les a conduits à consentir aux grandes entreprises des conditions si avantageuses (souvent au-dessous du taux de base bancaire), que leurs marges en ont été littéralement laminées, pour ne pas dire plus. Les banques ont donc, déjà, été obligées de se rattraper sur les PME et sur les particuliers, ces derniers payant 16 % à 17 % sur leurs prêts à découvert contre 10 % à 11 % pour une grande entreprise.

Par ailleurs, il est probable que certaines banques, se trouvant, par la force des choses, moins engagées sur des entreprises qui ont aujourd'hui de nouveaux débouchés, voudront élargir leur clientèle particulière et leur consentir des crédits moins onéreux, aux dépens des établissements spécia-

lisés le cas échéant : c'est cela, aussi, la concurrence.

Enfin, et c'est peut-être l'élément le plus explosif, l'introduction en France du papier commercial risque d'avoir des effets inattendus, véritable boîte de Pandore. Rue de Rivoli, pour justifier cette mesure, on met en avant l'énorme développement de ce produit financier aux Etats-Unis, près de 300 milliards de dollars. Sait-on assez que ce formidable développement est dû, en bonne partie, à une donnée essentielle ? Dans ce pays, le risque industriel étant considéré comme meilleur que celui des banques, les créances sur les entreprises sont mieux cotées que celles sur les banques (certificats de dépôt). En France, c'est l'inverse, avec deux conséquences. La première est que seules une vingtaine de grandes entreprises françaises (IBM, Air liquide, Moltissens, L'Oréal, Elf Aquitaine, etc.) peuvent émettre du papier commercial avec une « bonne » cotation, comme aux Etats-Unis, où elles sont plus de cinq cents (IBM et General Motors en tête). Les autres, faute de fonds propres suffisants par rapport à leur endettement, auront plus de difficultés, quitte à payer plus cher, selon des barèmes qu'un organisme de cotation des risques (rating), encore inexistant, devra établir. Les trésoriers d'entreprise qui triomphent déjà, comme M. Piffet, celui de Saint-Gobain, devront donc prendre garde, comme devront le faire aussi les banquiers chargés de leur accorder des lignes de crédit correspondantes, garantissant la liquidité du papier commercial (et non son remboursement, d'ailleurs). Alors que, aujourd'hui, les banques, talonnées par la concurrence, accordent des conditions préférentielles et dérogatoires à trois cents ou quatre cents entreprises, à situation réelle tout à fait inégale sur le plan des garanties, elles devront adapter leurs tarifs aux véritables risques : six mois avant sa mort, Creusot-Loire, suivant nos informations, jouissait encore des « meilleures conditions », au nom d'une fiction bien codifiée. Avant de se venger sur les PME et les particuliers, qui présentent souvent bien moins de risques, les banques auront sans doute à balayer devant leur porte, d'une façon ou d'une autre.

FRANÇOIS RENARD.

AFGHANS, ILS LE RESTERONT.



EXPOSITION-VENTE
20%
SUR LES TAPIS D'ORIENT

Du'ils appartiennent aux Tribus Turkmènes, Babes Sedigh ou Soleiman... aux Tribus Belouches, Zekhani ou Djamaï-Zai... Les Afghans, jolies de leurs coutumes et habits d'une force plus grande que celle des armes, perpétuent les traditions artistiques en continuant de nouer sur tout le territoire, le tapis Djai Namaz, Djoller, Sarder, Kheliche... une importante collection de tapis de tribus et d'artisans d'Afghanistan vous est proposée aujourd'hui Au Bon Marché.

Expertise, entretien, garde, présentation à domicile, restauration... Vous comprendrez alors, que plus qu'un spécialiste, le Bon Marché est un passionné de tapis.

JUSQU'AU 30 NOVEMBRE-CRÉDIT PERSONNALISÉ

AU BON MARCHÉ

L'appel de la rive gauche

AFFAIRES

La municipalité d'Issoire rachète l'usine Ducellier et sauve 470 emplois

« C'était ça ou rien... »

De notre envoyé spécial

Issoire. — Initialement prévue pour examiner des dossiers de routine, la séance du conseil municipal d'Issoire (Puy-de-Dôme) a été profondément modifiée mercredi soir 18 septembre. Ducellier en était encore une fois la cause. Depuis 1982, le lancement d'une dégradation économique émaillée d'épisodes douloureux, l'histoire sociale de cette petite ville de quinze mille habitants, fortiment dépendante des activités de cette société spécialisée dans les équipements automobiles. Le dernier en date annonçait, le 5 avril, l'irréversible fermeture au 31 octobre de l'usine, entraînant la disparition de 1 218 emplois.

Après des années de promesses et de faux espoirs, les Issoiriens s'attendaient à tout sauf peut-être à la solution proposée mercredi aux trente-deux autres membres de son conseil municipal par M. Jacques Lavedrine, député et maire socialiste : le rachat pur et simple par la ville de l'usine promise à la casse.

On en est arrivé à ce terme des contacts discrets commencés le 30 juillet entre les dirigeants de Valéo (la société mère de Ducellier)

et M. Lavedrine, prolongés depuis par des rencontres entre différents partenaires à la préfecture de Clermont-Ferrand. C'est une bonne affaire pour Valéo, qui joue au moins un rôle dans une opération exclusivement alimentée par l'argent public. En effet, outre le rachat de l'usine pour 14 millions de francs, la ville d'Issoire s'engage dans la réalisation de travaux de réhabilitation pour 20,5 millions de francs. Ainsi 34,5 millions de francs (dont 5 provenant du fonds spécial des grands travaux) seront dépensés pour aboutir dans l'immédiat à la création de 470 emplois en faveur des licenciés de Ducellier, ce chiffre pouvant passer à 600 dans le deuxième semestre de 1986.

« Pomper les fonds publics »

Deux unités dépendant de Valéo — Equipement automobile Marchal, « rapatrié » d'Issoire-Moulinsaux, et la Société d'électronique de l'usine de Dunes, rayée de la carte à Berck, dans le Pas-de-Calais — reprendront, avant la fin de l'année, des locaux modernisés dans le cadre d'un contrat de crédit-bail de quinze ans passé entre la municipalité et la Société pour l'équipement de véhi-

cules (SEV), qui coiffe les précédentes. C'est elle qui versera à la ville d'Issoire un loyer annuel de l'ordre de 4,5 à 5 millions de francs et, au terme de la période indiquée, deviendra propriétaire des locaux réhabilités.

M. Lavedrine a donné les explications suivantes : « Le groupe a l'occasion unique de trouver, par une opération de cette nature, des gains de trésorerie dont il a besoin pour financer la restructuration de ses activités. » C'est la même franchise qui le conduit à dire : « Nous avons choisi le vote du risque, mais c'était ça ou rien. » Le conseil général du Puy-de-Dôme et le conseil régional d'Auvergne, dirigés également par des socialistes, ont donné leur accord de principe pour supporter les éventuels aléas. Ils cautionneront chacun pour sa teneur les annuités de l'emprunt contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations. « Elles représentent l'équivalent exact des loyers que nous percevrons », précise M. Lavedrine. C'est une opération blanche, à la condition bien sûr que les choses évoluent favorablement pour les deux sociétés.

Le son de cloche est différent du côté de la CGT et du PC, qui croient le fer depuis de longs mois avec le maire. Leurs réticences s'appuient sur un exemple régional, celui de l'entreprise Sauvagnat à Aurillac (Cantal), disparue en 1984 malgré un apport de fonds publics estimé à un total de 9 millions de francs. Les réactions des deux alliés viennent en substance en ces termes : les mêmes qui appellent au libéralisme viennent pomper des fonds publics. Cette affaire illustre la gestion de la crise par les socialistes : quand elle vient devant le conseil régional, les élus communistes, sans lesquels il n'y a pas de majorité de gauche, feront pression.

Sans contester le fait que le député et maire d'Issoire ait été mis au pied du mur par la crise, un économiste (socialiste) de Clermont-Ferrand reconnaît : « Le prix de la cession paraît fort ; dans beaucoup de cas, elle se chiffre au franc symbolique. Du symbolique à 14 millions, c'est dur. »

Aucun commentaire n'a été publié par Valéo, mais on sait que son argument auprès de la municipalité a tenu en peu de mots : « En tant que collectivité, vous êtes mieux placés que nous pour obtenir les conditions de financement les plus économiques. »

LIBERT TARRAGO.

ENTREPRISES

Renault va-t-il sacrifier les véhicules bas de gamme ?

La CGT (par la voix de M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGT et des représentants du syndicat de la Régie) a affirmé, le jeudi 19 septembre, que M. Georges Besse, PDG de Renault, aurait annoncé, lors du conseil d'administration du 24 juin dernier, son intention de ne pas lancer un modèle bas de gamme connu sous le nom de code X45. Selon la CGT, les études seraient terminées et auraient permis de vendre ce véhicule au prix de 37 000 F. M. Besse aurait, dans un premier temps, retenu un modèle et fixé aux ingénieurs du centre de recherches de Rueil des objectifs plus modestes que ceux présentés. Bien que ceux-ci aient été atteints, le PDG aurait ultérieurement renoncé au modèle bas de gamme.

La Régie ne confirme ni ne dément ces informations, déclarant qu'elle ne fait aucun commentaire sur sa politique de gamme. Elle fait cependant remarquer que la gamme des véhicules « économiques » (type 2 CV, R4 ou Fiat Panda) est en régression : 9,7 % en 1979, 4,9 % en 1984 (sur un total de 1,8 million d'immatriculations). Renault détiendrait la moitié de ce marché. Le constructeur souligne par ailleurs qu'il a peu de chance de gagner de l'argent sur ce type de véhicules. Il ne faut pas oublier que la question du remplacement de la R4 produite depuis 1961 est très liée, pour la CGT, au maintien en activité du site de Billencourt où ce véhicule est produit.

CDF Chimie : l'Etat s'oppose à une modification des statuts

Le projet de réforme des structures de direction de CDF Chimie donnant les pouvoirs effectifs de gestion au président des Charbonnages de France, M. Michel Hug, paraît compromis. Les deux représentants de l'Etat au conseil de surveillance de CDF Chimie, auquel était soumis ce plan, le jeudi 19 septembre, ont annoncé qu'ils avaient l'intention d'exercer leur droit de veto. Cette réforme aurait transformé l'entreprise de société à conseil de surveillance et de direction en société à conseil d'administration et PDG. C'était la condition mise par CDF, qui, bien que principal actionnaire, n'a jusqu'ici qu'un pouvoir de contrôle a posteriori pour participer au renforcement de CDF Chimie. Celle-ci doit trouver 3 milliards de francs d'ici la fin de l'année pour reconstituer ses fonds propres et éviter le dépôt de bilan, et des sommes équivalentes pour espérer retrouver à

terme l'équilibre. L'Etat a dix jours pour exercer effectivement son droit de veto.

Charbonnages de France a renoncé à poursuivre EDF en justice

Charbonnages de France a renoncé à l'assignation en référé qu'elle avait engagée contre EDF au cours de l'été (le Monde du 7 août 1985). « La procédure s'est traduite par l'ouverture de discussions, c'est ce que nous souhaitons », assure-t-on chez CDF. Sur la fond, il ne semble pas, pourtant, que le dossier ait avancé. Le conflit portait sur l'indexation des prix du charbon acheté par EDF, aux termes d'un contrat sur cinq ans conclu, l'an dernier, entre les deux établissements publics. Or EDF se refuse toujours à renégocier les conditions de l'achat de charbon, c'est ce que nous souhaitons. Ces facteurs ont emporté la décision des pouvoirs publics, le mouvement devant continuer et bien entendu s'étendre au taux de base bancaire (ramené de 11,25 % à 10,85 % le 19 juillet 1984) dans les décrets portant sur l'ajustement » (M. Pierre Bérégovoy à Nevers, samedi 14 septembre).

CONJONCTURE

La Banque de France réduit de 1/4 % son taux d'intervention

En réduisant comme on s'y attendait (le Monde du 19 septembre 1985) de 1/4 % son taux d'intervention sur le marché monétaire, ramené de 9 5/8 % à 9 3/8 %, la Banque de France et le gouvernement relancent le processus de baisse du taux d'intérêt qui s'était interrompu depuis le début de l'été.

La dernière réduction du taux d'intervention de la Banque de France remontait au 18 juillet dernier (9 5/8 % contre 9 7/8 %). Depuis, et notamment pendant la première quinzaine de septembre, une certaine tension était perceptible sur les marchés financiers et monétaires à Paris, le taux de l'argent au jour le jour remontant même à 9 3/4 %, à un niveau plus élevé qu'en juillet.

Cette tension, à caractère temporaire, était certes provoquée par des facteurs techniques, mais elle ne facilitait guère le placement des emprunts, à commencer par l'emprunt d'Etat de

15 milliards de francs lancé au début de la semaine. Pour relancer le processus de baisse précédemment ébauché, la Rue de Rivoli et les autorités monétaires, soucieuses de la santé du franc, que des taux élevés à Paris contribuent à protéger, attendaient de « bons » indices : notamment un très bon tenue du franc en faveur des par de fortes entrées de devises. Ces facteurs ont emporté la décision des pouvoirs publics, le mouvement devant continuer et bien entendu s'étendre au taux de base bancaire (ramené de 11,25 % à 10,85 % le 19 juillet 1984) dans les décrets portant sur l'ajustement » (M. Pierre Bérégovoy à Nevers, samedi 14 septembre).

M. FABIUS AU SICOB

Pédagogie et industrie...

Inaugurant le 36^e SICOB, le 19 septembre, M. Fabius s'est félicité de « l'excellente exécution du plan informatique pour tous » d'équipement des établissements scolaires avec cent vingt mille micro-ordinateurs : « La France devient ainsi l'un des premiers pays du monde dans la maîtrise de l'informatique pédagogique. » Le premier ministre a annoncé que les ateliers étant en place, « il fallait maintenant les diversifier et les prolonger ; certaines extensions, concernant l'audiovisuel, la robotique et la télématique, seront mises en place à titre expérimental d'ici la fin de l'année ». « Les ateliers devront s'ouvrir au public », a rappelé M. Fabius, en insistant sur le rôle des maîtres qui sont responsables des « initiatives locales » qui doivent être prises dans le cadre de la décentralisa-

tion. S'il faut former, il faut aussi savoir produire en France les outils de l'informatique. Pédagogie doit rimer avec industrie. Aussi M. Fabius a rappelé que la France dispose du « premier réseau télématique du monde. Plus d'un million de terminaux ont été distribués, trois millions le seront d'ici la fin de 1986, plus de mille services se sont développés, plusieurs milliers d'emplois et de nouvelles professions sont nées de ce programme ». Par ailleurs, a indiqué le premier ministre, « notre industrie comprend aujourd'hui des groupes de taille mondiale. Elle s'est modernisée. Les situations financières se sont en général améliorées (...), la dégradation de notre balance des paiements a été évitée, et un net redressement peut être constaté ».

Les affirmations de M. Fabius sur l'amélioration de la balance des paiements du secteur de l'informatique sont laudables. Sans doute le taux de couverture des échanges extérieurs de l'industrie des ordinateurs a-t-il augmenté récemment en passant de 65,6 % en 1982 à 74,6 % en 1984. Mais, il était de 84 % en 1981 et de 105,6 % en 1979. Ensuite, et surtout, le déficit en valeur s'est creusé pour atteindre 6,4 milliards de francs en 1984 contre 5,56 milliards en 1983 et

1,72 milliard en 1981. Ajouter les échanges de services à ceux de l'industrie comme le fait le premier ministre, n'a guère de sens étant donné qu'il n'existe aucune statistique fiable sur les importations de services et de logiciels et que, de toutes manières, cela ne compenserait pas l'important déficit industriel.

Or, c'est bien cette dégradation qui pose problème en France. Les efforts — réels — de l'Etat pour Bull ou pour les autres constructeurs n'ont pas suffi. — E.L.B.

Nominations

● A l'Agence nationale pour la création d'entreprises (ANCE), M. JACQUES RAGOT, quarante-sept ans, a été nommé président. Il remplace M. Georges Chavanes. M. Ragot est administrateur-directeur général du Laboratoire central de télécommunications Thomson depuis mars 1981.

● Au Syndicat national des fabricants de ciment et de chaux, M. BERNARD LAPLACE a été élu président, succédant à M. Bertrand Collomb. M. Laplace est directeur général de la société Ciments français.

● Chez Lafarge, M. BERNARD KASHREL a été nommé président de Ciments Lafarge France. M. Kashrel est également directeur général adjoint du groupe Lafarge Coppée.

● Chez Carrefour, M. RENÉ BRILLET a été nommé directeur exécutif France. Il remplace à ce poste M. Jean Delos.

Entré à Carrefour en 1970, il assurait depuis 1981 la direction des filiales communales de Simago, Sogara et Carrefour, comme directeur exécutif Espagne.

● A l'Association bancaire pour l'ECU (ABE), M. Dominique Rambure, sous-directeur à la direction de la trésorerie et des changes du Crédit Lyonnais, a été élu à la présidence. La vice-présidence étant assurée par M. Alfonso Jozzo, de l'Institut bancario San Paolo di Torino. Cette association, nouvellement créée, a son siège à Paris. Elle regroupe dix-huit banques commerciales de différents pays de la CEE et a approuvé le projet d'accord conclu avec la Banque des règlements internationaux (BRI), aux termes duquel la BRI accepta d'intervenir comme agent pour le compte de l'ABE afin d'assurer le paiement des règlements en ECU.

La carte à mémoire française à l'assaut du Japon

Plusieurs fabricants japonais de matériel informatique pourraient adopter d'ici la fin de cette année le procédé de carte à mémoire dont l'inventeur est l'ingénieur français Roland Moreno. Si aucun accord formel n'a encore été signé, des « contacts avancés » se poursuivent avec plusieurs firmes nipponnes (Casio, NEC, NTT, Hitachi, Mitsubishi, Toshiba, Dai Nippon, Toppan Printing et Fuji Kyodo, notamment), précise M. Moreno.

L'accord qui devrait être conclu avec ces firmes japonaises comporterait la création d'une filiale nippone d'Innovatron, la société française qui détient le brevet de la carte à mémoire et dont le capital est possédé pour l'essentiel à 32 % par M. Moreno, 34 % par Schlumberger, 15 % par Bull et 5 % par la com-

pagnie financière Benjamin et Edmond de Rothschild. Rappelons que la carte « à puce » va faire l'objet d'une diffusion massive en France depuis que le groupement Carte bancaire a récemment passé une commande globale de 12,4 millions de cartes CP-8 à Bull, sur une durée de quatre ans.

« Les développements dans le domaine de la carte à mémoire, notamment du paiement électronique et de la modernisation du système bancaire, méritent d'être soutenus. Plus de 2 millions de cartes sont d'ores et déjà commandées. Elles commenceront à être distribuées dès la fin de l'année dans différentes régions de France », a précisé le 19 septembre M. Laurent Fabius lors de l'inauguration officielle du SICOB.

55.700 F.

Un prix qui a de l'allure.



Renault 9 série Broadway

Difficile de résister au charme des Renault 9 Broadway. Trois motorisations brillantes : 1237 et 1397 cm³ essence, 1595 cm³ Diesel. Une allure impeccable : calandre 4 phares à lode, bouclier AV avec spoiler, enjoliveurs aérodynamiques et 8 teintes de carrosserie au choix. Les équipements sont remarquables : 5 vitesses, radio FM, appui-tête AV réglables, rétroviseur conducteur réglable de l'intérieur. Modèle présenté : Renault 9 Broadway 1.2. Millésime 86. Prix clés en main Septembre 85. DIAC : votre financement. RENAULT — Gif

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

55.700 F.

SOCIAL

DIVISION SYNDICALE DANS LE CONFLIT DES CHANTIERS NAVALS DE DUNKERQUE

Les dissensions entre organisations syndicales sont clairement apparues tout au long de la journée du jeudi 19 septembre dans le conflit des chantiers navals NORMED à Dunkerque (Nord), qui avait commencé deux jours plus tôt.

Alors que l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CGC) avait surmonté ses divisions en n'appelant pas à la poursuite de la grève - qui devrait faire l'objet d'un vote à bulletin secret la semaine prochaine - un millier de grévistes ont refusé de reprendre le travail (nos dernières éditions datées 20 septembre).

La CGC appelait à la reprise du travail, FO et la CFDT ne présentaient pas la parole. Pour ajouter à la confusion, la CGT proposait sans succès aux ouvriers plusieurs itinéraires de manifestation.

Dans l'après-midi, l'unité syndicale paraissait rompue. La CFDT, FO et la CGC, dans un communiqué, condamnaient « l'attitude suicidaire de la CGT et de son union locale, allant à l'encontre des intérêts des salariés de NORMED » et lui reprochaient de « servir une cause qui n'a rien en commun avec la défense de notre établissement ».

Le délégué CGT de l'usine sidérurgique des Dunes, où mille cent suppressions d'emplois sont également prévues, a pour sa part affirmé que les trois organisations syndicales « ont rompu l'unité syndicale sur pression des pouvoirs publics ».

● Journée d'action CGT sur la Sécurité sociale le 1^{er} octobre. - Le bureau confédéral de la CGT a annoncé, le 19 septembre, sa décision d'organiser, le 1^{er} octobre prochain, une journée nationale d'action à l'occasion du quarantième anniversaire de la Sécurité sociale.

● Arrêts de travail, manifestations, délégations de masse, initiatives en direction des caisses de sécurité sociale, indique un communiqué, marqueront le 1^{er} octobre comme une étape dans le nécessaire développement des luttes contre l'austérité, contre la casse, pour les revendications.

La CGT redoute, à terme, « l'éclatement du système de protection collective de haut niveau acquis par la classe ouvrière à la Libération ».

SELON L'INDICE DE M. STOLÉRU LE CHOMAGE A ATTEINT LE SEUIL DES TROIS MILLIONS DEPUIS UN MOIS

Selon M. Lionel Stoléru, le chiffre des 3 millions de chômeurs a été dépassé pour la première fois le 1^{er} septembre. L'Indicateur ARIES (Association de recherche et d'informations économiques et sociales), publié chaque mois par l'ancien secrétaire d'Etat de M. Giscard d'Estaing et adopté depuis le printemps dernier par l'ensemble des partis d'opposition, établit le « chômage réel » à 3 038 500 personnes, soit à 43 500 de plus que le mois précédent.

Sont compris dans cet ensemble, 2 753 500 chômeurs et 285 000 personnes en situation de « sous-emploi », selon la distinction que le BIT voudrait voir retenue par l'ensemble des pays, et intègre donc les jeunes stagiaires TUC (travaux d'utilité collective), officiellement évalués à 146 000. « L'indice officiel de 2 424 900 demandeurs d'emploi est donc inférieur de 613 600 à la réalité », assure M. Stoléru.

Silencieux pendant tout le mois d'août, et notamment au moment de la publication des statistiques mensuelles par le ministère du travail, M. Stoléru n'a pas fourni de détails sur les résultats obtenus en août, selon ses propres calculs. Cela aurait été d'autant plus intéressant que, d'après l'Indicateur ARIES, le chômage réel n'aurait progressé que de 5 300 au cours du mois de juillet, c'est-à-dire notablement moins que les mois précédents. Etabli à 2 995 000 personnes, apprend-on avec retard, le chômage aurait donc fléchi avec les 3 millions pendant plus de quatre semaines.

A. L.

● Débrayages à la succursale Renault de Marseille. - A l'appel de la CGT, 80 % des soixante salariés de la succursale Renault du boulevard Michérel à Marseille ont de nouveau reconstruit, le 19 septembre, le mouvement de grève entamé le 16 septembre, pour protester contre les répercussions des licenciements engagés dans le groupe.

A Montpellier, en revanche, le travail a repris le 19 septembre après un conflit de près de deux mois qui avait pour origine le licenciement d'un salarié accusé d'avoir réparé sa voiture personnelle pendant les heures de travail. Depuis, d'autres sanctions avaient été prises. Sans revenir sur le principe de ces mesures, la direction s'est engagée à « modérer ces sanctions ».

AU COURS DE L'EXERCICE 1984-1985

Le montant total des prêts de la Banque mondiale a diminué

Fait exceptionnel, qui ne s'était pas produit depuis dix-huit ans, la Banque mondiale, ou Banque internationale pour la reconstruction et le développement, a vu le montant global de ses prêts diminuer pendant l'exercice par son rapport annuel (1^{er} juillet 1984/30 juin 1985). Le total des prêts consentis s'est élevé à 11,358 milliards de dollars, en diminution de 589 millions de dollars (4,9 %) par rapport à l'exercice précédent. La contraction est encore plus forte par rapport au programme que s'était fixé la Banque, qui portait sur un montant variant entre 12,6 et 13 milliards de dollars. Quelque peu embarrassés pour expliquer ce recul, alors que les services de M. Clausen, président de la Banque mondiale, voudraient persuader les pays membres qu'une augmentation de capital de la Banque est indispensable d'ici deux ou trois ans pour maintenir son activité à un niveau

adéquat, les experts du rapport commentent : « Les difficultés auxquelles se sont heurtées la conception des programmes et la mobilisation des ressources intérieures ne suffisent pas à expliquer ce chiffre relativement bas. Des problèmes liés à la solvabilité et aux résultats obtenus ont contraint la BIRD à limiter temporairement ses engagements vis-à-vis de ses principaux emprunteurs ».

La Banque espère que les choses rentreront dans l'ordre dès l'exercice en cours, c'est-à-dire que la croissance de ses activités reprendra : elle s'est fixée un programme de 12 à 13,5 milliards de dollars de prêts, soit, il faut le noter, une fourchette plus large que d'habitude. La réalisation en dépend pour partie évidemment du volume des demandes solvables qui lui seront présentées.

Si on ajoute aux prêts accordés par la Banque elle-même les opérations effectuées par les deux filiales, l'Association internationale de développement, spécialisée dans l'octroi de prêts à très long terme (cinquante ans) sans intérêts aux pays les plus pauvres, et la Société financière internationale, qui accorde au contraire des prêts à des entreprises du secteur privé et prend des participations, on obtient pour l'exercice écoulé un total de 15,326 milliards de dollars, inférieur de 894 millions (5,5 %) à celui de 1984. Le recul le plus sensible a été enregistré par l'AID dont le total des engagements a atteint 3,028 milliards de dollars, en diminution de 15,3 % par rapport à 1984. La raison principale en est le refus des pays donateurs, à l'initiative des Etats-Unis, de reconstruire à leur niveau précédent les ressources de cet organisme. Au

contraire, les opérations de la SFI, qui ont porté sur 937 millions de dollars, ont à nouveau très nettement augmenté (+ 35 %).

Les principaux bénéficiaires des prêts de la Banque mondiale ont été l'Inde, le Brésil, l'Indonésie, tandis que l'Inde encore, la Chine populaire et le Bangladesh ont reçu l'aide la plus importante en provenance de l'AID.

Le taux d'intérêt consenti par la Banque est tombé pendant l'exercice de 9,89 % à 8,82 %. Son revenu net (profit) a atteint un montant-record de 1,137 milliard de dollars. La Banque espère que sera signée à Séoul, où se tiendra en octobre son assemblée générale (en même temps que celle du Fonds monétaire), la convention approuvant la création sous son égide d'une agence multilatérale de garantie des investissements.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GÉNÉRALE OCCIDENTALE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Générale occidentale, qui s'est tenue le 18 septembre 1985, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1985.

L'assemblée générale a approuvé la distribution d'un dividende net de 18,50 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 9,25 F, soit un revenu global de 27,75 F par action contre 24,75 F l'année précédente.

Comme l'année précédente, ce dividende pourra, au choix de l'actionnaire, être payé soit en totalité en numéraire, soit en totalité en actions.

QUILLERY

An cours du premier semestre 1985, le chiffre d'affaires du groupe Quillery s'est élevé à 1,5 milliard de francs.

L'effet des intempéries exceptionnelles supportées au cours des premiers mois de l'année a déjà été en grande partie résorbé. Il se confirme ainsi que le volume global d'activité pour l'exercice 1985 sera égal aux prévisions, soit 3,5 milliards de francs.

L'incidence des mesures de restructuration adoptées en 1984 a été intégrée-

OFF-Omnium Financier de Paris

Le conseil d'administration de l'OFF-Omnium Financier de Paris, réuni le 17 septembre 1985, a examiné la situation provisoire de la société (missionnaire) arrêtée au 30 juin 1985.

Le bénéfice net après impôt s'est élevé à 42,2 F millions contre 19,7 millions pour le même semestre de l'exercice précédent. Cette progression sensible s'explique tant par des décalages dans l'encaissement de certains produits que par le jeu d'éléments exceptionnels dont le solde est positif au 30 juin 1985 alors qu'il était négatif au 30 juin 1984. Pour l'ensemble de l'exercice, le bénéfice net de l'OFF (missionnaire) devrait, sauf imprévu, être supérieur d'au moins 20 % au bénéfice de l'exercice 1984, qui était de 101,1 millions de francs.

ACCOR

ACCOR : une croissance continue

ACCOR poursuit sa croissance conformément à ses objectifs. Pour les six premiers mois de 1985, le volume d'affaires a atteint 5,7 milliards de francs, en augmentation de 19,4 % par rapport au premier semestre 1984, soit : + 13,4 % en France et + 26,2 % à l'international.

Parallèlement, les résultats sont en hausse de 20 % sur la même période. En hôtellerie, vingt-neuf établissements ouverts dans le monde, parmi lesquels : Sofitel Jeddah et Tolédo ; Novotel New-York, Paris la Défense, Paris les Halles, Berlin, Munich et Bangui.

Suivront dans les mois à venir : Novotel Toronto (premiers pas de ACCOR au Canada), Preston, Lisbonne et Ibis Vienne, puis en 1986 : Sofitel Chicago, Miami, Moorea, Novotel Madrid, Göteborg et Athènes.

Le Ticket-Restaurant a ouvert trois nouveaux marchés : en Grande-Bretagne (achat de Luncheon Vouchers), au Portugal et en Suède.

En restauration, Chyrasco poursuit son développement en Allemagne, et Seafood Broiler aux Etats-Unis (huit restaurants ouverts en une année en Californie).

ACCOR : une stratégie clairement définie

La stratégie de ACCOR est de rester dans ses métiers d'hébergement et de restauration, avec quatre lignes de produits : hôtellerie-restauration publique-restauration collective et Ticket-Restaurant, plus des services périphériques dans la mesure où ils contribuent tant à la qualité qu'à la pérennité de ces produits.

Ainsi la prise de participation dans la société Gaston Lemaître apporte un élément de qualité important dans les secteurs restauration et traitement, de même la prise de majorité dans la société Vianco Fitness Club vient, avec son expertise dans le domaine des clubs sportifs, compléter le savoir-faire de ACCOR en fitness-thérapie.

Innovation dans l'hôtellerie avec deux marchés et deux concepts :

- Retraité, formule d'hébergement pour personnes âgées, a ouvert ses deux premiers établissements à Montpellier et à Nancy ;
- Formule 1, hôtellerie de catégorie une étoile (95 F la chambre) dont les deux premières unités viennent d'ouvrir à Evry et à Mâcon.

ACCOR : des moyens financiers adaptés

En juin, l'émission d'obligations de bons de souscription d'actions a remporté un grand succès : 350 millions de francs d'emprunt à dix ans à taux d'intérêt faible ; 500 millions de francs de capitaux propres lors de l'exercice des bons de souscription entre fin 1985 et fin 1987.

Création, enfin, en association avec la Bred, d'une société de gestion de fonds communs de placement à risques. ACCOR hôtel investissement, dont les débuts sont encourageants.

ACCOR : un monde de nouvelles perspectives

legrand

Résultats du premier semestre
Bénéfice + 19 %
MBA + 17 %

Les résultats consolidés du groupe au 30 juin s'établissent comme suit :

(en millions de francs)	1 ^{er} semestre 1985	1 ^{er} semestre 1984	%
Chiffre d'affaires hors taxes	2 253	1 722	+ 31 %
dont ventes à l'étranger	40	31	
Bénéfice après impôt (part de groupe)	93,1	78,2	+ 19 %
Marge brute d'autofinancement	219,9	187,6	+ 17 %

A structure comparable, le chiffre d'affaires consolidé aurait progressé de 12 %.

En ce qui concerne Legrand S.A., le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 258 MF et le bénéfice net à 60,8 MF après, notamment, une dotation aux amortissements de 72,4 MF, une augmentation nette des provisions à caractère de réserves de 9,2 MF et un impôt société de 33,3 MF.

Par ailleurs, Pass & Seymour - qui a rejoint le groupe Legrand fin 1984 - a

réalisé au 1^{er} septembre 1985 un chiffre d'affaires de 29 millions de dollars, avec une marge nette qui, pour le deuxième exercice consolidé, progresse en valeur relative.

Grâce à cette nouvelle filiale - qui est le cinquième fabricant américain de la spécialité - l'introduction des produits Legrand sur le marché d'Amérique du Nord va démarrer fin 1985.

Pour les huit premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé est en progression de 31 %.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 9,30 % novembre 1973

Les intérêts courus du 2 octobre 1984 au 1^{er} octobre 1985 sur les obligations Électricité de France 9,30 % novembre 1973 seront payables, à partir du 2 octobre 1985, à raison de 83,70 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 12 ou estampillage du certificat nominal, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 9,30 F (montant global : 93,00 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 13,94 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,93 F, faisant ressortir un net de 68,83 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations 17,40 % octobre 1981

Les intérêts courus du 19 octobre 1984 au 18 octobre 1985 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 17,40 % octobre 1981 seront payables, à partir du 19 octobre 1985, à raison de 783,00 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4 ou estampillage du certificat nominal, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 87,00 F (montant global : 870,00 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 130,44 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 8,70 F, faisant ressortir un net de 643,86 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

F. l'allure

58.700 F. Méchante affaire.



Renault 11 série Broadway

Elles sont là, les Renault 11 Broadway. Trois versions au fichu caractère : 1237 et 1397 cm³ essence, 1596 cm³ Diesel. Elles se distinguent : calandre 4 phares à iode, bouclier AV avec spoiler, enjoliveurs aérodynamiques et 8 teintes de carrosserie au choix. Leurs équipements se remarquent : 5 vitesses, radio FM, appuie-tête AV réglables, rétroviseur conducteur réglable de l'intérieur, banquette AR rabattable. Méchante affaire, les Renault 11 Broadway. Modèle présenté : Renault 11 Broadway 1.2. Millésime 86. Prix clés en main Septembre 85, DIAC : votre financement.



ÉTRANGER

A LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA PÊCHE

Le directeur général de la FAO propose un « pacte de sécurité alimentaire »

De notre correspondant

Madrid. — De la bonne volonté et des souhaits : les vingt-trois pays qui ont participé pendant trois jours à une conférence internationale sur la pêche dans la petite île galicienne de La Toja (nord-ouest de l'Espagne) ont avant tout tenté de relancer la coopération entre les pays développés et ceux en voie de développement.

A l'initiative de l'Espagne — un pays de puits dans l'Europe bleue, — tous les pays de la Communauté économique européenne (sauf l'Italie et le Luxembourg), plusieurs autres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, plus l'URSS, un représentant de la Commission européenne et le directeur général de la FAO, M. Edouard Saouma, se sont

efforcés de « relancer la coopération internationale en matière de pêche et de donner ainsi un prolongement à la conférence de la FAO qui s'est tenue en juin 1984 » à Rome, selon les propos d'un participant français. Pas de négociations à La Toja, simplement des exposés des participants pour exprimer des espérances, parfois des critiques. Pas de piques non plus entre la France et l'Espagne dont les relations en matière de pêche ne sont jamais très faciles, comme en témoignent les derniers incidents dans le golfe de Gascogne.

D'entrée, le directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, M. Saouma, avait placé le débat à un niveau plus élevé que celui des simples intérêts ou rivalités bilatérales en soulignant le rôle essentiel du

poisson dans la lutte contre la famine et la malnutrition. Le poisson, a-t-il dit, joue un « rôle vital » dans l'alimentation de centaines de millions de personnes dans les pays en voie de développement. En ce sens, M. Saouma a annoncé qu'il allait proposer, lors de la prochaine réunion de la FAO à Rome, un « pacte de sécurité alimentaire » qui devrait notamment permettre de mieux mettre en valeur et de rationaliser l'exploitation des richesses halieutiques des régions les plus touchées par la malnutrition. M. Saouma a particulièrement mis en relief le cas du continent africain en insistant sur ses richesses en poisson ainsi que sur la nécessité d'associer de plus en plus les États africains à l'exploitation et à la commercialisation de leurs propres ressources.

Le président de la FAO a été sans conteste l'une des vedettes de cette conférence. De nombreux participants, principalement ceux représentant des pays en voie de développement, ont salué l'action de cette organisation et appelé à des efforts encore plus importants dans le futur. Seul bémol dans le concert unanime des vœux pieux : quelques délégués de pays en développement, notamment celui du Mexique, ont implicitement accusé les pays riches (sans en citer un en particulier), d'exploiter parfois trop largement leurs eaux. Mais la critique est restée de bon ton et n'est pas allée plus loin.

Au chapitre des propositions concrètes, le ministre marocain de la pêche, M. Ben Salem Slimi, a proposé la fondation d'un organisme international de protection des pêcheurs. Son homologue mauritanien a, de son côté, expliqué les raisons du contrôle très strict qu'exerce la Mauritanie sur ses richesses en poisson. On a par ailleurs appris, en marge de la conférence, que ce dernier pays serait désireux de signer un accord de pêche avec l'Espagne. La tenue de cette conférence coïncidait avec l'ouverture, à Vigo, d'une importante foire mondiale de la pêche à laquelle participent, jusqu'au 22 septembre, trente-cinq pays.

(Interim.)

En Italie

Un rapport préconise une sécurité sociale « à trois vitesses »

De notre correspondant

Rome. — L'Italie a découvert officiellement « ses » pauvres, le mardi 17 septembre, à l'occasion d'un rapport auquel ont travaillé une douzaine d'universitaires et d'experts des problèmes sociaux. M. Bettino Craxi a tenu à le présenter lui-même lors d'une conférence de presse réunie au siège de la présidence du conseil, à Rome. Il y aurait donc, en Italie, environ quatre millions de pauvres sur une population de cinquante-six millions cinq cent mille habitants, soit plus de 19 % de l'ensemble (1).

Ce chiffre est évidemment tout relatif. Les auteurs du rapport n'ont, en effet, retenu qu'un seul critère : celui de l'indice officiel de la consommation — le pauvre étant celui qui ne peut dépenser que moins de la moitié de la moyenne nationale par tête, soit environ 1 000 francs par personne et par mois. Ce n'est certes pas encore « le tiers-monde », pour reprendre une expression de M. Craxi lui-même. Mais cette évidence qu'une frange non négligeable de citoyens n'a pas été entraînée ces dernières années dans la spirale de cette « Italie qui gagne », aujourd'hui tant célébrée, méritait sans doute d'être rappelée.

« Rationalisation »

Ce rappel, pourtant, n'intervient pas à l'heure où le ministre du Trésor, le démocrate-chrétien, M. Giovanni Goria, vient en effet de rendre publique une proposition qui fait un certain bruit dans le pays. Afin de réduire le déficit prévoyant du système de sécurité sociale — lui-même élément important du déficit public global d'une ampleur abyssale, — cette proposition suggère que ses bénéficiaires soient, à l'avenir, répartis en trois catégories. Il y aurait, grosso modo : ceux qui gagnent moins de 50 000 F par an, pour qui toutes les prestations seraient gratuites ; ceux qui gagnent de 50 000 à 100 000 F par an, pour qui ces mêmes prestations seraient en grandes parties payantes, et ceux dont les revenus sont supérieurs à 100 000 F, qui seraient invités à organiser, sur la base d'assurances privées volontaires, leur propre sécurité sociale.

Cette proposition fait burler tant les syndicalistes, qui y voient une atteinte au principe même de solidarité sociale, que les classes moyennes, qui continueraient de cotiser tout en se voyant fermer officiellement l'accès aux prestations gratuites.

Alors, le rapport de M. Goria sur la pauvreté arriverait-il à point pour définir les contours de la catégorie des Italiens les plus pauvres ? Le président de la commission s'est vivement défendu d'avoir travaillé avec son équipe dans une optique conjoncturelle.

Mais quelles étaient en ce cas les arrière-pensées de M. Craxi lorsqu'il a installé la commission ? Il s'agit, a martelé le chef du gouvernement dans sa présentation, d'aboutir à une

« rationalisation » d'un système de prestations sociales qui coûte chaque année au pays 40 000 milliards de francs (200 milliards de francs), soit « le montant de l'impasse budgétaire annuelle », mais qui, toujours selon M. Craxi, ne brille ni par son « équité » ni par sa « productivité ».

Peut-il dès lors y avoir une rencontre entre le « réaganien » M. Goria, pour qui l'Italie a besoin de « plus de marché et de moins d'État », et le socialiste M. Craxi, arrivé au pouvoir il y a plus de deux ans, avec un programme de modernisation de la gestion de la chose publique ? Le chef de gouvernement ne s'est pas encore prononcé sur le projet de son ministre. Mais les échéances qui se rapprochent créent quelques tensions dans la coalition gouvernementale.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Le Mezzogiorno continue de fournir les plus gros bataillons de pauvres. Avec moins de 40 % de la population, le sud de la péninsule en absorbe 60 % au total.

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION DES EAUX DU SÉNÉGAL

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Dans le cadre du projet de restructuration de son système informatique, la SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION DES EAUX DU SÉNÉGAL (SONEES) lance, sur financement Banque Mondiale, un appel d'offres international pour la fourniture de matériel informatique, y compris logiciels de base et systèmes de développement des communications.

L'appel d'offres est découpé en trois (3) lots indépendants, avec possibilité de soumissionner pour chacun des lots séparément ou pour l'ensemble.

- Lot 1 : Système central
- Lot 2 : Systèmes décentralisés
- Lot 3 : Alimentation électrique et climatisation

Le cahier des charges peut être retiré à la Direction de la SONEES (Secrétariat Central - Immeuble Kabié - 97, avenue André Perret à Dakar (1^{er} étage) contre remise d'une somme de cent quarante mille francs CFA (140 000 F, CFA). Les offres seront reçues à la Direction de la SONEES au plus tard le 16 octobre 1985 à 17 heures précises.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA RÉGLEMENTATION

Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie

58019 NEVERS Cédex

Tél. : (86) 57-80-25

EXTENSION A 400 KV DU POSTE DE TRANSFORMATION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE 225/63 KV DE SAINT-ÉLOI

AVIS

Des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcelaire seront ouvertes du lundi 30 septembre 1985 au jeudi 31 octobre 1985 inclus dans la commune de Saint-Eloi.

Le dossier pourra être consulté à la mairie de Saint-Eloi les lundi, jeudi, et vendredi de 8 h à 11 h 45 et de 14 h à 17 h 45, le mercredi de 8 h à 11 h 45 et le samedi de 9 h à 11 h 45, ainsi qu'à la préfecture de la Nièvre, bureau de l'urbanisme et du cadre de vie, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux.

Les observations du public pourront :
- soit être consignées sur les registres d'enquête déposés en mairie de Saint-Eloi et à la préfecture de la Nièvre ;
- soit être adressées par lettre en mairie, au commissaire enquêteur.

A cet effet, M. Jean Lemaître, directeur départementale de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, est nommé commissaire enquêteur.

A l'issue de ces enquêtes, copies des rapports du commissaire enquêteur, et le cas échéant des réponses aux observations formulées au cours de celles-ci, seront déposées à la préfecture où toutes les personnes intéressées pourront en prendre connaissance.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, les dossiers soumis à enquête comporteront une étude d'impact.

D'autre part, M. le commissaire enquêteur recevra en personne les observations du public les 3 derniers jours de l'enquête, soit le mardi 29, le mercredi 30 et le jeudi 31 octobre 1985, de 8 h à 11 h 45, à la mairie de Saint-Eloi.

Nevers, le 16 septembre 1985.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT

BANQUE
NATIONALE
DE PARIS

LA BNP EMET UN EMPRUNT SUBORDONNÉ A DUREE INDETERMINEE AVEC BONS DE SOUSCRIPTION D'OBLIGATIONS

LE TITRE SUBORDONNÉ A DUREE INDETERMINEE

MONTANT DE L'ÉMISSION
F. 2 milliards

PRIX D'ÉMISSION
Le prix est F.5.000 par titre

JOISSANCE, RÈGLEMENT
7 octobre 1985.

REMUNÉRATION
Payable le 7 octobre de chaque année avec faculté de report éventuel par le Conseil d'Administration. Le taux d'intérêt annuel sera égal à la moyenne :

arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts garantis par l'État et admis, diminuée de 0,25 %.

REMBOURSEMENT
Les titres ne sont remboursables qu'en cas de liquidation de la Société à un prix égal au pair.

RACHATS
Possibles en Bourse à toute époque et par tous moyens, pour assurer le bon fonctionnement du marché.

LE BON DE SOUSCRIPTION A UNE OBLIGATION

A chaque titre subordonné à durée indéterminée est attaché un bon de souscription. Chaque bon donne le droit de souscrire à une obligation, remboursable en 1985.

du 14/02/86 ou 14/03/86
OBLIGATION
A TAUX VARIABLE
Marge TMO - 0,30 %

du 25/08/86 ou 25/09/86
OBLIGATION
A TAUX FIXE
Taux actuariel 11 %

du 25/08/87 ou 25/09/87
OBLIGATION
A TAUX FIXE
Taux actuariel 10,5 %

Le bon de souscription est valable jusqu'au 12 septembre 1985. Une notice d'information est mise à la disposition du public.

Les titres subordonnés à durée indéterminée et les bons de souscription ainsi que les obligations à pourvoir de l'emprunt des bons, seront déposés à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

SALEAU 105-25 - Vite 0087 05 - 270 en date du 12 septembre 1985.

général de la BNP.

BNP, la banque est notre métier

POUR UNE FRANCE QUI GAGNE.

Septembre 1985

EMPRUNT D'ÉTAT

Deux formules

TAUX FIXE

9,90 %

Taux actuariel : 10,61 %

Prix d'émission : 96 %

Durée : 9 ans

TAUX RÉVISABLE

Taux la première année : 9,90 %

Prix d'émission : 96,90 %

Durée : 13 ans

- Paiement annuel des intérêts.
- Remboursement au pair, coupure : 2000 francs
- Titres cotés en bourse.
- Abattement fiscal de 5000 francs.

Souscrivez dans les établissements bancaires et financiers, auprès des comptables du Trésor et des PTT, ou à vos autres guichets habituels.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

AUJOURD'HUI

هكذا من الأصل

Le Monde

LA DÉMISSION DE M. HERNU ET LE LIMOGEAGE DE L'AMIRAL LACOSTE

M. Fabius confiera au nouveau ministre de la défense la poursuite de l'enquête sur les activités de la DGSE

L'hôtel Matignon a rendu public, vendredi 20 septembre, peu avant 13 h 30, le texte de la lettre suivante adressée le jour même par le premier ministre à M. François Mitterrand :

« Monsieur le président de la République,

Dans l'affaire de l'attentat contre le Rainbow Warrior, j'ai toujours considéré qu'une exigence devait conduire le gouvernement français : la recherche de la vérité. C'est pour établir cette vérité que j'ai chargé, avec votre accord, le 8 août dernier, M. le conseiller d'Etat Tricot de mener une enquête. C'est en fonction de la même exigence que, le 27 août, après la publication du rapport de M. Tricot, j'ai immédiatement

demandé au ministre de la défense de poursuivre sans délai ses investigations en même temps qu'il procéderait à un examen attentif des carences de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), pour qu'il y soit remédié.

« C'est toujours pour rechercher la vérité que le 17 septembre, dès la publication d'informations nouvelles à propos de l'implication des services français, j'ai demandé, après vous en avoir rendu compte, au ministre de la défense d'informer les responsables cités dans ces articles à lui indiquer par écrit s'ils avaient donné une instruction ou reçu une information relativement à la préparation de l'attentat contre le Rainbow Warrior.

Les généraux Lacaze et Saulnier ont clairement indiqué que non.

L'amiral Lacoste, directeur de la DGSE, a indiqué qu'il n'avait rien à ajouter aux déclarations qu'il avait faites à M. Tricot.

« Le ministre de la défense a demandé alors au directeur de la DGSE s'il était en mesure de répondre précisément et par écrit aux questions suivantes : y avait-il une autre équipe ou d'autres agents de la DGSE en Nouvelle-Zélande ? Les initiales telles qu'elles figurent dans certains articles de presse correspondent-elles à celles d'agents de son service ? L'amiral Lacoste a refusé de répondre au ministre de la défense, en invoquant sa conception de ses devoirs.

« Il est évidemment impossible d'accepter une telle situation. C'est pourquoi, répondant à votre lettre du 19 septembre, je vous propose

de mettre fin immédiatement aux fonctions de l'amiral Lacoste.

« D'autre part, j'ai reçu ce matin le ministre de la défense, M. Hornu, qui a toujours montré au sens très élevé de ses fonctions, a estimé qu'il convenait qu'il présente sa démission. Je vous propose de l'accepter. Son successeur devra poursuivre les investigations et aboutir dans les jours qui viennent.

« Monsieur le Président de la République, il est clair enfin que cette affaire ne saurait entamer la confiance que la nation et le gouvernement portent à l'armée française.

« Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à ma profonde considération.

LAURENT FABIUS.

DANS « L'UNITÉ »

M. Estier : la situation semble avoir échappé au ministre de la défense

M. Claude Estier, directeur de l'Unité, qui réclame, dans le numéro du 20 septembre de l'hebdomadaire du PS, « la vérité, toute la vérité, rien que la vérité... et vite ! », s'est félicité, vendredi 20 septembre, sur Europe 1, de la lettre adressée par M. Mitterrand à M. Fabius. M. Estier a précisé : « Je sais depuis plusieurs semaines que le président de la République veut savoir la vérité dans cette affaire (...). Je crois qu'il est établi maintenant qu'il n'était pas informé avant que l'opération ait lieu de ce qui allait se passer et, dès qu'il a été informé, il n'a cessé de vouloir la vérité. »

« A propos des changements de personnes réclamés par M. Mitterrand, M. Estier a souligné : « Il y a un certain nombre de responsables (...) circonscrites essentiellement au niveau de la DGSE et c'est là que des sanctions doivent être prises (...). L'opération est bien partie de la DGSE. Je suis tout à fait convaincu (...) que le ministre de la défense n'a jamais donné un ordre aussi aberrant, aussi stupide, aussi criminel que de détruire le Rainbow Warrior. Mais à partir d'une mission de renseignement, qui était confiée à la DGSE, il est évident qu'on a été beaucoup plus loin. Il y avait d'autres personnes que celles qui ont été repérées. Soit on a désobéi à ses ordres, soit on lui a menti. »

« Après la réforme de la DGSE de 1981-1982, il est passé des gens qui ont agi d'une façon qui n'est pas conforme à la politique du gouvernement. Des ordres ont été donnés ailleurs que du cabinet du ministre. Cela a créé une situation qui semble avoir échappé pendant au moins un temps au ministre de la défense. »

Le PCF accuse SOS-Racisme d'être « un instrument du PS et d'une partie de la droite »

Le bureau politique du Parti communiste a rendu public, le jeudi 19 septembre, une déclaration condamnant les manifestations prévues à l'occasion de la visite de M. Mikhaïl Gorbatchev à Paris. SOS-Racisme avait interrogé le PCF sur son éventuelle participation à une manifestation organisée, le 29 septembre, sous l'égide du CRIF (Conseil représentatif des organisations juives de France) pour protester contre la situation des juifs en Union soviétique.

« En adoptant une position aussi ouvertement partisane, aussi contraire aux intérêts de la lutte contre le racisme, les dirigeants de SOS-Racisme abissent d'un objectif directement politique, déclare le bureau politique. Créé avec une ambition générale, ce mouvement dirigé conjointement par Harlem Désir, qui se présente comme un futur candidat du Parti communiste aux élections législatives, et par les maires de Paris Bernard-Henri Lévy et Marek Halter, se comporte désormais comme un simple instrument du Parti communiste et d'une partie de la droite. »

Le bureau politique indique que le PCF « ne participera à aucune manifestation dirigée contre l'Union soviétique à l'occasion de la venue de Mikhaïl Gorbatchev en France ». Il reproche au premier ministre d'avoir, « par avance, donné son aval, devant des millions de témoins, à ces manifestations, et aux moyens d'information de « donner une image repoussante de la réalité soviétique et de l'action [des] dirigeants [de l'URSS] ». « Tout indique, déclare-t-il, ainsi, que le pouvoir soviétique au plus haut niveau et la droite réactionnaire font tout pour créer un climat exalté à l'encontre de l'Union soviétique et de son principal dirigeant. »

Pour le bureau politique, « en cette année du quarantième anniversaire de la victoire sur le fascisme, les communistes ne sauraient oublier que le peuple soviétique a perdu vingt millions de siens dans la lutte pour éradiquer la barbarie nazie, alors que la grande bourgeoisie française et ses politiciens, eux, collaboraient avec l'hitlérisme et livraient les juifs aux fours crématoires. »

Sur le vif

La piscine et le bocal

Vous avez vu dans le Monde d'hier ce message : Monsieur le président de la République est prié de rappeler d'urgence le 578-61-81. Je me suis penché de le faire à sa place. Il a peut-être téléphoné de son côté, notez. Et quand je dis peut-être... Sûrement. Il a besoin de conseils, cet homme. Il se sent seul, c'est vrai, personne ne lui raconte jamais rien. Ils ont peur de le fatiguer ou de l'énerver ou de l'inquiéter ou de le fâcher.

Tandis que là, au bout du fil, il y a un gars très gentil, très chaleureux, un peu moralisateur sur les bords, mais très chouette. Il lui dit, moi c'est ce que j'ai compris, je peux me tromper, c'est très long et j'ai une seule chose à dire, il lui dit : allez, faut pas vous décourager, c'est très bien la politique sociale de la France. Envoyer des chartes entières d'agents secrets passer leurs vacances en Nouvelle-Zélande, c'est super. La gauche se doit de garder intactes les grandes et vieilles traditions du Front populaire. Et puis, pour la

planche à voile, la piscine c'est pas tellement indiqué.

A propos de piscine, vous êtes le roi, la monarchie, c'est la Constitution qui veut ça. Vous vivez dans un bocal. Vous êtes condamné à la transparence. Vous devez non seulement exposer mais enseigner la vérité. Méfiez-vous de vos proches. Attention danger ! Je ne sais pas à quoi il faisait allusion, ce directeur de conscience, mais il avait l'air d'en savoir long.

Ce matin, au journal, on se demandait qui c'était. On m'a chargé de me renseigner. J'ai regardé du côté de SOS-Amitié, c'est pas eux, l'archevêché ? Mgr Lustiger n'est pas là en ce moment. Fabius, c'est bien son genre un peu curé, mais non, ils ont une ligne directe. Voyons, réfléchissons... Qui a intérêt à ce que le président tienne le coup jusqu'en 1999 ? Moi, à part Mitterrand, je ne vois que Giscard ou Chirac.

CLAUDE SARRIAUTE.

Vive la presse !

Le rôle de la presse dans la recherche de la vérité est une fois de plus déterminant. M. Mitterrand lui-même la reconnaît dans sa lettre à M. Fabius, lorsqu'il écrit : « Malgré les investigations que vous avez ordonnées, il nous faut constater que la presse fait état d'éléments nouveaux. »

Les journaux, qui, dans leur quasi-unanimité, n'ont jamais mis en doute la véracité des informations publiées par le Monde puis par d'autres organes comme le Canard enchaîné ou l'Express, se félicitent de cette fonction.

M. Alain Peyrefitte dans le Figaro constate que des journalistes « réussissent à dégarer des informations que ni le gouvernement, ni l'enquêteur solennellement désigné par lui, ni ses services spécialisés n'ont été en mesure de lui fournir ». Et Gérard Dupuy dans Libération assure : « Pour se tenir informé, le chef

de l'Etat (et des armées) en est réduit à faire comme tout un chacun : à lire la presse. »

Philippe Tesson dans le Quotidien s'exclame lui aussi : « Heureusement il y a les journaux pour l'informer ! »

M. Claude Estier, député socialiste de Paris, a reconnu à Europe 1 que « la presse faisait son devoir en cherchant la vérité et qu'elle aura certainement contribué à la faire éclater. » Quant au Parisien libéré, il assure : « François Mitterrand se fâche : il en a assez d'apprendre par la presse ce qui se passe dans les services secrets français. » Les rares fausses notes, comme celles de Frédéric Grondel à Europe 1, jeudi 19 septembre, n'ont eu guère d'écho dans ce concert reconnaissant la bien-fondée et l'utilité des investigations journalistiques.

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100.3 MHz)
à Bordeaux (101.2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94.8)

VENREDI 20 SEPTEMBRE

Jérôme Savary

sera face au « Monde »

avec COLETTE GODARD

et CHRISTIAN VILLAIN

LUNDI 23 SEPTEMBRE

Aidé « le Monde »

TV : en attendant les nouvelles chaînes comment vont les vieilles ?

Une émission animée par FRANÇOIS KOCH

LES AFFAIRES DE L'ÉTÉ

prolongation jusqu'au 30 septembre

BIBLIOTHÈQUES, Merisier, Chêne

Louis XIV, XV, XVI, Directoire, L. Philippe

LE MEUBLE RÉGIONAL RUSTIQUE

Noyer de France, Chêne, Menuisier

SALONS CUR et STYLE

Tout est réalisé d'après des documents

anciens en toutes dimensions

dans les laques et peintures anciennes

et toujours

une

collection de 75 de repos

de commodités

et de secrets...

80-82, Fg St Antoine - 343.65.58

M. PIERRE MAUROY

invité du « Grand Jury

RTL-le Monde »

M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 22 septembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le maire de Lille, qui anime un courant au sein du Parti socialiste, répondra aux questions d'André Passerou et d'Alain Rollat, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Gilles Leclerc, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

Le Monde Infos Spectacles

sur Minitel

615.91.77 + ISLM

Créatifs, jeunes,

sophistiqués,

raffinés, nouveaux...

une infinité de

"tissus-prodiges"

RODIN

TISSUS

"COUTURE"

L'originalité et

l'esprit de la mode

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LATREILLE

SPECIALISTE DES PEAU VÊTEMENT

Quinzaine de la Jupe

du 14 au 28 septembre

62 rue St André-des-Arts 6^e

Tél. 399 44 10

PARKING AUTOMATÉ À RÉS. RABOUX

A B C D F G H

Les meilleures marques

TRECA

EPEDA

SIMMONS

PIRELLI

Les meilleurs prix

CAPÉLOU

37, Avenue de la République

75011 PARIS Tél. 357.46.35

Métro : PARMENTIER

du 14 au 30 septembre

NICOLL

La tradition anglaise du vêtement

vous offre

COSTUME 2350^F

à vos mesures

NICOLL

à Paris

29 rue Tronchet

depuis 1820

DU 1^{ER} JANVIER

AU 31 DÉCEMBRE

COMPAREZ

L'ÉCART DES PRIX

AFFICHÉS

EN PERMANENCE

CHEZ SÉGALOT

12355^F

CHEZ SÉGALOT

GUERMONPREZ

Compas Cœur fleur

3 places, cuir plein

fleur chah (l'œuvre)

sculpture et peinture

commandable

Les Boutiques

SÉGALOT

LITERIE

SALONS

MEUBLES

ELEMENTS

RANGEMENTS

Tél. 539.22.15

1500 M² D'EXPOSITION

52, AV. DU

GAL-LECLERC

PARIS 14^e

DU MARDI

AU SAMEDI

10 H à 19 H

Les gisements de l'Ogooué

Le tourisme gabonais à l'heure de Lambaréné.



S'il savait ! le « grand docteur blanc » de Lambaréné se retournerait dans sa tombe. Albert Schweitzer ne voudrait pas le croire et peut-être même trouverait-il légèrement inconvenant que, vingt ans après sa mort, le 4 septembre 1965, à vingt-trois heures, le Gabon se mette, à son tour, à traquer les touristes pour leur faire goûter les charmes de l'Afrique équatoriale. Lambaréné ! Ce fut pour lui, à partir de 1913, une terre d'apostolat, une contrée à la chaleur humide et étouffante, une région où toute mission médicale prenait un sens.

Le travail ne manquait pas. Il fallait soigner et encore soigner. Passer les plaies, ouvrir les abcès, extirper les tumeurs. « J'avais à traiter principalement le paludisme, la lèpre, la maladie du sommeil, la dysenterie, le frambœsia et les ulcères phagédéniques. Je fus surpris du nombre de cas de pneumonie et d'affections cardiaques. En urologie, il y avait aussi fort à faire. En chirurgie, les hernies et les tumeurs éphémériques étaient les maux les plus fréquents », put-il écrire, au soir de sa vie, comme il est assez joliment convenu de dire, dans un livre de Mémoires, *Ma vie et ma pensée* (éditions Albin Michel). Voulez-vous d'autres

détails ? Le Gabon était une mauvaise terre à moustiques. Des terribles. Porteurs de tous les maux.

Une génération est passée. Le Gabon a basculé dans une richesse confortable comparée à la misère de tant de pays africains. Les devises de l'or noir, exploitées par ELF-Gabon, donnent quelques moyens à un pays grand comme la moitié de la France et sous-peuplé (moins d'un million d'habitants). Alors, le Gabon, qui songe déjà à l'après-pétrole, entend se lancer dans le tourisme.

Lieu du gisement ? Lambaréné. Lambaréné avec, entre autres, la visite incontournable de l'hôpital Schweitzer, conservé intact sur la rive droite du grand fleuve Ogooué. Une visite émouvante tant les lieux semblent encore habités par le « bon docteur ». Il n'en coûte plus, aujourd'hui, pour arriver sur le seuil de sa maison, qu'une heure trente d'avion ou trois-quatre heures de route dont la dernière sur piste à partir de Libreville. Une paille, songe-t-on, en imaginant Albert Schweitzer, le casque colonial blanc posé sur le crâne, remontant l'Ogooué lentement, prenant le temps d'admirer les rives de ce fleuve large et puissant et la forêt dense, compacte, s'élevant pile en bordure de berge.

Bâtie sur pilotis, la longue maison en bois d'Albert Schweitzer, recouverte d'un toit en tôle ondulée, vous attend. Et avec elle une vie de mission en Afrique noire que peuvent encore raconter certaines personnes qui furent proches du prix Nobel de la paix. Maria Legendijk, sage-femme et anesthésiste, qui débarqua à Lambaréné en 1938, ouvre les portes, vous guide avec une extraordinaire gentillesse à travers la chambre au parquet religieux, le cabinet d'entretien, le cabinet de travail, la bibliothèque.

Petites pirogues

Pas un objet ne semble avoir été déplacé : le plumier, les livres, les cahiers et les dossiers, les fioles et le microscope qui permit les premiers travaux sur la lèpre, tout est là. Et l'on balaye soudain toutes les critiques qui ont pu être faites sur le compte de Schweitzer, coupable, selon quelques procureurs, d'avoir négligé les médicaments qui lui parvenaient du monde entier, coupable d'avoir le paternalisme dur et austère. On balaye tout cela parce que l'on se dit que ce pasteur, même s'il ne fut pas le seul à s'aventurer, au début du siècle, en Afrique centrale, pour la bonne cause, le fit, avec courage et abnégation, dans

un temps où les Blancs ne pouvaient se réfugier le soir, pour souffler, dans un hôtel climatisé.

Nuance très appréciable, les touristes peuvent désormais faire halte dans un très bel hôtel géré par Sofitel. Sur un seul niveau, cette résidence qui se fonde dans le paysage, face à l'hôpital Schweitzer, a été conçue pour permettre de rayonner dans la région du Moyen-Ogooué. Un tourisme qui n'a plus rien d'aventureux et permet, à bord de petites pirogues motorisées, de remonter le fleuve pour visiter les lacs Onangu et Oguémoué. Au fil de l'Ogooué, l'Afrique équatoriale offre sa forêt, piquée de temps à autre de modestes villages de cases devant lesquels s'arrêtent une fois par semaine – et plus, si nécessaire – des embarcations ployant sous les caisses de Régab, la bière locale brassée à Port-Gentil.

Mais la vie villageoise est comme absorbée par la végétation. Et le visiteur à l'impression d'être seul face au fleuve, aux aigles pêcheurs qui le survolent et aux pélicans qui l'observent, l'air piqué. De même qu'il a l'impression que le restaurant rustique et les bungalows tenus par Catherine et Christian Allié, au bord du lac d'Evaro, l'attendent exclusivement pour apprécier, accompagné

de papayes douces et de bananes plantains, le capitaine qui vient d'être pris dans les filets.

S'il y a un gisement touristique au Gabon, il est là et pas ailleurs. Autour de Lambaréné et de ses lacs qui servent encore, avec la forêt, de milieu protecteur à bon nombre d'animaux sauvages comme les hippopotames, les éléphants de forêt, les antilopes et les singes. Sofitel et Oka Voyage, qui viennent d'imaginer un séjour d'une semaine au Gabon comprenant deux jours dans la région de Lambaréné, ont senti, sans l'exploiter à fond, cette possibilité. Conscients qu'en Afrique équatoriale les projets se doivent d'être modestes.

Rien n'empêche cependant de rêver. Paul de La Panouse, créateur du parc animalier de Thoiry en France, et François Blanc, architecte, ont le projet grandiose de créer un parc national couvrant 320 000 hectares dans cette région. Il s'agit, *primo*, de « renverser la vapeur pour la faune et la flore », dit François Blanc, c'est-à-dire de repeupler cette immense réserve en lamantins, antilopes, gazelles et buffles, en chimpanzés, gorilles et crocodiles ; *secundo*, et très vite si l'on en croit les deux associés (fin 1987), de proposer des croisières fluviales sur l'Ogooué et les lacs.

Les touristes découvriront à bord de bateaux-hôtels comprenant quarante-deux chambres doubles climatisées la forêt équatoriale et ses animaux. « Pour la première fois », indique Paul de La Panouse, « on pourra voir et observer la faune de la forêt équatoriale grâce à quelques bandes de savane naturelle ». Cette « zone de vision » couvrira 10 kilomètres carrés.

Tertio, ce projet touristique, auquel le président de la République gabonaise, M. Omar Bongo, tiendrait beaucoup, comporte un volet élevage. Objectif : créer des fermes destinées à la reproduction des animaux de manière à pouvoir commercialiser la « viande de brousse » qu'apprécient particulièrement les Africains. Le projet est séduisant. Démonstré peut-être. A la mesure, en tout cas, d'une nature rebelle, parfois somptueuse.

LAURENT GRELSAMER.

● Oka voyage propose un circuit au Gabon d'une semaine, du samedi au samedi, pour 13 300 F. Le voyage comprend notamment trois nuits à Lambaréné, et deux nuits à la pointe Denis, qui offre une très belle plage, dans des hôtels Sofitel. Oka voyage, B.P. 3330 Libreville. – Tél. : (19-241) 76-09-99.

LIRE

2-3. PÊCHE

Les nouveaux appâts.

4. VOIE

La sagesse sur l'Atlantique

5-6. RADIO-TV

11. GASTRONOMIE

Le champagne en vedette

Supplément au numéro 12 642
Ne peut être vendu séparément.
Samedi 21 septembre 1985.

A la rencontre du brochet

Les finesses de la pêche au « mort manié »

ALAIN TRAYSSAC, trente-six ans, court depuis trois décennies les rivières et les lacs du Cantal. Infirmer la nuit, pêcheur le jour... « A l'âge de neuf ans, j'étais déjà un acharné, expliquait-il. Plus tard, j'ai même pratiqué parfois l'école buissonnière. » Ce discret écologiste de terrain se fait guide à ses heures de loisir. Il assure des stages dans le cadre de l'Ecole française de pêche. Si, à une époque, il était tenté « bêtement » de garder ses secrets, il partage aujourd'hui sans réserve son savoir en matière de « pêche au mort manié », une technique qu'il pratique depuis dix-sept ans, à la recherche du brochet, du sandre et de la perche, carnassiers de deuxième catégorie.

Au petit matin, sur la retenue d'eau de Saint-Etienne-Cantalès, la leçon commence par une définition : « On dit manié à cause du travail permanent du poignet sur la canne, afin que le poisson mort placé à l'hameçon

prenne l'apparence d'un poisson vivant et malade, proie privilégiée des carnassiers. » Alain Trayssac prévient qu'on ne s'ennuiera pas : « Toute forme de pêche a son charme. Celle-ci convient à ceux qui aiment le mouvement, l'action. On ne risque pas de ruminer comme dans une pêche au posé, statique. Ici, on n'attend pas le poisson. On part à sa rencontre. En termes de sensations, en particulier au ferrage, le mort manié se rapproche de la pêche à la cuillère en rivière. Il est clair qu'on ne peut pratiquer cette technique sans formation. Elle comprend trop de paramètres précis. »

C'est bien ce qu'Alain Trayssac propose d'acquiescer en trois journées, de préférence au printemps et à l'automne, mais aussi en été et en hiver (frileux s'abstenir !).

LIBERT TARRAGO.

(Lire la suite page 111.)

EXPLORATOR EXPEDITIONS



POUR QUE L'EVASION DEVienne DECOUVERTE

Gréland, Sahara, Nubie, Ecosse, Katmandu, Yémen, Chine, Népal, Pérou, Patagonie...
Brochure sur demande à :
EXPLORATOR
16, place de la Madeleine
75008 Paris
Tél. (1) 266.86.24

SEGALOT

Nouveaux appâts

Pour que le poisson morde à l'hameçon.

Le quatrième Salon de la pêche de loisir ne présente, apparemment, aucune innovation révolutionnaire. On y retrouve à peu près les mêmes stands et des produits très voisins des collections 1984. Mais si on examine les choses d'un peu plus près, on constate que cette stabilité apparente masque une évolution profonde, voire une petite révolution.

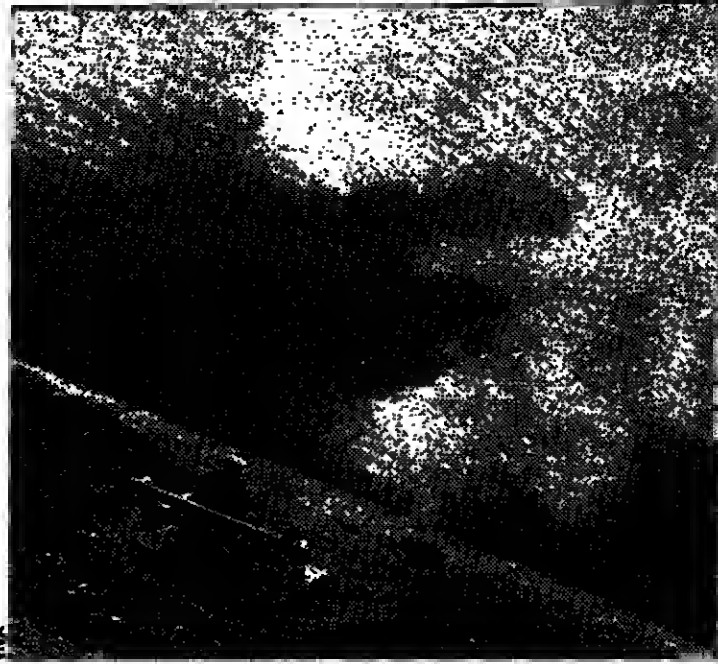
En premier lieu, on assiste non sans étonnement à une redécouverte de l'hameçon, un accessoire qui, dans sa forme actuelle (palette, hampe, courbure, pointe et arillon), existe pourtant depuis des millénaires : le musée d'Athènes expose ainsi de vénérables spécimens en bronze, de plus de trois mille ans, mais d'une forme tout à fait actuelle.

Depuis une vingtaine d'années, on s'est rendu compte que, contrairement à une idée reçue, le poisson attiré par l'appât présenté n'était guère effrayé par la grosseur du fil utilisé mais que, en revanche, la masse métallique de l'hameçon agissait comme un remarquable repoussoir. Ainsi a-t-on vu apparaître des hameçons de plus en plus petits et, surtout, de plus en plus fins. Comme parallèlement la qualité des fils (ou fibres synthétiques, bien entendu) progressait régulièrement, surtout pour les très faibles diamètres (huit ou dix centièmes de millimètre), les hameçons s'ouvraient ou cassaient de plus en plus souvent au bout d'un fil

intact. Les aciers traditionnels (fer + carbone) ne suffisent plus, se posait un problème technologique... de pointe s'il en est !

Les Japonais l'ont apparemment résolu, en mettant au point des hameçons à très haute teneur en carbone, qui ne répondent donc plus à la stricte définition des aciers. Beaucoup plus résistants, inusables, ils sont affûtés, une fois pour toutes, par micro-projections d'acide. On pourra ainsi voir au SAPEL les hameçons Kamatsu. Une autre marque, Daiichi, japonaise elle aussi, propose des produits comparables, mais qui s'arriveront en France que dans quelques semaines.

Kamatsu et le français Mustad présentent également une autre nouveauté, qui pourrait bien résoudre la vieille querelle entre partisans des hameçons avec ou sans arillon, cette petite pointe inversée qui empêche le poisson de se décrocher. Avec arillon, la pêche est plus sûre, mais l'hameçon plus gros. Sans arillon, l'efficacité est théoriquement supérieure mais elle nécessite une main de bronze afin d'éviter le moindre relâchement synonyme de ratage. La solution pourrait donc bien être le tout nouveau « micro-arillon », dont l'avenir dira s'il réunit les avantages respectifs des deux options actuelles. Les autres nouveautés sont également discrètes et séduisantes, à l'image du constructeur Mitchell, qui renforce le mécanisme intérieur de ses moulinets sans modifier leur apparence.



En fait, plus que de la haute technologie, la pêche reste traditionnellement le domaine de l'astuce. Par exemple cette boîte Clip-Clap que l'on peut ouvrir ou fermer d'une seule main. On appuie au centre du couvercle, elle s'ouvre : sur les bords, elle se ferme. A noter que le fabricant la commercialise en rouge vif ! Une audace dont pourraient s'inspirer d'autres fabricants d'accessoires qui s'obstinent à peindre aux couleurs du paysage des objets que le poisson n'aperçoit jamais (ou trop tard), mais que le pêcheur, lui, passe des heures à rechercher dans l'herbe ou le sable.

Autre innovation, l'apparition de flotteurs pour la pêche des carnassiers aux leurres artificiels. Jusqu'à présent, quand on ramenait un leurre, on ne contrôlait pas très bien la profondeur à laquelle il évoluait. Ce sera désormais possible grâce aux flotteurs Rodier, de Curesau. Une tige souple gainée de plastique et un ressort à l'autre extrémité permettant de les monter et de les démonter à volonté, sans toucher au reste de la ligne. Surtout destinés à régulariser la

nage des trawls, ces leurres souples, apparus l'an passé, utilisent une matière plastique d'apparence gélatineuse qui leur donne une agilité erratique propre à séduire les carnassiers les plus repus. Le grand fabricant de leurres Mepps a conjugué leur souplesse et leur résistance à la Luxor Twist et la Comet-Twist. Ces leurres de grande taille sont surtout destinés au brochet. Tous deux sont équipés d'un hameçon anti-herbe qui permet de s'approcher beaucoup plus près des abris du poisson, sans s'y arrêter définitivement !

Toujours pour le brochet, le même fabricant étouffe la gamme de ses cuillères GV, à géométrie variable comme les avions de chasse, ce qui permet de modifier leur nage selon les circonstances. Une GV de très grande taille (11 grammes) est destinée à la pêche en lac profond. Le leurre souple accueille un petit nouveau : le Mepps Mino, dont la queue est traitée avec un produit recouvert pour masquer encore mieux l'hameçon.

A défaut de vraie nouveauté, le constructeur de paniers-sièges Site entend profiter du SAPEL pour mieux faire connaître son porte-canne pliant, sorti en cours d'année, aussi simple que pratique et qui jusqu'à présent avait surtout bénéficié du bouche à oreille. Ce Pose-Express s'adapte sur tous les paniers-sièges, même ceux d'autres marques que celle qui le produit, ce qui dénote une bonne démarche commerciale.

Au-delà du commerce spécialisé, l'impact économique de la pêche se confirme avec la participation accrue des offices de tourisme au Salon. La route avait été ouverte par le Limousin (Corrèze, Creuse, Haute-Vienne), première région à avoir joint cette carte spécialisée. Depuis, bien d'autres ont suivi, soit en proposant des séjours ou des stages, soit d'une manière plus générale, en faisant connaître leurs ressources halieutiques. Le pêcheur présente en effet des attraits majeurs pour les responsables du tourisme, notamment par son caractère « hors saison ». Juillet et août étant les deux plus mauvais mois pour la pêche, les pêcheurs se déplacent surtout, selon les régions, de mars à juin et de septembre à novembre, époques auxquelles les installations d'accueil ou d'hébergement tournent au ralenti. Ils constituent donc une clientèle potentielle des plus recherchées. Dans toute la France, quarante-cinq départements proposent aujourd'hui des stages d'initiation ou de perfectionnement, pour jeunes ou pour adultes.

Juste retour des choses, voilà le pêcheur appâté à son tour, cible privilégiée, objet de toutes les séductions. De la part de ses partenaires traditionnels, les fabricants d'accessoires, qui n'hésitent pas à faire appel aux technologies les plus sophistiquées, mais aussi de la part des instances touristiques et autres collectivités locales, qui réalisent que deux mois par an ne suffisent pas toujours à rentabiliser certaines installations de loisirs nautiques.

MICHEL DROUHOLLE

Au sec...

Les vêtements proposés au SAPEL tournent autour du beige foncé et du vert chamois, en coton et mélanges de synthétiques enduits. Pas besoin de camouflage, les poissons ne réagissent qu'au bruit des pas dans l'eau. Les ensembles se distinguent par leur imperméabilité : waders à bretelles et blousons courts pour la mouche en rivière, poches multiples pour tous, comme les coiffures, allant du bob au chapeau irlandais sur lequel on peut piquer quelques mouches. L'importance des poches d'accès facile est telle dans ce sport qu'au concours d'inventeurs du Salon, M. Didier Guiraud de Gènerac (Gard) propose un système de poches à coiffes s'adaptant aux vests ou pantalons.

Au gré des stands, Barbour complète sa garde-robe de tenues imperméables d'un chapeau Sherlock Holmes en tweed, à oreilles. Louis Bortolin propose une gamme importante, dont des cuissardes, combinaisons et pantalons. Monchaux-Winders déclina toute la panoplie à partir de la chemise et du gilet, tout comme Valsport. Daniel Bédie taille en toile de coton doublée un blouson à 14 poches aux dimensions des boîtes à mouches, à leurres, et accessoires, sans oublier les lunettes, dégorgeoirs, etc.

Hubert Lachaine, fabricant-importateur, ajoute au matériel des waders Fjord en polyester 500 deniers à grain, façon cuir, montés sur bottes à double semelle, bien crantées. Les bretelles sont réglables avec attaches de plastique. Des cuissardes recouvrent les mêmes caractéristiques, tandis qu'un modèle de waders de poche (350 g.), à glisser dans la ceinture, se met avec une paire de tennies. Le Chameau offre bottes et cuissardes, doublées de cuir, à semelles de crêpe naturel.

N.M.S.

PRATIQUE

Le Salon de la pêche de loisir (SAPEL) se tient au Parc des expositions (stand 4), porte de Versailles, à Paris. Il est ouvert au public le vendredi 20, de 16 heures à 20 heures, et les samedis 21 et dimanche 22, de 9 heures à 19 heures. Prix d'entrée : 32 F, et 20 F pour les enfants de sept à douze ans et les groupes.

Il sera strictement réservé aux

professionnels les lundi 23 et mardi 24, de 9 heures à 18 heures. Prix d'entrée : 45 F pour toute la durée du Salon.

Sur près de 8 000 m² d'exposition, le SAPEL 85 réunit quel que cent cinquante exposants directs, représentant près de trois cents sociétés. Plusieurs comités de tourisme et agences de voyages y proposent une gamme de produits touristiques.

RÉSIDENCES

CAMPAGNE MER MONTAGNE

WEEK-END RELAY
DOMAINE DE SEILLAC
Tél. 54-20-72-11

Maisonnette dans un parc de 24 ha, tennis, pêche élan, piscine et les châteaux de la Loire.
Spécial WEEK-END 600 F du samedi pour dîner au dimanche après déjeuner (pour 2 personnes).

COTE D'AZUR
Pav. 600 m², PETITS STUDIOS
Park. Psc. 2 pers. 1490 F sem. Dès le 10/10 1100 F sem. 2 sem. 1715 F, 4 sem. 2770 F (cf. vac. scd.). Prom. du 5/11 au 15/12 - 10 %, du 4 au 25/1 - 5 %.
ROUSSEAU
152, boulevard Kennedy, 06000 ANTIBES
Tél. (93) 61-66-36.

COTE D'AZUR
Littoral VAR ou Arrière-Pays.
Choix permanent VIAGERS libres ou occupés pour ts budgets. LISTING gratuit.
LA MAISON DU VIAGER
29, Bd Strasbourg - 83000 TOULON
(94) 93-54-65.
FRÉJUS sur R.V. (94) 51-44-11.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur
06500 MENTON
HOTEL-VILLA NEW-YORK 2**
« LOGIS DE FRANCE ». Ch. n confort, TV, tél., cadre romantique, parking clos, parc exotique, à 100 mètres du port et des plages. Forfait 7 jours/ nuit en 1/2 pension à partir de F. 1150. Cuis. du patron. Avenue K. Mansfield, 06500 MENTON.
Tél. : 93-35-76-69.

HOTEL DU PIN DORÉ 2**
Tél. (93) 28-31-00
Chambres et petits déjeuners
Confort et accueil républicains.
Le meilleur emplacement de Menton. Centre ville et bord de mer. Prox. du casino. Jardin paysagé. Piscine d'été. Bar. 2 salons de TV. Tél. direct. Parking.

Loire
A VENDRE EN SOLOGNE
HOTEL RESTAURANT 2**
18 chambres, s. de b. et c. de b. - w.c. Plus appart. Prix. Chambard. Circuit châteaux de la Loire. Loisirs, équestre, chasse, pêche. Prox. de la gare.
Rens. HOTEL SAINT-CYR.
Tél. (54) 87-96-51.

Provence
ROUSSILLON - 84220 GORDES
Le petit hôtel de charme du Luberon aux portes de la Haute-Provence. Sa table. Promenades. Piscine. Équitation. Tennis à 3 km. Week-ends et séjours.
MAS DE GARRIGON 2**
Tél. : (90) 75-63-22.
Accueil : Christiane RECH.

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTIQUES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-333 VENISE.
Tél. : 411-50 FENICE 1.
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse
LEYSIN (Alpes vaudoises)
1300 à 4 h 30 de Paris par T.G.V. Lausanne. L'été sur l'Alpe. Plaisirs au choix : promenade, sports, détente. Piscine. Mini-golf GRATUIT. La qualité de l'accueil suisse.
Renseignements et offres :
Office Tourisme CH-1854 LEYSIN.
Tél. : 19-41/25/34-22-44.

TOURISME
VACANCES D'AUTOMNE ET D'HIVER
AU STUBAITAL (TYROL)
Appartements de vacances pour 2 à 6 personnes, bien situés sur une petite, tranquille et ensoleillée, directement devant les pistes. Idéal pour randonnées. Fermeture Stubaï. Hoertnagl Alfred.
A-6166 Fulpmes. Tél. : 1943/5225/26-28 ou bien 22-30. Tél. : 05/3258.

Destination pour gros marlins

PETIT événement dans le monde des organisateurs de voyages : Nouvelles Frontières a inscrit à son catalogue cette année des séjours de pêche et de chasse à l'étranger. Un terrain nouveau pour l'entreprise du fondeur Jacques Maillet, qui a confié ce département difficile à Gérard Kislich, lui-même homme de pêche et de chasse. Cela suffira-t-il pour réussir dans un secteur très particulier et solidement tenu par des spécialistes implantés de longue date - tels Jet Tours ou Orcha - tant en Afrique qu'en Europe ou dans les Amériques ? Nous sommes allés à Abidjan, en Côte d'Ivoire, où se trouve le centre de pêche au marlin choisi par Nouvelles Frontières. Que faut-il pour satisfaire

des pêcheurs de tout gros ? D'abord des poissons. Ensuite un bon barreau. Enfin une organisation sans faille et un hébergement satisfaisant.

Il n'y a guère de reproche à faire à l'hébergement prévu par Gérard Kislich. Le Wafou, choisi comme base de départ pour les expéditions en mer, est un trois étoiles monté sur pilotis, dans la lagune. Les bungalows y sont climatisés, les monstres distraits, la table excellente et le personnel courtois. Piscine, tennis, permettent aux éternelles victimes que sont les femmes de pêcheurs d'attendre, avec patience, le retour des héros.

Pour le poisson, guère de reproches non plus. Certes, les vieux

pêcheurs d'ici disent que les marlins se font plus rares et que l'on est entré dans les années difficiles, mais il faut savoir que les marlins sont de grands voyageurs. Ils passent et reviennent. D'ailleurs, en trois jours, cinq grands poissons à notre ont été pris à la fin d'une saison assez fructueuse.

Preuve suffisante pour convaincre l'espoir.

Plus que l'organisation, assez bon enfant, la faille éventuelle pourrait venir du matériel disponible. Sur un séjour relativement bref, un seul des trois bateaux annoncés était susceptible de prendre le large, ce qui serait insuffisant en cas d'affluence.

Certes, le chef de centre, Jean, ne ménage pas ses efforts pour satisfaire les pêcheurs embarqués, mais que peut-il face à une pénurie de matériel ?

Le séjour en Côte d'Ivoire organisé par Nouvelles Frontières peut aussi comporter de la pêche en lagune et en rivière. C'est une heureuse initiative. Logé chez un couple d'Européens installés à Sassandra, le pêcheur vivra là de grands moments à la recherche de la perche du Nil (capitaine), en petite traine en eau courante, ou du barracuda, en lagune. Là encore, une table heureusement garnie l'attend le soir, ici sur la terrasse de la vieille maison colo-

niale perchée sur la colline avec pour vue la plage blanche qui part à l'ouest vers San-Pedro et le Libéria.

Autre atout de Nouvelles Frontières en Côte d'Ivoire, bien sûr, des tarifs qui restent, pour une expédition de ce genre, encore raisonnables. Mais cela suffira-t-il pour attirer ces pêcheurs si difficiles que sont les disciples de Hemingway ?

CLAUDE LAMOTTE

« Pêche au gros le marlin ou l'espadon, hôtel Wafou, une semaine (cinq jours de pêche), avion compris : 11 980 F, sur la base de un bateau-croisière pêcheur. Possibilité d'extension pêche en lagune ou en rivière. Renseignements : 74, rue de la Fédération, 75739 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 306-28-73.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

VIN DE CHATEAUNEUF-DU-PAPE « cuvée du Vertum »
VIN DE PAYS - VINS DE MARQUE « Mps de Brès » - « La Cantellerie » embouteillés par le récoltant
VIN DE TABLE EN CUBITAINERS
TARIF sur demande - Vente directe
Adressez-vous à DIFFONTY & Fils, propriétaire-récoltant - BP 33 84230 CHATEAUNEUF-DU-PAPE.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHES
VENTEUL 51200 SPERNAY. T. (26) 58-48-37
Vin vieux en fût. Tarif sur demande.

MERCUREY A.O.C. Vente directe
12 bouteilles 1981 : 395 F TTC franco dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél. (88) 47-13-84
Louis Mercurey, viticulteur, 71500 Mercurey.

FIN DE COLLECTIONS - A DES PRIX EXCEPTIONNELS

NOBILIS-FONTAN

Propose des papiers peints et tissus qui ne seront plus réédités

Du mardi 24 septembre au samedi 5 octobre inclus
10 h 30 à 18 h 30

38, rue Bonaparte
75006 PARIS

L'Irlande en Concorde

TROIS FORMULES POUR UN LONG WEEK-END

Une rare occasion de vivre, le 4 octobre, les sensations d'un vol exceptionnel en Concorde à un tarif exceptionnel : 4 980 F vol AR + loc. voiture : 5 590 F vol AR + hôtel : 5 590 F vol AR + circuit guidé. Retour le 6 sur la ligne régulière A.F. Aircom, 93, rue de Montcau, 75008 Paris. Tél. : 622-86-48 Ligne 1750011.

FLORENCE Palazzo Strozzi
14^e FOIRE-EXPOSITION INTERNATIONALE BIENNALE DES ANTIQUITES
21 septembre - 13 octobre 1985
Sous le patronage de l'Office du tourisme de Florence

مكتبة الامن الاسلامي

Résurrection d'une Sultane d'amour

Nuits bleutées et parfumées en images et en stéréo.

« VENDREDI dernier, au Cirque d'hiver, tout de bleu capoté, une foule élégante se pressait, attirée par une promesse de spectacle. Il s'agissait de la présentation, en grand tralala, d'un film tiré des Mille et Une Nuits, la Sultane d'amour. » Que le Tout-Paris d'aujourd'hui se rassure, il n'a pas été tenu à l'écart. L'événement se passait en 1919, et c'est en ces termes alléchants que, le 18 octobre de la même année, la revue la Cinématographie française l'annonçait. Le signataire de l'article, sous le pseudonyme « L'onvreuse du Lutetia », ajoutait : « L'effort fourni pour l'exécution de ce film dépasse de beaucoup tout ce qui a été tenté jusqu'ici en France. Pas de bluff, pas de boniment pompeux ni de préface en galimatias. Pas de théories politiques ou sociales, pas de sous-titres barbaux ou barbusants... »

C'est d'abord en noir et blanc que les « foules du samedi » découvrirent la Sultane d'amour, un film écrit et réalisé par René Le Somptier et Charles Burget pour le producteur Louis Napals, alors directeur des Films d'Art. Tournée à Nice, où s'étaient installés un certain nombre d'acteurs, de techniciens, de metteurs en scène rescapés ou réformés du front, cette œuvre exotique connut un succès immédiat. Elle offrait du rêve et chacun en voulait pour tenter d'oublier les ravages de la guerre.

Succès signifiait aussi bénéfices : Napals les utilisa pour fonder les célèbres Studios de la Victorine. Dans la foulée, et pour prolonger l'exploitation de la Sultane, il décida aussi, avec les créateurs, de mettre le film en couleurs. Il fallut deux ans pour colorier au pochoir, une à une, directement sur la pellicule, ses quelques cent mille images. Cinquante femmes y travaillèrent sans relâche. A l'automne 1923, fut ainsi présenté au public l'un des premiers longs métrages français en couleurs. C'est cette deuxième version que TF 1 propose de découvrir.

Cette programmation — à une heure, il est vrai, très tardive — est une véritable résurrection pour cette réalisation qui, à l'événement du parlant, disparut dans les oubliettes de l'histoire. Comme tant



d'autres œuvres de l'époque du muet. Un beau retour à la vie, d'autant qu'elle sera accompagnée d'un poème symphonique composé spécialement pour en soutenir l'intrigue, et que France-Musique diffusera simultanément cette illustration musicale en stéréophonie. Une réussite que l'on doit à la ténacité, à la vénération passionnée qu'Eugène Le Somptier, le neveu du réalisateur disparu il y a trente-cinq ans, voue à son oncle. « Il m'a fallu huit ans, nous a-t-il confié, dont six à essayer de convaincre, en vain, différents ministres de la culture, pour aboutir à ce que je souhaitais. » Il y est parvenu, dit-il, grâce à l'intérêt que Constantin Dorokhine, directeur adjoint des Archives du film, l'actuel ministre de la culture, France-Musique et TF 1 ont porté à son projet.

La chance aussi a joué lorsque Eugène Le Somptier a retrouvé la seule et unique copie sur la censure qui avaient été tirées à l'époque. Elle dormait à la cinémathèque de Toulouse. Ses animateurs l'avaient dénichée, par hasard, et en parfait état, dans le stock d'un forain de la région. « Je me souviens encore, dit

Eugène Le Somptier, de ma consternation lorsqu'en 1978 fut annoncée la sortie de la Sultane sur les écrans, par petits épisodes de cinq minutes remaniés et doublés. » Indigné, il a tout fait arrêter, a récupéré les six bobines en 35 mm avec la ferme volonté de projeter un jour le film dans son intégralité. C'est chose faite aujourd'hui.

Folle idée que celle de donner un accompagnement musical élaboré à un film de caractère populaire par nature ? Le résultat est là pour prouver le contraire : quatre cents pages d'orchestration écrites par Constantin Dorokhine et Jean-Pascal Gil, âgé de vingt-six ans, professeur au conservatoire Rachmaninov, arrangeur et chef d'orchestre, ont permis de donner un fond sonore honorable à la Sultane. « C'est une musique à part entière que nous avons composée », disent-ils. Des thèmes d'un « style oriental modéré » se mêlent à des phrases plus commerciales et s'accompagnent de séquences inspirées de classique et de contemporain. Initialement, prédisent les musiciens, leur composition était prévue pour orchestre et chœurs symphoniques. Ces derniers ont été remplacés par des synthétiseurs. Au total, quarante violons, vingt-cinq instruments à vent, dix percussionnistes et des pianistes interprètent le commentaire musical de ce film.

Il ne restera plus aux téléspectateurs qu'à couper le son de leur téléviseur et à installer leur équipement stéréophonique. Ils se régaleront en découvrant la légende de la princesse Daoulah, « perle de l'Orient », et du séduisant prince Mourad qui, là-bas, dans les sultans de l'Irak-Arab, ce pays imaginaire aux nuits bleutées et parfumées, s'étaient épris l'un de l'autre. Elle croyait qu'il était un simple pêcheur. Il pensait qu'elle était une danseuse. Ils se cherchaient en vain. Mais « Allah est plus savant ». Après bien des tourments, malgré les intrigues du cruel sultan Malik, ils finirent par se retrouver. De leur amour comble naquit, comme dans tous les beaux contes, un miracle que l'on se gardera bien de dévoiler.

ANITA RIND.

La Sultane de l'amour, jeudi 26 septembre, 23 h 40, TF 1 (100 mm).

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier. ■ A VOIR ■ GRAND FILM

SAMEDI 21 SEPTEMBRE

Une partie de campagne ■ ■ ■
Film français de Jean Renoir (1936), avec S. Bataille, G. Gaspard, Gabriello, J. Borel, P. Tempé (en noir et blanc).
FR 3, 23 h 05 (40 mn).

Film inachevé, devenu moyen métrage dans un montage effectué après la guerre. Méprisant et Renoir, les bords de la Merne et le trouble amoureux de la merveilleuse Sylvia Bataille. Sensualité de la nature, images où l'on retrouve toute la suggestion de la peinture impressionniste.

DIMANCHE 22 SEPTEMBRE

Le Dernier Métro ■ ■ ■
Film français de François Truffaut (1980), avec C. Deneuve, G. Depardieu, J. Poiret, H. Berrant, A. Frenay, S. Haudepin.
TF 1, 20 h 35 (135 mn).

La vie d'un théâtre parisien — dont le directeur, lui, est caché par sa femme — sous l'Occupation. Comédie permanente jouée aux collabos et à la Gestapo, rapports de l'illusion scénique et de la vérité humaine. Au-delà d'une reconstitution historique, un hommage de Truffaut au spectacle, aux acteurs et aux femmes.

Pour une nuit d'amour

Film français d'Edmond T. Gréville (1946), avec O. Joyeux, R. Blin (N.).
FR 3, 22 h 30 (100 mn).

Une jeune aristocrate de province qui a tué son amant se donne à un employé des postes pour qu'il le débarrasse du cadavre. Erotisme, érudition fulgurante pour la transposition d'une nouvelle d'Emile Zola. Film à redécouvrir.

LUNDI 23 SEPTEMBRE

Les Bons Vivants ■ ■ ■
Film français de Gilles Grangier et Georges Lautner (1965), avec B. Blier, L. Fubini (N.).
TF 1, 15 h 40 (90 mn).

Après la fermeture d'un maison close, le sort de quelques pensionnaires et de la lanterne de l'établissement. Trois sketches lourds et grivois.

Terre brûlée

Film anglais de Cornel Wilde (1970), avec N. Davenport, J. Wallace.
TF 1, 20 h 35 (85 mn).

Menaces de pollution et de famine en Grande-Bretagne, lutte d'une famille pour la survie. Acteur passé à la réalisation,

Cornel Wilde a traité cette angoissante histoire comme un western.

Les Misérables. Troisième épisode : Liberté, liberté chérie ■ ■ ■
Film français de Raymond Bernard (1933), avec H. Baur, J. Servais (N.).
FR 3, 16 h 15 (90 mn).

Toujours guetté par Javert, Jean Valjean sauve Marius, blessé sur une barricade rue Saint-Denis. L'insurrection de 1832, la fuite dans les égouts, la rédemption de l'ancien forçat. Apothéose hugolienne, cinéma romantique.

Les Grandes Gueules

Film français de Robert Enrico (1965), avec Bourvil, L. Ventura.
FR 3, 20 h 35 (125 mn).

Pour faire revivre une scierie des Vosges abandonnée, un homme embauche des condamnés de droit commun en liberté conditionnelle. Aventures, risques, bagarres, amitiés viriles. Film musical de Robert Enrico, d'après un roman de José Giovanni.

MARDI 24 SEPTEMBRE

Le Père tranquille ■ ■ ■
Film français de Noël-Noël et René Clément (1946), avec Noël-Noël, N. Alan (N.).
A 2, 20 h 35 (100 mn).

Dans une petite ville de Charente, sous l'Occupation, un quinquagénaire pantouflard dirige, secrètement, un réseau de résistance locale. L'éloge du Français moyen dans une œuvre de circonstance après la guerre (image de l'union nationale), dont on aime l'aspect incertain et psychologique.

Tchin-Tchin (Stowaway)

Film américain de William A. Seiter (1938), avec S. Temple, R. Young (N.).
FR 3, 20 h 35 (85 mn).

Une petite fille surnommée « Tchin-Tchin », dont les parents ont été tués en Chine, sert d'interprète à un riche Américain, qui apprend à veiller sur elle. Un mélange de drame et de comédie, des chants, des danses et Shirley Temple enfant prodige.

MERCREDI 25 SEPTEMBRE

C'est encore loin l'Amérique ? ■ ■ ■
Film français de Roger Coggio (1980), avec E. Huppert, R. Coggio.
A 2, 14 h (100 mn).

Les difficultés, tantôt bouffonnes, tantôt sérieuses, d'un petit juif qui veut devenir un célèbre metteur en scène de cinéma et d'une romancière en herbe, qui rêve d'être une star. Comédie originale et sympathique dans laquelle Elisabeth Huppert et Roger Coggio racontent plus ou moins leurs problèmes de création.

JEUDI 26 SEPTEMBRE

Celles qu'on n'a pas eues ■ ■ ■
Film français de Pascal Thomas (1980), avec M. Aumont, M. Galabru.
A 2, 20 h 35 (110 mn).

Dans un compartiment de chemin de fer, six hommes se racontent des aventures amoureuses dans lesquelles entre en jeu une certaine mythomanie. Humour et mélancolie pour une suite de narrations à la Sacha Guitry. Des séducteurs maladroits se confessaient.

Tonnerres lointains

Film indien de Satyajit Ray (1973), avec S. Chatterjee, Bhabha (v.o. sous-titré).
FR 3, 20 h 40 (88 mn).

1942-43, dans un village du Bengale. Un brâhmane et sa femme s'efforcent de mener une vie équilibrée, au sein d'une petite société qui, par contre-coup de la guerre lointaine, souffre de misère et de famine. D'après un roman de l'auteur qui inspire la trilogie d'Apu à Satyajit Ray. Le Bengale rural, sa pauvreté, l'obsession de la nourriture, l'égoïsme et une curieuse atmosphère de sensualité. Très beau.

VENDREDI 27 SEPTEMBRE

La Règle du jeu ■ ■ ■
Film français de Jean Renoir (1939), avec Dario, N. Gregor (N.).
A 2, 23 h 20 (95 mn).

Un aristocrate d'après une femme du monde, madame, ne respecte pas la règle du jeu qui permet à tous, maîtres et domestiques, de se voir les apparences et l'ordre social lorsque la passion se manifeste. Comédie tournant au drame, fautes, sembleraient et décadence de la classe dirigeante. Dans un décor à la veille de la guerre. Sifflé à sa sortie en 1939, interdit par la censure, le film de Renoir s'est imposé depuis comme un chef-d'œuvre essentiel.

Samedi 21 septembre	
TELEVISION FRANÇAISE 1	9.00 Bonjour la France. 9.00 Partez gagnant. 9.45 5 jours en Bourse. 10.00 Reprises : Performances (diff. le 18 septembre). 10.30 Reprise : Les trois premières minutes (diff. le 18 sept.). 11.00 Hauts de gamines. Avec Jean-Philippe Collard qui interprète au piano le concerto n° 9 de Mozart. 12.00 Tournez... manège. 13.00 Journal. 13.35 La séquence du spectateur. 14.05 Le rendez-vous des champions. 14.20 Série : Pour l'amour du risque. 15.15 Le merveilleux voyage de Nils Holgersson. 15.45 Casques et bottes de cuir. Magazine du cheval et tiré à Evry. 16.15 Temps X. Proposé par Igor et Grichka Bogdanoff. 17.05 Série : Guerre et paix. 18.05 30 millions d'amis. 18.35 Magazine auto-moto. 19.05 D'accord, pas d'accord (INC). 19.10 Jeu : Anagram. 19.40 Cocoricooboy. 20.00 Journal. 20.35 Tirage du Loto. 20.40 Au théâtre ce soir : Dom Juan ou le Festin de pierre. De Molière, mise en scène de Robert Manuel, avec A. Le Fol, J.-C. Arnaud, J.-N. Sisa. L'inattractable séducteur dans une des nombreuses versions qu'il a inspirées. 22.15 Droit de réponse : la vie quotidienne en URSS. Emission de Michel Polac. L'esprit de contradiction est une fois de plus confirmé ce soir par la présentation avant le débat d'un extrait du film Alamo Bay, de Louis Malle, et qui est un regard sur les Etats-Unis. Avec E. Limonov (l'histoire de son serviteur), P. Meney (les Mains coupées de la tige), L. Martinez, professeur de littérature russe à l'université de Provence... 0.05 Journal. 0.25 Canal tropical. En direct de la Défense. TF 1 s'associe à la fête « Nord-Sud/Salut les jeunes », qui propose toute la nuit des « tubes » de l'hémisphère Sud : Menu Di Bango, Zao, Alpha Blondy...
	8.55 Journal des sourds et des malentendants. 9.15 Gym tonie. 9.50 Reprise : Apostrophes (diff. le 20 septembre). 11.00 Le journal d'un siècle, de L. Bérriot. L'année 1919 : le traité de Versailles ; Lénine crée la III ^e Internationale. 12.00 A nous deux. 12.45 Journal. 13.25 Série : Cannon. 14.15 Superplatine. Kool and the Gangs, Louis Chédid, Sting... 14.50 Les jeux du stade. Cyclisme : grand prix des Nations (en direct de Cannes) ; rugby, voile. 17.30 Les carnets de l'aventure. Le conquérant de l'inutile : un portrait de Lionel Terray. 18.00 Révisé A 2. Le chat botté : qu'est-ce, qu'est-ce ? 18.35 Jeu : Des chiffres et des lettres. 18.55 D'accord pas d'accord (INC). 19.05 Série : Hôtel. 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Demain c'est dimanche. Emission de Gérard Louvin. Avec Johnny Hallyday, France Gall, Christophe... 21.55 Les histoires d'Ono' Willy. Ivanhoé : deuxième épisode, présenté par William Leymery. 22.25 Les enfants du rock : David Lee Roth, vidéo star. Magazine de J.-P. Dionnet et Ph. Mancure. 23.30 Journal. 23.55 L'écran devant soi. De José Maria Berzosa. José Maria Berzosa a filmé ceux qui ont la passion du cinéma : les uns sillonnent bénévolement les villages, apportant des collections de copies anciennes. Les autres ouvrent des salles de projection artisanales et conviviales ou créent des collectifs... Des interviews attachantes, des images originales et de grande qualité.
	12.15 Connexion. De l'Agence nationale pour l'emploi. 12.30 Energiquement vidéo. De l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. 13.00 Toute l'écriture sur le bout des doigts. Emission d'IBM France. 13.30 Horizon. 18.15 Liberté 3. Magazine des associations. 17.30 Emissions régionales. Programme autonome des douze régions, sauf à 18 h 55 où l'on verra sur tout le réseau « Hello, Moinéau ». 19.55 Dessin animé : Il était une fois, l'homme. 20.04 Disney Channel. Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel. La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald et, trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins animés sur les plus grands « tubes » des vingt dernières années. 21.55 Journal. 22.15 Foulletoir : Dymastie. Kryslle surprend Tracy dans son bureau, les deux femmes s'insultent. Les animés montent tous azimuts. 23.05 Cinéma : Une partie de campagne. Film de Jean Renoir. 23.45 Musiclub. Le ballet royal danois interprète une œuvre de Bournonville.
	SAMEDI 21 SEPTEMBRE ● RTL, 20 h, Série : Les deux font la paire ; 21 h, A vous de choisir : En voiture Simone, film de Roy Boulting ou Tête à claques, film de Francis Perrin ; 22 h 45, Série : Un espion modèle. ● TMC, 20 h, Série : Testament ; 21 h, Téléfilm : les Rois maudits, de Claude Barma ; 22 h 45, Le magazine de RMC ; 23 h, Horoscope ; 23 h 10, Clip n'roll. ● ETR, 20 h, Planète vivante : les océans ; 20 h 40, Foulletoir : le Sang des autres ; 22 h 15, Variétés : sourire d'été. ● TSR, 20 h 5, Série : Maguy ; 20 h 35, Série noire : Pour venger Pépère, téléfilm de Joël Séria ; 22 h 10, Journal ; 22 h 25, Sports ; 23 h 25, le Fanfaron, film de Dino Risì.

	Dimanche 22 septembre	Lundi 23 septembre	Mardi 24 septembre
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>8.00 Bonjour la France. 9.00 Émission islamique. 9.15 A Bible ouverte. 9.30 Orthodoxie. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Moesse à l'abbaye Sainte-Marie-de-la-Pierre-qui-Vire (Yonne), par le Père Pierre Tabeu. 11.45 Têti-foot 1. 12.00 Journal. 13.25 Série : Agence tous risques. 14.20 Les habits du dimanche. 15.00 Dessin animé : Alice au pays des merveilles. 15.30 Tiroir à Longchamp. 15.45 Série : Salut, champion. 16.45 Scoop à la lune. Nouvelles jolies par Catherine Baras et présentées par Thierry Ardison (voir le Monde du 18 septembre). 17.30 Animal infos Une. La Guyane «connection» : trafic de perruques ; La forêt des Vosges cancérisée ; Dinosaures : qui les a tués ? pourquoi sont-ils morts ? 18.00 Feuilleton : Dallas. 18.00 Sept sur sept. Émission de Jean Lami et Anne Sinclair. Invité : Lucien Bodard pour son nouveau roman, <i>la Chasse à l'ours</i>. 20.00 Journal, suivi d'une page spéciale pour la Fête du cinéma. 21.00 Cinéma : le Dernier métro. Film de François Truffaut. 22.55 Sports dimanche soir. Actualité du week-end. 23.45 Journal. 0.00 C'est à lire.</p>	<p>10.15 ANTOPE 1. 10.45 La Une chez vous. 11.00 Challenges 85. 11.30 Les jours heureux. 12.02 Tournez... mariage. 13.00 Journal. 13.50 Série : la Lumière des Justes. 14.45 Transcontinental. 15.55 Napires : les joules de l'information (diff. le 19 septembre). 17.10 La maison de TF 1. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Salut les petits loups. 18.30 Mini-journal pour les jeunes. 18.45 Feuilleton : Huit, ça suffit. 19.15 Jeu : Anagramme. 19.40 Émission d'expression directe. La CFTC ; la FEN. 20.00 Journal. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC). 20.35 Les grands égarés de TF 1 : le Crime de Pierre Lacroix. Fugitive partie d'un film d'après le roman de J. Labadie, adapté par J. Delannoy et S. Gaud. Avec R. Haula, M. F. Poirier, F. Ruffin (diffusé en 1983). Pierre Lacroix, ancien député, vit retiré dans la région de Bordeaux, séparé de sa femme. Une jeune fille est retrouvée assassinée et la piste de la police remonte au fils du retraité. 22.05 Série : Entre ciel et terre. Jérusalem. Réal. Claude Maura. Si parvient à côté des passions religieuses enracinées dans cette ville déjà dévastée et reconstruite quatorze fois, des hommes tentent de vivre. Déchirés ou portés par Jérusalem, ils n'échappent pas à son destin exceptionnel. 23.00 Journal. 23.20 C'est à lire.</p>	<p>10.45 ANTOPE 1. 11.15 La Une chez vous. 11.30 Les jours heureux. 12.02 Tournez... mariage. 13.00 Journal. 13.50 Série : la Lumière des Justes. 14.45 Transcontinental. 15.55 Napires : les joules de l'information (diff. le 19 septembre). 17.10 La maison de TF 1. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Salut les petits loups. 18.30 Mini-journal pour les jeunes. 18.45 Feuilleton : Huit, ça suffit. 19.15 Jeu : Anagramme. 19.40 Émission d'expression directe. La CFTC ; la FEN. 20.00 Journal. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC). 20.35 Les grands égarés de TF 1 : le Crime de Pierre Lacroix. Fugitive partie d'un film d'après le roman de J. Labadie, adapté par J. Delannoy et S. Gaud. Avec R. Haula, M. F. Poirier, F. Ruffin (diffusé en 1983). Pierre Lacroix, ancien député, vit retiré dans la région de Bordeaux, séparé de sa femme. Une jeune fille est retrouvée assassinée et la piste de la police remonte au fils du retraité. 22.05 Série : Entre ciel et terre. Jérusalem. Réal. Claude Maura. Si parvient à côté des passions religieuses enracinées dans cette ville déjà dévastée et reconstruite quatorze fois, des hommes tentent de vivre. Déchirés ou portés par Jérusalem, ils n'échappent pas à son destin exceptionnel. 23.00 Journal. 23.20 C'est à lire.</p>
ANTENNE 2 2	<p>9.30 Informations et météo. 9.35 Les chevaux du tiercé. 10.00 Récit A 2. 10.30 Série : Les amours romantiques. Marinette, une étoile pour Napoléon. 11.30 Entrée les artistes. 12.45 Journal. 13.20 Tout le monde le sait. 14.30 Série : Les enquêtes de Remington Steele. 15.20 L'école des fans. Avec Hughes Aufray. 16.10 Dessin animé. 16.15 Kiosque à musique. 17.00 Le polar du dimanche : Les enquêtes du commissaire Maigret. 18.30 Feuilleton : Magry. La présence d'un ami de Georges chez les Boissier importune Magry, après quelques jours passés dans une franche convivialité. 19.00 Stade 2. 20.00 Journal. 20.35 Le Grand Échiquier : Raymond Devos. Émission de Jacques Chancel. Autour de R. Devos, Francis Huster, J. Weber, J. Bickin, M. Legrand, le clown Grock. Document : le Méditerranéen. 22.45 Émission en deux parties, d'A. Gallien et A. Diepaut. Dernière partie de ce « vidéo-livre », qui laisse des écrivains raconter leur vie quotidienne et leur comportement face à la création. Avec Jean Tardieu, Françoise Mallet-Joris, Lawrence Durrell et Philippe Sollers. 23.30 Journal. 23.55 Bonssoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin. 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2. 11.35 Itinéraires, de S. Richard. Mains de femmes : femmes architectes en Tunisie. 12.05 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.35 Feuilleton : Histoires à suivre. Le Beau Robert. 14.00 Aujourd'hui la vie. Destination far niente : un reportage de C. Wayman sur les croisières. 15.00 Série : la Reine des dinosaures. 16.00 C'est encore mieux l'après-midi. Avec Laurent Fignon, Régine Deforge, Mireille Darc... 17.30 Récit A 2. Pocahontas ; Chapi-chapo ; Ploom ; Tchao et Grégoire ; Latulix et Lili ; Cobra. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord, pas d'accord (INC). 19.15 Émissions régionales. 19.40 Jeu : La trappe. Invités : Jean Lefevre et Amarande. 20.00 Journal. 20.35 Série : V. Feuilleton américain écrit et réalisé par R.T. Hofford. Troisième épisode : voici déjà quatre mois que les visiteurs ont investi trente et une villes du monde. Ils continuent les médias et les centres d'information de la planète. Seul le journaliste Donovan sait que sous leur apparence humaine se cachent des machines venues de Sirius. Un moyen de résistance se crée : Des troupes façon USA, infatigables. 22.05 Série documentaire : le Japon, le rêve et l'histoire. Réal. Jean Antoine. N° 3 : Un superbe isolement, 1600-1868. Le long règne d'une famille de shoguns, les Tokugawa. Les trente millions de Japonais vivent repliés sur eux-mêmes, à l'abri de toute influence étrangère. La population est constituée de 80 % de paysans, qui vivent misérablement mais acceptent leur condition. Dans les villes, les marchands s'enrichissent. L'émission dévoile le déroulement précis de la société japonaise. 22.55 Journal. 23.20 Bonssoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin. 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2. 11.35 Itinéraires, de S. Richard. Mains de femmes : femmes architectes en Tunisie. 12.05 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.35 Feuilleton : Histoires à suivre. Le Beau Robert. 14.00 Aujourd'hui la vie. Destination far niente : un reportage de C. Wayman sur les croisières. 15.00 Série : la Reine des dinosaures. 16.00 C'est encore mieux l'après-midi. Avec J.-L. Lahaye, Baltimore, Philippe Stark... 17.35 Récit A 2. Pocahontas ; Chapi-chapo ; Ploom ; Tchao et Grégoire ; Latulix et Lili ; Cobra. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Jeu : La trappe. 20.00 Journal. 20.35 Loto sportif : pronostics. 20.35 Cinéma : le Père tranquille. Film de René Clément. Mardi cinéma. Émission de P. Tchernia, J. Rouland. Avec André Dussolier, Philippe Noiret, Nicole Garcia et Sandrine Bonnaire. 22.25 Journal. 23.50 Bonssoir les clips.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>9.00 Debout les enfants. 12.00 D'un soleil à l'autre. Magazine agricole de J.-C. Wiedemann. 13.00 Émissions en langues régionales. 14.30 Espace 3 : Magazine 85. De la Garantie mutuelle des fonctionnaires. 17.00 Émissions pour les jeunes. 17.30 Décibels. Avec les groupes Déaxés, Kalachnikov, et la chanteuse Tina Turner... 18.00 Culture Clap. Avec Philippe Starck, un des chefs de file du design français. 18.30 Jeu : Documents secrets. De Pierre Bellemare. Des images d'archives de télévision que le candidat, aidé des téléspectateurs, doit identifier. 19.30 RFO Hebdo. 20.00 Benny Hill. 20.35 Variétés : Macadam. De Pascal Dunel. Avec Adamo, Jean-Pierre Dumas, Gérard Hernandez, Hélène Kintz, Marcel Zanini... 21.30 Aspects du court métrage français. Mélodie de brumes à Paris, de Julius-Amédée Laou ; le Phénomène, de Paul Dopff. 22.00 Journal. 22.30 Cinéma de minuit : Pour une nuit d'amour. Film d'Edmond T. Gréville. 23.50 Prélude à la nuit. « Syncopation », de F. Kreissler, par Shlomo Mintz au violon.</p>	<p>16.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 16 h 15, où l'on verra sur tout le réseau le film Les Misérables (3 parties) ; à 17 h 40, La mémoire aux images ; à 18 h 55, Hello, moi-même ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant. 19.55 Dessin animé : il était une fois l'homme. 20.05 Les jeux. 20.35 Cinéma : les Grandes gueules. Film de Robert Enrico. 22.45 Journal. 23.10 Thalassa. Le magazine de la mer de G. Pernoud. La mer amie ou ennemie de Venise ? Document de R. Delorme (Radiff). Pour fêter les dix ans de Thalassa, Georges Pernoud radiffuse ce très beau reportage sur Venise, réalisé pour un des premiers magazines de la mer. 23.55 Coup de cœur. 0.00 Prélude à la nuit. « La Berceuse sur le nom de Fauré », de Maurice Ravel, par Kurt Redel à la flûte et Noël Les au piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures, où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haidouks ; à 17 h 15, Dynastie ; à 18 h 55, Hello, moi-même ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant. Dessins animés : il était une fois l'homme. 20.05 Les jeux. 20.35 D'accord, pas d'accord (INC). Docteur d'été tout sur vos peurs ! 20.35 Cinéma : Spoutnik. Film de William A. Seiter. 22.05 Journal. 22.35 Émissions régionales. 23.10 Coup de cœur. 23.30 Prélude à la nuit. « L'indication à la vaise », de Carl Maria von Weber, par Anna Stella Schick au piano.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>DIMANCHE 22 SEPTEMBRE • RTL, 20 h, Irma la Douce, film de Billy Wilder ; 22 h 20, Journal ; 22 h 35, Grand écran. • TMC, 20 h, Série : Un journaliste un peu trop voyant ; 21 h, le Passager, film de Geoffrey Reeve ; 22 h 40, Forum ; 23 h, Horoscope ; 23 h 10, Clip a'roll. • RTL, 20 h 15, Face au public : Salvatore Adamo ; 21 h 15, Feuilleton : le Sang des autres. • TSR, 20 h 10, Série : L'espace d'une vie ; 21 h, Tickets de premières ; 21 h 55, Écran sportif : Budo ou les arts martiaux japonais ; 22 h 55, Journal.</p>	<p>LUNDI 23 SEPTEMBRE • RTL, 20 h, Série : Dynastie ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Brannigan, film de Douglas Hickox ; 22 h 25, Journal ; 23 h 10, Midi-minuit. • TMC, 20 h, Série : Petit déjeuner compris ; 20 h 55, Jeu : A la bonne heure ; 21 h, Un type comme moi ne devrait pas mourir, film de Michel Visney ; 22 h 50, Horoscope ; 22 h 55, Clip a'roll. • RTL, 20 h 10, Feuilleton : le Sang des autres ; 21 h 55, Hécate, maîtresse de la nuit. • TSR, 20 h 15, Spécial cinéma ; 22 h 55, Journal ; 23 h 10, L'antenne est à vous.</p>	<p>MARDI 24 SEPTEMBRE • RTL, 20 h, Cinéma : Le gendarme se marie, film de Jean Girault ; 21 h 35, Journal ; 21 h 50, l'As de pique, film télévisé de M. Forman ; 23 h 25, Cinéma. • TMC, 20 h, Huit, ça suffit ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, le Dernier Souffle, film de Ruggero Deodato ; 22 h 50, Horoscope ; 22 h 55, Clip a'roll. • RTL, 20 h 10, Les sentiers du monde ; 21 h 35, Feuilleton : le Jeune Homme vert. • TSR, 20 h 10, Série : Commando suicide ; 21 h 10, Karl Gartner, l'exploration de la couleur.</p>

Mardi
24 septembre

Mercredi 25 septembre	Jeudi 26 septembre	Vendredi 27 septembre	
<p>9.30 ANTIOPE 1. 10.00 La une chez vous. 10.15 Vitamine (et à 13 h 40). Dessins animés, feuilletons, variétés, info... 11.30 Les jours heureux. 12.02 Tournées... ménage. 13.00 Journal. 16.00 Série : Grand-père Viking. 17.00 Les trois premières minutes. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Salut les petits loups. 18.30 Mini-journal pour les jeunes. 18.45 Feuilleton : Huit, ça suffit. 19.15 Jeu : Anagramme. 19.30 Loto sportif. 19.40 Cocoricocoboy. 19.53 Tirage du Taro-Tao. 20.00 Journal. 20.35 Tirage du Loto. 20.40 Téléfilm : le Ciel du faubourg. De J. Tréfouël. Avec P. Banderet, N. Borgeaud, N. Jodot... Deuxième partie : le domaine enchanté où aboutissent Marc et Paul se déchire. Pour les héros, c'est le retour au faubourg, avec l'angoisse du chômage et la grisaille quotidienne. 21.30 Contre-enquête Emission d'Anne Hoang. Au sommaire : l'image du père ; les Saint-Aubin, un couple à la recherche de la vérité sur la disparition de leur fils ; Jean Drouot : les choses de la mémoire ; Jacques Laurent, dont la nationalité française est contestée ; la Projection, le film d'un Tunisien sur Paris. 22.30 Performances. Magazine d'actualités culturelles de M. Cardozo. Au programme : la création artistique et le comportement culturel des Français à travers plusieurs reportages ; des images de l'étranger et l'agenda. 23.00 Journal. 23.15 C'est à lire.</p>	<p>10.45 ANTIOPE 1. 11.15 La une chez vous. 11.30 Les jours heureux. 12.02 Tournées... ménage. 13.00 Journal. 13.50 Série : La lumière des Justes. 14.45 Documentaire : Les animaux du monde. Vidéo sur un lagon. 15.10 Quarté en direct de Maisons-Laffitte. 15.30 A cœur ou à raison. Portrait d'Elvire Popesco, actrice roumaine (rediff.) 17.10 La maison de TF 1. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Salut les petits loups. 18.30 Mini-journal pour les jeunes. 18.45 Série : Huit, ça suffit. 19.15 Jeu : Anagramme. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.35 Les jeux de l'information : Questions à domicile à Lionel Jospin. Emission d'A. Sinclair, P.L. Séguillon et A. Taria. Feuilleton : les Oiseaux se cachent pour mourir. D'après le roman de C. McCullough. Réal. D. Duka. Avec R. Chamberlain, R. Ward, J. Simmons, B. Sturwick. Meggie, plus amoureuse que jamais, résiste à sa passion pour Ralph ; le père est toujours aussi tourmenté par ses sentiments envers la jeune fille. 23.25 Journal. 23.40 Cinéma : la Sultane de l'amour. En simulcast avec Franco-Musique. (Lire notre article).</p>	<p>10.45 ANTIOPE 1. 11.15 La une chez vous. 11.30 Les jours heureux. 12.02 Tournées... ménage. 13.00 Journal. 13.50 Série : La lumière des Justes. 14.45 Temps libres... aux Tintins d'aujourd'hui (et à 16 h 25). Ils sont les aventuriers des temps modernes : interviews et images chocs, en compagnie de Christophe Proffitt (alpiniste), Nicolas Hulot (journaliste), Jacques Lanzmann. 16.00 Série : Au nom de la loi. 17.10 La maison de TF 1. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Salut les petits loups. 18.30 Mini-journal pour les jeunes. 18.45 Feuilleton : Huit, ça suffit. 19.15 Jeu : Anagramme. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.35 Le jeu de la vérité : Coluche. Emission de Patrick Sabatier. Sans doute n'avait-il pas tout révélé lors de son premier passage, en mai dernier... 21.50 Multifoot. Emission du service des sports, présentée par T. Roland. 23.40 Journal. 23.55 Tapeage nocturne. Avec Dorian Duran, Grace Jones, Yves Sison, Serge Gainsbourg, Roger Moore...</p>	<p>TÉLÉVISION FRANÇAISE 1</p>
<p>6.45 Télématin. 9.15 Révisé A2. Prince du soleil ; Caméra off ; Judo boy ; Johan et Pirlouit ; Albatros ; les Shadoks. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.35 Feuilleton : Histoires à suivre. Le beau Robert. 14.00 Cinéma : C'est encore loin l'Amérique ? Film de Roger Coggio. 15.40 Révisé A2. Les Schtroumpfs ; Sinbad le marin ; Poupiès ; Latulu et Lireli ; les mystérieuses cités d'or ; la bande à Bédé. 16.55 Magazine : Terre des bêtes. La ballade des lapins ; les minaux prennent la route. 17.25 Série : les Brigades du Tigre. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Jeu : La trappe. 20.00 Journal. 20.35 Les cinq dernières minutes : Titi. Réalisation J.-P. Desguet. Avec J. Debary, M. Eymard, E. Dardry. On retrouve un, puis plusieurs cadavres sur les escaliers rouillants du forum des Halles. Une manie criminelle directement inspirée par l'environnement contemporain anime un homme étrange. 22.05 Les sept chocs de l'an 2000. Emission de L. Joffrin et R. Portiche, présentée par Miu-Miu, Michel Drucker et Bernard Tapie. Une plongée dans le prochain siècle. Il sera là dans moins de quinze ans. Des anticipations qui ne sont pas toutes irréalistes, et dont on commence à percevoir les prémices avec la retraite à la carte, la France multiraciale ou l'époque d'une nouvelle manière d'occuper le temps libre. Des évolutions aussi, qui ne surviendront sans doute pas avant la troisième millénaire, comme celle qui permettra un jour d'atteindre banalement l'âge de cent ou cent-vingt ans ! 23.35 Journal. 0.05 Bonssoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin. 10.30 ANTIOPE. 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2. 11.35 La télévision des téléspéctateurs. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : l'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.35 Feuilleton : Histoires à suivre. Le beau Robert. 14.00 Aujourd'hui la vie. Les syndicats utiles on pas ? 15.00 Série : La reine des diamants. 16.00 C'est encore mieux l'après-midi. Avec Jeanne Mar, Patrick Baudry... 17.30 Révisé A2. Poochie ; Ploom ; Mes mains ont la parole ; Super Doc ; Shaggy ou les mondes engloutis ; Garfield. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.35 Expression directe : l'UDF. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : Celles qu'on n'a pas eues. Film de Pascal Thomas. 22.25 Magazine : Antenne. Magazine de J.-C. Renaud, présenté par G. Morin et F.-H. de Vieux. Première émission : « Parlons argent » ou comment gérer ses problèmes économiques quotidiens ; « Titres en jeu », un jeu destiné à faire connaître le fonctionnement de la Bourse ; « Dominant, dominant », « Coup de pouce » et « Complément d'enquête ». 23.25 Journal. 23.50 Bonssoir les clips.</p>	<p>6.45 Télé-matin. 10.30 ANTIOPE. 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2. 11.35 Magazine : Terre des bêtes (diff. le 25 sept.) 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Histoires à suivre. Le beau Robert. 14.00 Aujourd'hui la vie. L'hiver en haute couture. 15.00 Série : l'Homme à l'orochide. 15.50 C'est encore mieux l'après-midi. Avec Laurent Voulzy, Murray Head, François Périer. 17.30 Révisé A2. Poochie ; Hospatich ; Ploom ; Latulu et Lireli ; Terre des bêtes ; les Maîtres de l'univers. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Jeu : La trappe. 20.00 Journal. 20.35 Feuilleton : l'Ordre. D'après le roman de M. Arland, réal. E. Périer. Avec I. Brook, J. Perrin, P. Malet, V. Maïresse. Gilbert commence d'imprécises études et sombre peu à peu dans la misère. Il retrouve un ami d'enfance, Philippe Decugis, devenu riche, cynique et brillant. Dans son milieu de jeunes gens en révolte contre leur milieu bourgeois, Gilbert trouve tout naturellement sa place. 21.35 Appareoches : la 500. Magazine littéraire de B. Pivot. Sont invités : Julien Green (le Langage et son double et Villes) ; Andrée Chédid La Maison sans racines ; Barbara Ketchan Wheaton (l'Office et la Bouche) ; Alex Szoggi (Molère abstrait) ; Robert Darnon (le Grand Massacre des chaus) ; Hector Bianciotti (Sans la miséricorde du Christ). 23.10 Journal. 23.20 Ciné-club : la Règle du jeu. Film de Jean Renoir (cycle : œuvres intimes des grands cinéastes).</p>	<p>ANTENNE 2</p>
<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haidouks ; à 17 h 30, Fraggie rock ; à 18 h 55, Hello moineau ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant. 19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 20.05 Les jeux. 20.35 Variétés : Drôles de stars. Emission de C. Ficoeur. Seconde partie de la saga du rive. Avec Pierre Desproges, Richard Gosselin, Guy Bedos, Gérard Jugnot, Jacques Villeret, Zoué, Thierry Le Luron... Sketches et interviews diffusés selon un rythme soutenu. Une émission digne de son titre, qui fait rire à coup sûr. 21.30 Journal. 21.55 Portrait de Pier Luigi Pizzi. De S. Fihler. Une rencontre avec l'un des plus étonnants metteurs en scène d'opéra contemporains, entrecoupée d'images superbes de ses productions (Sémiramis, la Passion selon saint Jean, Alcibiade) ; des décors et des costumes qui font de chaque spectacle de Pizzi une véritable fête baroque. Un regret cependant : la pauvreté des entretiens, qui alternent de façon conventionnelle avec les séquences filmées sans faire surgir la personnalité de l'homme derrière celle du metteur en scène. 22.50 Coup de cœur. 23.30 Prélude à la nuit. Symphonie n° 29 en la majeur de Mozart, par l'Ensemble orchestral de Paris, dir. J. P. Waller.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures, où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haidouks ; à 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur ; à 18 h 55, Hello, moineau ! ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant. 19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 20.05 Les jeux. 20.35 Cinéma sans visa. Emission de J. Lacouture et J.-C. Guillebaud. 20.40 Film indien : Tonnerres lointains. Film de Sanyajit Ray. 22.20 Témoignages. Avec Vijay Sing, journaliste à Libération, d'origine indienne, Narayan Koiri, Française d'origine indienne, spécialiste du cinéma indien, Alain Daniellou, philosophe spécialiste de l'Asie et, sous réserve, le réalisateur Sanyajit Ray. 22.50 Journal. 23.15 Coup de cœur. 23.20 Prélude à la nuit. « Sonate au clair de lune » de Beethoven et Mouvement musical en do majeur n° 1 opus 94 de Schubert, par Andor Foldes au piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haidouks ; à 17 h 30, les Aventures de Thomas Gordon ; à 17 h 50, la Panthère rose ; à 18 h 55, Hello, moineau ! ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant. 19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 20.05 Les jeux. 20.30 D'accord, pas d'accord (UNC). 20.35 Série : Brigade vortice. De G. Nery, Réal. M. Caizano. Avec G. Ségal, H. Dueroux, B. Copin. 21.30 Vendredi : Noir sur blanc, le projet multiracial. Par Eliane Ballif, réalisé par Yvan Buxler pour le magazine Temps présent (SSR). Mamadou Koute, originaire du Sénégal, est organisateur de concerts « blacks ». Comme tous les Africains de Paris, il plaide pour une société multiraciale. De la musique, et aussi beaucoup d'entretiens qui révèlent les difficultés d'assimilation des communautés d'immigrés en France. 22.25 Journal. 22.45 Urba. Magazine de D. Baillaud. L'invité est Luc Besson, réalisateur de « Subway ». Au programme quatre reportages : les abris nucléaires français ; les lieux industriels en pleine ville ; le rock dans la ville ; l'image de la ville dans la publicité. 23.20 Coup de cœur. 23.25 Prélude à la nuit. « Ouverture d'Egmont », de Beethoven, d'après Goethe, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Seiji Ozawa.</p>	<p>FRANCE RÉGIONS 3</p>
<p>MERCREDI 25 SEPTEMBRE • RTL, 20 h, Falcoo Crest ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Téléfilm : Volcan le barbare ; 22 h 35, Journal ; 22 h 50 : Midi-Minuit. • TMC, 20 h, Série : la Lumière des Justes ; 20 h 55, Jeu : A la bonne heure ; 21 h, Téléfilm : Les Rois maudits, de Claude Barma ; 22 h 50, Résumés sportifs ; 22 h 55, Horoscope ; 23 h, Clip'n'roll. • RTL, 20 h 10, Jeu : Le grain de sable ; 21 h, Feuilleton : Petit Déjeuner complet ; 21 h 55, Document : Japon, le rêve et l'histoire. • TSR, 20 h 10, Agora.</p>	<p>JEUDI 26 SEPTEMBRE • RTL, 20 h, Série : Dallas ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Quand tu seras Adèle... j'ai moi-même, film de François Le Trier ; 22 h 30, Journal ; 22 h 45, Midi-Minuit. • TMC, 20 h, Enquête en direct ; 20 h 55, Jeu : A la bonne heure ; 21 h, les Complices de la dernière chance, film de Richard Fleischer ; 22 h 50, Horoscope ; 22 h 55, Clip'n'roll. • RTL, 20 h 10, French Connection II, film de John Frankenheimer ; 22 h, Carrousel aux images. • TSR, 20 h 15, Temps présent : Les disciples du patriarche ; 21 h 20, Dynastie ; 22 h 10, Journal.</p>	<p>VENREDI 27 SEPTEMBRE • RTL, 20 h, Falcoo Crest ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, l'Appel de la gloire ; 22 h, Journal ; 22 h 5, Médecine Ball Caravan, film franco-américain de François Reichenbach. • TMC, 20 h, Série : Enquête en direct ; 20 h 55, Jeu : A la bonne heure ; 21 h, Téléfilm : le Triangle des Bermudes, de W.A. Graham ; 22 h 30, Horoscope ; 22 h 55, la Rupture, film de Claude Chabrol. • RTL, 20 h 10, Variétés : Les enfants de septembre ; 20 h 45, Ciné-club : Beauvilliers, film d'André Delvaux ; 22 h 25, Cosmos. • TSR, 20 h 10, Tell quel ; 20 h 45, le Voyeur, film de Michael Powell ; 22 h 20, Les visiteurs du soir : Claude Pilon ; 22 h 45, Journal ; 23 h, Que la fête continue...</p>	<p>PÉRIPHÉRIE</p>

te-
de
le

le
no-
du
sur
co-
fi-
ais
la

ac-
on
de
al
res
s,
et
en
ré-
s-
ce
m
ur

Médias du Monde

CANADA

Renforcement de la télévision privée francophone

Les Québécois auront une nouvelle chaîne de télévision francophone, répondant au jolii nom de réseau « Quatre Saisons ». Cette filiale du groupe CFCF, qui gère déjà une station anglophone au Québec, a été créée le 6 septembre à l'initiative du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).

Le CRTC estime que la création de Quatre Saisons aura un impact important sur le milieu artistique francophone et stimulera l'industrie de la production indépendante québécoise, qui doit réaliser plus de 75 % de la programmation. On reconnaît là une des préoccupations constantes des autorités canadiennes, qui tentent de combattre l'influence grandissante de leur puissant voisin américain.

Le lancement, il y a deux ans, de la télévision payante, devait déjà contrebalancer l'audience des chaînes américaines sur les réseaux câblés canadiens. Mais la multiplication des concessions sur un marché trop étroit avait conduit à l'abandon de la plupart des concurrents. Un seul service francophone demeure en lice avec soixante-deux mille abonnés. Le CRTC espère aujourd'hui avoir plus de succès avec une chaîne commerciale classique.

Reste que le marché est étroit et déjà bien occupé. Deux chaînes publiques, Radio Canada et Radio Québec, et un réseau privé, TVA, sans oublier tous les services du câble, se partagent l'audience de six millions de téléscripteurs francophones et le marché publicitaire qui y correspond. Y a-t-il place pour un quatrième réseau ?

En mai dernier, un rapport du CRTC sur la télévision francophone observait qu'on ne peut pas développer à la fois le service public et l'initiative privée. En réduisant de manière drastique le budget de Radio Canada, en autorisant la création du réseau Quatre Saisons, le gouvernement canadien a fait son choix.

Une semaine après la décision du CRTC, Télé Métropole — qui regroupe au Québec les principales stations du réseau privé TVA — passait sous le contrôle du holding Power Corporation, propriétaire de la Presse, le deuxième quotidien de Montréal. De toute évidence, les industriels de la télévision privée se préparent à une rude bataille commerciale.

ITALIE

Coupe ou non coupe ?

Federico Fellini vient de perdre son procès contre Canale 5, un des réseaux de télévision privée de M. Silvio Berlusconi. La mise en scène, qui tente d'interdire l'introduction de ses films par des spots de publicité, a néanmoins décidé de poursuivre son action en justice. Il est vrai que Sergio Leone a réussi devant la même cour à empêcher Canale 5 de diffuser le Bon, le Brute et le Truand. La chaîne voulait couper quarante-cinq minutes du long métrage pour diffuser de nombreux écrans de publicité, sans prolonger la diffusion jusqu'à une heure trop tardive.

ÉTATS-UNIS

Vers une nouvelle dérégulation du câble

Les partisans de la dérégulation totale du câble viennent de marquer un nouveau point grâce à la cour d'appel fédérale américaine. Celle-ci a en effet déclaré illégale une des plus anciennes réglementations des réseaux : le « must carry rule ». Cette règle obligeait les exploitants de réseaux câblés à diffuser toutes les chaînes de télévision reçues localement : stations indépendantes ou affiliées à un réseau, télévisions commerciales, publiques ou religieuses. La cour a estimé que cette contrainte violait la liberté du programmeur et qu'elle ne tenait pas compte des inégalités entre les réseaux de câbles et les réseaux qui n'en utilisent que douze ou quinze.

La Commission fédérale des communications (FCC) a été invitée

par la justice à remanier complètement sa réglementation. Il y a de fortes chances pour que la FCC, fidèle à sa politique, aille dans le même sens et oblige les stations à payer si elles veulent être diffusées sur le câble. Cette dérégulation est accueillie par les exploitants du câble mais aussi par les gros éditeurs de programmes. C'est d'ailleurs M. Ted Turner, propriétaire de Cable News network, qui avait saisi la cour d'appel fédérale. A l'inverse, cette perspective déçoit d'une faible écoute, pour laquelle le câble était un support important de diffusion. C'est le cas en particulier des stations publiques affiliées au réseau public PBS, qui risquent de voir leur audience encore plus marginalisée.

Le « boom » vidéo continue

La spectaculaire progression des ventes de magnétoscopes enregistrés depuis un an aux États-Unis se poursuit. Selon l'Association des industries électroniques, les ventes des huit premiers mois de 1985 ont atteint 6 243 000 appareils, soit 59 % de plus que l'année précédente à la même époque. Si les

fêtes de fin d'année mobilisent comme l'an dernier les acheteurs, les experts estiment que les ventes de l'année dépasseront largement les onze millions d'appareils prévus par les constructeurs. Rappelons qu'à la fin de 1984 le parc de magnétoscopes aux États-Unis atteignait déjà 20 millions d'unités.

PAYS-BAS

Un « Canal Plus » hollandais

Les 330 000 foyers câblés d'Amsterdam vont pouvoir, s'ils le désirent, s'abonner pour 100 francs par mois à Filmnet, une télévision payante (cinéma et football) lancée par le groupe suédois Essohe, le consortium de distributeurs américains UIP et le groupe d'éditions hollandais VNU, Filmet, qui a déjà 26 000 abonnés sur les réseaux de Rotterdam et La Haye, espère atteindre les 100 000 souscripteurs dans moins d'un an, puis exporter ses programmes vers la Belgique et la Danemark.

GRANDE-BRETAGNE

Concentration dans les chaînes payantes

Le net ralentissement du câblage en Grande-Bretagne a sonné le glas des grands espoirs de la télévision payante. L'an dernier, deux candidats se partageaient le marché : d'un côté Ten — qui regroupait M. Robert Maxwell, le producteur Rank et le consortium de distributeurs américains UIP, de l'autre Première, avec Thom EMI, Goldcrest, les télévisions payantes américaines et trois « majors » hollywoodiennes.

L'heure est donc à la concentration. Les grands distributeurs américains, qui avaient choisi la Grande-Bretagne comme tête de pont de leur pénétration en Europe, constatent que le marché offre plus de résistance que prévu. Il est donc possible que le rapprochement britannique prépare une alliance plus complète entre UIP et Première sur l'Europe.

CHINE

Des images partout

La quasi-totalité des Chinois peut désormais recevoir la télévision. En effet, la télévision centrale vient d'installer ses huit derniers relais pour couvrir les zones les plus reculées du territoire. En raison de l'immensité du pays, c'est un satellite géostationnaire qui permet de relayer tous les émetteurs.

PHILATÉLIE n° 1914

Pierre Alechinsky...
... par une de ses œuvres entre dans la série « artistique » 1985. Ce peintre, dessinateur et poète, est né en 1927 à Bruxelles. Ayant subi l'influence des surréalistes, ses œuvres expriment sous forme de l'expressionnisme abstrait et évoquent souvent un univers en métamorphose. Vente générale le 14 octobre (49/85).



5,00 F, vert clair, rouge, noir.
Format 36,85 x 48 mm. F 25.
Gravé par Pierre Béquet, d'après un dessin de Pierre Alechinsky.
Tirage : 6 000 000. Taille-douce, Périgueux.

— 12 et 13 octobre, de 9 à 18 h, par le bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la poste, 34, bd de Vaugirard, Paris-15. Oblitération « P.Y. ».

— 12 octobre, de 8 à 12 h, à la R.P., 52, rue du Louvre, Paris-1^{er}, et au bureau de Paris, 41, 5. av. de Saxe, Paris-7^e.

● RETRAITS de seize timbres prévus pour le 11 octobre : 1,00, 2,00, 3,00 et 5,00 F de la série « espaces » ; 1,70 F, Vienne ; 1,70 F, P. Kergomard ; 1,70 F, Grande-Chartreuse ; 1,70 F, Landevenec ; 1,70+0,40 F, P. Cornille ; 2,10+0,40 F, J. Paulhan ; 2,10+0,40 F, Evariste Galois ; 2,50 F, Belle-Île ; 3,50 F, phare de Cordouan ; 5,00 F, La Pythie ; 15,00 F, Guilleminot-Costes ; 20,00 F, Murmоз-Saint-Esprit.

● VIENT DE PARAITRE. Yvert et Tellier (Champion) 1986 : I) France, Andorre, Monaco, N.U. (en commun) : 74 F, III) Europe de l'Ouest, 127,10 F ; VI) outre-mer (A à H), 177,10 F ; VII) Adhésifs pour V et VI (de 1985), 34 F ; prix franco. Anc. maison Th. Champion, 13, rue Drouot, 75009 Paris (CCP 382-78 Paris).

Les émissions monégasques...

... suite à nos informations du 7 et 14 septembre.

Timbre de « Noël » 1985 :
2,20 F, sapin garni. Maquette réalisée par Odette Baillais. Impression héliographique, par feuilles de 30 timbres.

Courte transatlantique Monaco-New-York (13-10) bloc a-trois timbres (dentelés), 4,00 F, catamaran ; 4,00 F, monocoque ; 4,00 F, trimaran. Maquettes et gravures de Jacques Combet.



T-d. Format du bloc : 143 x 100 millimètres. (A suivre.)

● LUXEMBOURG : un timbre représentant une reliure aux armoiries de Meosfeld (comte Pierre Ernest, né en 1517). Émission prévue pour le 23 septembre prochain, 10 F, brun, brun-rouge. Impression, taille-douce et héliographie combinées, à Vienne. Maquette de A. Böckler, d'après une photo de Marcel Schroeder, gravé par W. Seidel.

● A LA CONCIERGE, du 27 au 30 septembre, dans les salles de Saint-Louis et des Gardes, se tiendra une exposition consacrée à l'histoire de la carte postale et la vie parisienne au début du siècle. De la Cité, 1, quai de l'Horloge, Paris (1^{er}).

ADALBERT VITALYOS.

Cantates n°s 147 à 151 de Bach

Il s'agit là du 26^e volume du monument Hamoncourt-Leonhardt — sans doute le plus bel hommage, malgré critiques et controverses, rendu jusqu'à ce jour à l'univers des cantates du musicien de Saint-Thomas.

Bien qu'il paraisse chez nous avec un certain décalage (car aujourd'hui le petit sopraniste Sebastian Hennig a tout à fait perdu sa voix d'adolescent), ce nouvel album apportera à beaucoup la révélation de la Cantate 150, l'un des premiers chefs-d'œuvre du jeune Bach, une page émaillée de chromatisme et de portées d'une émotion intense, au point que Brahms devait reprendre le thème de sa chaconne terminale pour la conclusion de sa 4^e Symphonie. Et l'interprétation de Leonhardt concilie les exigences de la muséologie avec les dires souvent prédominants de l'écriture.

Quant au reste du programme, plus connu, il ne déçoit pas les inconditionnels d'Hamoncourt (et du Concertus Musicus), qui imposent son incroyable vitalité dans la fameuse Cantate 147, « Jésus, que

me joie demeure ». C'est là évidemment une approche très personnelle et dont certains constateraient les rythmes trop vifs et la valeur de timbre de la trompette en ut, ici utilisée. Mais, qu'on le veuille ou non, ces franchises couleurs ne dénaturent pas la dimension spirituelle d'une œuvre qui, parmi les plus populaires de Jean-Sébastien, trouve ici à mon sens sa version de référence.

Aussi bien, précisons pour les admirateurs de Leonhardt que celui-ci a signé également la plus fervente version qui soit de la Cantate 149, tandis que Sebastian Hennig est irremplaçable dans la brève BWV 151 qui accorde les certitudes de l'âme à une captivante atmosphère intimiste. En cette année de la célébration Bach, voilà un coffret dérangeant, fascinant, indispensable, une fois pesé — pour quelques-uns — la seule du dépaysement. A ne manquer sous aucun prétexte.

ROGER TELLART.

* Deux disques Teldec, 6.35654.

DISQUES

« Tancredi », de Rossini, avec Marilyn Horne

Tancredi est l'opéra de Rossini qui connut, de son temps, le plus de succès ; l'œuvre sera la plus accomplie du compositeur, alors dans sa maturité. Certes, la facture en est sans surprise : airs et scènes séparés et annoncés par des récitatifs secco ; mais les assemblages des finales sont d'un effet dramatique saisissant, les voix sont doublées d'accompagnements instrumentaux souvent originaux (les bois, le cor anglais en particulier) et les deux personnages principaux y sont remarquablement caractérisés. On comprend les vertus que lui trouvait Stendhal, qui en vantait la « couleur virgile ».

Souvenir d'une soirée de la Fenice de Venise, cette version présente les avantages et les inconvénients du genre. Pour ces derniers, l'orchestre et les chœurs du théâtre local, sans génie, dirigés tourdemment par Ralf Weiskert, qui accentue les contretemps, souligne les effets, mais manque totalement de brillant et d'homogénéité. Pour les premiers (et en oubliant vite Nicola Zaccaria, que la Horne impose conjuguement et qui n'a plus que l'ombre de sa voix), une distribution très réussie :

Ernesto Palacios, qui n'a peut-être pas le plus beau timbre du monde, et qui, ce soir-là, a l'air un peu raide, mais dont la vocalisation élégante et le style rossinien expérimenté sont ici idéales. Leila Cuberli, véritable révélation de cet enregistrement, gracile et un peu frêle certes, mais délicate et sensible, avec un joli registre aigu et un beau chant piano qui fait merveille dans ses arias.

Et, bien sûr, Marilyn Horne, dont Tancredi est l'un des rôles-témoins, avec toujours ses graves appuyés et ses sons de ventriloque, mais toujours étourdissante abattage, dans la couleur, de présence dans les scènes à effet, reliant tout sur scène par sa seule personnalité, et musicienne exceptionnelle, sachant l'art du filando à l'égalité rare. Bref, malgré le temps, malgré les tics, un phénomène vocal et une artiste hors du commun.

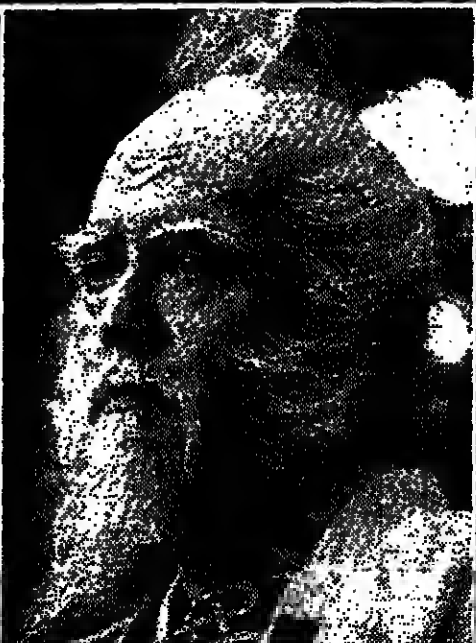
On en regrette d'autant plus les carences de l'orchestre et du chef. ALAIN ARNAUD.
● Trois disques CBS, 39073, offre spéciale.

DEMAIN DANS LE SUPPLÉMENT DU « MONDE »

L'ÉPOPÉE DE KUROSAWA

Hommage exceptionnel à un grand créateur : la première, sur un écran géant tendu devant Beaubourg, de *Ran*, le dernier film de Kurosawa. Pour cet événement, le réalisateur japonais est venu à Paris. *Le Monde* est allé à sa rencontre.

Ran est un chef-d'œuvre. *Le Monde* explique en quoi. Et il raconte comment ce film a pu être réalisé : grâce à un autre grand créateur, le producteur Serge Silberman.



Egalement au sommaire :
Christo emballe le Pont-Neuf

Les grandes enquêtes de la rédaction

Le Monde
AUJOURD'HUI

ABONNEZ-VOUS AU MONDE DES PHILATÉLISTES

Pour mieux gérer votre patrimoine philatélique

1 an (11 numéros), 115 F □ 2 ans (22 numéros), 230 F □

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Localité :

Ci-joint mon règlement : F.

Le Monde des Philatélistes-Abonnement : BP 507.09
75422 Paris Cedex 09

Sec et frappé

Le champagne en vedette.

Le champagne de la Champagne, bien sûr ! Oubliions les champagnes espagnols, russes ou californiens. Oubliions même les moussoux (on ne champagne que le champagne, aimait à dire Curnonsky) et reconnaissons que ce vin « pétillant », comme disait Voltaire, est notre meilleur ambassadeur à l'étranger.

Le champagne se vend bien, le champagne rapporte des devises, et l'on s'en réjouit. Les grandes marques, les unes après les autres, lancent cuvées et bouteilles spéciales « qui font jolir », flattent l'invité, parent la réception. N'importe, on buvait le champagne surtout au dessert et souvent demi-sec. Le goût en est resté quelque peu à l'étranger, mais les Français ont appris à boire le vin blanc à l'apéritif et « extra dry ». Même, ces années dernières, des marques avisées ont lancé un champagne non dosé en liqueur, l'autrui (chez Laurent Perrier restait le meilleur), qui ne semble pas avoir le succès mérité.

Enfin, n'oublions pas le vin originel de la Champagne viticole, qu'un décret de 1974 veut que



l'on appelle coteaux champenois (l'expression champagne nature me plaisait mieux).

Dans son livre sur Corvisart (Perrin, éd.), Paul Ganière nous rappelle que, selon Brillat-Savarin, le médecin de Napoléon buvait, dès le début du repas, du champagne frappé de glace : « Aussi était-il, et pendant que les

autres convives s'occupaient de manger, bruyant, conteur, anecdotier. Au dessert, au contraire, quand la conversation commençait à s'animer, il devenait sérieux, voire taciturne. »

Il n'est pas que les grandes marques, et, au cours des petites soirs, j'ai rencontré par exemple le champagne Julien Husset, un brut de Vertus (chez Fred, boulev-

vard Pèreire) intéressant, où encore le champagne Renaudin (à Moussy, près d'Épernay), qui a préparé une cuvée pour Chez Léon (rue Legendre). Du reste, beaucoup de marques réservent ainsi des cuvées, et l'on peut boire du champagne Maxim's, du champagne Lasserre, du champagne Fouquet's. Mais des « inconnus » (ou presque), le plus amusant reste ce Chigny-les-roses qui, découvert jadis par le cher M. Périllans, se boit toujours dans ce bar discret et amusant du 30 bis, avenue Niel (tél. : 227-83-84), soit au bar avec quelques amuse-gueules, soit aux tables pour un mignon (il accompagne fort bien notre viande des Grisons, puis le tartare et un fromage de chèvre).

Dans les coteaux champenois, on me permettra de mettre en avant la cuvée La Reynière, de chez Perrier Jouët. Et en ces temps où l'on revient à la cuisine au champagne, j'ajouterais qu'il est parfait en sabayon.

Un détail encore — que les chefs peut-être, du moins certains, refuseront en souriant, mais j'y tiens ! — dans un plat au vin de Champagne (coq au champagne, par exemple), il convient d'ajouter, au moment de servir, quelques cuillerées de champagne cru (comme disait papa Troisgros). Cela ajoute du pep à la sauce.

LA REYNÈRE.

Quelques tables champenoises

Le Cheval blanc à Sept-Saizy

Vieille enseigne où, après ses classes (notamment au Beau Rivage de Condrieu), Laurence, la fille du patron, est venue se mettre au « piano ». Cuisine de Dams d'ARC donc, subtile, savoureuse mais solide aussi, et d'où le terroir n'est pas absent, comme dans ces forevilles au vin de Champagne. Faites-les suivre de simples côtes d'agneau à la menthe fraîche, ou d'un pigeon en crapaudine. A la carte, comptez 300 F.

● Le Cheval blanc, 2, rue du Moulin, à Sept-Saizy (tél. : 61-60-27), à 25 km de Reims et 32 km d'Épernay.

Le Vigneron à Reims

Bien sûr à Reims il y a la Florence (43, bd Foch, tél. : 47-12-70), une très grande maison et le meilleur restaurant (oserai-je dire de la région ?). Mais il faut aller aussi chez cet étonnant personnage qu'est M. Hervé Liégeois, qui, dans un bistrot-musée au-dessus d'une cave où les connaisseurs peuvent faire de véritables trouvailles, sert des plats sincères : filet de carpe sparnacienne, potée champenoise, canard au ratafia, un dessert aux bûcheaux du pays. Comptez 200 F.

● Le Vigneron, place Paul-Jamet (tél. : 88-00-31 et 47-00-71), fermé samedi midi et dimanche.

Le Relais de Sillery

Là encore officie une Dame d'ARC, Jeanne Adin. Dans cette auberge au bord de la Vesle, du foie gras au ratafia (de champagne) au tartare au sabayon (de champagne) ou aux aiguillettes de canard au rouge des coteaux champenois, on se régale parfaitement et raisonnablement. A la carte : 200-250 F environ.

● Le Relais de Sillery, 3, rue de la Gare à Sillery (tél. : 48-10-11), fermée dimanche soir, lundi soir et mardi, Reims 10 km.

Les Berceaux à Épernay

Hostellerie provincialisée, qui vient, ou plutôt revient, à la surface avec un nouveau propriétaire, M. Maillard (ici depuis trois ans et qui a eu du mal à d'autant qu'il ne cuisine pas « dans le vent » mais classique il. Goûtez ses escargots au champagne entre autres. A la carte comptez 250 F.

● Les Berceaux, 13, rue des Barreaux (tél. : 55-28-84), fermé dimanche soir.

L. R.

Bonnes maisons et bons vins

REVOLUTION de palais, quel de la Tourneille, à Paris : M. Claude Terrail, propriétaire bien connu du plus célèbre restaurant La Tour d'Argent, tente une percée — quelque peu aventureuse — sur le front de plus en plus garni de l'épicerie de luxe associée à la gastronomie haut de gamme. Au moment où Hédiard, voyant gros, décide de s'associer au géant Guiness, La Tour d'Argent grandit pour devenir Comptoirs.

Les amateurs — fortunés — pourront y prendre commande du foie

gras frais de canard (190 francs les « 180 grammes environ »), ou du célèbre foie gras d'oie truffé des Trois Empereurs (810 francs les « 600 grammes environ »).

Il y aurait aussi accès à quelques flacons des anciens millésimes de la célèbre cave du restaurant. Comme ces châteaux aiment 1945 et 1947 (4 500 francs chaque), Ducru Beaucaillou 1928 (2 300 francs) ou Latour 1953 (3 100 francs) (1). A noter, aussi, une romanée saint-vivant 1898 (3 100 francs).

D'autres vins, plus abordables, seront proposés : ceux qui ont obtenu les médailles d'or du concours agricole de Paris et de la Foire internationale aux vins de Mâcon.

On remarquera encore l'ingénierie travail du jeune chef, Dominique Bouquet, grâce auquel les Comptoirs pourront offrir en conserve les sauces proposées au restaurant : sauces Marco Polo (25,30 francs les 200 grammes) et Mazarine (23,30 francs les 200 grammes). On envoie une superbe bisque de homard (50,60 francs les 400 grammes) dans laquelle M. Terrail assure qu'on trouve... du homard.

Autre originalité, plus risquée sans doute, la mise en vente du logo de La Tour d'Argent qu'on retrouvera sur l'argenterie, la vaisselle et le linge de table mis en vente aux Comptoirs. Jusqu'au célèbre canard en cristal qui prendra à son envoi moyennant 600 francs.

« Il ne saurait s'agir, explique M. Terrail, d'une banale promotion commerciale dans laquelle La Tour d'Argent perdrait son âme. »

Et ce patriotisme du goût, par ailleurs amateur de polo et de porto sur le foie gras, d'ajouter : « En favorisant ces échanges, il s'agit aussi d'apporter au pays une contribution personnelle à l'équilibre de la balance des comptes. »

J.-Y. N.

Rive gauche

Le Sybarite
Menu gastronomique 138 F S.C.
NOUVELLE CARTE D'AUTOMNE
6, rue du Sabot - PARIS 6 - 222-21-58
Saint-Germain-des-Près

BRASSERIE NIEL
un cadre 1930 avec un équipement parfait en cuisine
une FORMULE BRASSERIE
et un VRAI RESTAURANT
Cuisine à l'ancienne
service de 11 h 30 à 23 h 30
12, avenue Niel - 17
753-73-66

Rive droite

Il y a des femmes qui vous servent à dîner jusqu'à 3 heures du matin.
Huitres, fruits de mer, coquillages toute l'année, choucroutes de la mer, choucroutes paysannes.
LE BAYERN
La grande brasserie bavaroise de Paris avec sa cuisine traditionnelle et ses plats.
Salons de 10 à 120 couverts.
Place de la Concorde
Réservation : 233-48-44
LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la nuit.
Vivez de l'après-midi et de la nuit.
10 rue, place Châteauneuf
Réservation : 874-44-78
CHEZ HANSI
La grande brasserie d'Alsace.
3, place de la Tour Montparnasse
Réservation : 548-36-42

FOIES GRAS PROMOTION ART VILLAGE

Pour mieux nous faire connaître, nous vous offrons le **Port entièrement gratuit et, en cadeau, le Guide Gascogne 1985** pour l'achat de :

Un bloc de Foie Gras de Canard 65 g net (2 parts)
Un bloc de Foie Gras de Canard 100 g net (3 parts)
Deux blocs de Foie Gras de Canard 200 g net (6 parts)
par bloc soit 585 g net pour le prix total de 280 F (conservation garantie 4 ans) (1). A notre tarif normal, ce colis vous reviendrait à 339 F + 39 F pour les frais d'envoi.

GARANTIE TOTALE - ASSURANCE EXCEPTIONNELLE
Commencez par déguster en trois à cinq le plus petit de vos quatre blocs (65 g) (mettez-le au frais deux jours avant dégustation). Si vous n'êtes pas enthousiasmé par sa qualité, il vous suffit de nous renvoyer les trois autres blocs. Nous vous rembourserons le montant de votre achat (280 F) par retour.

Nous sommes une petite équipe (7 personnes) et nous expédions de Saint-Clar (Gers) toute une gamme de spécialités gascognaises. Nous essayons de choisir toujours ce qu'il y a de meilleur, car nos clients sont fidèles et très exigeants.

BON DE COMMANDE à retourner à ART VILLAGE 32380 SAINT-CLAR. Adressez-moi votre colis contenant les quatre blocs de Foie Gras de Canard décrits ci-dessus et votre Cadeau pour le prix total de 280 F port gratuit.

Mon nom
Mon adresse
Code Postal Ville
Ci-joint 280 F par ☐ Chèque bancaire ☐ CCP 3 volets ☐ mandat-lettre
☐ Je préfère contre-remboursement (+18F).
Etes-vous déjà client ? ☐ Oui ☐ Non (cochez les cases correspondantes). Signature
(1) Ingrédients : foie gras de canard reconstruit 98 %, sel, poivre, épices, autres. Le prix de notre promotion correspond à 40,50 F pour 100 g.

SI VOUS RÉPONDEZ VITE, vous recevrez aussi un document intitulé « La Gascogne des Chemins Croisés » et des Ventes Éponoues : beaucoup d'adresses précieuses d'artisans, de viticulteurs (où vous pouvez acheter en direct), et bien d'autres informations, nous venons de rassembler à votre intention, en supplément de notre Guide, ainsi que le moyen de vous faire expédier des vins de Gascogne et de Bordeaux, à prix pris.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

AUVERGNATES ARTOIS ISIDORE ROUZEYROL, 13, r. d'Artois, 9, 225-01-10. F. sam.-dim. BISTROTS À VINS JACQUES MIELAC, 42, r. Léo-Fra, 11e. F. dim. lundi. M. mer. jeudi. 370-59-27. BOURGUIGNONNES CHEZ FIERROT, 18, rue E.-Maurice, 58-05-47/44. F. sam. dim. Châteauneuf. BRETONNES TY COZ, 35, r. St-Georges, 878-42-95. F. dim. lundi. FRANÇAISES TRADITIONNELLES RELAIS BELLMAN, 31, r. Faguet, 723-04-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadeau d'argent. F. samedi, dimanche.	LYONNAISES LA FOUX, 2, rue Clément (6e). F. dim. 325-77-66. Alex aux fourneaux. SARLADAISES LE SARLADAIS, 2, rue de Vienna, 522-23-62. Cassoulet 74 F. Coq 74 F. SUD-OUEST LE FICHET, 174, r. Ordener, 627-85-28. F. dim. Gaillette. Poisson. P.M.R. 130 F. LE REPAIR DE CARTOUCHE 700-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11e). Fermé sam. dim. POISSONS DE RIVIERE ATHANOR, 344-49-15, 4, r. Croissant, 12e. 19 à 24 h, sauf dim. et lundi. S. mer., CLAVIER : concertos aux herbes. FRUITS DE MER ET POISSONS DESSIRIER, 9, pl. Pèreire, 723-04-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadeau d'argent. F. samedi, dimanche.	TOUR DE LYON, 1, rue de Lyon (12e). face à la gare, 343-88-30. Poisson, légumes, Bœuf d'entrée réfrigéré. ALABONNETABLE , 539-74-91. F. sam. dim. 42, r. Fines. PARKING. Sp. POISSONS. BRESILIENNES GUY, 6, rue Mabillon, 6. 354-87-61. CHINOISES - THAILANDAISES DIEP, 22, rue de Flandre, 9, 256-23-96. 35, rue P.-Charras, 363-52-76. Nouvelles spécialités thaïlandaises dans le quartier. Gastronomie chinoise, vietnamite. AIR CONDITIONNÉ. DANOISES ET SCANDINAVES M2, 42, rue de Châteauneuf, 359-28-42. COPENHAGUE, 1er étage. FLORA DANICA et son agréable jardin. ESPAGNOLES EL PICADOR, 80, bd Bastille, 357-28-87. F. dim.-mardi. Env. 130 F.	ETHIOPIENNES ENTOTO, 587-08-51. F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13e. Dorowet, Beyanemotou av. l'Indjira. INDIENNES-PAKISTANAISES MAHARAJAH, 15, r. Chaplain (6e). F. lundi. 325-12-84. M. mer. V. mer. PRX KALI 84 : meilleur curry de Paris. MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 354-26-07. T.L.J. M. mer. PRX KALI 84 : meilleur curry de Paris. ISLAM-ABAD, 11, rue Houdon, 257-76-76. T.L.J. TANDOORI-CURRY. ITALIENNES L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouchon, 13e. 359-08-15. F. dim. lundi. EMILIE ROMAGNE. MAROCAINES AUSSAFI, 5, rue St-Benoit, 548-47-32. 28h à 6h 15. COUSCOUS, PASTILLA, TAGINES. F. dim.-mer. 28h à 17 h. Carte blanc.	VIETNAMIENNES NEM, 66, 66, rue Lauriston (16e), 727-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades. Salons pour déjeuners d'affaires et banquets ALSACE À PARIS , 326-89-36. Salons de 10 à 60 couverts. 6, pl. St-André-des-Arts (6e). CHATEAU DE LA CORNICHE à Rolleboise (A13, sortie Bonnières). Panorama exceptionnel, table distinguée par tous les guides. Salons des impressionnistes, fumoir, parc, piscine, tennis. Tél. (3) 093-21-24. Ouvert après minuit GUY , 6, rue Mabillon, 6. Tél. : 354-87-61. CUISINE ET ATMOSPHÈRE BRÉSILIENNES.
--	--	---	--	--

LA GRANDE FÊTE DE LA FORME

RANDONNÉE
DE PARIS A
VERSAILLES

Pour l'étalement des vacances

Temps de travail, temps de loisir... L'homme est malade du temps. C'est le point de vue du professeur Henri Péquignot, ancien chef de service de médecine interne de l'hôpital Cochin à Paris.

« NOUS vivons avec un modèle du temps de vivre profondément inadéquat. » Ainsi s'exprime le professeur Henri Péquignot, ancien chef de service de médecine interne de l'hôpital Cochin à Paris, considérant que « l'homme est malade du temps » (1). Selon cet éminent médecin, cette inadéquation apparaît dans sa pleine mesure dès lors qu'il s'agit des vacances.

« Phénomène sociologiquement récent, écrit le professeur Péquignot, les vacances sont devenues à la fois une puissante revendication sociale et, d'autre part, une immense activité économique en extension rapide. » Mais ces migrations auxquelles on assiste, ébahis, chaque année au mois de juillet et au mois d'août, sont-elles malgré tout une fatalité inhérente au développement socio-économique des pays industrialisés ?

Le professeur Péquignot ne le pense pas. Il se souvient d'une étude d'Elizabeth Thomas parue dans la revue *Consummation* (2) consacrée aux loisirs aux États-Unis qui montrait que, comme en France, il y a aux États-Unis une prodigieuse augmentation de la consommation de loisirs. Toutefois, à la différence de la France, le loisir américain est centré sur le temps libre en fin de journée et en fin de semaine, et finalement assez peu sur la rupture prolongée.

« On conçoit sans peine, écrit le professeur Péquignot, que cela implique des conséquences économiques fort différentes. L'économie française, en groupant ses congés, a à supporter non seulement le manque à gagner des jours de congé, mais aussi l'arrêt brutal de toute l'économie du pays, sans parler du coût social des transferts massifs de population. » Par ailleurs — en conséquence — le collectif d'équipement des zones de vacances s'est fait aux dépens de la généralisation d'un équipement de loisirs proche du domicile (piscines ou espaces verts, par exemple). Ce choix sacrifie non seulement celui qui ne peut pas se déplacer, mais également tous ceux qui partent en vacances et qui, faut-il le rappeler, passent tout de même près de onze mois sur douze à leur domicile.

« Il est tout à fait remarquable, observe le professeur Péquignot, que le choix fait par notre pays a été beaucoup moins économique que celui des États-Unis. Et ce, bien que notre économie soit moins riche que celle des Américains. » En tant qu'hygiéniste, conclut le professeur Péquignot, le médecin a son mot à dire dans le choix ainsi fait entre longues vacances plutôt que courtes semaines ou

courtes journées de travail avec loisirs équilibrés.

(1) Certaines des citations contenues dans cet article sont extraites d'un ouvrage coédité par A. Reinberg, P. Fraisse, C. Leroy, H. Montgommery, H. Péquignot, H. Pouliot et G. Vennart, *L'homme malade du temps*, Stock éditeur.

(2) « Les loisirs aux États-Unis », *Consummation*, juillet, septembre 1966, n° 3.

La prévention par le sport

Le cancer fait peur. Pour s'en prémunir, certains font du sport. Existe-t-il un lien entre activité physique et apparition de la maladie ? Le docteur Marc Spielmann, chef de clinique-assistant à l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif, répond. Avec des nuances.

« Peut-on vraiment parler de liens entre cancer et activité physique ? C'est sans doute moins facile que pour d'autres disciplines médicales comme la médecine cardiovasculaire. On fait, par exemple, de la réadaptation après un infarctus du myocarde. Pour les cancers sans traitement, il est sûr que la pratique du sport n'est pas une chose évidente. C'est en fait l'équilibre fonctionnel des traitements suivis.

« Pourriez-vous nous donner un exemple ? Je m'occupe plus particulièrement des cancers du sein. C'est un domaine où une femme qui a pratiqué un sport avant la découverte du cancer pourra reprendre la compétition après traitement. Nous avons eu plusieurs malades qui sont ainsi revenues à un très bon niveau de performance.

« Sur votre incitation ? Le médecin incite probablement. Le cancer, c'est avant tout la peur de ce qu'on va devenir. C'est pourquoi il faut insister sur la réintégration, dans tous les domaines de la vie en société, familiale, professionnelle et aussi

sportive. C'est absolument essentiel. » Et dans le cancer du sein ?

« Les traitements sont moins mutilants. Nous faisons beaucoup de chirurgie conservatrice. C'est une source de moindre gêne. Une patiente peut par exemple parfaitement faire de la natation sans qu'on voit qu'elle a subi une intervention. C'est un gros avantage esthétique et la personne, bien sûr, se sent mieux dans son corps. Il faut toutefois recommander à ces patientes, lorsqu'elles font de la compétition, d'éviter de se blesser comme tenu de l'ablation d'une partie du système lymphatique qui impose le traitement et des risques d'infection qui pourraient en résulter.

« Avez-vous d'autres exemples ? Nous avons aussi, parmi nos malades, des personnes ayant des pathologies graves, comme des ostéosarcomes, qui ont dû être amputées. Un jeune garçon a ainsi réussi à être l'un des lauréats des derniers Jeux olympiques des handicapés. Ce sont, bien sûr, des personnalités quelque peu exceptionnelles. Mais je crois qu'il s'agit d'un des meilleurs moyens pour se réintégrer pleinement à la vie en société.

« A-t-on pu établir une corrélation entre la qualité de cette réintégration et la durée de rémission ou les taux de guérison ? C'est difficile à dire. On ne peut pas en parler. Il faut tou-

jours insister sur un point particulier. Quelqu'un qui a un cancer ne vit plus en tant que tel, mais en tant que malade. Il vit plus pleinement. Les malades nous le disent bien : « Il n'y a pas de jours gris. » C'est peut-être une période où l'on fait ce qu'on n'aurait pas fait avant. Le sport comme d'autres choses.

« Sait-on quelque chose sur la prévention du cancer grâce à une activité sportive équilibrée ?

« Là encore il est assez difficile de répondre. L'activité sportive fait que ces personnes ont souvent une alimentation plus équilibrée. Cette activité est aussi souvent associée à une non-consummation de tabac. Autant d'éléments essentiels qui, indirectement, sont importants dans la prévention en général. Mais je voudrais surtout insister sur la réintégration. C'est un problème très grave. Un malade guéri reste aujourd'hui ce qu'il était jadis : une victime de la tuberculose ou de la peste. Le cancer fait peur et on ne se fait pas confiance. Il est difficile pour un employeur d'admettre qu'un cancer est un employé comme un autre. Plus qu'un autre domaine d'activité, le sport, parce qu'il permet l'échange et la compétition, est, à cet égard, un élément essentiel.

« Je ne prescris pas de sport mais je recommande à toutes mes malades atteintes d'un cancer du sein la natation. La réadaptation de l'épaule dans l'eau est une chose extraordinaire. Et ce, même si la malade ne sait pas nager.



Les principes d'une alimentation équilibrée

A VOIR une alimentation équilibrée (« de tout, un peu ») et faire du sport : avec de tels préceptes, chacun possède la clé de la bonne forme et la possibilité de prévenir, autant que faire se peut, l'apparition d'une maladie cardiovasculaire et, chez la femme, d'une ostéoporose. En réalité, tout n'est pas si simple : chacun se construit sa propre définition de

l'équilibre alimentaire, et pour ce qui est de faire du sport, chacun y trouve son compte là où, précisément, il ne devrait pas y avoir de quoi parvenir.

« Un sport, nous dit le docteur Monique Kourdiou, nutritionniste à la clinique Saint-François et à l'hôpital Saint-Michel (service du professeur Creff), cela se prescrit en fonction de chaque cas individuel. Ainsi, celui — ou celle — parce qu'il fait partie d'un groupe à risque ou parce qu'il exprime le désir, qui souhaite réellement prévenir la survenue d'une maladie cardio-vasculaire, devra pratiquer un sport aérobique à court terme. C'est-à-dire, s'il s'agit d'un sport à plein air, du vélo, de la marche rapide ou du jogging ; s'il s'agit d'un sport en appartement, de la gymnastique aérobique, du vélo d'appartement, de la course sur place, du saut à la corde ou du rameur. Un cas à part : la natation, qui est un excellent sport aérobique, mais qui ne fait pas maigrir.

L'efficacité de ces sports aérobiques est, aujourd'hui, admise par tous. Mais il faut que leur pratique régulière puisse faire diminuer le taux de cholestérol total.

Pour ce qui est de la prévention de l'ostéoporose, le problème est encore plus simple, puisque, nous dit M^{me} Kourdiou, « le tout est de remuer ». Ne pas oublier, cependant, que la pratique d'un sport, quel qu'il soit, devra s'accompagner de la prise alimentaire d'environ 600 mg/j de calcium. En veillant à ce que celle-ci ne s'accompagne pas de celle — plus abondante — de matières grasses. D'où la recommandation classique d'une alimentation riche en laitages fermentés.

Autre cas de figure fréquemment rencontré par les nutritionnistes, celui de ceux ou de celles qui se trouvent trop gros. A ce propos, les deux adages énoncés par M^{me} Kourdiou ne feront pas de mal : « Il n'y a pas d'amaigrissement durable sans habitude sportive : il faut faire de la natation, personne ne sera gros. »

Alors ? Manger, certes, mais de tout un peu, en sachant que, d'une manière générale, notre ration alimentaire est trop grasse : que le poisson le plus gras sera toujours moins gras que la viande la moins grasse ; que les œufs en grasse saturées — le beurre par exemple — ne sont pas recommandés ; que le pain et les pâtes n'ont pas les vertus néfastes — grossissantes — qu'on leur prête généralement. Bref, il convient d'avoir une alimentation d'équilibre alimentaire. M^{me} Kourdiou se sert d'une formule en forme d'équation : 421 = GPL. Dans cette formule, G représente la famille des glucides (le pain, les pâtes, le riz, les légumes secs, les fruits, le miel, le sucre). Les chiffres 4, 2, 1 représentent le nombre de portions de chacune des familles G, P et L qui doivent obligatoirement rentrer dans la composition de chacun des trois repas, y compris et surtout l'indispensable petit déjeuner, trop souvent délaissé en France.

Comment utiliser cette formule ? Tout d'abord en sachant classer les aliments en fonction de leur teneur principale.

Ensuite, en sachant composer, de manière harmonieuse si possible, un repas 421 = GPL. Ce dernier devra donc comprendre :

— 4 portions de glucides : par exemple, une de crudités, une de légumes ou fruits crus, une de féculents et une de produits sucrés.

— 2 portions de protéines (lactés et non lactés).

— 1 de lipides divisés en 2 (1/2 animal, 1/2 végétal).

En ce qui concerne les portions, il faut toujours mieux manger de petites portions plus souvent que de grosses portions et, surtout, ne pas oublier le petit déjeuner. Le seul élément que l'on peut fort bien omettre dans un menu, c'est le produit sucré. D'ailleurs, souvent, on le consomme entre les repas (café, thé...). Enfin, il faut se souvenir qu'une préparation culinaire peut représenter deux, voire trois portions. Restent les boissons, la seule indispensable dans l'eau, dont il faut consommer au moins 1 à 1,5 litre/jour, de préférence entre les repas.

Thermalisme

L'ENNUI, la langueur et les tracasseries d'une cure thermale ne sont pas des fatalités. VVF veut faire du temps de cure, pour le curiste, sa famille et ses amis, un temps de détente et de vacances. Les jardins d'enfants pour les tout-petits, les clubs de jeunes pour les plus grands, l'animation totale des journées, la collaboration

entre VVF et les établissements thermaux est étroite et favorise le renouvellement de plusieurs stations. Séjours de cure ou de thalassothérapie tiennent compte du rythme des soins et proposent une animation adaptée pour les curistes et leur famille comme à Balaruc-les-Bains (Hérault) et, bientôt, à Evian-les-Bains (Haute-Savoie).

VVF PROPOSE des vacances à la neige dans tous les massifs de montagne : Alpes, Pyrénées, Massif central et Vosges. Pour du ski de piste, de fond ou des promenades en raquettes.

On trouve aussi des séjours de remise en forme, des stages sportifs (tennis, voile, planche à voile, plongée sous-marine, canoë-kayak, randonnées équestres, raids en montagne, courses d'orientation, etc.).

VVF c'est aussi le royaume des enfants. Pour en savoir plus, vous pouvez demander à recevoir le catalogue 1985-1986 à :

VVF Villages Vacances Familiales, 33, avenue du Maine, 75755 Paris, Cédex 15. Tél. : 45-38-20-00.